



Union économique et monétaire et réunification

Les divergences franco-allemandes pèseront sur le conseil européen

L'amitié à l'épreuve

LA belle amitié franco-allemande, tant vantée ces dernières années, a du plomb dans l'aile. Cela tombe mal, car jamais elle n'a été aussi souhaitable qu'aujourd'hui. Une course de vitesse est en effet engagée entre la construction communautaire et les changements politiques à l'Est. Depuis des semaines, l'idée s'ingère que seule une Communauté forte est en mesure de structurer convenablement l'architecture future du continent. Il s'agit notamment d'encadrer l'évolution des Allemands, de sorte que le mouvement vers leur unité ne se fasse pas de façon autonome, aux dépens des autres Européens.

Depuis des semaines, le chancelier multiplie les assurances verbales sur l'ancrage de son pays dans la CEE. Il lui reste à passer aux actes vendredi à Strasbourg, où se réunit le conseil européen, et c'est là que le bât blesse : M. Kohl ne paraît en effet pas pressé de souscrire aux propositions de la présidence française visant à hâter le pas vers l'union politique.

Ces dernières années, les divergences n'ont pas manqué, mais elles portaient sur des questions considérées comme secondaires et ne perturbant pas gravement la construction européenne, dont « l'axe Paris-Bonn » se voulait le moteur. Puis sont venues se greffer des approches divergentes de la politique à mener sur une question plus grave : celle de l'avenir des deux Allemagnes. La concertation entre Paris et Bonn a fait défaut en deux circonstances récentes au moins : d'une part, quand M. Mitterrand a annoncé qu'il se rendrait en RDA avant la fin de la présidence française de la CEE, en sachant très bien qu'il empêcherait ainsi M. Kohl de s'y rendre avant lui, à moins d'acrobaties auxquelles le chancelier a finalement décidé de se livrer le 19 décembre. D'autre part, quand le chancelier a présenté au Bundestag son plan sur l'unité allemande, sur lequel il n'avait ni consulté ni même pleinement informé ses alliés.

Le ton de la France s'est durci sur la question allemande. On a pu constater, jeudi à Kiev, qu'il est désormais plus proche de celui de M. Gorbatchev que de celui du chancelier. « Il ne faut pas commencer par poser la question des frontières (L.), mais plutôt renforcer la Communauté », a dit M. Mitterrand. Cela sonne comme un marché proposé à Bonn : faites vos preuves européennes, l'examen de la question allemande viendra après. D'autre part, en parlant des « frontières » sans précision, c'est-à-dire en mettant dans la même sac celle de l'Elbe entre les deux Allemagnes et celle de l'Oder-Neisse entre la RDA et la Pologne, le président de la République fait sienne la tactique soviétique. C'est une façon de sommer le chancelier de dissiper les ambiguïtés qu'il entretient sur la ligne Oder-Neisse, pour des raisons électorales.

En bref, c'est bien à une épreuve de force que l'on va assister à Strasbourg entre la France et la RFA. Paris demande à M. Kohl d'avoir, en ces circonstances cruciales, le comportement d'un homme d'État, pas celui d'un chef de parti en campagne.

M 0147 - 1208 0 - 4,50 F



3790147004500 12080

Alors que M. Mitterrand, qui a rencontré M. Gorbatchev à Kiev, mercredi, demandait à M. Kohl de ne « pas envenimer les choses » en parlant de réunification, le chancelier manifestait des réserves sur la question de l'union européenne. Ces divergences pèseront sur le conseil européen qui s'ouvre vendredi. En RDA, le PC tiendra son congrès extraordinaire dès vendredi, et M. Egon Krenz a été remplacé à la tête de l'État par M. Manfred Gerlach, chef du Parti libéral démocrate.

KIEV

de notre envoyé spécial

Le chancelier Kohl doit comprendre que la situation en Europe est suffisamment déstabilisée pour ne pas en rajouter en parlant prématurément de réunification de l'Allemagne sans même se porter garant des frontières orientales de cette future Allemagne, c'est-à-dire de la ligne Oder-Neisse.

Tel est finalement le message que M. Mitterrand est venu lancer de Kiev - en terre soviétique - mercredi 6 décembre, à un chancelier ouest-allemand qu'il va retrouver vendredi à Strasbourg pour le Conseil européen, dont l'issue va permettre de juger les six mois de présidence française de la CEE.

Et beaucoup, dans cette dernière affaire, va dépendre justement du chancelier Kohl, dont l'avis sera décisif pour l'avenir

de l'union économique et monétaire, et qu'on soupçonne de plus en plus de vouloir refuser une date précise pour l'organisation de la conférence intergouvernementale chargée de revoir le traité de Rome.

La mise en garde de M. Mitterrand - qui n'a pu que combler M. Gorbatchev, et le comportement extrêmement chaleureux du numéro un soviétique le confirmerait, - est intervenue, mercredi 6 décembre en fin de journée, en conclusion de la conférence de presse conjointe qu'ont donnée les deux chefs d'État dans la capitale de l'Ukraine.

JACQUES AMALRIC

Lire la suite page 2

Lire également l'article

de PHILIPPE LEMAITRE :

« Le Conseil européen sera dominé par le débat sur l'union monétaire »

L'Intifada, jour après jour...

A l'approche du deuxième anniversaire du soulèvement, le 9 décembre, près d'un million de Palestiniens des territoires occupés ont été soumis au couvre-feu

JÉRUSALEM

de nos envoyés spéciaux

C'est l'image de l'enlèvement, d'une bataille d'usure déjà longue et qui peut encore durer longtemps. A la sortie de Bethléem, en face du camp de réfugiés palestiniens de Dehaishe, l'armée israélienne a installé son propre camp : jeeps, camions, tentes, bureaux, postes de surveillance, l'ensemble protégé par un mur de terre et de gravats. Comme la haute barrière métallique plantée le long de Dehaishe ne suffisait pas à empêcher les jets de pierres sur la route en contrebas, l'armée a posé un grillage aux mailles plus serrées ; et comme cela ne suffisait toujours pas, il a fallu, quelques mois plus tard, fixer de

larges plaques de tôle ondulée le long de la barrière. Ce face-à-face illustre le nouveau statu quo dans les territoires occupés. Deux ans après le début du soulèvement palestinien en Cisjordanie et à Gaza, les deux parties paraissent figées dans l'affrontement, durablement installées dans une situation conflictuelle à laquelle on s'est adapté - de part et d'autre. Lorsqu'elle éclate, le 9 décembre 1987, l'Intifada est d'abord une explosion de colère ; elle est devenue un mode de vie.

Elle avait stupéfié les Israéliens et même surpris l'OLP ; elle a pris un rythme de routine. Comme à Bethléem, l'armée s'est organisée et les Palestiniens, de leur côté, ont modifié les formes de leur lutte. On s'installe, pour tenir la distance.

Les manifestations de masse de la première année ont disparu. Elles ont été remplacées par la guérilla - à coups de pierres et de cocktails molotov - que mènent les « groupes de choc » de l'Intifada contre les voitures des colons et les patrouilles de l'armée. « C'est une stratégie de lutte armée sans armes » (à feu), dit un universitaire.

Les commerçants ne sont ouverts que trois heures par jour et chaque semaine est ponctuée d'une journée et demie de grève générale - à l'appel de la direction unifiée (TOLP) ou du mouvement islamiste Hamas. Mais les militants ont appris jusqu'où ne pas aller trop loin.

ALAIN FRACHON

et YVES MELLER

Lire la suite page 7

Les deux crises françaises

La France qui gagne a tendance à oublier les victimes de la rigueur. M. Le Pen les utilise contre l'ensemble de la classe politique

par Jean-Marie Colombani

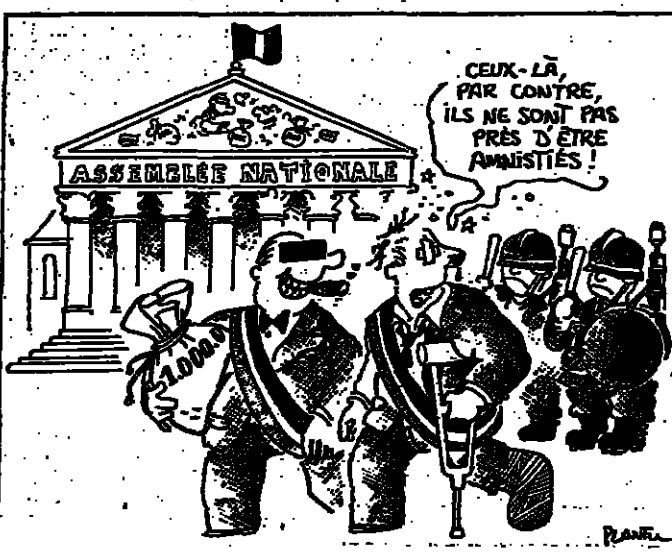
Chassez la politique, elle revient au galop ! Il a suffi de deux dimanches électoraux pour qu'elle se rappelle à notre attention et remplisse son office : au-delà d'une vision économique qui, elle, peut légitimement porter à l'optimisme, la société civile demande que l'on se penche sérieusement sur son sort.

Sans vouloir amplifier les succès de l'extrême droite à Dreux et à Salon-de-Provence, mais pour tenter d'échapper à la dialectique désastreuse d'un débat politique qui sépare ceux que l'on peut - à droite - taxer de complaisance à l'égard de l'extrême droite de ceux qui se contentent - à gauche - de dénonciations parlementaires, il

est urgent de prendre la mesure des deux crises françaises qui se développent et rendent nécessaire un changement des comportements et du paysage politique.

La première crise est celle qui oppose une France à une autre. Non plus la France de gauche contre la France de droite, comme au bon vieux temps. Mais bien la France qui sort de la crise économique et celle qui a le sentiment d'y rester, alors qu'elle a payé le prix le plus élevé, celui de l'austérité. La France qui gagne, comme dirait Bernard Tapie, figure emblématique de la réussite-spectacle et de l'argent facile.

Lire la suite page 11



Lire page 9 le compte rendu des débats à l'Assemblée nationale par PASCAL ROBERT-DIARD et l'article de JEAN-YVES LHOMEAU : « Hypocrisie »

Le cardinal Lustiger et l'abbé Grégoire

L'archevêque de Paris explique pourquoi l'Eglise de France n'assistera pas au transfert des cendres du prêtre constitutionnel au Panthéon

Lire page 16 - section B les propos du cardinal Lustiger recueillis par Henri Tincq

Les négociations de Prague

La Tchécoslovaquie au bord de la crise constitutionnelle

Lire page 4

Attentat à Bogota

40 morts, 400 blessés

Lire page 8

Fin de la rébellion aux Philippines

Les mutins sont rentrés dans leurs casernes

Lire page 4

Patrimoine

Les mariages forcés entre l'architecture ancienne et l'architecture moderne

Lire page 13 - section B

Le sommaire complet

et « Sur le vif » se trouvent page 46 - section D

LIVRES ♦ IDÉES

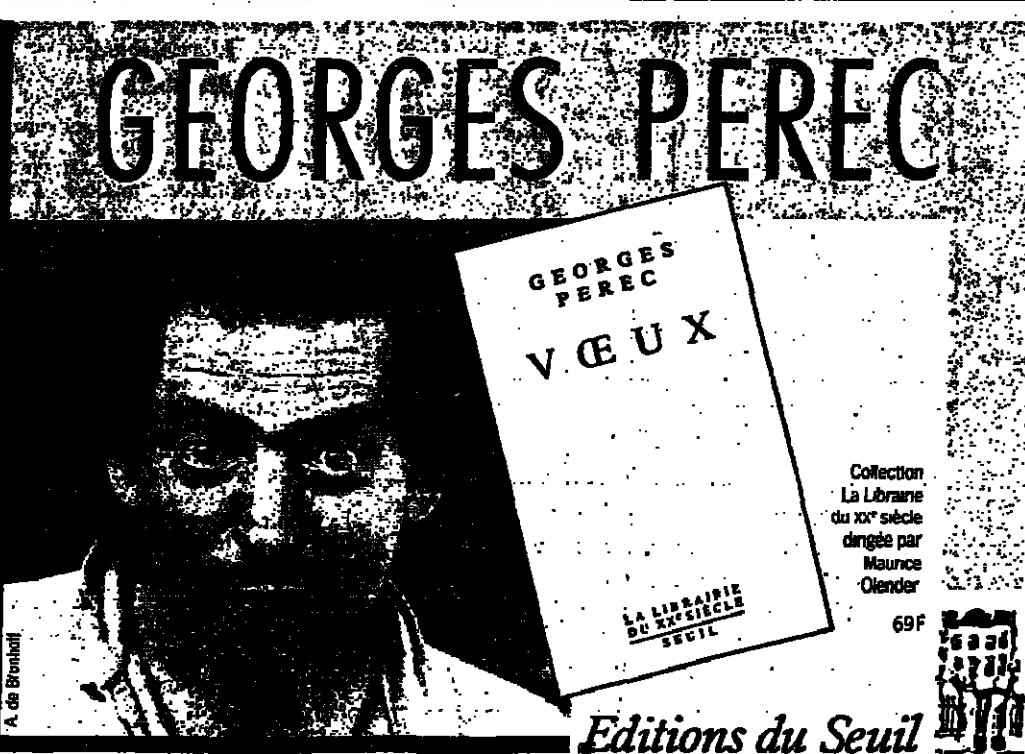
Bicentenaire : un bilan

La commémoration de 1789 touche à sa fin. C'est donc l'heure des premiers bilans. Il y en a trois, bien sûr. Mais quelle fête ? Revenant sur les controverses qu'a suscitées l'événement, Daniel Bensaïd, auteur cette année d'un *Moi, la Révolution*, estime que du grand spectacle des Champs-Élysées à la reconstitution de Valmy, l'État a tenté de compenser la vacuité des mots par l'énormité de l'image. La cérémonie, dit-il, a dévoré la fête.

Mais, derrière les fastes, le Bicentenaire a aussi été l'occasion d'une profusion éditoriale - notre « Petite Bibliothèque » signale encore près d'une quarantaine d'ouvrages - et d'une multitude de travaux, débats et colloques. Commentant les premiers résultats de cette activité scientifique, Roger Chartier est formel : le Bicentenaire est, de ce point de vue, une réelle réussite, et des questions qui lui étaient trop longtemps demeurées étrangères sont désormais durablement posées à la Révolution.

- L'islam secret : le monde des hermes vu par Philippe Sollers.
- Le cinquième anniversaire de la première édition de l'œuvre de François Villon.
- Livres d'étranges pour les enfants : Nicole Zand a sélectionné près de cinquante titres.
- D'autres mondes : à l'est de l'Est, peu de nouveaux.
- Le fascisme de Michel Braudeau : John Updike, Norman Mailer et John Dos Passos.

pages 25 à 36 - section C



Collection
La Librairie
du 20^e siècle
dirigée par
Maurice
Ondier

69F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Australie/Néozélande, 7,30 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 p. ; Inde, 180 r. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 6 000 L. ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$; USA-Indonésie, 2 \$.

ÉTRANGER

Le sommet des Douze à Strasbourg

Le conseil européen sera dominé par le débat sur l'union monétaire

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze se réunissent vendredi 8 et samedi 9 décembre à Strasbourg. Face aux événements qui se déroulent à l'Est, le principal objectif de ce conseil européen, aux yeux de M. Mitterrand qui le préside, est de démontrer la volonté de la Communauté de se renforcer.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Comme prévu, le président de la République demandera à ses partenaires de fixer la date d'ouverture de la conférence intergouvernementale (CIG) chargée de définir le contenu des deuxième et troisième étapes de l'union économique et monétaire (UEM), ainsi que les aménagements institutionnels que celle-ci implique.

Il souhaite qu'elle commence ses travaux à l'automne 1990. M. Thatcher, peu désireuse de voir s'instaurer une union économique et monétaire, en raison des transferts de souveraineté qu'elle suppose, est hostile à la fixation d'une date. Surtout, le chancelier Helmut Kohl, sachant l'opinion allemande divisée sur cette affaire, hésite.

Une lettre adressée par M. Helmut Kohl à François Mitterrand a fait monter la tension à la veille du rendez-vous de Strasbourg. Le chancelier, tout en réaffirmant son adhésion à l'idée de l'union monétaire qui implique un resserrement des liens politiques entre les Douze, y demanderait que la date d'ouverture de la conférence ne soit arrêtée qu'au deuxième semestre 1990, à la fin de la présidence italienne.

Un moyen d'éviter, à la veille des élections en RFA (11 décembre 1990), une polémique sur ce thème, alors qu'une partie des milieux économiques et bancaires, relayés par la CSU bavaroise et l'extrême droite, est opposée à l'UEM.

Du coup, les Britanniques, qui rêvent de saboter le projet, se sentent moins seuls, et les Hollandais, hésitants, s'apprennent à jouer les médiateurs. Les uns et les autres vont expliquer suavement que les travaux préparatoires à la conférence intergouvernementale sont insuffisants, qu'il faudrait mieux avoir l'expérience de la première phase vers l'union monétaire (celle-ci débutera le 1^{er} juillet 1990) avant d'engager les travaux pour les deux étapes suivantes.

M. Mitterrand, dont la diplomatie européenne est axée depuis dix-

huit mois sur la marche vers l'union monétaire, n'est pas disposé à prendre son parti d'une telle débauche. Celle-ci, si elle se confirmait, déboucherait sur une crise franco-allemande et, par la même communauté, extrêmement grave. « Nous devons au moins, raison, politique ou économique, de tarder. Le président de la République n'a laissé aucun doute sur sa volonté de poser la question de la date d'ouverture de la conférence et réclamer une réponse claire. Dans le contexte actuel des événements en Europe orientale, tergiverser reviendrait à donner un contre-signal particulièrement inopportuniste, à jeter un doute sur la volonté de la Communauté d'aller de l'avant », observe-t-on à l'Elysée.

An demeurant, les Français, tout en reconnaissant que la situation

est incertaine, ne semblent pas accablés de pessimisme. « Nous sommes en contact permanent avec Bonn », expliquent-ils, comme s'il était évident que la lettre du chancelier n'indiquait pas une position définitive. M. Kohl, après avoir souligné à maintes reprises, et la dernière fois lundi lors du sommet de l'OTAN, l'importance capitale à ses yeux de la Communauté pour la République fédérale, peut-il sans risque de se contredire, faire prévaloir des considérations électorales ?

En outre, personne n'ignore à Bonn que, pour les Français, les évolutions en Allemagne doivent se produire dans le cadre communautaire, que l'ouverture à l'Est doit être couplée avec le renforcement de la CEE.

Une « coalition » antifrançaise à Strasbourg est d'autant moins certaine que le manque d'empressement des Anglais et des Allemands à l'égard de l'union monétaire est fondé sur des raisons différentes, voire opposées. Celles des Anglais sont politiques. On envisage volontiers à Londres un renforcement de la coopération économique et monétaire dans la CEE, mais on se rétracte dès lors qu'il est question de transférer des pouvoirs aux institutions communautaires.

Le point
sur l'acte unique

C'est pour des raisons économiques que M. Kohl, au contraire, se rallie à l'idée d'une plus forte intégration européenne, et ses hésitations concernent la conduite de la politique économique. Le gouver-

nement fédéral et la Bundesbank donnent actuellement le ton en Europe : on leur demande de partager ce rôle avec leurs partenaires de la CEE, ils y regardent à deux fois.

Le renforcement de la Communauté, objet de la sollicitude du conseil européen, ne se résume pas au débat sur l'union monétaire. Celle-ci sera abordée lors du déjeuner de vendredi. Auparavant, les Douze auront fait le point sur la mise en œuvre de l'acte unique. On considère à Paris que la mise en place du marché unique de 1993 se poursuit à un rythme normal et que, à cet égard, le bilan de la présidence française est satisfaisant.

Il faudra donner certaines impulsions, notamment en matière fiscale. S'agissant du dossier sensible de la TVA, on peut s'attendre que les chefs d'Etat et de gouvernement invitent leurs ministres des finances à boucler rapidement un accord qui inclurait un engagement précis à rapprocher les taux appliqués et à élargir, avant de les supprimer, les franchises dont bénéficient les voyageurs pour leurs achats personnels.

La charte sociale devrait être adoptée sans doute à onze, le Royaume-Uni continuant à faire cavalier seul. Viendra ensuite un tour de table sur l'aide aux pays de l'Est. La présidence française souhaite obtenir une décision de principe sur trois points : la création d'une banque de développement pour l'Est, celle d'une fondation européenne pour la formation, et enfin l'élargissement des programmes communautaires d'éducation (Erasmus, Comett, Lingua, aux pays de l'Est).

Les Douze feront ensuite le point sur l'Europe de l'audiovisuel, la politique d'environnement, la lutte contre la drogue et la suppression des contrôles aux frontières.

PHILIPPE LEMAITRE

L'adoption d'une charte sociale : un geste politique

« Déclaration incantatoire » ou « saut qualitatif » ? L'adoption, selon toute probabilité, d'une charte communautaire des droits sociaux fondamentaux, à Strasbourg, les 8 et 9 décembre, par onze des douze chefs d'Etat ou de gouvernement de la CEE (le prior, M. Thatcher ne s'aligne pas) ouvrira le champ à toutes les interprétations : comme tous les textes de portée générale, cette charte aura celle qu'on voudra bien lui donner.

La présidence française se doit d'aboutir à un accord : M. Mitterrand a suffisamment répété que l'Europe serait sociale ou ne serait pas, que l'Europe des capitaux ne se ferait pas sans l'Europe des travailleurs, qu'il faut qu'il y ait une Europe sociale lorsque naîtra une Europe

économique et monétaire... Un discours à usage interne autant que communautaire en cette période de grandes manœuvres au sein du PS : impossible de décevoir les socialistes français au moment où l'« aile gauche » du parti s'agit en dénonçant l'Europe du libéralisme !

Il n'y a guère de doute, d'ailleurs, qu'accord il y aura. Plus petit dénominateur commun entre les futurs signataires, le texte sera le même, les négociations ne peuvent qu'être adoptées, puisqu'il se résume, en fait, à une déclaration solennelle engageant les Etats à respecter des principes fondamentaux. Une déclaration sans effets, juridiques contraignants... De quoi nourrir l'amertume des syndicats

et des parlementaires européens. « On ne croit pas, en dépit de ce qui est souvent répété, que cette charte se bornera à de vaines ou de vagues formules ; ou bien, je le dis tout net, nous n'en voudrions pas non plus », affirmait M. Mitterrand le 25 octobre dernier à Strasbourg, devant les parlementaires. Apparemment, le président a mis depuis de l'eau dans son vin. Car, règle du compromis oblige, et bien que résigné à parvenir à un accord sans la Grande-Bretagne, les onze ont révisé leurs objectifs à la baisse.

L'adoption de cette charte n'en constituera pas moins un geste de portée politique non négligeable. Un geste dont l'ampleur demeure inconnue. Les jeux ne sont pas faits, ceux que

l'aspect incantatoire du texte rebute n'ont pas perdu espoir. Ils souhaitent que les « onze » aillent au-delà de la signature de la charte, en donnant à la Commission européenne une sorte de mandat qui lui permettrait de mettre en œuvre le programme d'action qu'elle a préconisé fin novembre. Signal politique ou non, la Commission, elle, a l'intention d'engager ce programme d'action, et d'utiliser au maximum la procédure du vote à la majorité qualifiée pour faire adopter les textes de nature sociale. Mais, pour Bruxelles, la caution de onze chefs d'Etat et de gouvernement ne serait pas un luxe...

MARIE-PIERRE SUBTIL

Le poids des divergences franco-allemandes

Suite de la première page

Comme s'il n'avait pas été suffisamment clair au cours de l'heure précédente, consacrée pour l'essentiel à la réunification, M. Mitterrand a conclu par ces phrases : « On a parlé de tous les sujets qui nous préoccupent à la gorge. (...) On doit se garder d'envenimer une situation qui est complexe. (...) Je fais confiance aux dirigeants allemands, et faire confiance, cela veut dire dire la vérité ».

Auparavant, après avoir rappelé que la France est « l'amie, l'alliée de l'Allemagne », le président de la République avait insisté à plusieurs reprises sur la nécessité de ne pas « renverser l'ordre des facteurs », sur le fait qu'« aucun pays d'Europe ne peut agir sans tenir compte des autres (...), de la

situation qui résulte de la guerre. (...) Il ne faut pas commencer par poser la question des frontières, avant d'avoir, mais sous-entendu, à renforcer la Communauté et (...) éviter les incursions à l'Est ».

Faisant, par ailleurs, référence au plan en dix points de M. Helmut Kohl, M. Mitterrand a bien rappelé que le chancelier n'avait fixé aucun calendrier, donc qu'il n'avait pas « bousculé la situation ». Il n'empêche : c'est la première fois qu'un dirigeant occidental prend aussi nettement ses distances par rapport à Bonn.

Autre annonce de M. Mitterrand, destinée elle aussi à « aider » M. Gorbatchev : le président de la République s'est rallié à l'idée soviétique d'organiser en 1990 — sans attendre donc l'échéance de

1992 — un « Helsinki 2 », c'est-à-dire une réunion au plus haut niveau des protagonistes de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

La proposition avait été faite la semaine dernière, à Rome, par M. Gorbatchev et n'avait pas été retenue par le conseil de M. Bush au cours du sommet de Malte. Le président américain préfère une étape intermédiaire, c'est-à-dire une réunion au plus haut niveau également, mais des seuls chefs d'Etat ou de gouvernement des vingt-trois pays membres soit de l'OTAN, soit du pacte de Varsovie.

Peu après l'intervention de M. Mitterrand, on expliquait dans son entourage que les deux démarches n'étaient pas contradictoires et qu'on pouvait très bien avoir en 1990 d'abord la conclusion d'un accord sur la réduction des armements conventionnelles, puis une réunion à trente-cinq pour s'atteler à la définition d'un nouvel ordre européen.

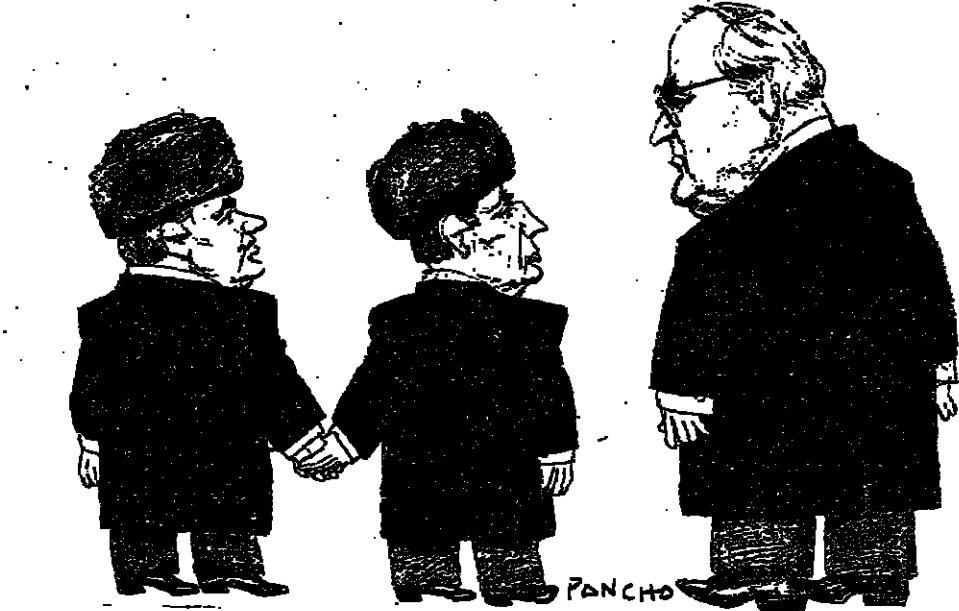
« Ce n'est pas le moment où tombent les murs », expliquait M. Mitterrand dans sa conférence de presse, qu'il faut quitter la rampe de la CSCE. Pour lui en tous cas, ce n'est que dans ce cadre que « les aspirations populaires pourront un jour s'exprimer librement » car « aucun ordre n'est éternel » mais il faut faire « chaque chose en son temps ».

L'inviolabilité des frontières

L'ordre actuel comprend cependant deux États allemands et les accords d'Helsinki affirment l'inviolabilité des frontières. C'est cet ordre qu'il convient, selon le président de la République et M. Gorbatchev, de maintenir. Pour combien de temps ? Il n'a pas été répondu à la question, mais on pense d'un côté comme de l'autre à un délai de trois à cinq ans. En attendant, si les blocs ne sont pas forcément « souhaitables », pour reprendre l'expression de M. Mitterrand, « les alliances sont nécessaires ».

Le temps semble décidément loin où Moscou prônait la dissolution des alliances. C'était pourtant déjà du temps de M. Gorbatchev, le même Gorbatchev qui a conclu sa déclaration en insistant sur la nécessité de la participation des États-Unis à l'élaboration d'un nouvel ordre européen.

M. Mitterrand ayant fait le plus grand parti du chemin (il a aussi invité l'URSS à participer à son projet de banque des pays de l'Est, dont il sera beaucoup question vendredi et samedi à Strasbourg),



M. Gorbatchev ne pouvait que se répéter. Surtout après ses prestations récentes de Rome, Milan et Malte. C'est pourquoi il fut bref sur le sujet de la réunification, reprenant des formules connues (respecter « le cadre des réalités issues de la guerre et consignées dans les accords d'Helsinki de 1975. (...) Il ne lésina pas en revanche sur les compliments adressés à son hôte, un homme « impressionnant » qui a su donner « continuité et dynamisme » au dialogue franco-soviétique qui a acquis « une dimension politique de grande taille » et « un caractère privilégié ».

La chapka rectifiée

Cette dernière journée passée à Kiev fut d'ailleurs marquée par les incessantes attentions de M. Gorbatchev pour M. Mitterrand. L'avion du président de la République étant — une fois de plus ! — en retard, le numéro un soviétique attendit patiemment plus d'une heure et demie à l'aéroport pour l'accueillir personnellement. Et comme M. Mitterrand avait mis sa chapka à l'envers, on vit M. Gorbatchev s'emparer du couvre-chef présidentiel pour le remettre dans le bon sens.

Officiellement agnostique encore que baptisé, M. Gorbatchev n'en accompagna pas moins son invité pour une brève visite au monastère de la Laure et à Sainte Sophie, prenant même le soin de

faire arrêter la limousine officielle sur le pont qui enjambe de Dniepr pour donner quelques explications topographiques à M. Mitterrand. D'où le dialogue qui ouvrit quelques instants plus tard leur tête-à-tête au Palais Marinsky :

« Vous n'avez pas dû voir grand chose dans ces ténèbres ? Peut-être, avant même le contours des bâtiments ? »

— Ça donne toujours une impression générale et l'envie de revenir.

— Est-ce qu'on peut appeler ça du plaisir ? Mais l'heure est-elle au plaisir, aujourd'hui en Europe, pour ceux qui acceptent de voir un peu plus loin que la joie de ces peuples qui se libèrent parce que le tyran a jeté l'éponge et veut d'abord tenter de passer ses plaies qui sont à vif et profondes ? Partout c'est l'inconnu qui menace : MM. Gorbatchev et Mitterrand le savent bien, eux qui viennent de se retrouver dans une coalition des inquiets. L'avertissement bien tardif lancé au chancelier Kohl est à la mesure de cette inquiétude.

Il n'empêche que le vrai problème est plus en RDA qu'en RFA où, comme l'a dit, on laisse échapper, M. Mitterrand, il est difficile d'y voir clair car « les visages changent tous les trois jours ». Est-ce pour cette raison que le président de la République a refusé de répondre lorsqu'on lui a demandé si son projet de voyage en Allemagne de l'Est — du 20 au 22 décembre — tenait toujours ?

JACQUES AMALRIC

Nominations d'ambassadeurs

M. Jean-Paul Schricke à Sainte-Lucie

M. Jean-Paul Schricke a été nommé ambassadeur à Sainte-Lucie en remplacement de M. René Bucco-Riboullet, a annoncé vendredi 24 novembre le Quai d'Orsay. M. Schricke devrait ultérieurement représenter la France dans les autres États caribéens voisins de Grenade, Saint-Christophe et Nibves, Saint-Vincent-Grenadines et Antigua-Barbuda.

[Né en 1927, M. Jean-Paul Schricke a servi au Maroc jusqu'en 1960 et fait partie des cadres des affaires étrangères depuis 1958. Il a été notamment en poste à Kingston (1964-1970), consul général à Johannesburg, chargé d'affaires au Surinam (1981-1984) et sous-directeur du personnel au Quai d'Orsay jusqu'en 1987. Depuis cette date, il était ambassadeur en Papouasie-Nouvelle-Guinée.]

M. Marcel Causse au Burundi

Le Journal officiel du 24 novembre a annoncé la nomination de M. Marcel Causse au poste d'ambassadeur au Burundi en remplacement de M. Robert Rigouzzo.

[Né en 1928, licencié en droit, M. Marcel Causse a servi au Maroc, puis en Algérie de 1960 à 1966. Il a été ensuite en poste à Youkoudé, à Niamey, à Tananarive (1974-1976), à Djibouti (1978-1982) et à Luxembourg. Depuis 1985, il était ambassadeur en Guinée-Equatoriale.]

Les descendants d'Anne de Kiev

M. Mitterrand a expliqué au cours de sa conférence de presse qu'il avait suggéré à M. Gorbatchev d'organiser leur rencontre à Kiev pour des raisons sentimentales, en souvenir de cette Anne de Kiev qu'Henri IV était allé chercher pour épouse dans le premier bateau de la Russie, au onzième siècle, à l'heure où le commerce européen Est-Ouest et Nord-Sud se croisait dans cette cité alors prestigieuse.

Toujours soucieux d'histoire, il n'est cependant pas certain que la président de la République ait remarqué le millier de manifestants contenus à une centaine de mètres de la Maison des syndicats, où a eu

lieu la conférence de presse conjointe. Il faisait déjà nuit et les nationalistes ukrainiens manifestaient dans le calme, faisant flotter au vent des drapeaux bleu et jaune de l'Ukraine, brandissant des caillots demandant que « la maison commune [de M. Gorbatchev] ne soit pas construite sur les ossements des Ukrainiens ». L'Ukraine profonde commence à peine à se révéler. Sa partie occidentale, où s'allient religion (uniste) et nationalisme, l'a fait depuis longtemps, comme le prouvent les importantes manifestations qui ont lieu régulièrement à Lvov.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bourve-Méry (1944-1966), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sintes
Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDPA 650572 F ; Télécopieur : (1) 46-23-06-81

EUROPE

RDA : après la démission de M. Egon Krenz

● L'armée lance un appel au calme ● Le congrès du PC se réunit d'urgence

La démission, mercredi 6 décembre dans l'après-midi, du président du conseil d'Etat, Egon Krenz, a encore précipité l'évolution des événements en RDA. Alors que l'armée s'inquiète ouvertement de l'extension des troubles, le Parti communiste (SED) a avancé au vendredi 8 décembre la tenue de son congrès extraordinaire. L'ancien chancelier ouest-allemand, Willy Brandt a, d'autre part, été acclamé par plusieurs milliers de personnes lors d'une visite à Rostock, dans le nord de la RDA.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Le caractère incontrôlable de la situation en RDA a été une nouvelle fois confirmé, mercredi 6 décembre, par la publication d'un avertissement du gouvernement contre toute atteinte aux forces armées du pays. Le gouvernement demande aux citoyens de rester calmes, rappelant que l'armée n'est là que pour défendre la population contre des agressions extérieures. Son communiqué indique que « des signes d'agression contre des objectifs militaires se sont multipliés dans les dernières heures de l'après-midi ». Il ne donne cependant aucune précision ni sur les objectifs ni sur les lieux, en question, se bornant à indiquer que l'entrée des installations militaires était strictement réservée aux représentants du Parlement et du gouvernement.

Dans un « appel aux citoyens », publié jeudi par le quotidien du parti *Neues Deutschland*, la direction de l'armée avertit de son côté que « seulement ensemble nous pouvons veiller sur la souveraineté de la RDA et sauver notre pays de l'anarchie et du chaos ». Elle affirme que « les perturbations de l'ordre et de l'intégrité des installations militaires ne peuvent être tolérées » et ajoute que « il faut empêcher l'accès illégal aux armes, munitions et explosifs, et exclure d'exposer au danger la vie des citoyens et des soldats ».

L'appel de l'armée publié de façon presque discrète, en deuxième page de *Neues Deutschland*, n'est pas repris par les autres journaux. Mais il traduit manifestement l'inquiétude des dirigeants contre la possibilité de débordements par des éléments violents. Dans un éditorial intitulé « Pas de violence », le *Berliner Zeitung* indique que les cas d'occupation des locaux publics se multiplient. L'asservissement qui gagne l'ensemble de la population est entretenu par des rumeurs dont il est quasiment impossible de contrôler l'origine, et qui sont parfois plus extraordinaires les unes que les autres, que ce soit sur le montant des sommes détournées par les anciens dirigeants ou, aujourd'hui, sur des menaces de putsch militaire. Ainsi s'est répandue ces derniers jours le bruit que l'armée pourrait être tentée par

un coup d'Etat si la situation devenait impossible.

Conscients de ce risque d'emballement des événements, les pouvoirs dirigeants du Parti communiste est-allemand ont décidé, mercredi 6 décembre, de convoquer d'urgence pour vendredi à Berlin-Est le congrès extraordinaire du SED, prévu initialement pour la semaine suivante. La dépêche de l'agence ADN annonçant cette décision précise qu'elle a été prise « en raison de la situation actuelle dans le pays et dans le parti » par le Comité de vingt-cinq personnes mis en place dimanche, après la démission du comité central et du bureau politique, pour assurer la préparation de ce congrès.

Le comité, dont les groupes de travail siègent pratiquement sans discontinuer depuis dimanche dans le bâtiment du comité central à Berlin-Est, prépare un rapport sur

la situation du parti et des propositions pour « une transformation radicale du SED en un parti socialiste moderne ». Ce rapport devrait être présenté dès l'ouverture du congrès prévu pour vendredi soir, aux délégués qui ont été élus la semaine dernière par les organisations de base du parti dans tout le pays. Il est prévu de faire élire au cours de cette session de nouveaux organes dirigeants et de marquer « une rupture définitive avec le système stalinien, avec le monopole du pouvoir et le détournement du pouvoir qu'il a pratiqué ». Le congrès pourrait alors décider d'un nouveau rendez-vous assez proche pour continuer à débattre des réformes à entreprendre.

Amnistie

Cette convocation anticipée du congrès traduit la prise de

conscience générale des responsabilités politiques d'avoir à réagir très vite pour prendre de vitesse la désintégration en cours de l'Etat. Seul le gouvernement de M. Hans Modrow représente encore aujourd'hui un centre de pouvoir, mais lui-même ne donne pas toujours l'impression de dominer vraiment la situation et ses décisions, notamment dans le domaine économique, commencent à se faire attendre. Comme on le pressait, M. Egon Krenz, qui avait été évincé le week-end dernier de la direction du Parti communiste, a jeté mercredi définitivement l'éponge et abandonné ses fonctions de chef de l'Etat et de chef du Conseil national de défense. L'intérim de la direction de l'Etat est assuré par M. Manfred Gerlach, le chef du Parti libéral-démocrate (LDP), qui était jusqu'ici vice-président. La dernière décision d'Egon Krenz aura été d'approuver mercredi une large amnistie de plusieurs centaines de prisonniers politiques, dont la libération était réclamée depuis longtemps dans les manifestations.

L'une des possibilités envisagées aujourd'hui pour tenter de stabiliser la situation politique en redonnant une légitimité aux institutions est d'avancer la date d'élections générales. C'est la question centrale à laquelle auront à répondre les représentants de tous les partis politiques, du gouvernement et de l'opposition, qui se réunissent jeudi après-midi à Berlin-Est, dans des locaux de l'Eglise protestante, pour tenter de voir ce qu'il est possible de faire ensemble. Cette table ronde, dont le principe avait été arrêté il y a une dizaine de jours, devait commencer lors de sa première séance à débattre de son mandat exact et fixer son calendrier de travail. L'opposition y est représentée par quatorze personnes, les cinq partis de la coalition gouvernementale, y compris le SED, par quinze personnes — trois pour chaque parti — et les Eglises auront elles-mêmes trois représentants. Selon un responsable de l'opposition, cette table ronde devrait essentiellement servir d'organe de contrôle du gouvernement en attendant les prochaines élections.

HENRI DE BRESSON

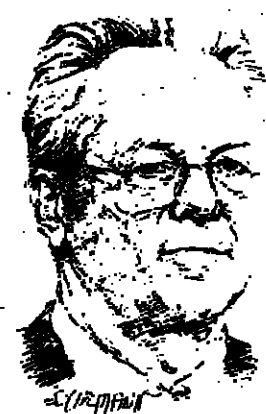
M. Manfred Gerlach, président du Conseil d'Etat

Un compagnon de route fidèle et désabusé

Visiblement, M. Manfred Gerlach ne se fait aucune illusion sur la durée de ses fonctions à la tête de l'Etat est-allemand. Il sait qu'il est, comme tous les hiérarques d'un régime en état de décomposition avancée, destiné à disparaître d'une scène politique dont le peuple de la RDA veut voir le décor et les acteurs changer.

Il a accepté « sans joie » de succéder à Egon Krenz à la tête du Conseil d'Etat de la RDA, un poste honorifique qui n'était, auparavant, que le complément protocolaire du pouvoir réel dévolu par Walter Ulbricht, puis Erich Honecker, comme chef du Parti communiste.

Né en 1928 à Leipzig, M. Manfred Gerlach est l'archétype de ce compagnon de route fidèle des partis communistes au pouvoir, qui, à la tête d'une formation « amie », tâtent de donner l'illusion d'un pluralisme



(A. P.)

politique dans une structure étatique et sociale contrôlée étroitement par le « parti de la classe ouvrière ». Il était, depuis 1967, président du Parti libéral-démocrate (LDP), dont l'objectif était de rassembler les classes moyennes et les profes-

sions libérales dans le cadre du Front national. C'est lui qui, au début des années 50, assura la « normalisation » de ce parti qui avait, au départ, quelques velléités d'indépendance. Des hommes de sa génération, comme Hans Dietrich Genscher ou Wolfgang Mischnick, abandonneront le LDP et la RDA pour entreprendre une carrière politique à l'Ouest, sous les couleurs du FDP, le Parti libéral ouest-allemand.

Les liens avec ses anciens camarades de jeunesse n'ont cependant jamais été totalement rompus, mais au plus fort de la guerre froide, et tout récemment encore M. Wolfgang Mischnick, président du groupe parlementaire EDP au Bundestag, venait s'enquérir auprès de M. Gerlach de l'évolution de la situation en RDA.

L. R.

YUGOSLAVIE : La visite officielle du premier ministre français

M. Rocard promet un accroissement de l'aide française

En visite officielle à Belgrade, le premier ministre français, M. Michel Rocard, a fait comprendre aux Yougoslaves qu'ils n'étaient pas « oubliés » par la France et que celle-ci était disposée à intensifier ses échanges et sa coopération avec la Yougoslavie.

BELGRADE

de notre envoyé spécial

Dès le premier jour de sa visite officielle à Belgrade, mercredi 6 décembre, M. Michel Rocard a appelé les Yougoslaves à s'intégrer à la dynamique qui entraîne les pays de l'Est vers la démocratie. « La Yougoslavie, a-t-il expliqué, a su faire des choix propres qui, au moment où une partie de l'Europe, trop longtemps assujettie, réclame liberté et autodétermination, c'est-à-dire aussi responsabilité, apparaissent à bien des égards précursseurs. Les difficultés que vous rencontrez restent néanmoins grandes et il serait regrettable qu'après avoir trouvé sa voie vers un socialisme indépendant, la Yougoslavie reste à l'écart du grand mouvement de liberté qui anime l'Europe ».

Après avoir, M. Rocard avait indiqué qu'une « étonnante similitude d'analyse » à propos de la crise du communisme à l'Est, s'était dégagée entre M. Markovic, son homologue yougoslave, et lui-même. Cela n'empêche pas M. Rocard de rappeler que le « blocage » que connaît la Yougoslavie vient du fait que le « mouvement de fond » vers plus de démocratie qu'avait, selon lui, laissé augurer à l'époque la transformation du PC en Ligue des communistes s'est « arrêté en route ». M. Rocard juge donc que la Yougoslavie doit s'orienter vers plus de « libéralisme politique », mais aussi vers « une certaine intensification des pouvoirs de l'exécutif » en matière économique

afin d'être en mesure de lutter contre l'hyper-inflation.

« Un appel plus concret »

En attendant, M. Rocard a confirmé que toute aide « supplémentaire » à la Yougoslavie était suspendue, comme pour les autres pays de l'Est, aux nouvelles avancées vers la démocratie. Néanmoins le bien essentiel de la visite du premier ministre français est bien d'indiquer aux Yougoslaves qu'ils ne sont pas « oubliés » par la France et la CEE.

Les Yougoslaves souhaitent d'une part que la France et les autres pays de la CEE leur manifestent un « appel plus concret », dans leur lutte contre l'endettement. D'autre part, ils attendent un renforcement des échanges et des flux d'investissements avec les pays de la CEE et notamment la France, afin d'aboutir comme l'a dit mercredi soir M. Markovic lui-même, à une « coopération multiforme » entre tous les pays européens.

Sur le premier point, M. Rocard a expliqué que Paris apporterait son soutien à la Yougoslavie dans les négociations que celle-ci mène avec le FMI. Sur le second le premier ministre français s'est déclaré disposé à « intensifier non seulement les échanges mais aussi la coopération ». Toutefois M. Rocard se refuse à sacrifier les pays du Sud au profit de ceux de l'Est. Il estime aussi qu'au stade de développement où en est la Yougoslavie, celle-ci a plus besoin d'une « coopération intelligente » que de subventions. Pragmatique, M. Rocard affirme qu'en tout état de cause il faut procéder, dans ces questions, projet par projet.

La presse yougoslave a consacré une large place au voyage de M. Rocard. Le journal *Borba* juge que le premier ministre français est « un socialiste pragmatique dont la philosophie comporte des éléments de la politique des temps

passés et des procédés analytiques d'un inspecteur à la recherche des aberrations du passé, et qui se tourne vers les réalités d'un monde en mouvement ». Quant au journal *Vecernje Novosti*, il intitule son article « Un genouiste en mouvement perpétuel ». M. Rocard, qui n'en est pas à sa première visite en Yougoslavie, a rappelé aux journalistes qu'il avait, dans le temps, préfacé un livre sur l'expérience yougoslave, et qu'au fond, il reste attaché à l'idée d'autogestion.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

L'Arménie

un an après le séisme

Le 7 décembre 1988, le nord-ouest de l'Arménie était dévasté par un tremblement de terre qui faisait au moins 25 000 morts et 500 000 sans-abri. Un an plus tard, Lénakan, deuxième ville de la République, ressemble à « un bidonville englué dans la boue et les souvenirs », rapporte l'agence Associated Press.

Le terrible hiver arménien commence et de très nombreuses familles grelottent dans des immeubles à demi détruits, des cabanes de chantier, des tentes de l'armée ou des wagons de chemin de fer abandonnés. Les habitants dénoncent la désorganisation et l'incapacité des responsables de la reconstruction de fournir les matériaux nécessaires, ainsi que le blocus de deux mois imposé par les Azéris aux transports ferroviaires.

De nombreux étrangers, membres d'organisations caritatives, ont quitté les lieux, faute de pouvoir travailler. Présentant le bilan de son action, mardi, à Paris, le comité SOS-Arménie a indiqué que « la situation des populations sinistrées reste extrêmement précaire ».

PHILIPPE DOUMENC
Les Comptoirs
du Sud
ROMAN

Prix
Renaudot
1989

Editions du Seuil

Poursuivi pour trafic d'armes

L'ancien secrétaire d'Etat est-allemand se livre à la police de Berlin-Ouest

L'ancien secrétaire d'Etat au commerce extérieur est-allemand en fuite, Alexander Schalck-Golodkowski, accusé de trafic d'armes et de détournement de devises, s'est livré lui-même à la police de Berlin-Ouest, mercredi 6 décembre dans la soirée. Il a été placé en détention préventive. L'ancien secrétaire d'Etat avait fait l'objet de poursuites judiciaires après la découverte d'un important dépôt clandestin d'armes destinées à être exportées vers le tiers-monde et appartenant à une entreprise dont il était responsable.

M. Peter Dankert, l'avocat de l'ancien secrétaire d'Etat a d'autre part déclaré jeudi 7 décembre que son client refusait de se rendre de son plein gré à Berlin-Est et avait l'intention de saisir toutes les instances juridiques ouest-allemandes, jusqu'au Conseil constitutionnel.

Un suicide en prison

On apprenait, d'autre part, à Berlin-Est qu'un homme, dont l'identité n'a toujours pas été révélée, et qui était soupçonné d'avoir été complice de M. Schalck-Golodkowski, s'était pendu alors qu'il était en détention préventive. Cet homme avait été interpellé lundi 4 décembre par des policiers et des militants d'un mouvement d'opposition alors qu'il fuyait en possession de deux valises contenant d'importantes sommes d'argent, appartenant destinées à une société-écran.

Selon la presse ouest-allemande il aurait pu aussi avoir cherché à mettre à l'abri des documents gênants de la Stasi, la sécurité d'Etat. — (A.P.)

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : les discussions sur la formation du nouveau gouvernement

Le pays est au bord de la crise constitutionnelle

La crise tchécoslovaque atteint son point le plus délicat. Le premier ministre, M. Adamec, devrait présenter, vendredi 8 décembre, son nouveau gouvernement, mais il a menacé de démissionner si ses concessions n'étaient pas jugées suffisantes par l'opposition. En même temps, une forte résistance à la démocratisation du régime se fait sentir dans les rangs du PC.

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Le premier ministre tchécoslovaque, M. Ladislav Adamec, joue en ce moment sa dernière carte, et il a tenu à en avoir, mercredi soir 6 décembre, à la fois ses compatriotes, ses interlocuteurs du Forum civique et la direction du Parti communiste : je ne peux pas travailler à la reconstruction du gouvernement, a-t-il dit en substance dans une allocution télévisée, sous la pression du temps, des manifestations et des grèves ; si ces ultimes sont maintenues, je n'aurai plus alors qu'à démissionner.

Cela aboutirait à la crise constitutionnelle que redoute l'opposition, c'est-à-dire à une vacance du pouvoir dont les conséquences risqueraient de bouleverser le scénario de transition paisible vers la

démocratie, auquel tient tant le Forum civique. En laissant planer cette menace, M. Adamec a sans doute d'ailleurs voulu faire lui-même pression sur M. Vaclav Havel et son équipe pour qu'ils acceptent, avec au besoin quelques concessions, le gouvernement qu'il leur présente vendredi. Le Forum civique, qui a déjà rejeté le premier cabinet proposé par M. Adamec parce qu'il comptait quinze communistes sur vingt ministres, souhaite que la nouvelle équipe gouvernementale soit à majorité non communiste, comme cela est le cas pour le nouveau gouvernement régional tchèque formé mardi. Il a également fait savoir qu'il appellerait à une grève générale lundi 11 décembre s'il n'était pas entendu.

Avant d'obtenir l'agrément du Forum civique, M. Adamec aura dû faire accepter les modifications de son cabinet par son propre parti, le PCT, au cours de négociations qui devaient se tenir jeudi dans le cadre du Front national, organisation regroupant les formations politiques légales du pays. Le premier ministre n'est plus membre de la direction du PCT depuis qu'il a démissionné du bureau politique, le 24 novembre.

Prague se retrouve donc dans une situation semblable à celle de Varsovie cet été, lorsque le général Kiszczak essayait désespérément de former un gouvernement acceptable pour Solidarité en lâchant le

moins de l'est possible. Il échoua, et ce fut finalement un homme de Solidarité qui forma le gouvernement. Mais la situation est encore plus complexe à Prague, où l'opposition refuse le président de la République Gustav Husak — alors que Solidarité acceptait le général Jaruzelski, — où le Parlement est incapable de fonctionner normalement — alors que la Diète polonaise venait d'accueillir des élus de l'opposition — et où le Forum civique, qui n'a que trois semaines, est encore moins préparé à participer aux affaires publiques que ne l'était Solidarité.

La rencontre Urbanek-Havel

Les entretiens de M. Adamec avec les représentants du Forum civique, mercredi, n'ont duré que trente minutes, et pratiquement rien n'en a filtré. Selon le gouvernement, le Forum civique a « proposé quelques candidats » et devait compléter sa liste de candidatures jeudi avant midi, mais les porte-parole du Forum ont refusé de fournir la moindre indication à ce sujet.

On a été beaucoup plus prolix, en revanche, sur la rencontre du secrétaire général du PCT, M. Karel Urbanek, et de Vaclav Havel, accompagné de l'acteur slovaque Milan Kuncak et d'un représentant des ouvriers des usines CKD, Petr Miller. M. Urbanek a

ouvert la discussion en évoquant les pièces de Havel qu'il connaissait, ce qui ne manque pas de piquant quand on sait qu'elles sont interdites au Tchécoslovaque depuis vingt ans. Il a révélé que les milices populaires, jusqu'aux ordres du Parti et qui viennent d'être désarmées, seraient désormais utilisées par l'armée tchécoslovaque en cas de catastrophe naturelle, et que la police politique, la SIB, allait maintenant se consacrer à la lutte contre la drogue. Selon Vaclav Havel, le chef du PCT a aussi indiqué qu'il avait tenté « pendant trois heures » d'expliquer aux secrétaires régionaux du Parti que le PCT ne prônait pas une stratégie de pouvoir, mais que « certains d'entre eux ne voulaient pas le comprendre ». M. Urbanek a enfin émis le souhait de rencontrer jeudi les représentants de l'opposition devant les caméras de la télévision tchécoslovaque.

Le porte-parole du bureau politique, M. Josef Hora, a évoqué pour sa part la possibilité de la tenue d'une table ronde, à laquelle participeraient toutes les forces politiques du pays, mais il semble que ce projet n'en soit encore qu'à l'état de balbutiements. La direction du Parti ne sait visiblement plus que faire pour tenter de regagner les faveurs de la population, tout en ayant à tenir compte d'une forte résistance de l'appareil. Un signe de ce désarroi a été l'apparition de tracts à Prague, et notamment dans

le métro, intitulés : « Pratiques du PCT dans sa lutte contre le Forum civique », et qui énumèrent toute une série de consignes à l'intention des militants communistes, telles que l'infiltration des comités de grève ou la recherche des moyens de discréditer les représentants du Forum dans les entreprises, par exemple, « par leur vie privée ou leurs convictions religieuses ». M. Hora a tenu à préciser mercredi que ces tracts ne reflétaient pas la position de la direction du PCT, tout en reconnaissant qu'ils correspondaient à « certaines opinions émises » au sein du Parti. Il existe en revanche, a-t-il précisé, une « directive interne » du comité central sur le « travail d'organisation dans les usines et entreprises » : celle-ci recommande aux membres du Parti d'entamer le dialogue « avec ceux qui y sont prêts », mais de « défendre les biens du Parti dans les entreprises », de « ne pas laisser les cellules du Parti se faire chasser des lieux de travail », de « ne pas laisser dissoudre les milices populaires ». C'est plus franc, mais sur le fond ce n'est pas beaucoup plus progressiste que les tracts des « durs ». Totalement déstabilisé par les événements de ces dernières semaines, le Parti communiste tchécoslovaque se prépare un difficile congrès extraordinaire, qui pourrait se tenir, selon un haut responsable, dès les environs du 20 décembre.

SYLVIE KAUFFMANN

Démission de la direction du PC slovaque

Prague. — Les vingt et un membres du présidium et du secrétariat du comité central du PC slovaque ont démissionné, mercredi 6 décembre, pour préparer la tenue du congrès extraordinaire de leur parti le 17 décembre prochain, a-t-on appris officiellement à Prague.

Leur démission, qui est intervenue lors d'une réunion du plénum du comité central, mercredi, à Bratislava, était attendue après les bouleversements politiques intervenus en Tchécoslovaque depuis trois semaines. Le congrès du 17 décembre élira les membres du nouveau comité central, qui se dotera ensuite d'une nouvelle direction. Le chef du PC slovaque qui a démissionné comme les autres membres de la direction est M. Ignac Janak.

Le PC slovaque a, d'autre part, abandonné son contrôle sur le Parlement régional à la suite d'un remaniement intervenu mercredi dans cette instance. La composition du bureau du Parlement a été portée de 22 à 24 membres. Le PC ne garde que 9 sièges (dont la présidence qui reste attribuée à M. Rudolf Schuster), 7 sièges ont été attribués à des « sans parti », 4 au Parti de la reconstruction slovaque et 4 au Parti de la liberté slovaque. Le PC contrôlait 20 des 22 sièges de l'ancien présidium. — (AFP.)

ESPAGNE

M. Felipe Gonzalez n'a pas modifié son gouvernement

MADRID

de notre correspondant

M. Felipe Gonzalez a fait connaître son « nouveau » gouvernement quelques heures à peine après avoir prêté serment le mercredi 6 décembre devant le roi : ce sera... le même cabinet que l'actuel nommé en juillet 1988 ! Une décision qui a pris tout le monde de court à Madrid, où se multipliaient les spéculations. M. Gonzalez veut démontrer que, malgré le recul sensible enregistré par les socialistes, aux législatives du 29 octobre, leur ligne politique est toujours la bonne et ne souffrira donc pas de modifications importantes.

Le gouvernement est d'autre part en situation provisoire : plus d'un mois après les élections, on ignore toujours si les socialistes finalement disposeront ou non de la majorité absolue, compte tenu de l'annulation du scrutin dans deux provinces et une ville.

M. Gonzalez a déjà annoncé que, une fois le congrès au complet, il se représenterait devant les parlementaires pour solliciter un nouveau vote de confiance. Tout porte à croire qu'il pourrait alors remanier son cabinet et donner enfin le véritable coup d'envoi à la troisième législature socialiste, après cet intermezzo marqué du sceau de la confusion.

THIERRY MALINIAK

□ Pays-Bas : enquête sur l'attentat de La Haye. — Plusieurs spécialistes espagnols de la lutte antiterroriste sont arrivés le 6 décembre aux Pays-Bas pour participer à l'enquête sur l'attentat, commis mercredi 6 décembre, contre la résidence de l'ambassadeur d'Espagne à La Haye, et qui n'avait pas fait de victimes. Malgré l'absence de revendication, la piste de l'ETA est celle que les enquêteurs semblent prendre le plus au sérieux. — (Corresp.)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-08

ASIE

PHILIPPINES : la fin du putsch contre M^{re} Aquino

Les mutins sont rentrés dans leurs casernes

MANILLE

de notre envoyé spécial

Les soldats rebelles qui avaient transformé depuis trois jours le quartier de Makati en camp retranché ont cessé le combat, jeudi 7 décembre, en début de matinée. Les mutins, qui tiennent encore la base militaire de Mactan, à 560 kilomètres au sud de la capitale, devraient également déposer les armes, mettant un terme au sixième putsch contre le gouvernement Aquino.

A la suite de l'évacuation, mercredi, des mille cinq cents clients étrangers des hôtels occupés depuis lundi par les rebelles, des négociations avaient été ouvertes. Elles ont abouti vers minuit. « Les rebelles ont accepté de baisser les armes et ont renoncé à toutes leurs exigences politiques », a annoncé, en début de matinée, le général Arturo Enrile qui menait les négociations du côté gouvernemental. « La raison a prévalu sur les convictions ». La seule concession apparemment obtenue par les rebelles tient à une subtilité de langage : ils ne se sont pas rendus mais ils ont décidé de « réintégrer leurs casernes ».

Ce putsch, qui a fait soixante et onze morts et près d'un millier de blessés (dont beaucoup de civils), et qui était sur le point de réussir si les chasseurs américains n'étaient pas intervenus, privant les rebelles de la couverture aérienne sur laquelle ils comptaient, se termine donc par un apparent compromis « à la philippine », suivant la face des deux côtés. Si M^{re} Aquino finissait emporté sur le plan militaire, la situation politique née de ce coup de force est beaucoup plus complexe.

« Nous ne nous sommes pas rendus et nous n'avons pas perdu. Nous retournerons simplement volontairement dans nos cantonnements après avoir donné un sérieux avertissement au gouvernement », déclarait, visiblement nerveux, l'un des chefs de la rébellion, le colonel Lim, commandant des rangs. Portant leurs armes et leurs cartouchières en travers du corps, rangés et marines marchaient en chantant vers fort Bonifacio. Précédés par un drapeau, ils étaient suivis de camions transportant munitions et armes lourdes. Le nombre des rebelles (beaucoup plus près de 2 000 que des 400 dont parlait le gouvernement), les

unités d'élite que l'on voyait passer et l'armement impressionnant dont ils disposaient ont révélé l'importance de l'opération. C'est bien à un soulèvement d'une partie de son armée que M^{re} Aquino a été confronté.

Actes symboliques

La présidence, qui avait proclamé mercredi un état d'urgence limité, cherche à reconstituer un soutien populaire dont elle a plus que jamais besoin. Elle a fait appel, pour la première fois depuis 1986, à ce « pouvoir du peuple » qui la porta à la présidence. Elle a notamment demandé à ceux qui le souhaitent de participer vendredi à une grand-messe célébrée par le cardinal Sin, archevêque de Manille, au sanctuaire d'Edsa, dédié aux héros de la révolution de 1986 qui mit fin au régime Marcos. On peut se demander si c'est simplement par des actes symboliques que M^{re} Aquino parviendra non seulement à restaurer sa crédibilité, mais aussi à remédier à la crise profonde qui est à l'arrière-plan de ce putsch.

PHILIPPE PONS

Les troubles risquent de freiner les investissements étrangers

MANILLE

de notre envoyé spécial

L'état d'urgence proclamé, mercredi 6 décembre, par la présidente Aquino vise surtout à limiter les conséquences négatives du dernier putsch militaire sur l'économie des Philippines. Cette mesure permet notamment au gouvernement de prendre temporairement en charge les services publics et certaines entreprises nationalisées. Les autorités cherchent avant tout à éviter une hémorragie de capitaux et à maintenir le cours du peso qui, jusqu'à présent, n'a pas été affecté.

La Banque centrale a annoncé la mise en circulation de 2 milliards de pesos (1) afin de subvenir aux demandes des banques privées qui doivent faire face à des retraits importants depuis lundi 4 décembre. Un test de l'attitude des milieux d'affaires sera la réouverture de la Bourse.

La proclamation de l'état d'urgence fait suite à une mise en garde du cardinal Sin, archevêque de Manille, qui tout en condamnant sans réserve le coup de force militaire appelle des réformes profondes dans le fonctionnement des services publics. Malgré une reprise économique notable qui

s'est produite après la récession de 1983-1985, les carences dans les services publics (notamment pour l'approvisionnement en électricité), une inflation importante (officiellement de 14 % mais bien supérieure en réalité) et un chômage frappant 20 % de la population ont rendu la situation sociale alarmante.

Le gouvernement estime que la tentative de coup d'Etat dont il vient d'être victime ne devrait pas remettre en cause l'aide étrangère. On s'attend pourtant que les banques étrangères réévaluent le « risque » philippin. Si le gouvernement de M^{re} Aquino bénéficie du soutien international, les banques et les milieux d'affaires internationaux peuvent se poser des questions sur la solidité d'un pouvoir qui est obligé de faire appel aux États-Unis pour ne pas risquer d'être emporté par un coup d'Etat militaire.

L'attitude japonaise

Selon le secrétaire d'Etat responsable de l'Agence de planification, M. Jésus Estanislao, le putsch pourrait avoir trois conséquences : entamer la confiance des investisseurs étrangers, détériorer la balance du commerce extérieur au cours du premier trimestre 1990 et freiner le tourisme.

A moyen terme, le risque le plus grave pour les Philippines est une perte de confiance chez les investisseurs. Au cours de l'année écoulée, les investissements étrangers devaient s'élever à 250 millions de dollars, soit le double de l'année précédente. On se demande aujourd'hui si les projets d'investissements (se chiffrent au total à 1,5 milliard de dollars) décidés au cours des dix derniers mois, ont des chances de se concrétiser. La décision de Sony d'ajourner la construction d'une usine d'équipements électroniques dans la banlieue de Manille est révélatrice de l'état d'esprit des milieux d'affaires étrangers.

L'attitude japonaise préoccupe particulièrement le gouvernement philippin. Le Japon est en effet le premier bailleur de fonds des Philippines après les États-Unis. Tokyo a récemment passé un accord d'aide multilatérale avec Manille se chiffrant à six milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Les banques japonaises ont annoncé que le putsch militaire ne remettrait pas en cause le programme de refinancement de la dette extérieure philippine (28,6 milliards de dollars) dont le gouvernement Aquino a hérité du régime Marcos.

PH. P.

(1) 100 pesos = 29 F.

INDE : respectant un savant dosage

M. V.P. Singh a formé un gouvernement de coalition

Après plusieurs jours de tractations, le nouveau premier ministre indien, M. V.P. Singh, a annoncé publiquement mercredi 6 décembre, la liste de son gouvernement de coalition. Il s'est ensuite rendu à Amritsar, au Pendjab, où il a visité le Temple d'or, principal sanctuaire des sikhs, et s'est entretenu avec les dirigeants de cette communauté.

NEW-DELHI

de notre correspondant

La composition du nouveau gouvernement indien reflète l'influence respective des différents partis qui composent la majorité. La liste des dix-sept ministres et deux secrétaires d'Etat (qui sera complétée ultérieurement), rendue publique mercredi 6 décembre, comprend quinze membres du Janata Dal, le parti du premier ministre, M. V.P. Singh, et un représentant de chacune des quatre autres formations du Front national.

Comme prévu, les deux autres composantes de la majorité, le Bharatiya Janata Party (BJP, hindouiste de droite) et les communistes, ne sont pas représentés. Leurs chefs ont confirmé qu'ils soutiendraient « de l'extérieur » le gouvernement. L'autre absence notable est celle de M. Chandra Shekhar, l'un des chefs du Janata Dal et le rival malheureux de M. Singh.

Ce retard dans l'attribution des portefeuilles traduit les difficultés de dosage politique inhérentes à ce genre d'exercice. La presse indienne s'accorde à reconnaître une certaine habileté dans les choix opérés. La décision la plus frappante est la nomination (pour la première fois dans l'histoire de l'Inde indépendante) d'un musulman, M. Mufti Mohammed Sayeed, au poste sensible de ministre de l'Intérieur. Ce choix permet de restaurer la confiance au sein de la communauté musulmane, traumatisée par une succession d'émeutes, et marque nettement les distances que le gouvernement entend prendre envers les surenchères hindouistes du BJP.

Cette nomination permet en outre de renvoyer dos à dos deux positi-

lants à cette charge : MM. Devi Lal et Arun Nehru. Le premier est vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture ; le second, cousin de M. Gandhi et principal lieutenant de M. Singh, s'occupera du commerce et du tourisme. Les affaires étrangères sont confiées à M. Inder Gujral, un homme de soixante-dix ans, qui fut ministre d'Indira Gandhi et ambassadeur en URSS.

Un autre proche du premier ministre, M. Madhu Pandavate, reçoit le portefeuille des Finances. Socialiste, jouissant d'une réputation d'intégrité, c'est un ancien membre du gouvernement Janata (1977-1980), comme plusieurs autres ministres. M. V.P. Singh, qui fut lui-même ministre des Finances, a mis de la défense de M. Gandhi, cumulant les fonctions de chef de gouvernement avec celles de ministre des armées. Il sera aussi responsable de l'administration, des sciences et de la technologie, de l'énergie atomique, de l'électronique, du développement des ressources marines, de l'espace, de l'environnement et des forêts.

Le nouveau gouvernement a d'autre part pris plusieurs dispositions destinées à frapper l'opinion :

tous les ministres (y compris le premier d'entre eux) devront déclarer l'état de leur fortune ; les privilèges (notamment en matière d'emploi) aux castes « inférieures » et aux tribus arriérées, qui arrivent à échéance en janvier, sont prorogés de dix ans. Enfin l'autonomie administrative promise à la télévision et à la radio indiennes fera l'objet d'un projet de loi.

Une fois son gouvernement formé, le premier geste de M. V.P. Singh aura été de se rendre au Pendjab pour visiter le Temple d'or d'Amritsar, le sanctuaire le plus sacré des sikhs, et rencontrer les nouveaux chefs politiques de cette communauté. Pour des raisons de sécurité, ni Indira Gandhi ni M. Rajiv Gandhi n'avaient effectué ce pèlerinage. M. Singh a annoncé son intention de réunir tous les partis pour trouver une solution à la violence qui continue de faire rage au Pendjab.

Cette visite intervient après la victoire électorale remportée par le parti sikh Akali Dal, dont le chef, M. Simraljit Singh Mann, élu député, vient d'être libéré après cinq ans d'incarcération sans jugement.

LAURENT ZECCHINI

[illegible]

E. LECLERC

PROCHE-ORIENT

Le deuxième anniversaire du soulèvement palestinien

En Cisjordanie, dans un village « libéré »

La « génération de l'Intifada » s'essaye à la gestion de la vie locale

KAFA-AIN (Cisjordanie). — Kafa-Ain est un village tranquille de Cisjordanie, à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Jérusalem. On est loin des camps de réfugiés, de la casbah de Naplouse ou de Tulkarem, théâtres d'affrontements quasi quotidiens. Mille habitants perdus dans les oliviers — leur principale richesse — qui couvrent, en rangs serrés, les collines alentours. Des maisons cubiques, de pierre ou de béton, érigées au bout d'une mauvaise route qui se fait piste défoncée en devenant la rue principale, rebaptisée « rue de l'indépendance ». Car, éloigné de tout grand axe, Kafa-Ain n'a pas moins été traversé, comme toute la Cisjordanie et la bande de Gaza, par l'Intifada.

Les pierres sont toujours là. Elles sont partout, et pas un seul des jeunes du village qui ne jure d'y avoir recours contre le premier soldat israélien qui montrerait son casque (la dernière en date des interventions de l'armée remonte au 28 septembre). Mais l'Intifada a pris ici une autre dimension, dépassant les symboles, que l'armée aurait vite fait d'éliminer. « Village libéré », Kafa-Ain vit à l'ombre du drapeau palestinien, des slogans nationalistes et des portraits de Yasser Arafat et d'Abou Jihad.

Un lourd tribut économique

Chaque nuit, le village est placé sous la garde de « sentinelles » chargées d'avertir d'un éventuel débarquement en force des soldats. La moindre ruelle serpente entre des bâtisses en ruine est susceptible de devenir le théâtre d'une embuscade. Mais le véritable bouleversement n'est pas là. Et il n'est pas seulement le résultat de l'action de militants déterminés ; il est aussi dû au lourd tribut économique que nombre d'habitants ont dû, comme ailleurs, payer à l'Intifada, notamment par la perte d'un emploi en Israël.

Un bouleversement qui s'est traduit à la fois par un transfert — au moins partiel — de l'autorité locale à une génération de moins de trente ans et au développement d'une nouvelle vie communautaire liée à une tentative embryonnaire d'autonomie économique. « L'Intifada, c'est aussi vivre plus proches les uns des autres, sur notre propre terre, en mettant de côté beaucoup de nos problèmes passés », confie un jeune — l'un de ces fameux « chehabs » — du village. C'est encore une réalité très fragile.

« Au début, ça n'a pas été facile de convaincre les habitants plus âgés de nous suivre. Ils avaient peur. Ils se souvenaient des Jordaniens et de leur façon de réprimer toute velléité de révolte. Et puis la durée a joué dans le bon sens, les a convaincus que c'était un mouvement de fond » : Ahmed a vingt-huit ans et joue un rôle actif dans la nouvelle administration qui s'est progressivement mise en place à Kafa-Ain.

Comités populaires et coopératives

Une administration gérée par des « comités populaires » chargés de coordonner les divers secteurs de la vie sociale du village — de l'agriculture à la santé en passant par l'enseignement parallèle, — eux-mêmes placés sous la tutelle d'un organe politique, un « comité secret », émanation des quatre principales formations de l'OLP, à savoir le Front populaire de libération de la Palestine, le Fatah, le Front démocratique de libération de la Palestine et le Parti communiste. « Les anciens notables n'ont plus leur mot à dire », affirme Ahmed, selon qui les « vieux » n'ont toutefois pas été exclus et

continuent à conseiller la nouvelle génération.

Ainsi ce vétéran du Parti communiste qui, à soixante et un ans, totalise près de vingt années de prison — il a successivement connu les geôles britanniques, jordaniennes et israéliennes. Agriculteur, membre d'une association palestinienne d'entraide en matière agricole, il n'est pas étranger au développement de la coopérative du village, qui a permis à de nombreux jeunes de pallier (très partiellement) la perte de revenus qu'ils tiraient d'Israël. Une coopérative qui regroupe vingt-quatre familles (sur un peu plus de cent vingt que compte Kafa-Ain) et dont la surface de terres cultivées a doublé entre 1988 et 1989.

Il y a deux ans, cent huit villageois — des jeunes pour la plupart — travaillaient en Israël. Aujourd'hui, il n'en reste plus qu'une trentaine à passer, chaque jour, la « ligne verte », plus une vingtaine qui, épisodiquement, doit se résoudre à aller gagner dans une entreprise ou une municipalité israélienne les quelques shekels — une vingtaine par jour — (1) qui leur permettent de s'assurer le minimum. Les autres ont vu leurs revenus réduits à néant du jour au lendemain. Mostapha avait quatre ans de travail en Israël derrière lui lorsqu'il a décidé de quitter son usine textile des environs de Tel-Aviv au début de 1988.

Depuis, il s'est fait agriculteur sur sa propre terre ainsi que sur celles de la coopérative. Ses revenus mensuels sont brutalement tombés de 1 000 à 2 ou 300 cents dollars. Car, pour Mostapha, la priorité est, aujourd'hui, à la « guerre économique », qui passe par la fin de la dépendance à l'égard de l'Etat hébreu.

Soldat, entre haine et peur

JÉRUSALEM. — « La haine » : le mot ponctue la conversation. Haim F., le quarantenaire, marié, trois enfants — est comme l'écœurante majorité des Israéliens : il n'a eu de réel contact avec l'Intifada que lors de ses deux périodes militaires dans les territoires occupés.

« Oui, il y a la haine que vous éprouvez pour eux (les Palestiniens) quand vous êtes confrontés à une foule qui vous bombarde à coups de pierres, et aussi la haine dirigée contre vous, celle que vous percevez dans leurs insultes et dans leurs regards — surtout de la part des jeunes ».

« Vous êtes là, avec votre fusil. Vous ne savez trop que faire : vous pouvez avoir peur d'eux et peur de vous-même. » Sans prétendre à une quelconque représentativité, Haim raconte cette « confusion des sentiments » qu'il a, lui, éprouvée dans ces affrontements chargés, dit-il, « d'une incroyable passion ». « A certains moments, vous êtes désespéré. Vous avez envie, vous aussi, de vous fabriquer une fronde et de les attaquer à coups de pierres ».

En deux ans, près de cent mille soldats israéliens ont été appelés dans les territoires pour des périodes de quelques semaines à quelques mois. L'unité de Haim est, dit-il, majoritairement à droite. « On discutait sans arrêt politique. Dans la région d'Hébron, nous étions tous de colère contre les colons, mais, enfin, personne n'aimait vraiment les Arabes. Je ne pense pas que beaucoup d'opinion politique. Le sentiment dominant, diffus, était, toutefois, que ça ne peut pas durer, qu'il faut faire quelque chose, trouver une solution politique ».

Un soir, de retour à la maison, alors qu'il regardait les images sans complaisance du journal télévisé, Haim s'est entendu demander par son jeune fils : « Est-ce que, toi aussi, tu frappes les Palestiniens ? »



Faleh, lui, n'a pas choisi. Cinquante-cinq kilomètres à parcourir quotidiennement — pour rejoindre son usine israélienne — en plein soulèvement, cela veut dire multiplier les occasions de barrages et de contrôles militaires. « Deux fois par semaine, au moins, j'avais en retard à l'usine à cause de ces contrôles. Mon employeur a fini par me mettre dehors. » Arrêté en juin dernier, accusé d'avoir lancé des pierres sur des soldats, il a fait trois mois de prison. A sa libération, il s'est vu doté d'une carte d'identité verte, document qui interdit à son détenteur de pénétrer en Israël. Depuis, il vitote en achetant et en revendant des chèvres dans les villages voisins.

Jusqu'à l'instituteur du village, qui a été obligé de modifier de fond en comble son mode de vie, forcé de troquer la règle et la craie contre la charrue pendant ce qu'il appelle avec humour les « vacances militaires » — les longues périodes de fermeture des écoles imposées par les autorités. Périodes pendant lesquelles il ne touche qu'un demi-salaire, soit 110 dollars par mois. Périodes, également, pendant lesquelles les jeunes militants tentent de mettre sur pied des cours parallèles pour les enfants, sans que l'instituteur puisse y participer. « Il perdrait son travail et nous ne pourrions pas lui en donner un autre, alors que nous avons besoin de lui », explique l'un des sept enseignants improvisés.

Retour forcé au village

Tous n'ont cependant pas la fibre agricole. Ce qui n'empêche pas Abou Omar de se réjouir, à près de soixante ans, de ce retournement de situation qui a fait revenir ses fils — dont aucun ne travaillait auparavant avec lui — au village. Alors même que ces retours en cascade ont privé la famille de plus de 2 000 dollars par mois. La terrasse de la maison familiale résonne de martèlements sourds : Djamel, vingt-deux ans, l'a transformée en atelier de ferronnerie après avoir été licencié de l'usine israélienne où il refusait d'aller travailler lors des grèves générales (un jour et demi par semaine en moyenne) décriées par la direction unifiée du soulèvement.

Enquête réalisée par ALAIN FRACHON et YVES HELLER

ment (OLP) ou par l'organisation islamiste Hamas. De cinquante shekels par jour, ses revenus sont tombés à une quinzaine de shekels.

Pour d'autres jeunes, ce retour forcé au village n'a rien d'idyllique. « Si je retrouve un emploi en Israël où l'on ne me force pas à travailler les jours de grève générale, je le prendrai » : Omar, vingt-sept ans, marié à une Jordanienne et père de deux enfants, est partisan du soulèvement. Mais, nécessité oblige, il est « prêt à retourner en Israël » — où il a déjà travaillé deux ans, — malgré de multiples incidents avec la police. « Je n'ai pas le choix. Dans une grande

famille comme la mienne, la terre n'est pas assez grande pour nourrir tout le monde. » En attendant, sans emploi depuis avril 1988, il travaille épisodiquement sur la terre familiale et vit sur les revenus tirés de la vente d'huile d'olive.

Dans un autre village de la région, Fayçal a bien essayé, l'année dernière, de se faire cultivateur. « J'ai échoué, faute d'expérience. » A vingt et un ans, sa situation de par une série de décisions administratives vire à l'absurde. Il voulait poursuivre ses études à l'étranger mais les autorités l'en ont empêché en lui interdisant de quitter la Cisjordanie. Arrêté, accusé de jets de pierres, il a fait

trois mois de prison. A présent, il figure sur la liste des Palestiniens recherchés par l'armée. Aussi ne peut-il quitter son village. Alors, « j'attends, assis toute la journée ».

Quant à une éventuelle aide extérieure, qu'il s'agisse de celle de la communauté internationale ou de l'OLP, personne à Kafa-Ain ne se fait trop d'illusions. Le commentateur est lapidaire : « L'argent est envoyé à la mauvaise adresse. Quelle adresse ? — Quelles personnes qui, en fait, n'en ont pas besoin. » Au moment où elle en aurait le plus l'usage, une association d'entraide créée dans un village voisin (dont le nombre des adhérents a presque doublé en deux ans d'Intifada) a vu ses sources de financement se tarir à la suite d'un durcissement de la réglementation israélienne sur les transferts de fonds et de la décision du roi Hussein, à l'été 1988, de couper tous les ponts avec la Cisjordanie. Là aussi, il a fallu aux Palestiniens ne plus compter que sur eux-mêmes. De petits ateliers textiles ont été montés de façon à assurer le fonctionnement autonome de l'association.

« On ne peut plus faire marche arrière. Faire demi-tour aujourd'hui signifierait accepter l'occupation israélienne pour toujours. Cela prendra du temps, peut-être cinq, dix ans, mais il faut continuer. » A ce commentaire d'un jeune militant de Kafa-Ain, fait écho cette réflexion d'un commerçant de la vieille ville de Jérusalem : « Les gens ont bien tenu deux ans. Ils pourraient encore tenir. »

(1) 1 shekel vaut 3,60 FF.

Fayçal Hussein, ou l'obstination d'un modéré

JÉRUSALEM. — « Israéliens et Palestiniens doivent abandonner leur rêve d'un corridor sécurisé sur l'ensemble de la terre qu'ils se disputent et aussi leurs cauchemars et les peurs héritées du passé. » De colloques en déclarations à la presse, devant des publics les plus divers, le message est répété avec ce ton courtois et posé dont son auteur se départit rarement. A quarante-neuf ans, le Palestinien Fayçal Hussein — front dégarni, visage plein, clairvoyant et éternel sourire en coin — a l'autorité naturelle que lui confère sa réputation de « personnalité nationale » de Jérusalem-Est.

Ce n'est pas seulement un titre, c'est aussi une fonction : porte-parole du courant central de l'OLP, que le gouvernement israélien ne tolère que par intermittence. Avec obstination et patience, Hussein, quand il n'est pas en prison, expose le tigre des modérés du mouvement national, celle qui fut adoptée par l'OLP au terme d'un an de soulèvement et qui doit beaucoup aux « gens de l'intérieur » : « Je crois, dit-il, à la coexistence de deux Etats, l'un juif, l'autre palestinien, partageant tous deux à un marché commun proche-oriental. » Plus que beaucoup d'autres nationalistes, Fayçal Hussein paraît convaincu qu'un élément essentiel de sa mission est de faire passer ce message auprès d'une opinion israélienne émi-

nemment réticente et sceptique.

Il s'entretient avec la gauche israélienne (la droite le menace tous les jours), ne refuse pas un débat à l'université hébraïque de Jérusalem, multiplie les interventions publiques. C'est une mission plus délicate qu'il n'y paraît. Cette manière d'occuper le devant de la scène médiatique n'est pas toujours bien perçue « à la base » où l'on voit, souvent, que mondanité.

Les réserves de la base

Deux ans d'Intifada ont bouleversé la carte du « pouvoir palestinien » dans les territoires et entamé l'importance des cercles nationalistes traditionnels — au profit d'un autre leadership. C'est un groupe de militants moins connus, plus jeunes, opérant discrètement sinon clandestinement et dont la composition change au fil des arrestations. L'important dans ce groupe n'est pas tant le nom, l'appartenance à telle ou telle famille, que la capacité à contrôler et animer localement — dans un camp, un quartier, un village — une des factions de l'OLP (ou du mouvement islamiste Hamas).

Si Fayçal Hussein a mieux que d'autres échappé à cette érosion de l'influence des élites nationalistes, c'est qu'il bénéficie de plusieurs légitimités.

Celle de la famille, certes : les Hussein sont un des clans traditionnellement les plus puissants de Jérusalem : Fayçal est le fils d'Abdelkader Hussein, chef militaire palestinien tué à la tête de ses troupes en avril 1948, lors de la bataille du Castel. Celle de son propre passé militant et militaire, ensuite : Fayçal Hussein a été, dans les années 60, jeune officier de l'Armée de libération palestinienne. La légitimité de la prison, enfin, que les Israéliens lui ont conférée en l'incarcérant à plusieurs reprises et en l'assignant à résidence durant près de cinq ans.

Il faut y ajouter le charisme d'un homme aux grands talents de conciliateur et ses liens avec Yasser Arafat (dont la mère est une Hussein), qu'il héberge lors du séjour clandestin que le chef du Fatah fit en Cisjordanie à la fin de l'été 1987.

Le profil est séduisant pour ceux des responsables israéliens — le ministre de la défense Itzhak Rabin, par exemple — qui aimeraient décerner à des hommes tels que Hussein le rôle et le pouvoir d'interlocuteur privilégié. C'est le drapeau de la tentation du pouvoir agité à portée des nationalistes de l'intérieur. Fayçal Hussein n'entend pas le saisir : il n'aura pas de délégation de négociateurs palestiniens, dit-il, qui n'ait eu au préalable l'aval de l'OLP et ne comprenne aussi des représentants de l'extérieur.

TAPIS PERSANS
FAITS MAIN points noués soldés à
ABADKH 307 x 202 31.000 F = 15.500 F
KERNAN 261 x 151 23.000 F = 14.500 F
RAMEDAN 175 x 107 5.000 F = 2.500 F
SENNER 140 x 145 11.000 F = 5.500 F
SPANAN laine et soie
158 x 107 31.000 F = 21.700 F
50% et à 30%
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

INDE La chute de la maison Ghardi
LE JOURNAL DES ELECTIONS
URSS La crise de la soviétologie
LES ELECTIONS EN AMERIQUE LATINE
VINGT ETATS A CONSTRUIRE
Dépolitisation des Français ou retour au local ?
Supplément intérieur de 24 pages
VENTE EN KIOSQUE

(Publicité)
200 ANS DE PEINTURE LIBANAISE
De l'icône à l'abstraction, un ensemble de telles qui disent un pays.
Un reportage coulé dans le numéro de Décembre d'Arabes
en kiosques et en librairies
78, rue Joffroy 75017 Paris
Tél. 46.22.34.14

PROCHE-ORIENT

dans les territoires occupés par Israël

Jour après jour...

Suite de la première page

Lorsqu'ils ont voulu imposer un boycottage total du travail en Israël à la population de Gaza pour protester contre l'instauration de cartes d'identité magnétiques, ils n'ont pas été suivis.

La lutte contre les « collaborateurs » palestiniens de l'administration israélienne a pris beaucoup d'ampleur — 140 morts en moins d'un an ; un meurtre par jour, certaines semaines — mais, à l'exception des policiers et des agents du fisc, les quelque douze mille salariés palestiniens de cette même administration ne sont pas inquiétés. Les murs sont couverts de graffiti nationalistes et les pylônes électriques ornés de drapeaux palestiniens, mais il n'y a pas de sabotage des services publics. S'il a fallu une lourde intervention de l'armée et un bouclage de quatre semaines de la petite ville de Beit-Sahour pour y briser une grève des impôts, la campagne de désobéissance civile — vers laquelle les nationalistes veulent orienter le soulèvement — n'en est qu'à ses débuts : « Les Palestiniens n'ont pas massivement déchiré leurs cartes d'identité ; ils n'ont pas brûlé tous les ponts », relève Ori Nir, le correspondant dans les territoires de l'influent quotidien *Haaretz*.

Le chef de l'état-major, le général Dan Shomron, affirme que les militants ne disposent plus que du « soutien passif » de la population. Certains nationalistes ne cachent pas leur difficulté à mobiliser ou évoquent une atmosphère de frustration et de morosité devant l'absence de perspective politique après deux ans de lutte. Il n'empêche : « L'état d'esprit général, dit un diplomate occidental, n'est pas au renoncement ; la réflexion la plus fréquente, c'est plutôt : on n'a pas fait tout cela pour rien, pas question de revenir en arrière. »

Six cents morts, quatorze mille détenus

L'intifada a « installé » ses structures. Il s'agit moins d'une organisation hiérarchique que de l'implantation durable de centaines de comités de base — correspondant aux diverses branches de l'Olp — et qui décident localement de leurs initiatives. Par pression sociale et militante, de nouveaux codes de conduite se sont imposés : il ne viendrait à l'esprit d'aucun commerçant de ne pas suivre les consignes de grève.

L'étendue de la répression a joué dans le même sens. En deux ans, quelque six cents Palestiniens ont été tués par l'armée et des milliers d'autres ont été blessés (de quinze mille à vingt mille). Quatorze mille personnes sont aujourd'hui emprisonnées, pour la plupart sans avoir jamais été jugées ; depuis le début de la révolte, cinquante mille Palestiniens environ ont été à un moment ou un autre incarcérés. Plus de trois cent cinquante maisons ont été détruites ou scellées

par l'armée — cela représente quelque quatre mille personnes sans abri, selon le Centre d'études israéliennes sur les droits de l'homme dans les territoires.

Les couvre-feux ont touché — et touchent encore fréquemment — des centaines de milliers de résidents. Sans parler des raids de l'armée, quasi quotidiens et souvent accompagnés d'humiliations et de brutalités diverses, des barages et des contrôles permanents sur les routes. Aujourd'hui, on trouverait difficilement une famille palestinienne qui, au moins indirectement, n'ait pas été touchée. Le cercle de la haine s'est élargi.

Les Israéliens l'ont éprouvé, à l'occasion d'attentats le plus souvent qualifiés d'« actes individuels » : lors de l'attaque contre un chauffeur de bus qui provoqua la mort de seize personnes, ou encore lorsque deux passants furent poignardés en pleine rue à Jérusalem. En deux ans, cinquante-deux Israéliens (dont quinze soldats) ont été tués dans des actes de violence liés à l'intifada. Il reste qu'il est difficile d'évaluer l'impact du soulèvement de l'autre côté de la « ligne verte ». On peut longer le pays du nord au sud, séjourner dans les grandes villes d'Israël, sans discerner le moindre signe apparent du conflit. L'écrasante majorité des Israéliens ne connaissent le soulè-

vement que par le « Mabat » — le journal télévisé — et le « Mifum » — les périodes de réserve militaire. A Jérusalem, les demandes de port d'arme, rapporte le *Jerusalem Post*, ont augmenté de 350 % — mais rien de tel à Tel-Aviv. Et si la presse israélienne n'a pas baissé les bras, inégalement le soulèvement est passé en pages intérieures.

Les répercussions économiques se font sans doute sentir, mais pas de manière intolérable. De même, si l'image d'Israël s'est ternie dans l'opinion occidentale, il n'y a pas eu pour lui de conséquences diplomatiques notables. Au contraire, ces deux années ont vu un réchauffement sensible des relations avec l'URSS et l'Europe de l'Est et la reprise des relations avec certains grands pays africains. Personne ne parle sérieusement d'une « crise morale » dans l'armée, comme au moment de la guerre du Liban.

Sentiment d'impuissance

Enfin, à en croire les spécialistes et les résultats des élections de l'an passé, le paysage politique intérieur n'a guère été bouleversé, les deux grands partis, le Likoud et les travaillistes étant toujours côte à côte. En dépit des efforts de ses militants, le mouvement de gauche La paix maintenant ne parait guère mobiliser sur la question du soulèvement, pas plus d'ailleurs que les ultranationalistes du Gush Emounim (le Bloc de la foi) qui, en deux ans d'intifada, n'ont pas réuni une seule grande manifestation de solidarité avec les colons.

Indifférence, accoutumance, inconscient désir de ne pas voir la réalité, sentiment d'impuissance

Etre colon, au cœur du conflit

EFRAÏM (Cisjordanie). — Trente et un ans, né à New-York, israélien depuis 1975, Bob Lang est le maire adjoint de l'implantation d'Efraïm. A quelques kilomètres d'Hébron, dans la région dite de Gush Etzion, là où, à la mi-mai 1948, cent quarante-huit jeunes de la Haganah furent tués dans une bataille acharnée avec la Légion arabe, Efraïm est une colonie plutôt bourgeoise — villas cosues, petits immeubles coquets. Elle compte quelque 2 500 personnes — « et, Dieu merci », dit Bob Lang, les familles ont, ici, cinq ou six enfants ».

En apparence, deux ans d'intifada n'ont pas entamé l'optimisme du maire adjoint. « On continue de construire, on s'agrandit, on bâtit une synagogue, un centre sportif, une école — et sans barrière ni barbelés autour. » Tout de même, le soulèvement est là ; vous l'éprouvez, vous y pensez chaque fois que vous prenez la route pour Jérusalem, chaque fois que vous passez devant un camp de réfugiés, au travers d'un village arabe ; vous savez qu'il y a le menace des pierres.

En moyenne, deux voitures d'Efraïm par jour prennent des pierres. La tension est incontestable. Vous prenez moins souvent la route, surtout avec les enfants ; vous y réfléchissez à deux fois avant d'aller au cinéma ou au restaurant à Jérusalem, et ne belle famille qui habite Netanya [sur la côte] hésite à venir nous voir. »

Bob Lang a la ceinture et le pistolet à la ceinture. « Le monde ne veut pas le comprendre, mais nous sommes en état de guerre. » Dehors, tout est paisible. Des ouvriers palestiniens s'affairent sur des échafaudages : ils « agrandissent » Efraïm. Des droits politiques pour eux ? « Écoutez, nous, nous sommes ici pour rester ; alors, d'une façon ou d'une autre, il va falloir coexister (...) et je n'espère pas que les Palestiniens puissent avoir d'autre choix que l'autonomie administrative tant qu'il n'y aura pas la paix au Proche-Orient. » « Cela peut encore prendre deux mille ans », dit Bob Lang. Et de s'interroger à voix haute : « Est-ce que je dors bien la nuit ? »

devant la complexité du conflit ? Faut-il se ranger à l'avis de Yoel Marcus, un des éditorialistes de *Haaretz*, quand il écrit : « L'intifada est devenue une routine avec laquelle un nombre croissant d'Israéliens estiment qu'il est possible de vivre ? Pas si simple. Si la révolte des Palestiniens a quitté la « une », le film à succès de ces derniers mois — *Un des nôtres* — celui que tous les adolescents israéliens vont voir, relate crûment la vie d'une unité d'élite dans les territoires et l'enquête menée sur la mort d'un prisonnier palestinien après un interrogatoire.

La seule étude d'opinion systématique sur l'impact du soulèvement (1) dessine des évolutions ambiguës : à court terme, une légère inclinaison à droite et l'acceptation croissante du fait que les « impératifs de sécurité » en Cisjordanie et à Gaza doivent l'emporter sur le souci du respect des droits de l'homme ; à long terme, en revanche, la tendance qui domine est celle d'une disponibilité grandissante à accepter la formule de « la paix en échange de territoires ».

Il y a plus. Le soulèvement a largement contribué à ébranler dans la classe politique (notamment chez les travaillistes) le tabou du dialogue avec l'Olp — et cela, aussi, s'inscrit dans le nouveau *status quo*. De même qu'en fait partie le progressif rétablissement de la « ligne verte », cette frontière de plus en plus visible séparant l'Israël d'avant 1967 de territoires dont les Israéliens se sentent de plus en plus étrangers et où ils sont de moins en moins nombreux à se rendre (sauf en uniforme).

Les nationalistes palestiniens sont conscients de cette dernière évolution et cherchent à l'accrocher. Ils veulent développer et renforcer leurs propres circuits économiques, sceller leur dépendance et consolider ces poches de semi-autonomie conquises en ébranlant l'empire de l'administration israélienne sur la population. L'important, disent-ils, est de répandre une « culture » de l'état indépendant. Certains observateurs avancent qu'« un double régime » est en passe de s'installer en Cisjordanie et à Gaza : celui de l'administration israélienne quand l'armée est là pour l'imposer, celui des comités des que les soldats ont le dos tourné.

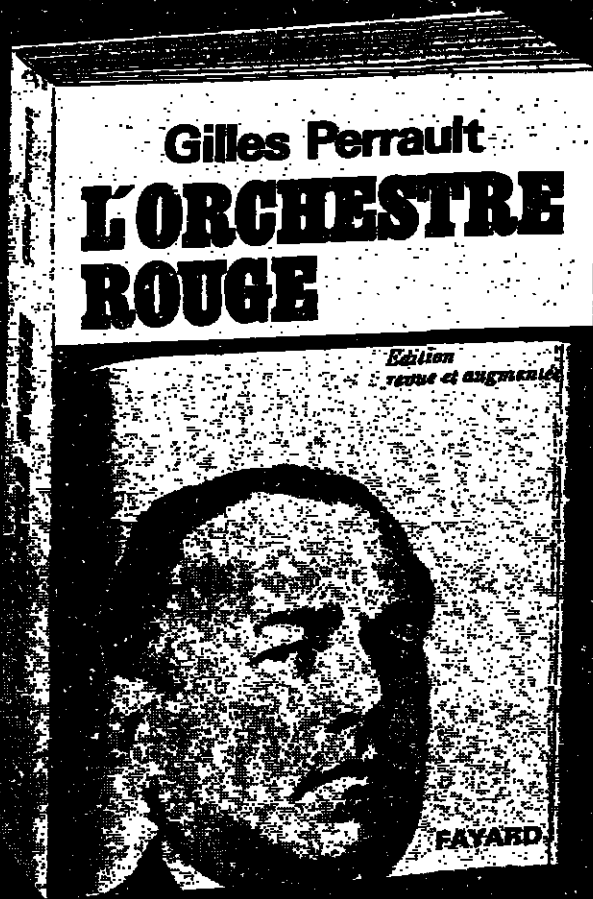
La réalité est sans doute plus complexe et nuancée que la formule ne le laisse entendre. Mais on est loin des constats établis en juin 1987, lorsque journalistes et officiels, dressant le bilan de vingt ans d'occupation, évoquaient la mise en place progressive d'un commandement jordanien-Israélien sur les territoires. Quels que soient son avenir, sa portée et les véritables intentions de ses auteurs, l'initiative politique présentée en avril par le gouvernement — le projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza — reflète, à sa façon, cette évolution : pour la première fois depuis 1948, l'interlocuteur prioritaire qu'elle désigne n'est plus tel ou tel pays arabe, mais bien les Palestiniens.

(1) Jaffa Center for Strategic Studies, *Public Opinion in Israel and the Intifada: Changes in Sentiment and Index*, août 1989, publié par l'université de Tel-Aviv.

GILLES PERRAULT



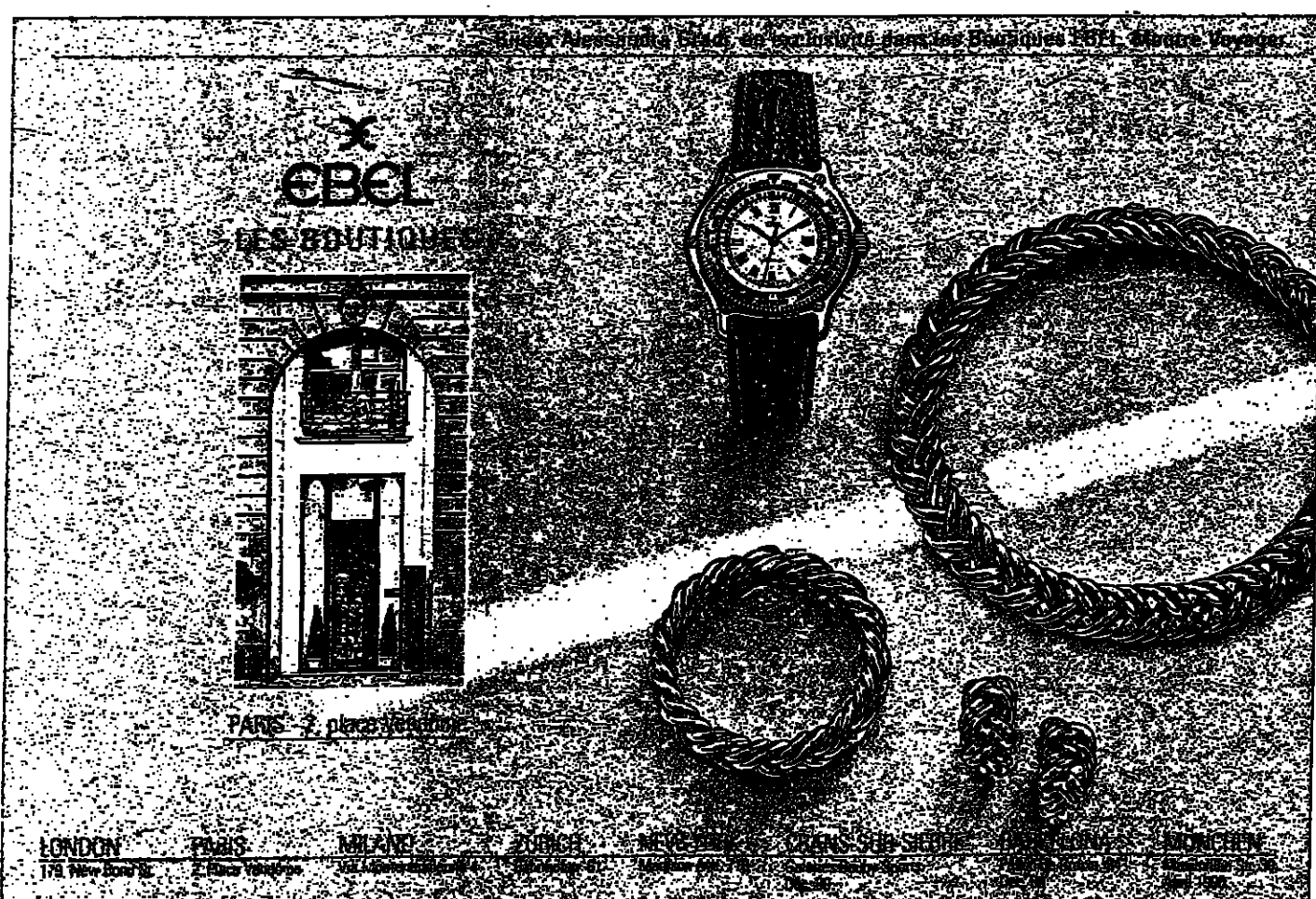
- Désormais légendaire, l'Orchestre rouge fut le réseau de renseignement le plus important et le plus efficace de la Deuxième Guerre mondiale.
- A la tête du réseau, un homme exceptionnel, Léopold Trepper. On l'appelait le Grand Chef.
- Passionnant récit d'espionnage, document historique indispensable à la compréhension du deuxième conflit mondial, ce livre est aussi le roman vrai de personnalités hors du commun.



150 F - 558 p.

- Publié pour la première fois en 1967, l'Orchestre rouge fut traduit en dix-neuf langues et connut un succès international. De nombreux cinéastes voulurent le porter à l'écran. C'est finalement Jacques Rouffio qui en a réalisé l'adaptation, avec Claude Brasseur dans le rôle du Grand Chef.
- Cette édition, revue et augmentée, intègre tous les témoignages et documents rassemblés au cours des vingt dernières années.

FAYARD



PROCHE-ORIENT

Le dialogue israélo-palestinien

Washington a reçu une réponse positive de l'Égypte au plan Baker

Les États-Unis ont accepté, en la jugeant positive, la réponse de l'Égypte au plan en cinq points du secrétaire d'État James Baker pour un dialogue israélo-palestinien, a annoncé mercredi 6 décembre le département d'État.

Le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid, avait auparavant annoncé au Caire que la réponse de l'Égypte avait été communiquée à Washington. Israël avait accepté début novembre les cinq points de M. Baker, tout en les assortissant de demandes de garanties.

Dans leurs réponses, l'Égypte et Israël ont communiqué certains points de vue et positions, a indiqué le porte-parole, confirmant ainsi que l'Égypte, qui représente officiellement les Palestiniens et en fait l'O.L.P., avait elle aussi fait part d'une « acceptation de principe ». Mais elle a refusé de révéler quelles étaient les positions des uns et des autres. « Nous allons travailler aux étapes à franchir pour tenir à Washington une réunion trilatérale dans le cadre d'un processus visant à lancer un dialogue israélo-palestinien », a poursuivi Mme Tutwiler.

Le cinquième des « points » de M. Baker, le seul publié jusqu'à mercredi, prévoit une réunion des

chefs des diplomatie américaine, israélienne et égyptienne, MM. Baker, Moshe Arens et Abdel Meguid dans les quinze jours qui suivent l'acceptation des propositions américaines par Le Caire et Jérusalem. Mais le porte-parole a indiqué que, le secrétaire d'État entamant la semaine prochaine une visite en Europe, auxquelles succéderont les fêtes de fin d'année, ce délai ne serait pas respecté. Le secrétaire d'État espère tenir cette réunion « tôt l'année prochaine », a déclaré M. Tutwiler. Au nom de M. Baker, elle a remercié MM. Abdel Meguid et Arens pour « leur dur labeur », de même que le président égyptien Hosni Moubarak et le premier ministre israélien Yitzhak Shamir.

D'autre part, l'Assemblée générale de l'ONU a décidé, mercredi après-midi, de ne pas se prononcer sur le projet de résolution présenté par le groupe arabe demandant une modification du statut de la Palestine au sein des Nations unies.

Prenant la parole au nom du groupe arabe qui s'est réuni pendant le début de décembre, l'Égypte a demandé que l'Assemblée ne se prononce pas sur cette question, répondant ainsi favorablement à l'appel lancé en ce sens la veille par le président de l'Assemblée générale des Nations unies, M. Joseph Garba. — (AFP.)

LIBAN

M. Hraoui lance un ultimatum de deux semaines au général Aoun

Beirut (AFP). — Le président libanais Elias Hraoui a accordé, mercredi 6 décembre, un nouveau délai de deux semaines aux « médiateurs » pour convaincre le général Michel Aoun de quitter le palais de Baabda, après les nombreux appels au calme venus de l'étranger. Dans le même temps, la situation au Liban fait l'objet d'intenses contacts diplomatiques à Damas, où se trouvent simultanément le chef de la diplomatie algérienne, l'envoyé spécial du trivalent arabe et deux anciens hauts responsables américains.

M. Hraoui, qui vit depuis plus d'une semaine dans une caverne libanaise de la plaine de la Bekaa sous contrôle syrien, a également affirmé qu'il « préfère entrer à Baabda avec un rameau d'olivier plutôt qu'un canon ».

A Paris, M. Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, intervenant devant l'Assemblée nationale, a affirmé que le gouvernement considère qu'« il n'y a pas d'alternative aux accords de Taëf » pour régler la situation au Liban.

JORDANIE

Les Frères musulmans absents du nouveau gouvernement

Nommé lundi 4 décembre premier ministre par le roi Hussein de Jordanie, M. Moudar Badrane a annoncé, mercredi 6 décembre, la formation d'un gouvernement de vingt-quatre ministres, sans la participation des Frères musulmans, qui, avec près du tiers des quatre-vingt sièges du Parlement élu il y a un mois, ont refusé de participer au cabinet, estimant insuffisant le nombre des portefeuilles qui leur étaient proposés par M. Badrane.

Dix députés font leur entrée au gouvernement, dont trois islamistes indépendants et trois de tendance de gauche. Deux de ces derniers sont issus du Bloc démocratique, qui avait décidé de ne pas participer au gouvernement, et les quatre députés restants appartiennent à la tendance « nationale indépendante » au sein de la Chambre. M. Badrane a déjà été premier ministre de 1976 à 1979 et de 1980 à 1984. Il était chef du cabinet royal (troisième poste de l'État) depuis août dernier. — (AFP.)

L'intifada : 2 ans déjà



Sylvie Masson
DES ENFANTS ET DES PIÈRES
DANS LA PALESTINE OCCUPÉE

Carole Masson
LES ENFANTS DE LA PALESTINE
L'INTÉRIEUR

294 p., 102 F.

Diffusion : ULYSSE 168 p., 29 F.
Distribution : DISTIQUE 79 F.

AMÉRIQUES

COLOMBIE : au moins 40 morts et près de 400 blessés

L'attentat de Bogota est imputé aux trafiquants de drogue menacés d'extradition

Selon un bilan encore approximatif, au moins 40 personnes ont été tuées et près de 400 autres blessées dans l'énorme explosion qui a détruit, mercredi 6 décembre, le quartier général de la police politique à Bogota. Cet attentat, commis au moyen d'un autobus bourré d'explosifs, a été attribué par les autorités colombiennes aux « extraditables ». Ce groupe est l'un des bras armés des trafiquants de drogue, qui, pour la plupart, sont menacés d'extradition vers les États-Unis et ont déclenché une « guerre totale » au gouvernement pour s'opposer à cette mesure.

BOGOTA

correspondance

« Une boucherie... ». M. Carlos Lembo Simmonds, ministre de l'Intérieur et « homme fort » du gouvernement colombien, ne pouvait certainement pas imaginer que sa sinistre prédiction serait si rapidement suivie d'effet. « Demander aux Colombiens de se prononcer par référendum sur le thème de l'extradition risquerait de provoquer une boucherie », disait-il la semaine dernière au Parlement. Les « narco » déclenchaient une vague de violence pour intimider les électeurs. — Vaine mise en garde.

Les « parrains » de la mafia n'ont apparemment pas attendu pour intervenir à leur manière sanguinaire dans le conflit qui oppose le gouvernement du président Barco, résolu à maintenir et à appliquer le traité d'extradition avec les États-Unis, à un Congrès plus réticent et manifestement tenté par la conciliation.

C'est à Tokyo, où il se trouve en voyage officiel, que le président Barco avait déjà appris mardi une autre très mauvaise nouvelle : la Chambre des députés de Bogota venait d'approuver à l'unanimité un texte qui prévoit d'enclencher une question sur l'annulation de tous les extraditables à l'occasion du référendum constitutionnel qui doit avoir lieu le 21 janvier 1990. Une gifle pour le président Barco, qui n'a pourtant pas non plus menagé les avertissements aux parlementaires colombiens. « Vous ne pouvez pas tromper le peuple, a-t-il déclaré avant de s'enlever pour le Japon. Un référendum sur l'extradition aurait des conséquences funestes pour le moral du pays et pour le maintien de la démocratie. Il ne s'agit pas de livrer des criminels colombiens à la justice d'un autre pays, mais d'extrader ceux qui commettent des crimes contre l'humanité. » Le chef de l'État avait ajouté : « Ne me dites pas qu'il est plus juste et plus digne de juger les « narco » en Colombie, car plus de deux cents juges et fonctionnaires de justice colombiens ont été assassinés par la mafia pour avoir fait simplement leur devoir. »

Peine perdue, le vote des députés met en évidence le décalage grandissant entre un président inflexible et une classe politique explose, échauffée de passions et de menaces de mort anonymes. Une classe politique dont le trouble reflète aussi la fatigue d'une opinion publique qui ne voit pas d'issue à cette « guerre à mort » déclenchée depuis plus de trois mois entre le gouvernement et la mafia.

Le gouvernement n'a pas encore complètement perdu la partie. Le Sénat doit se prononcer à son tour. Et M. Virgilio Barco a menacé de mettre son veto à l'ensemble de la réforme constitutionnelle (qui prévoit également des accords de paix avec le mouvement de guérilla M-

19) si le Sénat confirmait le vote de la Chambre.

Une crise politique majeure se dessine alors que les « narco » semblent être plus décidés que jamais à tout faire pour en finir avec les menaces d'extradition vers les États-Unis. Pour faire bonne mesure, les tueurs ont encore assassiné six personnes à Medellin, mercredi, dont un juge. Sinistre semaine, puisque les autorités de l'aéroport de Bogota ont aussi assassiné mardi que l'accident du Boeing de la compagnie Avianca qui s'est écrasé le 27 novembre, peu après son décollage de la capitale colombienne, était bien dû à un attentat terroriste.

Le bilan de l'offensive des forces de l'ordre depuis trois mois n'est pas réjouissant. Environ un millier de propriétés ont été saisies et sont actuellement occupées par les militaires. « Mais il en reste encore au moins quatre mille », dit un diplomate qui souligne que les « narco » disposent d'une petite armée de plusieurs milliers d'hommes. Une dizaine de trafiquants notoirement réclament la justice américaine ont été extradés. « Mais, ajoute ce même diplomate, aucun gros poisson ne figure parmi eux. »

Terrorisme aveugle

Pour bien des Colombiens, la « guerre » du gouvernement est sélective. « C'est, disent-ils, une lutte contre certains parrains du cartel de Medellin, les Escobar (1), les Ochoa, les Gacha, mais pas contre l'ensemble du trafic de drogue ». Et de faire remarquer qu'il n'est jamais en question la « question du cartel de Cali » — en lutte ouverte avec celui de Medellin pour le contrôle du marché aux États-Unis. Cet autre est, dit-on à Bogota, « plus discret, moins violent, bien organisé, et n'est pas dominé, comme celui de Medellin, par des idées brûlées comme les Escobar, qui n'ont pas compris qu'il y avait des limites à ne pas franchir... »

« Les attentats contre les personnes commises par les narco n'ont pas seulement été des crimes atroces », dit Gabriel Garcia Marquez, « c'est une stupidité politique qui les conduira à leur perte. » Selon l'écrivain, la première de ces grandes erreurs a été l'assassinat du ministre de la Justice Rodrigo Lara Bonilla, en avril 1984. En cinq ans, la mafia est parvenue à deux cent cinquante attentats, dont une trentaine de personnes ont été tuées.

Les images des bulletins télévisés montrant les parents angoissés à la recherche de leur enfant dans le va-et-vient des ambulances ont jeté la consternation d'un bout à l'autre du Canada, qui n'avait connu qu'un seul précédent de cette nature : en mai 1984, un école franco-phonie avait tué trois personnes et pris en otages plusieurs autres dans l'enceinte de l'Assemblée nationale du Québec avant de se rendre.

MARTINE JACOT

OCÉAN INDIEN

COMORES

La France suspend son aide

Paris a décidé de suspendre son aide aux Comores jusqu'au départ du mercenaire français Bob Denard. Les autorités françaises avaient déjà décidé de suspendre l'envoi de coopérants dans l'archipel, où a été assassiné, le 26 novembre, le président Ahmed Abdallah. La France, comme l'autre bailleur de fonds des Comores, l'Afrique du Sud, est confrontée au refus de Bob Denard et de ses mercenaires européens de quitter l'archipel où ils contrôlent le pouvoir.

D'autre part, un millier d'étudiants et de lycéens ont manifesté, jeudi matin 7 décembre, dans les rues de Moroni pour protester contre la présence des mercenaires aux Comores. Les jeunes manifestants portaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Dehors les mercenaires », et ils criaient : « Assassins, assassins ». Des soldats en armes de la garde présidentielle (GP) dirigés par des mercenaires européens sont rapidement arrivés sur les lieux à bord de plusieurs camions.

Au cours de cette manifestation, l'envoyé spécial de l'AfP aux Comores a été agressé et menacé de mort par un mercenaire dénommé « Hoffman », numéro trois de la GP — armé d'un fusil d'assaut. Il a arraché un carnet de notes des mains du journaliste en lui disant : « Fous le camp. Si, dans une minute, tu n'es pas parti, je te descends », avant de le brutalement alors qu'il montait dans sa voiture. Plusieurs autres journalistes et photographes étrangers se sont vu saisir leurs films et carnets de notes par des hommes de la GP. (AFP.)

[L'aide française aux Comores est estimée à environ 130 millions de francs par an, non compris les prêts de la Banque mondiale (250 millions au cours des dix dernières années). La mission de coopération française compte 182 personnes, dont 30 militaires, chargés de former les forces armées comoriennes. Environ 1 600 Français vivent aux Comores, dont presque 600 expatriés temporaires.]

AFRIQUE

ALGÉRIE

La durée du service national est ramenée à dix-huit mois

ALGER

Les jeunes appelés du contingent ne passeront plus deux ans sous les drapeaux. Les députés en ont ainsi décidé, mercredi 6 décembre, en adoptant une loi réduisant la durée du service national de vingt-quatre à dix-huit mois, à compter du 1^{er} janvier prochain. La réduction de six mois du service militaire est dictée par le nombre croissant de jeunes en âge d'être incorporés, l'élévation de leur niveau de culture générale, et l'adoption de méthodes militaires modernes. L'Armée nationale populaire (ANP) accueille quelque trois cent mille jeunes conscrits chaque année. Elle n'a plus les moyens de prendre en charge, pendant deux ans, l'ensemble des jeunes, pourtant médicalement aptes, qui ne peuvent être incorporés en raison de la saturation de ses structures d'accueil.

Au cours du débat général, les députés avaient souligné que le ser-

vice national soit ramené à douze ou quinze mois. Le secrétaire général du ministère de la défense nationale, le général Mustapha Chelloufi, qui représentait le gouvernement, a expliqué qu'il n'était pas possible de descendre « au-dessous de dix-huit mois » pour des raisons « de gestion, d'organisation et d'économie ».

La loi adoptée par l'Assemblée populaire nationale (APN) prévoit, d'autre part, l'amnistie pour les insoumis âgés de plus de trente ans à la date du 1^{er} novembre 1989. Sur près de trente-huit mille insoumis, neuf mille sept cent vingt-sept, âgés de trente à quarante ans, sont concernés par la loi.

La majorité d'entre eux sont des universitaires qui résident à l'étranger. La mesure ne règle pas le problème des étudiants boursiers « en délicatesse » avec l'administration, qui devront régulariser leur situation pour pouvoir entrer et sortir d'Algérie sans encombre.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

« Pas question de négocier », répète le président Barco. Il vient d'annoncer l'achat d'une flottille de vingt-cinq hélicoptères de combat et il est fermement soutenu par le ministre de l'Intérieur qui affirme : « Par d'autres politiques possibles que de chasser les narco ; la guerre continuera quelles qu'en soient les conséquences. » Mais il n'est pas certain que toute l'équipe gouvernementale soit aussi décidée. « En fait, dit un sociologue d'un institut de recherche catholique, « le président Barco semble un peu isolé, par rapport à une frange de son parti, de la classe politique, et d'une partie de l'opinion. Les États-Unis veulent des résultats, des têtes, les gros poissons de la mafia. Le président Barco dont la sincérité est totale ne peut pas reculer, mais pourra-t-il tenir jusqu'à l'élection présidentielle de 1990 ? »

La réponse est sans doute dans la rue, angoissée, irritée, et aussi au Congrès où l'assassinat d'un député et la multiplication des menaces de mort par téléphone ont accru sensiblement l'inquiétude. La majorité des parlementaires réclament maintenant une « protection rapprochée », tout comme les juges qui ont suspendu leur mouvement de grève après avoir obtenu des « assurances » du gouvernement.

Les Colombiens sont justement réputés pour leur courage. Ils affrontent les diverses formes de violence depuis plus de trois décennies avec un remarquable stoïcisme. Mais cette fois leur lassitude et leurs doutes risquent de l'emporter.

MARCEL NIEDERGANG

(1) Un membre de la famille Escobar vient d'être arrêté en Suisse (le Monde du 7 décembre).

■ SALVADOR : violents combats à la périphérie de San-Salvador. — De violents combats ont eu lieu, mercredi 6 décembre, à la périphérie nord et sud-ouest de la capitale salvadorienne, près du volcan San-Salvador, où l'armée a procédé à d'intenses bombardements contre des positions des rebelles du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN). Quatre hélicoptères ont attaqué les guérilleros à la mitrailleuse et au lance-roquettes, dans le secteur de Piasa et de La Laguna, ont indiqué des témoins. Des centaines de paysans, qui effectuaient la récolte du café ont évacué rapidement les zones de combat. — (AFP.)

POLITIQUE

L'amnistie des délits liés au financement des partis et des campagnes électorales à l'Assemblée nationale

La victoire du principe de réalité

Les députés ont adopté en deuxième lecture, dans la nuit du mercredi 6 décembre, les projets de loi relatifs au financement des partis politiques et des campagnes électorales. Comme lors de la première lecture, seuls les députés socialistes ont voté pour, les groupes UDF et UDC

Tout est apparu si simple : une petite heure de débats, quelques vagues sous-entendus d'irréductibles, beaucoup de conversions aussi soudaines que tranquilles, et le sentiment largement partagé que le principe de réalité en vaut, tout bien pesé, beaucoup d'autres. L'auto-amnistie étant exclue, et avec elle, les grandes déclarations vertueuses, les députés se trouvaient en fait confrontés à un seul problème : comment aller droit, demain, à ceux qui, généralement mais illégalement, leur avaient accordé leur soutien hier, à ceux-là mêmes qui, parfois, sont sous le coup d'une inculpation pour fausses factures ou abus de bien social, que l'on avait renoncé à user de ce pouvoir législatif extraordinaire qu'est l'amnistie ?

Sauf à être assuré de sa réflexion sans frais, on s'attendait à ce que le député ne soit pas un homme de paille, ou du moins qu'il ne soit pas un homme de paille qui, par ses fausses factures, se fait passer pour un homme de paille. La question méritait tout de même une sage réflexion. D'autant que les députés de gauche dans leur grande

s'abstenant, le RPR et le PC votant contre. A la majorité de 283 voix contre 168, les députés ont adopté un amendement déposé par M. Michel (PS, Haute-Saône) et les membres du groupe socialiste, prévoyant l'amnistie des délits commis avant le 15 juin 1989 en relation avec le financement des

partis ou des campagnes électorales, à l'exclusion de ceux commis par des parlementaires, ou ayant pour objet un enrichissement personnel, ou représentant des infractions graves — fausse monnaie, ingérence, corruption active ou passive de fonctionnaires.

L'amendement adopté

L'amendement adopté, qui introduit un article additionnel après l'article 16 du projet de loi sur le financement des campagnes électorales et des partis politiques, dispose que : « Sauf en cas d'enrichissement personnel de leurs auteurs, sont amnisties toutes infractions commises avant le 15 juin 1989 en relation avec le financement direct ou indirect de campagnes électorales ou de partis et de groupe-

ments politiques, à l'exclusion des infractions prévues par les articles 132 à 138 et 175 à 179 du code pénal (1) et de celles commises par une personne investie à cet égard, ou à celle des faits, d'un mandat de parlementaire national. »

(1) Ces articles visent les délits de fausse monnaie, d'ingérence et de corruption passive ou active de fonctionnaires.

Le système de financement, de très nombreux candidats avaient dû recourir à des procédures illégales.

Constant aux yeux de tous, mais dans le refus total de l'amnistie, furent MM. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) et Gilbert Millet (PC, Gard). Le premier a remarqué que tel qu'il était conçu le texte permettait en fait l'amnistie des délits commis par les élus, l'arrêt des poursuites sur les faits reprochés aux entreprises ou aux intermédiaires entraînant de facto la fin de celles visant, pour les mêmes faits délictueux, les hommes politiques. M. Millet a dénoncé le « véritable abus de ce texte : mettre un voile pudique sur des affaires scandaleuses ». Estimant « l'amnistie des fraudeurs inacceptable », M. Millet a observé : « La vertu n'a qu'un temps. Nous pouvons le vérifier aujourd'hui. Mais tout le monde, à l'exception de nous, a été complice. Nous ne mangerons pas de ce pain-là ! »

Ces affirmations ont eu pour effet immédiat d'entraîner la sévérité traditionnelle à toute épreuve de M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne). Bondissant littéralement sur son micro, M. Hyst a déclaré : « Inadmissible de recevoir des leçons de moralité en ce qui concerne le financement des partis de la part du PC ! »

Fidèle lui aussi à sa position initiale, le député centriste avait auparavant exprimé son soutien à

l'amnistie restrictive telle qu'elle était proposée : « Je reste persuadé que la représentation nationale n'aurait pas à rougir si était levé le système pervers de financements illégaux, mais pas immoraux, dans lequel se sont trouvés engagés un grand nombre de chefs d'entreprise, quelquefois pour la survie même de leur entreprise. » Et, ajouta M. Hyst, « je ne suis pas sûr que ceux qui ont le plus fort sur leur conscience ne soient pas en fait seulement les plus habiles ». Lapidaire, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, s'est contenté d'indiquer son « avis favorable » à cette disposition. A une heure quinze du matin, le vote par scrutin public pouvait enfin avoir lieu. Image rare dans l'hémicycle, les pupitres étaient jonchés de petits papiers blancs donnant des consignes de vote individuel aux députés commis aux « tours de clés ». Certains, par avance, avaient retiré les leurs : notamment MM. Michel Pèzet (PS, Bouches-du-Rhône) et Jean-Pierre Peretti della Rocca (UDF, Bouches-du-Rhône) tous deux inculpés dans des affaires de fausses factures.

Quant à la toute nouvelle député non-inscrite, membre du Front national, M^{me} Marie-France Stirbois, qui avait fait l'après-midi même ses premiers pas dans l'hémicycle, elle avait elle aussi soigneusement retiré sa clé, ne laissant à quiconque le soin d'extrapoler sur l'état de sa réflexion concernant le « changement des mœurs politiques ».

PASCALE ROBERT-DIARD

Hypocrisie

La politique coûte cher. Excessivement cher depuis que la publicité s'en est emparée. A moins de considérer que ce métier ne doit être exercé que par les personnes les plus fortunées du pays, à moins d'abandonner le pouvoir aux « deux cents familles », il faut bien financer d'une manière ou d'une autre les campagnes électorales et les activités des partis politiques.

Il y a deux manières de le faire. La loi de la jungle, jusqu'alors en vigueur, qui permet aux plus forts, aux plus proches des capitaux privés, aux plus malins, d'assurer leur subsistance, et souvent mieux que cela. La loi tout court, qui limite les dépenses électorales et fixe quelques règles « morales » au financement des partis et des campagnes. C'est la voie qu'a choisie le gouvernement. Le projet de loi qui est actuellement en discussion au Parlement en témoigne.

Mais en attendant qu'elle soit votée, il a bien fallu que les partis politiques, les élus, les candidats de tout poil, se débrouillent. Tout allait pour le mieux dans le meilleur des systèmes D... bureau d'études bidon, sociétés écran, fausses factures, dessous-de-table, — jusqu'à ce que quelques policiers et magistrats décident de faire leur métier. D'où une série de scandales qui n'épargnent personne, et qui nourrissent l'antiparlementarisme et les slogans — « Tous pourris ! » — de l'extrême droite. D'où l'idée lumineuse de faire d'un passé nauséabond table rase. L'amnistie des

délits liés au financement des partis et des campagnes électorales, adoptée jeudi matin par l'Assemblée nationale, répond à ce souci.

Après avoir crié à la magouille honteuse, une partie de l'opposition, en s'abstenant, parmis à cette initiative socialiste d'obtenir une majorité. Le retournement est spectaculaire puisque, l'été dernier, le gouvernement avait dû reculer face à la menace d'une motion de censure, qui, sur ce sujet, aurait pu être votée conjointement par la droite et les communistes.

Bricolage

Tous ceux qui ont voté l'amnistie affirment que l'honneur est sauf puisqu'en sont exclus les parlementaires et ceux qui ont tiré de la situation antérieure des bénéfices personnels. Mais il y a quelque hypocrisie à raisonner ainsi : en amnistiant les délits commis par des intermédiaires et des financiers, on vide les dossiers d'enquête ou d'instruction, et l'on épargne, au bout du compte, la plupart des élus impliqués. Les socialistes et tous ceux qui les ont rejoints donnent le sentiment, comme le remarquait M. Gérard Monasté, PDG d'Urba-Technic (société liée au financement du PS), dans le Monde du 6 décembre, d'avoir bricolé une loi sur le financement autour de l'amnistie, plutôt que l'inverse. Le débat continu. Il n'est pas encore sorti de l'hypocrisie.

JEAN-YVES LHOMEAU

L'analyse du scrutin

La répartition des voix sur l'amendement de M. Jean-Pierre Michel et des membres du groupe socialiste prévoyant une disposition d'amnistie s'établit ainsi :

PS (272 membres) : 269 voix pour ; 3 non-votants : MM. Michel Pèzet, Yves Vidal et M^{me} Janine Ecorchard, tous trois élus des Bouches-du-Rhône.

RPR (131 membres) : 109 contre ; 1 voix pour, celle de M. Eric Raout ; 14 abstentions : MM. Emmanuel Aubert, Bruno Bourg-Broc, M^{me} Nicole Catala, MM. Richard Cazeau, Henri Cuz, Robert Gellay, Michel Giraud, Jacques Godfrain, Jean de Jipkowski, Jacques Masdeu-Arus, Michel Noir, Robert Pandraud, Robert Poujade, Nicolas Sarkozy ; 7 non-votants : MM. Claude Barate, Gérard Chesseguet, René Couvreur, M^{me} Elisabeth Hubert, MM. Jacques Lafleur, Jacques Toubon, Jean Vallet.

UDF (89 membres) : 62 abstentions ; 1 voix pour, celle de M. Gérard Longuet ; 24 contre : MM. François d'Aubert, Albert Brochand, Pascal Clément, Daniel Collin, Louis Colombani, Yves Coussein, Jean Desantis, Willy Dimaggio, Maurice Dousset, Charles Ehrmann, Charles Fèvre, Claude Gatignol, François d'Harcourt, Marc Laffleur, Maurice Ligot, Alain Madelin, Jean-Marc Nesme, Michel d'Ornano, Arthur Paecht, Jean-Pierre Philibert, Jean Priol, Marc Reyman, Francis Saint-Ellier, Rudy Salles ; 2 non-votants : MM. Francis Delattre, Jean-Pierre Paréti Della Rocca.

UDC (41 membres) : 33 abstentions ; 4 voix pour : M. Raymond Barre, M^{me} Christine Boutin, MM. Bruno Durieux, Jean-Jacques Hyst ; 3 voix contre : MM. Edmond Alphandéry, Ambroise Guellet, Jean-Jacques Weber ; 1 non-votant : M. Loïc Bouvard, président de séance.

PC (26 membres) : 26 contre. Non-inscrits (17 membres) : 8 voix pour : MM. Michel Carleat, Alexandre Léontieff, Jean-Pierre Luppi, Claude Miquel, Alexis Pota, Bernard Tapie, Emile Vernaudo, Aloys Warhouver ; 6 voix contre : MM. Léon Bertrand, Elio Hoarau, Jean Royer, Maurice Serghesart, Christian Spiller, André Thien Ah Koon ; 2 abstentions : MM. Serge Franchis, Jean-François Mattel ; 1 non-votant : M^{me} Marie-France Stirbois.

Les principales modifications apportées au texte du Sénat

● Collecte des fonds pour les dépenses électorales : Les députés sont revenus aux dispositions initiales du projet de loi en ramenant à un an avant le jour de l'élection la période pendant laquelle un candidat pouvait recueillir des fonds pour sa campagne électorale. Le Sénat avait limité cette période à six mois pour les élections locales. Il a également supprimé la disposition introduite par le Sénat, prévoyant d'étendre ce délai à quinze jours après l'élection.

● Dons de personnes physiques de nationalité étrangère : La possibilité pour les personnes physiques de nationalité étrangère de faire des dons aux candidats a été rétablie. Le rapporteur du projet, M. Robert Savy, a précisé que cette mesure se justifiait essentiellement par l'impossibilité à contrario de contrôler le respect de l'interdiction édictée par le Sénat.

● Confidentialité des dons : Les députés ont levé la confidentialité des dons introduite par le Sénat. Cet amendement a fait l'objet d'une après discussion, l'opposition estimant par la voix de MM. Pierre Lequillier (UDF, Yvelines), Gérard Longuet (UDF, Meuse) et Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne) qu'une telle disposition risquait de « vider cette loi de son contenu en décourageant la spontanéité de ceux qui veulent donner aux candidats ». M. Pierre Joxe avait lui aussi exprimé ses doutes à ce sujet, constatant qu'en France « ceux qui n'effraient aucun engagement n'aiment pas que leurs voisins

connaissent leurs préférences. Si l'effet de la publicité des dons, même modestes, des particuliers doit être de les attirer, alors ce vertueux dispositif ne paraît d'une utilité discutable ». Pour M. Gilbert Millet (PC, Gard) il est au contraire nécessaire de lever la confidentialité car « la responsabilité implique la transparence ». M. Savy, rapporteur, a répondu que les Français n'étaient « pas prêts à une transparence totale ». Précisant que le texte de son amendement laissait le soin au Conseil d'Etat de fixer les conditions d'utilisation et d'établissement du reçu attestant du don, le rapporteur a indiqué que le Conseil d'Etat pourrait ainsi définir une « publicité restrictive ».

● Durée de l'autorisation d'affichage électoral : Portée à deux mois par le Sénat (contre six dans le projet initial), la durée de la période pendant laquelle l'affichage commercial électoral est autorisé a été relevée à quatre mois. Cette durée vaut aussi pour la publicité électorale par voie de presse. Très attaché à ce dispositif, qui est l'un des éléments essentiels de la limitation des dépenses électorales, la majorité des députés a d'ailleurs protesté contre la récente campagne jugée « démagogique et scandaleuse » lancée par les affiches hostiles à cette limitation.

● Limitation de la promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités locales : A l'initiative de M. Pierre Joxe, les députés ont adopté un amendement reprenant, en la complétant,

une disposition introduite par le Sénat, interdisant à compter du premier jour du quatrième mois précédant des élections générales dans une collectivité territoriale les « campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin ».

● Répartition de l'aide publique : Contrairement aux vœux des groupes de l'opposition, la majorité de l'Assemblée a supprimé l'ensemble du dispositif introduit par le Sénat qui répartissait une fraction de l'aide publique entre « les groupements auxquels un ou plusieurs parlementaires ont déclaré être inscrits ou se rattacher ». Cette initiative sénatoriale, qui avait reçu l'aval de M. Joxe, tendait ainsi à tenir compte, pour le calcul de l'aide publique, de la représentation des groupes au Palais du Luxembourg. L'amendement déposé par M. Savy et adopté par la majorité ne prend en compte que les groupements représentés à l'Assemblée nationale. Pour M. Savy, cette limitation se justifiait en raison du mode de scrutin — au suffrage universel indirect — en vigueur pour les élections sénatoriales.

● Obligation de recourir à un mandataire pour le financement des partis politiques : Les députés ont rétabli, là encore contre la volonté du ministre de l'Intérieur, l'obligation pour les partis politiques — supprimée par le Sénat — de recueillir des fonds par l'intermédiaire d'un mandataire (association de financement ou personne physique).

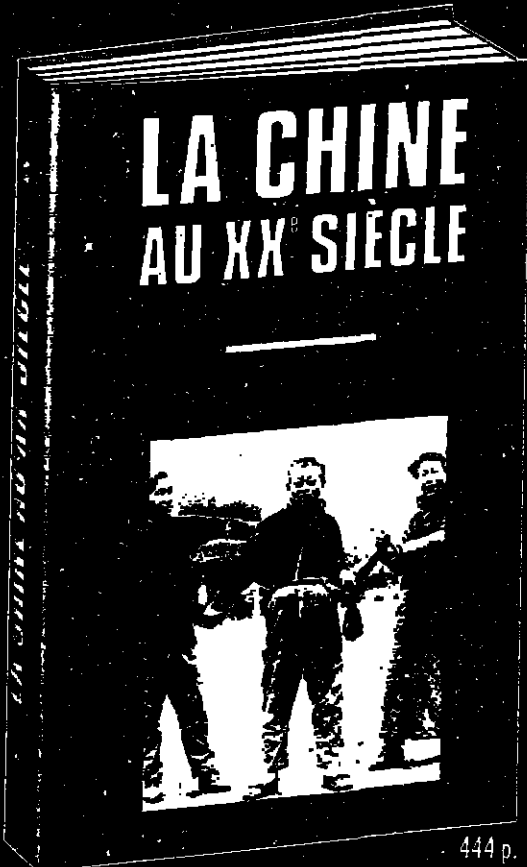
Vent d'est contre vent d'ouest

Le communisme chinois est-il un avatar de la tradition anti-occidentale ? Réponse éclairante dans « La Chine au XX^e siècle. »

R.F. Libération

Sans doute l'un des ouvrages majeurs sur la Chine.

Patrice de Beer, Le Monde



444 p.
150 F.

Sous la direction de Marie-Claire Bergère, Lucien Bianco et Jürgen Domes. A paraître en 1990. « La Chine au XX^e siècle, 1949-1989. »

L'Histoire
chez
FAYARD

POLITIQUE

Chahut à l'Assemblée nationale après les incidents du Quai d'Orsay

Le revers de la matraque...

M^{me} Marie-France Stirbois a été accompagnée triomphalement, lors de son entrée au Palais-Bourbon, par M. Jean-Marie Le Pen et une poignée d'anciens députés FN de la période 1986-1988. Son arrivée s'est faite, mardi 6 décembre, dans la cohue des chasseurs d'images, car cette femme parlementaire de fraîche date, à la robe noire et à l'écharpe tricolore fièrement arborée. Un ancien député du FN, M. Jean-Claude Martinez, lui a donné une leçon d'interruption : « Tu lèves le doigt et tu cries bien fort ! Rappel au règlement ! Rappel au règlement ! »

Avant de pénétrer pour la première fois dans l'hémicycle, le nouveau député d'Eure-et-Loir avait répondu à l'invitation d'un comité d'accueil qui l'attendait dans une brasserie à deux pas de l'Assemblée nationale. Elle y avait été saluée par le président du parti des Républicains ouest-allemands (extrême droite) M. Franz Schoenhuber. Le président du Front national, M. Le Pen, fier de sa « tête de pont » au Palais-Bourbon, avait expliqué que lui et ses amis se mettaient à la disposition de M^{me} Stirbois pour « préparer le futur débarquement des députés du Front national lors de la prochaine consultation ».

Un mini-débarquement FN eut lieu quelques instants plus tard, salle des Quatre-Colonnes, balayant au passage quelques-uns des députés de l'opposition, déjà meurtris par leur mésaventure de la veille lors d'une manifestation pour le Liban, au cours de laquelle certains parlementaires avaient tenté de forcer un barrage près du Quai d'Orsay.

Les rescapés de l'aventure du Quai d'Orsay — M. Philippe de Villiers (UDF, Vendée) en tête — s'étaient retrouvés en ce lieu où il est difficile, un mercredi après-midi, de ne pas tomber dans le champ d'une caméra. L'ambiance était à la camaraderie de combat un lendemain de beroud. M. Jean-François Deniau (UDF, Cher), entouré de ses bras, avec tendresse, deux députés qui avaient participé comme lui à l'échauffourée de la veille, MM. Hubert Falco (UDF, Var) et Willy Diméglio (UDF, Hérault). Indemnes physiquement, ces députés apparaissaient toutefois meurtris par le peu de cas que la « solidarité » avait fait de leur écharpe et parce que leur chef vénéré, M. François Liotard, non seulement n'était pas présent avec ses troupes mardi soir, mais s'était permis en

outre de qualifier de « péripétie » ce qu'ils s'efforçaient depuis la veille de présenter comme un horrible crime de lèse-Parlement. « Evidemment, l'événement ne pouvait être que mineur puisqu'il n'y avait pas... », constatait amèrement un PR l'éclairé. Mme Yann Plat, ex-FN, députée apparentée UDF (et bientôt membre du PRI), expliquait dans les couloirs que M. de Villiers avait fait un vol plané en tentant de franchir une barrière pour suivre la délégation de cinq députés qui devait être reçue par le directeur de cabinet de M. Roland Dumas. M. Dominique Baudis (UDC, Haute-Garonne) avait bien

... NOUS AVONS REÇU UN TÉLÉGRAMME DE SOUTIEN DES VICTIMES LIBANAISES.



tenté de retenir son ami vendéen, mais, disait-il, « l'enrou, c'est qu'avec son manteau de cache-misère, il m'a glissé des mains... ». Deux députés ont été particulièrement molestés dans la bousculade, M^{me} Bernadette Isaac-Sybilie (UDC, Rhône), que personne n'imaginait en bousculade, et M. Michel Voisin (UDC, Ain), qui a reçu un coup de matraque mal placé. Signe révélateur : un député qui montrait son écharpe pour lui signaler qu'il avait en face de lui un élu du peuple, un CRS lui a répondu, en saisissant l'écharpe d'un air méprisant, « c'est quoi ça ! ».

Les moins soucieux d'exploiter cette affaire reconnaissent, mercredi dans les couloirs, que certains députés — M. de Villiers notamment — avaient poussé le bouchon un peu loin, passablement excités par leur voyage sur-

prise au Liban effectué, au dire de certains membres du groupe UDF, dans une totale improvisation et dans une ambiance de classe de neige sur le départ, le goût de l'aventure en plus.

« Il ne reste plus que cela à certains députés de l'opposition pour leur donner l'impression d'être », expliquait, un élu UDF en insistant sur le fait que la cause libanaise devait être défendue sans pour autant tomber dans les travers du « showbiz ». M. de Villiers continuait d'affirmer que les députés avaient été molestés « sur ordre ». « Reste le fait que le matraquage de député est inadmissible et montre assez en quelle estime est tenu le Parlement », reconnaissent certains députés socialistes. Un autre, M. François Hollande (Cortez), ne faisait pas de sentiment : « C'est l'arrosage arrosé... à force d'avoir formé pendant des années les CRS comme des cons... ».

Le matin même, avant de partir pour la Yougoslavie, le premier ministre, venu engager la responsabilité du gouvernement (49-3) sur le collectif budgétaire 1989, avait précisé qu'une enquête était en cours. Enquête dont M. Pierre Joxe semble avoir déjà de nombreux éléments. C'est ce qu'il a expliqué dans l'hémicycle, l'après-midi, en laissant entendre qu'il y avait eu un comportement irresponsable de certains députés. Le ministre de l'Intérieur a toutefois jugé « regrettables » les incidents mettant aux prises députés et forces de l'ordre. Ses déclarations ont été accueillies par des bordes de cris et de cliquetements de pupitre. Les députés de l'opposition, MM. de Villiers, Longuet, Pons, Falco, allaient et venaient dans les travées pour mobiliser les troupes. Le ministre de l'Intérieur a fait déborder le vase en affirmant, prenant à témoin les millions de téléspéctateurs qui suivent tous les mercredis cette séance, qu'un député avait été filmé en train de franchir les grilles du Quai d'Orsay. Ces images passées par Antenne 2 au 13 heures, montraient bien un Philippe de Villiers, en pleine santé, en train de secouer violemment les grilles présentées par le commentateur comme celles du Quai d'Orsay. Or c'est faux. Il s'agissait en fait des grilles de sécurité de l'avenue de l'Assemblée nationale, 101, rue de l'Université, où les députés, après leur algèbre avec les CRS, tentaient de se repérer (Antenne 2 modifia son commentaire au journal de 20 heures). Furieux de se voir refuser l'accès à leurs bureaux, certains députés avaient

tenté d'escalader en vain ces grilles.

Dans l'hémicycle, M. Laurent Fabius, qui avait dit toute son « émotion », en début de séance, à la suite de ces « incidents », avait bien du mal à ramener le calme. « C'est le pire spectacle du Parlement que nous puissions donner ! ». Sur son banc, à l'extrême droite de l'hémicycle, M^{me} Marie-France Stirbois (non inscrite) contemplait en souriant ce charivari en pensant, peut-être, au nombre de voix que cela faisait tomber dans l'escarcelle de son parti. Elle cherchait des yeux où se trouvait son parrain M. Le Pen, présent dans la tribune des anciens députés.

Le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie, prenait alors la parole pour dire, sur un ton très calme qui imposa le silence, à quel point l'opposition avait été choquée par le « mépris » affiché par le gouvernement à l'égard de l'action menée par lui et ses amis en faveur du Liban. « Pour que le calme et la vérité soient rétablis, je voudrais, monsieur le ministre, que vous présentiez des excuses à ceux qui ont été blessés ». M. Joxe a alors rappelé que dès la veille, il avait exprimé ses « regrets », mais que les députés n'étaient pas habilités à troubler l'ordre public. Le premier ministre, par intérim, M. Lionel Jospin, a alors demandé la parole, tandis que les députés RPR se déchaînaient sur leur hôte par la parole. « Scandaleux, vous n'avez pas la parole ! » hurlait M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) particulièrement remonté. M. Jospin a voulu, lui aussi, tenter d'engager le dialogue, loin des vociférations en se disant « touché » par le propos de M. Méhaignerie. Il a répondu au président de l'UDC, qu'il n'avait ni mépris dans l'attitude du gouvernement, mais que, compte tenu de l'action inlassable du chef de l'Etat, du premier ministre et du ministre des affaires étrangères pour le Liban, c'est l'attitude de l'opposition qui semblait méprisante et injuste.

Dans cette après-midi agitée où certains parlementaires semblaient s'acharner à donner un peu plus de crédit à l'extraparlementarisme, ce fut le seul instant, la seule minute où deux hommes tentèrent de sortir d'une logique d'affrontement artificiellement suralimentée, pour tenter de dialoguer dans le respect. Une goutte d'eau. Dans la tribune des anciens députés, M. Le Pen pouvait se frotter les mains...
PIERRE SERVANT

Le PS et la pression de l'extrême droite

M. Mauroy s'irrite du manque de « solidarité » de certains responsables socialistes

M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, absent de Paris, a adressé au bureau exécutif du PS, réuni mercredi 6 décembre, une lettre dans laquelle il s'inquiète de l'absence de « stratégie du mouvement social » chez les socialistes. M. Pierre Mauroy a critiqué la démarche de M. Poperen et exprimé l'intention de s'entretenir avec le président de la République et avec le premier ministre du problème posé, selon lui, par le défaut de « solidarité » de certains responsables ou élus socialistes.

Les débats du bureau exécutif, après les élections partielles et le succès du Front national à Dreux, ont été plutôt moroses. M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national, chargé des élections cantonales partielles intervenues depuis septembre, qui fait apparaître un recul du PS par rapport aux cantonales partielles du premier semestre. Les socialistes souffrent, selon les cas, de l'abstention, de la présence d'un candidat écologiste ou de l'attraction qu'exerce le Front national, le vote pour l'extrême droite ayant tendance à se « banaliser ».

M. Laurent Fabius est revenu, à ce sujet, sur l'appel à « faire barrage au Front national », que le PS avait lancé avant le second tour des élections législatives de Dreux et de Marseille, et de la cantonale de Salon-de-Provence. Selon le président de l'Assemblée nationale, un tel appel devra être soumis, à l'avenir, à la condition que les formations de droite, en faveur desquelles il serait lancé, s'engagent explicitement à dénoncer l'idéologie du Front national. M. Fabius estime, à tout le moins, que le PS doit prendre des positions différenciées selon les situations et selon le comportement des candidats de droite. M. Michel Pons a observé que, à Marseille, M. Jean-François Maitié (UDF-PR), élu contre une candidate du Front national le 3 décembre, avait remercié les partis de gauche de leur appui.

Les discussions ont révélé certains flottements intellectuels parmi les dirigeants du PS quand il s'est agi d'apprécier le sens de la montée de l'extrême droite. M. Max Gallo, membre du secré-

riat national (courant Socialisme et République), a relevé que dans « Front national », il y a « national ». Le lien entre le problème de l'intégration et celui de l'identité nationale a été évoqué par d'autres intervenants. Aucun n'est disposé, pour autant, à créditer le Front national de la moindre bonne foi, et le bureau exécutif a été unanime pour refuser que le PS participe à l'émission de TF1 à laquelle M. Jean-Marie Le Pen a été invité, émission qui relève de la « politique-spectacle », selon M. Pierre Guidoni, membre du secrétariat national (Socialisme et République).

L'amendement Lamassoure

M. Pierre Mauroy a donné lecture d'une lettre de M. Jean Poperen, qui, absent de Paris, souhaitait l'alerter sur la « brusque accélération » du déroulement électoral du PS, révisée, selon lui, par les partielles. M. Poperen estime que les socialistes paient leur manque de « stratégie du mouvement social ». Il regrette que le PS n'ait pas défini de positions claires sur des questions telles que l'intégration des immigrés ou la laïcité. Il souligne que la préparation du congrès de Rennes, dont il reproche à M. Mauroy d'avoir retardé la date, soit l'occasion d'un véritable débat, et que la direction cesse de chercher des prétextes — les événements de l'Est ou d'autres — pour l'occulter.

Cette intervention épistolaire a provoqué l'ironie de M. Henri Emmanuelli, numéro deux du parti, qui s'est demandé à quoi ressemblerait une réunion du bureau exécutif mobilisant trois personnes présentes pour entendre vingt-cinq lettres. Plus gravement, M. Mauroy s'est dit excédé par le comportement de certains responsables et de certains élus qui, à ses yeux, manquent à la solidarité. Le premier secrétaire estime nécessaire de « serrer les cordons autour du gouvernement » et de faire preuve de « cohésion ». Il a annoncé qu'il allait s'entretenir de ce problème avec M. François Mitterrand et avec M. Michel Rocard.

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a souligné qu'il n'oublie pas que « François Mitterrand a nommé Michel Rocard premier ministre » et que le PS doit se montrer uni. A certains égards, a-t-il dit, le climat actuel lui rappelle l'été de l'opinion en 1940. M. Mermaz a évoqué, ensuite, certains dossiers en discussion entre le groupe et le gouvernement, notamment l'abrogation de l'amendement Lamassoure sur les conditions d'exercice du droit de grève dans la fonction publique, souhaitée par le parti, mais que le premier ministre envisage avec réticence.

La « cohésion » souhaitée par M. Mauroy risque de connaître encore des jours difficiles.
PATRICK JARREAU

Les élections aux chambres de métiers

Incidents à Ajaccio et à Bastia

BASTIA

de notre correspondant

A Bastia, vers 16 h 45 mercredi 6 décembre, un commando composé d'une trentaine d'hommes agissant à visage découvert s'est introduit dans le bureau centralisateur installé dans l'ancien hôtel de ville. Il s'est emparé des deux urnes et des registres électoraux et les a jetés devant la mairie avant d'y mettre le feu.

A Ajaccio, une heure plus tard, toujours dans le bureau centralisateur de la mairie, un groupe d'hommes s'est, lui aussi, emparé d'une urne ; une bousculade s'en est suivie, nécessitant l'intervention des CRS, qui ont dégagé les locaux par des tirs de grenades de gaz lacrymogènes. A l'origine de ces incidents, la contestation des scrutins par la Fédération corse des commerçants et artisans (nationaliste), qui estime que « les taux de vote par correspondance traduisent les manœuvres de fraude de certains candidats ».

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 6 décembre, à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Nous publions les principaux extraits des délibérations.

● **Convention internationale**
Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre la République française et la République fédérale d'Allemagne du 21 juillet 1959.

● **Contrats précaires**
Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a présenté au conseil des ministres un projet de loi favorisant la stabilité de l'emploi par l'adaptation du régime des contrats précaires.

● **Lutte contre la drogue**
Le premier ministre a présenté au conseil des ministres un décret portant création du comité interministériel de lutte contre la drogue et de la délégation générale à la lutte contre la drogue.

La mise en place de ces instances est destinée à assurer cohérence et efficacité à la politique du gouvernement en matière de lutte contre la drogue sous tous ses aspects.

Le comité interministériel de lutte contre la drogue, présidé par le premier ministre, préparera les décisions du gouvernement tant au plan national qu'international, en ce qui concerne la lutte contre la production, la transformation, le transport, la vente de drogue et les transactions financières liées à la drogue, ainsi qu'en ce qui concerne la lutte contre la consom-

mation de drogue et la toxicomanie.

Le délégué général à la lutte contre la drogue, placé auprès du premier ministre, sera chargé de la préparation des délibérations du comité interministériel et de la mise en œuvre des orientations qu'il retiendra ; il aura autorité sur la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie et présidera le comité de coordination composé de représentants des ministères compétents en matière de drogue.

● **La contrôle de l'entrée des étrangers et la politique d'intégration**

Le conseil des ministres a décidé, mercredi 6 décembre, le mouvement préfectoral suivant :

● **Isère** : M. René Vial
M. René Vial, préfet de l'Aisne, a été nommé préfet de l'Isère.

[Né le 17 avril 1936 à Mandé (Lozère), licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques, M. René Vial a été, à partir de 1961, chef de cabinet du préfet des Côtes-du-Nord, de Lorient et de Maine-et-Loire, puis directeur du cabinet de ce dernier. Sous-préfet de Saint-Flour en 1967, directeur du cabinet du préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon en 1971, il a occupé successivement, à partir de 1974, les fonctions de directeur du cabinet du directeur général des collectivités locales, de chef de cabinet du préfet de Paris, de directeur adjoint du cabinet du préfet de Paris, de sous-préfet de Brive et de sous-préfet de Grasse. Commissaire de la République

de la Charente en mars 1985, il avait été nommé préfet de l'Aube en janvier 1987.]

● **Deux-Sèvres** : M. Bernard Coquet
M. Bernard Coquet, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Rhône, a été nommé préfet des Deux-Sèvres.

[Né le 1^{er} mai 1939 à Paris, ancien élève de l'ENA, M. Bernard Coquet a commencé sa carrière préfectorale en juillet 1972 en qualité de directeur du cabinet du préfet du Var. Sous-préfet chargé de mission auprès du préfet du Val-d'Oise (1976), chargé de mission au cabinet du ministre des universités, M^{me} Alice Samier-Séte (1978), sous-préfet de Cholet (1980), secrétaire général pour les affaires régionales de Bretagne (1982), M. Coquet est secrétaire général de la préfecture du Rhône depuis 1986.]

Mouvement préfectoral

Nominations individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du premier ministre, M. Michel Pons a été nommé secrétaire général à l'intégration ;

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice : M. Jean-Pierre Hoss, maître des requêtes, est nommé conseiller d'Etat et maintenu dans la position de détachement de longue durée ;

M. Jean-Marie Panti, maître des requêtes, est nommé conseiller d'Etat.

Sur proposition du ministre de l'Intérieur : M. Alain Jézquel, préfet des Deux-Sèvres, est nommé préfet hors cadre.

Sur proposition du ministre de l'Agriculture et de la forêt : M. Jean-François Guthmann, administrateur civil hors classe, est nommé directeur général de l'alimentation.

après le duel sur la « 5 »
Indignation
générale
contre M. Le Pen

D'autre part, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a lancé officiellement, mercredi, à 20 heures sur TF1, une invitation à un face-à-face télévisé avec Le Pen.

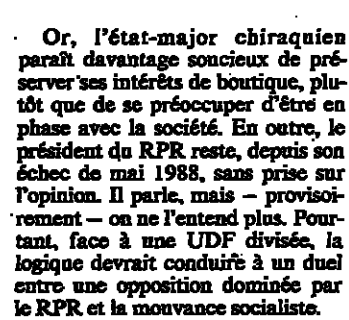
Cette opposition entre un pays et ses représentants se traduit par la passivité des citoyens (45 % de participation à Dreux le 3 décembre) et l'apparition de nouvelles forces : les Verts mais aussi le Front national. Elle encourage également un nouveau type de comportement électoral plus pragmatique. Si bien que les élections

Téléphone

**Vous aviez raison...Vodafone vous
12 raisons pour n**

Votre voiture est votre deuxième pas le téléphone? Aujourd'hui, au exclusivement consacrés au télé pour ne plus attendre et vous é

Le RPR, par tradition, se préoccupe moins du corps social, lui préfère des clientèles, mais il doit surmonter une difficulté stratégique :



JEAN-MARIE COLOMBANI

En lieu et place de ce combat, se profile un affrontement bien plus inquiétant, entre l'extrême droite et la classe politique. Banalisé par le « lepénisme rampant » de la

(1) Selon l'expression d'un militant de la Ligue des droits de l'homme citée dans l'hebdomadaire *Politis* du 7 décembre qui consacre un numéro très complet au phénomène Le Pen.

Vous aviez raison d'attendre...
...Vodafone vous donne aujourd'hui
12 raisons pour ne plus attendre

Votre voiture est votre deuxième bureau... et elle ne possède toujours pas le téléphone? Aujourd'hui, avec l'ouverture de centres Vodafone, exclusivement consacrés au téléphone de voiture, vous avez 12 raisons pour ne plus attendre et vous équiper dans les meilleures conditions.

- 1 Poste fixe ou portable...**
... chez Vodafone, vous avez le choix : vous trouvez le téléphone qui vous faut.
 - 2 Vous utilisez un réseau performant**
Le nouveau réseau S.F.R. à technologie multiréseau vous permet de téléphoner dans le monde entier, sans délai, sans message d'annonce... et sans être interrompu.
 - 3 Votre ligne attribuée sans délai**
24 h suffisent pour qu'une ligne définitive vous soit attribuée, et Vodafone s'occupe des formalités!
 - 4 Vous téléphonez en toute sécurité**
Vodafone vend exclusivement des postes « mains libres ». Vous dialiguez et conduisez ainsi en toute sécurité.
 - 5 L'expérience d'un leader**
N° 1 européen, avec près de 400000 postes installés, Vodafone maîtrise tous les techniques de pose.
 - 6 Des techniciens très qualifiés**
Grâce à leur formation et à leurs équipements, les techniciens Vodafone travaillent à la perfection. Et chaque appareil vendu est testé et vérifié.
 - 7 Le service : à domicile si vous voulez**
Les installateurs Vodafone se déplacent à votre domicile ou sur votre lieu de travail. Et si vous préférez venir au centre, un personnel souriant et compétent vous accueille.
 - 8 Vous savez tout de votre téléphone**
Chez Vodafone, on vous informe sur toutes les fonctions de votre appareil et sur le réseau S.F.R.
 - 9 Un service après-vente irréprochable**
Le réseau, les équipes, l'assistance : Vodafone vous offre le meilleur service après-vente.
 - 10 Des garanties bien étudiées**
Vous choisissez parmi trois types de garanties la couverture adaptée à vos besoins professionnels.
 - 11 ... à partir de 339 F* HT par mois!**
La puissance de Vodafone vous permet d'adopter une solution professionnelle à un prix très compétitif.
 - 12 ... et Vodafone vous offre le champagne**
Vous êtes l'un de nos 300 premiers clients? Vodafone vous offre 6 bouteilles de Champagne Lanson Black Label!

LANSON BLACK LABEL :
rien de tel
qu'un grand Champagne
pour fêter votre
téléphone de voiture.

**N'attendez plus :
contactez Vodafone aujourd'hui !**

LYON : 78.72.98.17.
NICE/ANTIBES : 93.74.64.22.
MARSEILLE : 91.27.93.87.
LILLE : 20.31.63.64
PARIS : (1) 45.53.11.29.
PARIS-LA DÉFENSE : (1) 47.76.19.84

Code postal

Ville: Tél :

LIGNE SFR **VODAFONE**
Bien entendu

* Financement par crédit bail entreprise sur 60 mois, sous réserve d'acceptation du dossier
- valeur résiduelle, 2% du p.v. d'origine H.T. p.v. H.T. 13 500 F fonction
« mains libres » incluse.

Société Française du Radiotéléphone

Fin 1989, la SFR, opérateur national de radiotéléphonie publique, dessert les principales agglomérations françaises. Dès la fin de 1990, son service LIGNE SFR sera accessible à 75 % de la population métropolitaine, et couvrira toutes les autoroutes.

Un réseau de 200 distributeurs agréés SFR offre à l'utilisateur une gamme de plus de 20 postes pouvant être utilisés quel que soit l'abonnement : National ou Province. Ils assurent la mise en service de la ligne de l'abonné SFR dans les 48 heures.

Facture simple ou détaillée, renvoi d'appel, annuaire express sont autant de services proposés à tout usager de LIGNE SFR.

La SFR rassemble l'expérience de treize sociétés françaises et étrangères qui, chacune dans leur domaine, préparent l'Europe.

Avec LIGNE SFR, le radiotéléphone fait partie intégrante de la vie professionnelle comme de la vie privée. LIGNE SFR, c'est le nouvel outil de communication au service du temps. C'est le téléphone liberté.

**LIGNE
SFR**

LE TÉLÉPHONE LIBERTÉ

Informations 24 H/24 H: (1) 47 30 90 00 et Minitel 3615 SFR

Le Monde

Les Trois Contes
de l'histoire à Zola

Architecture

Le monde de l'architecture
est en pleine effervescence. Les
architectes s'inspirent de la nature
pour créer des œuvres d'art uniques.
Le style est devenu un langage universel.
Les matériaux utilisés sont de plus en plus
diversifiés, permettant de réaliser des
constructions innovantes et durables.
L'architecture moderne cherche à
intégrer l'environnement urbain et naturel.
Les nouvelles technologies permettent
d'optimiser les plans et de simuler les
performances des bâtiments avant leur
construction.

L'Europe
des Nations

Le processus de l'union européenne
se poursuit à grands pas. Les pays
membres travaillent ensemble pour
améliorer la coopération économique
et politique. Les institutions
européennes jouent un rôle central
dans la prise de décision. Les citoyens
sont de plus en plus conscients de
l'impact de l'union sur leur vie quotidienne.
L'objectif est de créer une véritable
communauté européenne.

Le monde et moi

Le monde est un vaste territoire
à explorer. Chaque pays a ses
particularités, ses traditions et ses
modes de vie. Les voyages permettent
de découvrir ces différences et
d'élargir son horizon. Les échanges
culturels sont essentiels pour
comprendre le monde et vivre en
paix.

Le monde
et moi

Le monde est un puzzle complexe.
Chaque pièce représente un pays,
une culture, une histoire. Ensemble,
ils forment un tableau riche et diversifié.
Il est important de respecter les
différences et de travailler ensemble
pour résoudre les problèmes communs.
Le dialogue est la clé d'une
meilleure compréhension mutuelle.
Le monde est notre maison commune.
Il nous appartient tous.

14 Le Festival des Trois Continents
15 Marathon pianistique à Zurich

16 La cartographie des sites de l'habitat
17 L'abus de la circulation de la voiture

20 Communication : la crise de la SEP
21 Football : l'absence de joueurs de l'UEFA

Architecture : les mariages forcés entre l'ancien et le moderne

Plusieurs réalisations ou projets, dont certains suscitent de violentes polémiques, obligent les professionnels à s'interroger sur la réutilisation du patrimoine

Un théâtre haussmannien transformé en centre de loisirs au centre de Paris : un restaurant installé sur le sommet du Théâtre des Champs-Élysées ; un opéra du XVIII^e siècle surmonté d'un demi-cylindre métallique à Lyon ; un entrepôt métamorphosé en espace d'exposition à proximité de la Seine ; la galerie de zoologie du jardin des Plantes toilettée de fond en comble ; un grand magasin, Les Trois Quartiers, remodelé sur les grands boulevards ; on ne compte plus les interventions, en cours ou à venir, d'architectes contemporains sur des bâtiments anciens. Pour le meilleur ou le pire. Certains « ayants droit » s'émouvent, l'ordre des architectes sort de sa léthargie, l'administration des monuments historiques multiplie les avis contradictoires. Mais ce sont les élus locaux qui, en fin de compte, risquent d'imposer leur avis. Il n'est pas toujours éclairé.

Le patrimoine, appellation floue des monuments historiques, est à nouveau en danger, et cela ne se voit pas. Cette recrudescence du risque encouru par de nombreux éléments de la mémoire nationale, et le silence qui l'entoure tiennent à des causes diverses. D'abord la décentralisation, qui confère à des élus, généralement dépourvus de formation dans le champ de l'architecture et du patrimoine, un pouvoir quasi-dictatorial. Ensuite la réforme du système de protection, par la création des COREPHAE (1), organismes décentralisés, eux aussi, trop proches des instances locales pour privilégier les intérêts culturels au détriment des appétits économiques ou électoraux. Sans garde-fous ni repères, on voit mal ce qui pourrait désormais brider l'enthousiasme destructeur d'un édile. Enfin, les mécanismes de sensibilisation, les médias en particulier, nécessairement réducteurs ont radicalisé — dans un sens ou dans un autre — le public qui ne voit plus dans les corps traditionnels — les architectes des monuments historiques — que leurs seules compétences techniques.

L'exemple du Théâtre des Champs-Élysées

Naguère, les polémiques étaient simples. Il s'agissait de défendre des éléments du patrimoine national menacés. Beaucoup de combats ont été perdus : des Halles de Balard au Front de Seine en passant par le massacre des treizième, dix-neuvième et vingtième arrondissements de Paris. Mériadeck, à Bordeaux, connaît un sort similaire, comme tant et tant de quartiers de tant de villes de province. En sens inverse, des batailles ont été gagnées, parmi lesquelles la gare d'Orsay fait figure de légende. Ses aménagements préfigurent la nouvelle problématique : comment introduire un équipement neuf dans un bâtiment ancien ?

Pour simplifier, on est en effet passé de la politique du tout ou rien, en donnant à choisir de

manière exclusive entre patrimoine ou modernité, à une politique de compromis, qui associe, parfois conflictuellement, mais étroitement, patrimoine et modernité, en tablant sur les vertus supposées de l'un et de l'autre. Plusieurs raisons à cette nouvelle donne : l'émergence d'une architecture contemporaine dite « de qualité », et donc susceptible d'être confrontée à un passé qui n'est plus la seule référence ; l'extension du domaine protégé, qui contraint les pouvoirs publics à donner aux monuments des affectations nouvelles.

La polémique qui entoure la construction d'un restaurant sur le

d'une Commission supérieure des monuments historiques particulièrement tatillonne ? Le paradoxe va même plus loin. La première chambre du tribunal civil de Paris — la même qui doit statuer pour le Théâtre des Champs-Élysées — a en effet ordonné, le 31 mars, à la société Bull, de remettre en conformité avec les plans de l'architecte Bertrand Bonnier, le bâtiment qu'il lui a destiné et qu'elle avait depuis modifié (le Monde du 1^{er} avril).

Elle a institué ainsi, pour les architectes vivants, un droit moral sur leur œuvre plus rigoureux que ne le sont, en somme, les avis de la Commission supérieure pour des bâtiments classés. Curieusement, le

l'expert d'aujourd'hui ? Qui doit trancher : le public, le maire, un tribunal, la Commission supérieure ou le ministre ? Il serait temps de se donner de nouveaux repères avant de poursuivre des polémiques épuisantes et des plaidoiries incertaines.

L'assassinat de la Gaîté-Lyrique

D'autant qu'au-delà de ces cas litigieux, les réussites manifestes et les échecs patents, permettent d'amorcer la réflexion. Pour rester dans le domaine de la Ville de Paris, le Pavillon de l'Arsenal et le

A contrario, le traitement du Théâtre de la Gaîté-Lyrique relève de l'assassinat pur et simple. Sans doute parce que son propriétaire, à la Ville de Paris, a choisi de l'abandonner à un promoteur privé. La logique des intérêts purement commerciaux et de la problématique du patrimoine est ici assez symptomatique pour mériter d'être détaillée.

Certes, le bâtiment était malade et sa salle plus que décrépite. Divers projets de rénovation qui n'avaient pas abouti avaient en outre aggravé la tristesse des lieux. Silvia Monfort y campait dans un décor d'outre-tombe. Jusqu'au jour où la Ville concède la bâtisse à Jean Chalopin, auteur comblé de l'« Inspecteur Gadget » et d'une série de dessins animés. « Mon projet concernant la Gaîté-Lyrique n'est pas un caprice, déclarait-il. J'ai vécu un temps en face de ce théâtre admirable. Des toiles en masquent l'entrée. Un jour, je suis entré. Des clochers dormaient à l'intérieur, couchés sur des carions. Je me suis juré d'essayer de sauver ce lieu. » Un vœu qui ressemble à celui des pompiers pyromanes. La façade haussmannienne de Cusin, l'architecte qui construisit l'édifice en 1862, a bien retrouvé ses couleurs et ses dorures, le grand escalier ses deux rampes et le foyer, ses moulures et ses fresques, tout le reste a disparu. La grande salle à l'italienne de neuf cents places est tronquée en segments : une brasserie, un studio de télévision et une salle polyvalente de trois cents places la remplissent. La scène est occupée par les rails d'une « fusée » qui doit transporter les jeunes visiteurs dans l'univers « magique » de cette planète bourrée de jeux électroniques : cryptes médiévales, villages incas, sous-marin de Jules Verne, palais des Mille et Une Nuits. Ce décor de chaise électrique, orné de couleurs fluo est dû au scénographe Michel Day. Les concepteurs de ce cauchemar climatique sont Alexis Kobakhidze et Christian Maisonhaute. L'ensemble a coûté 280 millions de francs.

La Gaîté-Lyrique est concédée pour cinquante ans à une société d'exploitation où l'on retrouve à côté de Créativité et Développement, la société de Jean Chalopin, des investisseurs comme Paribas, Canal Plus, l'UAP, la BRED ou le groupe Concorde. Neuf cent mille visiteurs sont attendus à partir du 20 décembre, jour de l'inauguration de ce Disneyland de poche.

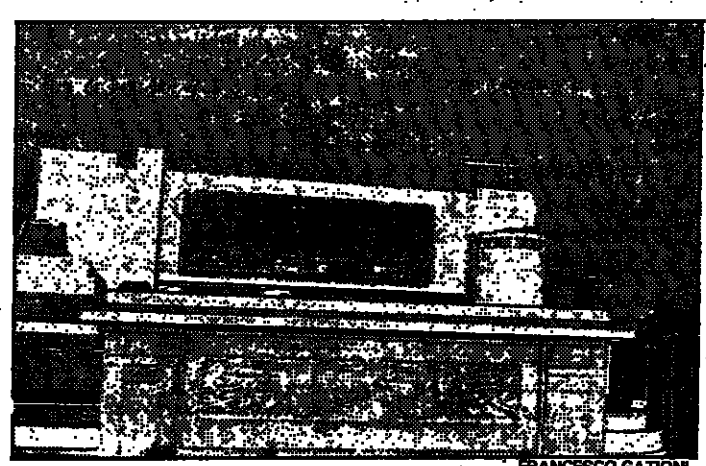
Le théâtre qui a vu défiler Flaubert, Offenbach, Diaghilev, Patrice Chéreau et Bob Wilson est définitivement mort. Dans cette affaire désastreuse pour le patrimoine monumental, pour la mémoire comme pour le présent du théâtre et l'exemplarité de l'architecture contemporaine, il y a sans doute matière à réflexion pour les commissions chargées de prévenir, si l'on veut éviter que les tribunaux ne s'enlèvent dans des batailles d'expert. Et ne tranchent sans mesurer les conséquences à long terme de leurs jugements.

FREDERIC EDELMANN
et EMMANUEL DE ROUX

(1) Commissions régionales du patrimoine historique, archéologique et ethnologique.



Au Théâtre des Champs-Élysées, ce qu'il ne faut pas faire.



FRANCESCO GATTONI

toit du Théâtre des Champs-Élysées (le Monde du 9 juin) et dont un premier dénouement juridique est attendu pour le 20 décembre est exemplaire dans ce contexte. Tous les ingrédients s'y trouvent réunis pour rendre le problème insoluble dans l'état actuel de la réflexion sur le patrimoine, du droit de la construction et de ses pratiques. D'un côté, une surévaluation qui, dans son principe, a reçu l'accord formel de la Commission supérieure des monuments historiques. Celle-ci estime, en effet, que les parties classées de l'édifice ne seront pas altérées par un projet qui, sous réserve du respect des plans soumis, ne défigure pas le site. De l'autre, encouragés par l'ordre des architectes, les héritiers (une partie d'entre eux : la paternité du bâtiment est toujours contestée entre Perret et Van de Velde) qui fondent leur demande de démolition sur des critères esthétiques, tout aussi discutables que l'est, dans le contexte présent, l'expertise de la Commission.

C'est une situation exactement similaire sur le plan architectural, mais différent par ailleurs, que l'on retrouve à Lyon ou l'opéra de Soufflot doit être surélevé par un demi-cylindre couché aussi haut que le bâtiment lui-même. Le projet, signé Jean Nouvel, beaucoup plus violent que ne l'est celui du Théâtre des Champs-Élysées qui ne pèche que par son simplisme arrogant mais basal ne suscite guère qu'un fâcheux local. Cela signifie-t-il que la violence d'héritiers vivants faisant intervenir la justice pourrait avoir plus de poids que l'avis

même droit moral avait déjà servi pour faire cautionner par Bernard Zehruss, les aménagements récents du CNIT, dont il était l'un des architectes.

A Toulouse, pour tout compléter, la polémique fait aujourd'hui rage autour de questions similaires mais qui appartiennent au passé. Faut-il restaurer les aménagements hasardeux de Viollet-le-Duc à Saint-Sernin ou faire retrouver à l'église son état antérieur comme le propose l'architecte des monuments historiques Yves Boiret (par ailleurs, rapporteur de la Commission supérieure pour le Théâtre des Champs-Élysées) ? Que faut-il respecter : l'architecte de l'édifice roman, son continuateur gothique, son restaurateur romantique ou

Théâtre de la Gaîté-Lyrique sont exemplaires. Le premier dans l'ordre de la réussite. La conversion de cet ancien entrepôt par les architectes Reichen et Robert en centre d'exposition a montré la capacité de l'architecture moderne à s'intégrer harmonieusement à un bâtiment ancien (le Monde daté 18-19 décembre 1988). La réussite tient sans doute ici à la modestie des concepteurs, qui acceptent de faire passer les vertus propres du bâtiment avant les signes ostensibles de leurs propres personnalités, avant leurs signatures. En outre, il y a une adéquation aussi heureuse que possible entre la vocation initiale de l'édifice et ses nouvelles fonctions : il est devenu la vitrine des grands projets de la Ville de Paris.

Balayer devant sa porte

Depuis quelques années, l'Ordre des architectes paraît avoir renouvelé sa politique et ses choix. On le voit à travers les expositions de la Maison de l'architecture, voire créée il y a trois ans pour faire valoir la production française. Dans le même sens, l'Ordre participe aux opérations diverses lancées notamment par la direction de l'architecture du ministère de l'équipement.

L'Ordre consacre également son énergie à lutter contre les abus des concours nationaux et internationaux, auxquels sont conduits à participer les maîtres d'œuvre, souvent pour des rémunérations dérisoires au regard de l'investissement en temps et en matière grise. On l'a vu intervenir, tout récemment, dans l'affaire des fausses factures de la SAE et dénoncer à cette occasion « l'hypocrisie qui devient règle générale lorsque le résultat d'un appel d'offres est fonction, seulement, du montant des rémunérations occultes sollicitées ou offertes ».

Enfin, il faudrait voir un acte de courage dans l'action engagée par l'Ordre contre le restaurant du Théâtre des Champs-Élysées. Pourtant, quels que soient par ailleurs les défauts de cet ajout à l'œuvre de Perret et Van de Velde, ce choix symbolique ne semble pas totalement innocent. C'est en effet la Caisse des dépôts et consignation qui se trouve ainsi visée, celle-là même qui, à travers l'Arche de la Défense de Spretkelsen, et aujourd'hui le projet de la tour de Jean Nouvel, sur le Triangle de la Folie, a montré quelle dynamique pouvaient, malgré leurs carences, avoir


les consultations internationales dans la production d'une architecture de haut niveau. Mais aussi et peut-être surtout, c'est Robert Lion, directeur de la Caisse, proche de l'Élysée, que l'Ordre cherche à atteindre à travers son rôle de maître d'ouvrage.

Un mandarinat stérile et productif

Le caractère évidemment politique d'une telle démarche ne disqualifierait d'ailleurs pas ce combat si, au lieu de faire un exemple ponctuel, aussi astucieusement choisi-il, l'Ordre se trouvait régulièrement en première ligne chaque fois que se posent des problèmes similaires. Tel n'est pas le cas. Si l'Ordre intervient aujourd'hui à propos des fausses factures ou des rémunérations occultes, il a fermé les yeux des décennies durant, et n'a d'ailleurs entamé aucune action de fond sur ce sujet qu'il connaît mieux que quiconque. De la même manière, il continue d'entériner, à tous les niveaux de la construction, des pratiques qui, à force de n'avoir de valeur qu'électorale ou financière, pénalisent gravement la qualité de l'architecture.

Certes, il n'est jamais trop tard pour se réformer de l'intérieur, mais l'Ordre des architectes, version 1989, devrait avant tout se pencher sur le passé riche d'enseignement dont il a hérité et sur les mécanismes défectueux d'une profession qui a engendré un mandarinat aussi stérile qualitativement que productif.

F. E.



Alain Gerber

Prix Interallié

Le Verger du diable

roman

GRASSET

CULTURE

EXPOSITIONS

William Klein à la galerie Zabriskie

L'art de mentir



Sortie d'école à Dakar

Photo maton ambulant, sociologue colonisateur ou ethnographe parodique, William Klein dit qu'il photographie simplement ce qu'il voit. Brandissant l'appareil comme une arme, il s'avance pour mieux regarder, mais aussi pour être vu, et opère au grand angle pour remplir au maximum le cadre. Mettre en scène le hasard équivaut pour ce dramaturge du quotidien à recréer le désordre pour mieux fixer le chaos. Autant que le bellet de

gestes et de formes en mouvement, il enregistre le rapport entre la personne photographiée et l'opérateur. Si, pour Klein, les choses se mettent en place d'elles-mêmes, la planche-contact (mémoire, brouillon, carnet de notes) prouve que la réalité bascule en un instant et rappelle que la photo est en vérité l'art de mentir. Dans le beau livre qu'il vient de publier, William Klein écrit ceci sur cette image : « Les

gosses africains ont une conception du portrait assez proche de la mienne. Ils jouent à qui viendra le plus près de l'objectif, comme pour le traverser. Ici, ils y arrivent. »

PATRICK ROEGERS

William Klein, « Close Up », Galerie Zabriskie, 37, rue Gimecamp, 75004 Paris. Jusqu'au 4 janvier 1990. Partout nous le même titre d'un album aux éditions Thames & Hudson, textes de l'auteur, 178 p., 380 F.

Naissance des armées de la République

De Valmy à Marengo, en huit ans de guerre, la nation a constitué une armée

Une exposition en retrace l'aventure à Vincennes

Valmy, Fleurus, Arcole, les Pyramides, Marengo, de 1792 à 1800, la France se bat pour protéger ses frontières et rêve de réaliser le grand dessein de Danton : un territoire plus vaste, solidement implanté entre des frontières naturelles, le Rhin, la Meuse, les Alpes.

Le pays jette alors des milliers de soldats sur les routes. Ils sont volontaires pour la plupart et partent combattre les Prussiens et les Autrichiens avec la ferme intention de défendre la nation, de « faire la guerre aux rois et de déclarer la paix aux peuples ». Puisés dans les richesses archaïques des services historiques des armées, des centaines de documents racontent leur saga. Partout où les recrues de la République passent, les autorités militaires les abreuvant de conseils : comment se prémunir de la fièvre jaune en Égypte, peut-on se baigner dans le Nil, où toucher sa soldé... Les peines de prison infligées aux pillards ou aux violents sont annoncées à grands coups d'affiches, histoire de rassurer les populations visitées par ces « hordes ».

L'exposition « De Valmy à Marengo » rassemble aussi pour la première fois la collection des tableaux du ministère de la Défense. Sur des dizaines d'aquarelles ou de gouaches, des centaines de miniatures fournies

humaines affrontent l'ennemi sous des cieux de plomb. Ce sont souvent des croûtes, mais toujours des bijoux de précision.

Ces soldats révolutionnaires partent avec des sabres dont les gardes étaient forgées du bonnet phrygien, du triangle de la Raison, un lion. L'alignement des armes, bien briquées derrière les vitrines, réserve des surprises, comme cette épée ornée d'une montgolfière. Les aérostats d'observation furent leur apparition à la bataille de Fleurus. Les officiers fortunés se défendaient avec le fusil 1777, le canon de Gribeauval — les meilleures armes d'Europe — héritage bienvenu de l'Ancien Régime. Des chromos, allemands rappellent, goguenards, que la plupart des soldats se contentèrent des moyens du bord, de piques ou de fourches. Certains étaient rebelles, parfois brigands dans leurs uniformes informes, plus charmatres que bleu-blanc-rouge. Mais ils furent tous placés sous les ordres de généraux prestigieux : Carnot, Jourdan et Bonaparte.

BÉNÉDICTE MATHIEU

« De Valmy à Marengo ». Les armées de la République. Château de Vincennes, Pavillon du roi. Tous les jours, sauf lundi, de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 21 décembre. Tél. : 45-65-25-80.

DANS LE CADRE DU BICENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
LA COMPAGNIE DU LABYRINTHE PRÉSENTE

NOT' BON LOUIS

de Larbi Naceri et Serge Sandor

Doujon du château de Vincennes
du 15 novembre au 17 décembre 1989
Métro Château-de-Vincennes
Location : 3 FNAC tous les jours sauf dimanche.

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris

101, rue Rambuteau, M° Halles. 42.36.27.53

jeudi 14 décembre 20 h 30

LUIS MIZON Chilli

avec Claude COUFFON textes dits par Vicky MESSICA

C'est par le Théâtre National de Strasbourg en mai 1987

VILLA LUCO

de Jean-Marie BESSET - mise en scène de Jacques LASSALLE

avec Hubert GRIGNOUX, François THAMMAMAN-PETIT-PIERRE, Jean-Marie BESSET

« Un haïku savoureux, tour à tour drôle et grave. » LE MONDE

PARIS VILLETTE 42 02 02 68

CYCLE DE CRÉATION

SYLVANO BISSOTTI

INTEGRALE SADE

MUSIQUE VIVANTE

DIEGO MASSON

OPÉRA COCO

RÉPÉTITION

20 NOVEMBRE

8 H 30 - 9 H 30

Jusqu'à 3 heures avec

représentations en répétition, 20 h 45

THÉÂTRE DE L'ŒUVRE

JACQUES DUFILHO

LE GARDIEN

de HAROLD PINTER

Texte français de EUGÈNE IONESCO

Mise en scène GEORGES WILSON

Jusqu'au 11 décembre

8 H 30 - 9 H 30

CINÉMA

Iran, Caraïbes, Corée

Le II^e Festival des Trois Continents à Nantes a primé l'Iranien Amir Naderi, et réuni les Caraïbes et la Corée

Nantes s'est offert pendant dix jours une tournée dans les cinématographies caribéennes et une approche nuancée — en trois titres — du réalisateur coréen Im Kwon-taek. Les Trois Continents portent chance au cinéaste iranien Amir Naderi : grand prix du festival en 1985 avec *le Coureur*, il vient d'obtenir la Palme pour son film *l'Eau, le vent, la terre*.

Im Kwon-taek ne s'est pas agouillé pour laisser le sol du paysage flamboyant, comme le fit — en un geste spontané, éperdu — son confrère Bernardo Bertolucci il y a quelques années. Im Kwon-taek n'a pas lu les surréalistes, qui choisissent le passage nautique comme un de leurs lieux de prédilection et, s'il connaît comme tous les cinéastes coréens l'œuvre de Truffaut, Godard ou Louis Malle, il ignore complètement celle de Jacques Demy, les scènes magiques de *Lola*, d'*Une chambre en ville* que « l'enfant du pays » est revenu tourner ici. Im Kwon-taek ne connaît Nantes qu'à travers la notoriété de son festival.

En onze ans d'existence, les Trois Continents ont acquis une réputation internationale : la manifestation des bords de Loire est devenue l'espace des confrontations les plus riches des cinématographies d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Cette année, les organisateurs Alain et Philippe Jalladeau ont invité « l'homme aux 90 films », le réalisateur coréen Im Kwon-taek. De ses vingt-sept ans de carrière, il dit, avec simplicité : « Mes cinquante premiers longs-métrages ? Des films alimentaires pour les studios de Séoul : un travail de commande, commercial, parce qu'en ces temps difficiles il s'agissait de vivre, d'abord. Les vingt suivants : pour tenter d'effacer la trace des précédents, en finir avec le mensonge de la fiction et le pur divertissement. » L'œuvre qu'il revendique, ce travail d'auteur présenté à Nantes en treize titres, illustre le tournant amorcé il y a une décennie.

Avec une gravité tendre pour ses personnages, dans un style sobre, Im Kwon-taek porte désormais un regard sur la réalité de son pays et la manière de penser de ses compatriotes. Il traite des séquelles de l'occupation japonaise (*Général*),

de la pauvreté, de la réunification de la Corée, de quête spirituelle et des exigences de l'engagement bouddhiste, des discriminations dont les femmes sont victimes. Certains de ses films sont distribués au Japon, aux États-Unis, en Allemagne : les Trois Continents, qui ont déjà servi de tremplin à Nacer Khémir (*les Baliseurs du désert*), à Yan Xue-shu (*Dans les montagnes sauvages*) et à nombre de réalisateurs, permettront peut-être à Im Kwon-taek de rencontrer le public français.

Espace de découvertes

Depuis onze ans s'est constitué à Nantes un public fidèle — 31 000 entrées en 1988 — qui possède aujourd'hui une réelle culture « tricontinentale ». Aussi les festivaliers n'ont-ils pas hésité à embarquer pour la croisière « Caraïbes » à bord de la *Gaëlle Isabel*, mélo somptueux du Vénézuélien C.H. Christensen (prix de la photographie à Cannes en 1989). Les frères Jalladeau ont réuni pour ce panorama vingt-cinq films de Colombie, de Cuba, de Porto-Rico et du Venezuela, parmi lesquels des trésors propres à réjouir les cinéphiles : *la Vierge de la charité*, de Ramon Peon (mort, 1930) ; *les Joueurs de balle*, unique long métrage de Jack Delano, qui participe en 1939 à la célèbre mission photographique de la Farm Security Administration américaine ; sans oublier des films de Roman Chalbaud, Diego Riquelme, Humberto Solas, ou encore le « sauvagement kitsch » *Territoire vert* de Peterson Severino (Venezuela).

Il y a aussi ce moment de grâce au théâtre Grailin : la projection des *Mémoires du sous-développement* et l'émotion de Tomas Gutierrez Alen. Il a évoqué, avec chaleur, le redémarrage du cinéma cubain après dix ans d'essoufflement et le onzième long métrage qu'il prépare : l'impossible retour à La Havane d'une femme qui a émigré aux États-Unis, la confrontation du présent et de la mémoire.

Espace privilégié de découvertes, la compétition, enfin, réunit traditionnellement des films inédits, souvent des premières œuvres. Le jury, présidé par Alain Tanner, a récompensé à nouveau le réalisateur iranien Amir Naderi pour *l'Eau, le vent, la terre*, chant tragique et lyrique d'un sol épuisé... Un second prix ex æquo a été attribué à *Franco*, du Malien Cheick Oumar Sissoko (à qui l'on doit *La Légion des ordures*) et à Reha Erdem (Turquie), qui signe avec *Ay* son premier long métrage. Fenêtre ouverte sur l'ailleurs, les Trois Continents, plutôt que de montrer le monde « tel qu'il est », montrent comment des cinéastes le regardent.

COLETTE DAVID

Trois disparitions

Sir John Pritchard

Le chef d'orchestre anglais Sir John Pritchard vient de mourir dans un hôpital de San Francisco, a-t-on appris mercredi 6 décembre. Il était âgé de 68 ans.

Le nom de ce fils de violoniste, passé par le piano avant de s'initier à la direction d'orchestre en Italie, était étroitement associé à celui du Festival de Glyndebourne et, plus près de nous, à la renaissance de l'Opéra de Bruxelles. Né à Londres le 5 février 1921, Pritchard est répétiteur à Glyndebourne quand on lui demande, en 1947, de remplacer au dévot Fritz Busch dans *Don Giovanni*. Une bonne partie de sa carrière se passe alors chaque été dans ce festival, ainsi qu'à la propagation de la musique contemporaine, au sein des Concerts Musica Viva qu'il avait fondés.

Nommé à Liverpool puis à la tête de l'Orchestre philharmonique de Londres (entre 1962 et 1966), Pritchard revient à Glyndebourne comme conseiller musical puis (entre 1969 et 1978) comme directeur musical. Il passe par l'Opéra de Cologne avant d'être appelé, en 1981, par Gérard Mortier pour assurer à son côté la relance de l'Opéra de la Monnaie. C'est lui qui dirigeait le *Così* de Mozart, mis en scène par Luc Bondy, en 1986, au Théâtre des Américains.

John Payne

Le comédien John Payne est décédé mercredi 6 décembre à Malibu (Californie). Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

Né en 1912, John Payne accède au vedettariat grâce à un comédien musical, auprès d'Alice Faye ou de Betty Grable. Après la guerre, il change de registre et se reconstruit dans le western (*El Paso*, ville sans joie, de L.-R. Foster) avant de se lancer dans les films d'aventures dans les années cinquante. Il tourne alors quatre films sous la direction d'Allan Dwan : *Quatre drames cavaliers*, *le Mariage* et *Deux rouquines dans la bogue*. De 1957 à 1959, John Payne a également produit et interprété une série télévisée, *The Restless Guns*.

A.R.

Jean-Paul Moulinot

Le comédien Jean-Paul Moulinot, sociétaire de la Comédie-Française, est décédé, dimanche 3 décembre, à Paris. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

Né le 30 juin 1912, à Nice, Jean-Paul Moulinot fut l'élève de René Dumesnil et de Beatrix Dussane au Conservatoire, dont il sortit en 1938 avec un second prix de comédie et une médaille de diction et de littérature qui lui ouvrirent une première fois les portes de la Comédie-Française. Après avoir interrompu sa carrière de comé-

dien pendant la guerre, Jean-Paul Moulinot participe en 1947 à la création de la Semaine d'art d'Avignon, qui deviendra le Festival d'Avignon. Il rejoint ensuite la troupe du TNP de Jean Vilar. Pendant dix ans, il joue dans plus de trente pièces, *Henri IV*, de Shakespeare, *Mère Courage*, de Brecht, ou *L'Amant*, de Molière. A la Comédie-Française, où il retourne en 1966, Jean-Paul Moulinot interprète aussi bien les classiques que certains contemporains : Giraudoux, Mombertant ou Pinget. Il avait signé son engagement de sociétaire en novembre 1988.

Galerie Katia Granoff

recherche œuvres pour

AMÉDÉE de la PATELLIÈRE

92, rue Saint-Honoré, 75008 Paris - Tél. : 42-65-24-41

AMERICAN

LANGUAGE PROGRAM

de l'American Center

se trouve maintenant

dans le 6e et le 8e.

2e trimestre :

4 janvier - 28 mars

Public Speaking - English

Business and Trade

Film Course - Medical English

White Right - American

Today - Video - Popular

Writing and the American

Press - Sounds English.

Sessions intensives

Préparation

au TOEFL

F.P.C.

Two Goals

1 place de l'Ordon

40, rue Pierre Curie

75006 Paris

Tél. : 46 33 18 52

Tél. : 42 51 25 49

INSCRIPTIONS MAINTENANT

Le Festival de Belfort

couronne Patrick Grandperret

Le 21^e Festival cinématographique de Belfort, qui s'est tenu du 25 novembre au 3 décembre, a décerné le Grand Prix du long métrage français au film de Patrick Grandperret, *Mona et moi*, chronique des jours tranquilles vécus par un jeune homme d'Ivry. Son principal rival, l'Américain Philippe Faucon, raconte l'apprentissage sentimental de deux jeunes Parisiennes et a obtenu le Prix du public.

Le jury a également distingué *Bouka*, de l'Ivoirien Gaoan M'Bala, *Venus Peter*, de l'écossais Ian Sellar, *Erreur de jeunesse* du Français Radovan Tadic, *Montalvo et l'enfant*, du Français Claude Mourieras. A la grande surprise des festivaliers, aucun prix officiel n'a été attribué aux courts métrages. Dans cette catégorie, le public a quant à lui choisi le *Zowlo*, du Français Pierre Sullice, le *Jour de congé*, de la Belge Carole Leganière. Il a également attribué des récompenses aux longs métrages suivants : *les P tits Vélus* de l'Italien Carlo Mazzacurati, et *Déjà de fuiter*, du Soviétique Yuri Mamine. Le Festival est un véritable tremplin. L'exploitation parisienne des films primés était assurée. *Clémentine Tango*, de Caroline Roboh, et *Noir et Blanc*, de Claire Devers, sont passés par Belfort.

ROUES

Un m

invitation o

nistes ont jou

Boris Godoun

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

de l'Opéra de

CULTURE

MUSIQUES

Un marathon pianistique

A l'invitation de l'Orchestre de la Tonhalle de Zurich, huit pianistes ont joué coude à coude. Retrouvailles et découvertes

De sa formation de violoncelliste, M. Richard Bachi - l'administrateur général de l'Orchestre de la Tonhalle de Zurich - a gardé l'amour de la musique partagée à plusieurs, un goût marqué pour ces soirées où l'on joue coude à coude, entre amis.

Les 29 et 30 novembre, il avait demandé à Martha Argerich d'inviter des pianistes pour faire la fête. Alexandre Rabinovitch, Brigitte Meyer, le duo Crommelynck, Christian Favre, Nelson Freire, Bruno Pietri et Nelson Javier Goerner avaient répondu à son invitation, ainsi que le chef d'orchestre Dennis Russell Davies. Six concerts se sont ainsi succédés pendant deux jours, transformant la vénérable Tonhalle en une ruche bourdonnante.

Pour le prélude, qui ouvrait, le 29 novembre à 18 h 15, ce marathon pianistique, Martha Argerich et Alexandre Rabinovitch ont joué les *Visions de l'Amen* d'Olivier Messiaen. Une œuvre pour deux pianos qui date de 1943, bien dans la manière du Français, avec sa variété de couleurs, ses harmonies opulentes, sa dynamique qui s'étend du pianissimo le plus tendu au fortissimo le plus explosif, son atmosphère incantatoire. L'interprétation d'Argerich et Rabinovitch s'impose à chaque instant par sa précision rythmique et sa concentration, par des tempos assez rapides qui allègent ce que l'œuvre peut avoir parfois de saint-sulpicien. Une œuvre qui supporte difficilement d'être écoutée en disque, mais dont les quarante-cinq minutes passent en un éclair en un concert (le duo l'a cependant enregistré à Londres, pour EMI, dans la foulée du concert).

Après une petite pause, Martha Argerich et Alexandre Rabinovitch laissent leur place au duo Crommelynck qui exhumait *Tabach-Tabach*, un concerto pour deux pianos et orchestre composé par

Colin McPhee en 1936, un compositeur et ethnologue américain, élève de Varèse, qui a vécu à Bali et à Java. Un bien curieux concerto en vérité, qui marie des percussions et des motifs indonésiens à des formules répétitives qui n'acquiescent droit de côté que bien des années plus tard dans la musique de Steve Reich et de Phil Glass. Sans partition, sans référence auditive, il est difficile d'affirmer si le chef et les solistes lui ont rendu justice. Il n'y a cependant aucune raison de ne pas faire confiance aux Crommelynck, qui jouent habituellement avec sensibilité, précision et délicatesse.

Ils ont à leur tour abandonné l'estraade à Nelson Freire, qui s'est amusa comme un petit fou - quelle aisance, quels phrasés légers! - dans la *Rhapsodie sur un thème de Paganini* de Rachmaninov. Une œuvre qui vaut bien mieux que sa réputation ne le laisse supposer, avare de cette sentimentalité envahissante qui est si souvent reprochée au compositeur russe. Son orchestration opulente permettrait de prendre la mesure de la qualité de l'acoustique d'une salle qui passe après des musiciens pour l'une des meilleures du monde. Une salle comme nous n'en avons, hélas! pas à Paris.

Accents sauvages

Martha Argerich entrait ensuite en scène pour interpréter le *Prélude Concerto* de Beethoven avec Dennis Russell Davies. Ce concerto, elle le connaît bien puisqu'il figurait au programme de l'un de ses premiers concerts avec l'orchestre à Buenos-Aires, vers 1952 ou 1953, lorsqu'elle avait dix ans! Elle le joue comme si elle le découvrait émerveillée devant les traits vifs, argents, du premier mouvement, le bel canto du deuxième et les

rythmes enflammés du finale. La salle trépigne.

Le jeune homme qui prend sa suite est un inconnu, Nelson Javier Goerner est argentin, il a vingt ans, travaille à Genève avec Maria Tipo et est titulaire d'une bourse « Martha Argerich » (ainsi que nous l'apprend le programme). Dans *Prométhée*, de Scriabine, il montre ce qu'il sait faire devant un piano. Doué d'une oreille très sûre, toujours aux aguets, il sait se fonder dans l'orchestre, dialoguer avec les vents dont il « imite » les phrasés, la couleur, se battre contre lui, s'imposer. Dennis Russell Davies obtient de l'Orchestre de la Tonhalle des accents sauvages, des couleurs miroitantes et une puissance apparemment sans limites qui colle à l'œuvre la plus orgueilleuse du répertoire.

A 23 heures, le concert reprenait avec la *Belle Musique*, une œuvre pour quatre pianos composée en 1987 par Alexandre Rabinovitch. Dans cette *Belle Musique*, Rabinovitch sait retrouver l'esprit russe (grandes envolées de carillons, couleur sombre des harmonies, lyrisme) à travers une écriture qui associe habilement formules rythmiques répétitives et mise en espace des quatre pianos. Pour interpréter son œuvre, Brigitte Meyer, Martha Argerich et Christian Favre s'étaient joints à lui. Ce dernier revenait quelques minutes plus tard pour jouer *En blanc et noir*, de Debussy, avec Rabinovitch. Tout en muscles. Impeccable rythmiquement, leur lecture souffrait de décalages assez gênants parfois. Mais que Debussy gagne à être joué de façon si claire, sans ces grâces dont trop de pianistes se sentent encore obligés de le parler.

Jouées par Martha Argerich et Alexandre Rabinovitch, les *Water Dances* pour deux pianos, de Michael Nyman (le compositeur fétiche de Peter Greenaway),

tapent sur les nerfs par leur accumulation de formules répétitives et leur pauvreté harmonique. Peu à peu, cependant, cette musique à la vulgarité affichée viole la conscience de l'auditeur qui se prend au jeu et danse sur son fautille. Pour apprécier une telle musique, il ne faut évidemment pas lui appliquer des critères qui lui sont étrangers, mais les amateurs de rock apprécieront (les jeunes présents dans le public lui ont fait un accueil triomphal, pendant que quelques auditeurs plus âgés sifflaient leur désaccord).

Personne, en revanche, n'a sifflé Nelson Freire et Martha Argerich qui ont joué avec leur fantaisie habituelle, leur lyrisme et la perfection instrumentale qui les caractérisent la *Deuxième Suite* de Rachmaninov.

Malgré l'heure tardive (il est 1 heure du matin), le public ne veut pas partir, applaudissant à tout rompre, tapant des pieds, hurlant son enthousiasme. Poussé sur scène par Martha Argerich, Nelson Javier Goerner s'assoit devant ce Steinway un peu fatigué d'avoir été tant joué pour interpréter les *Arabesques* sur le *Beau Danube bleu* composées Schulz-Evler, une œuvre comme les pianistes les aiment, virtuose et pleine d'humour, multipliant les clin d'œil, les citations, les effets de manches et les minauderies viennoises. Goerner joue avec panache, une sonorité de bronze et une malice dignes d'un grand virtuose romantique.

Le lendemain, la fête continuait, sans nous hélas! et ces pianistes connus et inconnus reprenaient possession de la Tonhalle. Pour le plus grand plaisir des Zurichois. Si nos orchestres pouvaient un jour reprendre cette idée à leur compte...

ALAIN LOMPECH

Les « Idées fixes », de Mauricio Kagel

Le Kagel nouveau du Festival d'Automne et du souffle et de la saveur

En 1972 à Paris, Mauricio Kagel présentait son œuvre comme une sorte de « théologie musicale » fondée sur la « cruauté aimable » et se sentait préposé à l'érosion idéologique de la culture bourgeoise du dix-neuvième siècle. Cette définition correspond tout à fait aux trois œuvres pour chœurs de cette année-là, dirigées par lui, ce lundi, au concert du Festival d'Automne qui lui était consacré.

Die Mutation préfigure la *Dérivation du monde*, de 1980, et la *Passion selon saint Bach*, de 1985 : sur une double exécution au piano d'un prélude du *Clavier bien tempéré* (en la mineur, du second livre), un chœur d'hommes accomplit des titres de chorals ou de cantates qui « rayonnent d'une joie et d'une foi hystériques », criés à travers des porte-voix. Ni Yahvé ni Bach ne paraissent vraiment atteints par ces blasphèmes, musicalement gauches et dépourvus d'intérêt.

Gegenstimmen (« Contre-voix »), pour chœur mixte et clavier, n'est guère plus réussi, parodie, apparemment, d'une mauvaise exécution chorale que les « eins, zwei, bitte... », lancés désespérément à tort et à travers, ne parvenant pas à maîtriser...

Von Hörsensagen (« Par ouï-dire »), pour chœur de femmes et harmonium, caricature les « musiques de salon érudites » et les accompagne par « l'instrument de la bigoterie ecclésiastique ». Mais du moins y a-t-il une couleur douce-amère, toute une vie primesautière, des jeux chatoyants volant d'un groupe à l'autre, et donc un vrai talent musical, dans cette histoire ironique et cruelle du jeune Farzfel, de Wolftram von Eschenbach.

Il fallait bien du talent au Chœur de l'Orchestre de Lyon (préparé par Bernard Tém) pour interpréter de manière aussi impeccable des pages aussi corrosives où

les voix sont fort malmenées (au propre comme au figuré)...

On constatait avec soulagement que les œuvres les plus récentes de Kagel sont d'une tout autre qualité musicale. Ainsi *Qualitet* (1986-1988) pour voix de femme et orchestre, dont il a rédigé le texte à partir de chansons françaises du quinzième siècle, savantes et populaires, raffines ou gaillardes, qui furent déclamées et chantées par Martine Viard avec un abaissement fantastique, Piaf et Berberian tour à tour! Et cette fois, malgré le caractère parodique du texte, Kagel écrit une musique de théâtre ou de film radiophonique, fortement bâtie, d'un souffle réellement picaresque, magistralement développée et orchestrée.

Des marches joliment déhanchées

Quant aux *Idées fixes*, *rondo pour orchestre de chambre*, sa dernière œuvre (commandée par le Festival d'Automne et la Caisse des Dépôts), elle n'est pas, d'avantage anémique; pendant vingt minutes, elle nous entraîne dans une suite de marches savoureuses, joliment déhanchées, parades militaires, fêtes villageoises, concerts champêtres, interludes nocturnes scintillants sous la Lune, mêlant les atmosphères plaisantes et mystérieuses.

Ce sont là d'ailleurs de fausses « idées fixes », tant les refrains et les couplets de ces rondos se varient et se ramifient avec un art subtil, nous entraînant délicieusement dans leurs méandres. L'Ensemble Inter Contemporain y fit merveille sous la direction du compositeur.

JACQUES LONCHAMPT
Concert donné le mardi 5 décembre à Lyon, et ultérieurement diffusé sur France-Musique.

Le procès de « Boris Godounov »

La vision blessée de Rostropovitch et la sauce piquante de Zulawski

Boris Godounov d'Andrzej Zulawski, d'après l'œuvre de Moussorgski produite par Erato-Films, devrait sortir le 20 décembre en même temps que l'enregistrement de l'opéra, dirigé par Mstislav Rostropovitch, dont la bande sonore a servi de base au film.

Mais le grand chef d'orchestre russe, qui n'a pas assisté au tournage, réalisé entièrement en playback, s'est montré indigné par un certain nombre de scènes ou de détails visuels et sonores. Il demandait, mercredi 6 décembre, au tribunal de grande instance de Paris, par la voix de son avocat M. Yves Baudelot, le droit d'obtenir du cinéaste un certain nombre de coupures ou modifications portant sur environ sept minutes (1).

Les principales concernent le rôle de l'Innocent que Rostropovitch juge défiguré, ainsi que deux scènes fortement épiques de coït entre Grigori et l'aubergiste, d'une part, et surtout Grigori et Marina, d'autre part, hors de propos, les deux rôles de femme étant de surcroît chantés par Galina Vichnevskaïa, épouse de Rostropovitch, doublée par une robuste luronne et une jeunesse de dix-huit ans.

M. Georges Klejman, pour Erato-Films, a rétorqué que, en dépit de l'opinion qu'on peut avoir du film, il s'agit là d'une « œuvre »

de Zulawski protégée par la loi de 1957, complétée en 1985, sur le droit d'auteur, et que le chef d'orchestre ne peut être considéré comme défendeur par ce même droit. Il a cependant suggéré que le tribunal donne acte à Rostropovitch de cette impossibilité d'agir sur la conception artistique de ce film, dont il est pourtant un des acteurs éminents, M. Gilles Dreyfus, avocat de Zulawski, a fait remarquer que le maestro aurait dû demander par contrat un droit de regard sur le montage et l'adaptation.

L'affaire a été mise en délibéré, mais c'est probablement la conclusion à laquelle aboutira le tribunal. Outre l'offense faite à sa conscience artistique, Rostropovitch, qui reconnaît par ailleurs les « qualités remarquables » du film, craint certainement que les adversaires soviétiques qui l'attendent encore au tournant, n'alimentent une rumeur calomnieuse de son retour en Russie, le 12 février prochain, en prétendant qu'il a bradé son héritage et accepté en Occident de tels dévergondages!

Une solution à l'amiable pourrait être trouvée, semble-t-il, avec un avertissement, au début du film.

J. L.

(1) L'enregistrement de *Boris Godounov* dure 3 h 33, dont il a fallu couper 1 h 25 de musique pour les nécessités du film.

MÉCHANTS, SOUVENT. INJUSTES, PARFOIS. TIÈDES, JAMAIS.

Electrocardiogramme. Les Cahiers du Cinéma sont comme ça: ils ont un cœur qui bat, des yeux qui pleurent, une bouche qui rit, une tête qui pense... comme elle, comme lui, comme vous. Les Cahiers ont des partis pris, c'est violent. Des convictions, c'est dérangeant. Des certitudes, c'est agaçant. Des jugements, c'est pire que tout. Les Cahiers ont aussi des doutes, c'est inadmissible. Des interrogations, c'est pervers. Des coups de cœur, c'est insoutenable. Les Cahiers du Cinéma, lisez et vous verrez.



Preston Sturges - Cinéaste prodige
Robert Kramer - L'Amérique après la guerre civile
Cinéma français - L'énergie des minorités

Marguerite Duras - Entretien
« J'ai toujours désespérément filmé »
Claude Chabrol
Tournage à Berlin

L I S E Z E T V O U S V E R R E Z

Jusqu'au 31 décembre

Anne SYLVESTRE
au
BATACLAN
dans
CALAMITY JANE

Western théâtro-musical
de Jean-Pierre LÉONARDINI

Viviane THEOPHILIDES
Régie musicale

BATACLAN 47 00 53 22

Une ballade amicale et farceuse, entre la bande dessinée et la chronique. (P. MARCABRU/Le Figaro).

Écoutez la véritable histoire d'une femme du far-west contée avec amour et humour. Un spectacle pour tous. (Michel BOUÉ/L'Humanité).

Une série de tableaux kitsch, façon théâtre en tournée dans l'Ouest sauvage. Excellente soirée. (Anne-Marie PAGUOTTE/Télérama).

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Le cardinal Lustiger et l'abbé Grégoire

Dans une interview donnée au « Monde », l'archevêque de Paris explique l'absence de l'Eglise de France au transfert des cendres du prêtre constitutionnel au Panthéon

DROUOT RICHELIEU
3, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 53 12 66.

LUNDI 11 DÉCEMBRE

- S. 1. - 14 h 30 PAUL COLIN : Maître affichiste et peintre.
M. LENORMAND DAYEN.
S. 2. - Art nègre. M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 3. - Bijoux, argenterie. M. ROGEON.
S. 7. - 14 h 15 : Armes, importants souvenirs historiques provenant des anciennes collections Mey, duc d'Elchingen, général Bertrand et divers. M. Duchiron, expert. Autographes et manuscrits. M. Nicolas, expert. - M. ADER, PICARD, TAJAN.
S. 12. - Objets de vitrine. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 13. - 14 h 15 Provenant d'un château de Sologne et de divers amateurs. Objets d'art et de bel ameublement des 17^e, 18^e et 19^e siècles. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Saint-Bris.
S. 15. - 11 heures et 14 heures. TABLEAUX MODERNES ET CONTEMPORAINS. Sculptures. - M. LOUDMER.

MARDI 12 DÉCEMBRE

- S. 2. - Mommaies, bijoux, objets de vitrine, montres, argenterie. - M. BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.
S. 16. - Livres. M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

MERCREDI 13 DÉCEMBRE

- S. 1 et 7. - 14 heures. Importants tableaux modernes et contemporains. - M. LENORMAND DAYEN.
S. 3. - Armes. - M. BOISGIRARD, M. Dey, expert.
S. 4. - 14 h 15. Curiosités, haute époque. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Coquenot, expert.
S. 5 et 6. - Importants dessins et tableaux anciens, beaux meubles, objets d'art du 19^e, tapis, tapisseries. - M. COUTURIER, de NICOLAY.
S. 11. - 11 heures, 14 heures et 16 heures. Autographes et documents. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Castaing, Maryse Castaing, Exposition chez les experts : Librairie Charavay, 3, rue de Furstenberg, 75006 Paris. Tél. : (1) 43-34-59-89 et 46-33-16-19 des réceptions du catalogue jusqu'à la veille de la vente à 16 heures.
S. 13. - Armes, linge, fourrures, jouets, sièges et meubles anciens et de style. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 14. - Tableaux anciens et 19^e siècles et objets d'art. - M. BRIEST.
S. 16. - Saute la vente du 12 décembre. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

JEUDI 14 DÉCEMBRE

- S. 1 et 7. - 14 heures : Art nouveau, art déco, 15 h 15 : Tableaux anciens et du 19^e, Bijoux, argenterie, éventails, objets d'art. 20 h 30 : Mobilier. - M. LENORMAND DAYEN. Expo : le 12-13-14 heures à 18 heures.
S. 8. - Autographes, photographies, livres anciens et modernes. - M. COUTURIER, de NICOLAY, DAUSSEY, de RICOLES.
S. 9. - 14 h 15 : Tableaux anciens. - M. ADER, PICARD, TAJAN, MM. Herdhebeut et Latreille, M. Ryaux, M. Turquin, experts.
Veuillez contacter Chantal Grangé au (1) 42-61-80-07, Poste 446.
S. 10. - Vente de domaine. Saisie et dépôt. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 15. - Tabatières chinoises. - M. MILLON, JUTHEAU.

VENDREDI 15 DÉCEMBRE

- S. 1. - 16 h 30 : Tapis d'Orient. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Bernhoff, expert. Expo le jour de la vente de 11 heures à 18 heures.
S. 2. - Tableaux russes. PARIS AUCTION (M. de CAGNY. Tél. : 42-46-00-07).
S. 5 et 6. - 14 h 15 : Tableaux anciens, dessins, importants tableaux modernes, sculptures, art nouveau, art déco, objets de curiosité, beau mobilier des 18^e et 19^e siècles, tapisseries. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET. Expo : le 14/12 de 11 heures à 18 heures et le 21 décembre de 11 heures à 18 heures.
S. 7. - Autographes. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Bodin, expert.
S. 10. - Suite de la vente du 14/12. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 11. - 11 heures et 14 heures, Collection Jean-Louis VIGUÉS. - HISTOIRE DE LA BASTILLE - CARILLON DE LA BASTILLE. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Duchiron.
S. 13. - 14 h 15 : Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M. ADER, PICARD, TAJAN, MM. Déchaux et Stetten.
Veuillez contacter au 42-61-80-07, le poste 429.
S. 15. - Cames de collection, armes et souvenirs historiques. - M. MILLON, JUTHEAU.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

MARDI 12 DÉCEMBRE, à 20 heures précises
IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS
M. ADER, PICARD, TAJAN, Commissaires-Priseurs, MM. Herdhebeut et Latreille, MM. Ryaux et Turquin. Expo publ. le 11-12 de 11 heures à 22 heures et le 12-12 de 11 heures à 17 heures.
Veuillez contacter Chantal Grangé au (1) 42-61-80-07, Poste 446.

MERCREDI 13 DÉCEMBRE à 21 heures
TABLEAUX MODERNES ET CONTEMPORAINS
M. BINOCHÉ, GODEAU, commissaires-priseurs.

DIMANCHE 17 DÉCEMBRE à 15 heures
TABLEAUX DE MAÎTRES DU XX^e SIÈCLE
ART CONTEMPORAIN
Adam, Alechinsky, Basquiat, Blais, Buchet, Buffet, Bonnard, Chailasson, Christo, Clavé, Degottex, Dubuffet, Hartung, Indiana, Jora, K. Haring, Kounellis, Lansky, Léga, Lempicka, Mathien, Metzinger, Paladino, N. de Saint-Phallie, G. Segal, de Staël, Van Dongen, Vuillard...
M. Catherine CHARBONNEAU, commissaire-priseur
Tél. : 43-59-66-56 - FAX 42-56-52-57.

Expositions : samedi 16 décembre, de 12 heures à 22 heures
et dimanche 17 décembre, de 10 heures à 12 heures.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 42-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue la Boétie (75008), 47-43-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-69-11-30.
CHARBONNEAU Catherine, 134, fg St-Honoré (75008) 43-59-66-56.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007) 49-27-02-14.
DAUSSEY, de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009) 48-74-38-93.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009) 42-81-50-91.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
PARIS-AUCTION : de Capry, Carrière-Rakic, Desbergues, Hochmann-Couturier, Ribeyre-Baron, 4, rue Drouot, 75009 Paris, 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Basilide (75009), 47-70-88-38.
ROGEON, 16, rue Milton (75009) 48-78-81-06.

C'est Mgr Antonetti, nonce apostolique en France, doyen du corps diplomatique, qui représentera l'Eglise catholique lors du transfert des cendres au Panthéon, mardi 12 décembre, de l'abbé Grégoire, prêtre et évêque constitutionnel sous la Révolution française. Célébré par l'archevêque de Paris, un office des morts aura lieu au moment de l'exhumation des restes de l'abbé Grégoire. Dans une interview accordée au « Monde », le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, explique les raisons de l'absence au Panthéon des évêques de France : « La conception de l'Eglise de l'abbé Grégoire, celle de la religion nationale, est contraire à la tradition catholique. »

« Quel sentiment vous inspire l'entrée de l'abbé Grégoire, prêtre, puis évêque constitutionnel, au Panthéon ?

« Pauvre abbé Grégoire ! Il aurait certainement préféré rester au cimetière du Montparnasse avec la grande croix qui surmonte sa tombe, sur le socle de laquelle il a demandé que l'on grave : « Mon Dieu faites-moi méconnaître et pardonnez à mes ennemis ». Peut-être dirait-il aujourd'hui : pardonnez à mes amis... Les historiens - qui ne sont pas tous des panégyristes - mesurent en effet l'épreuve terrible que l'on impose à l'abbé Grégoire : se trouver enterré dans une église désaffectée aux côtés de certains de ceux qui furent ses adversaires. Voulait-il, Marat, que Grégoire affronte durant la Terreur... »

« Mais les temps ont changé. Cette « panthéonisation » n'est pas une ultime récupération de l'abbé Grégoire par ses adversaires, persécuteurs du catholicisme. Bien au contraire, la République rend hommage à la conviction qui a inspiré la vie et l'action de l'abbé Grégoire. Il écrit dans ses mémoires : « Je ne connais rien de plus fou, de plus impolitique que d'avoir voulu greffer le républicanisme sur l'impérialisme, c'est-à-dire sur ce qui lui est le plus opposé, au lieu de montrer partout la sainte alliance du christianisme et de la démocratie. » L'imaginaire donc que l'abbé Grégoire, s'il avait pu donner son avis au sujet de ce tardif supplément d'obsèques, se serait résigné à l'hommage que lui rend la République. Quant à l'Eglise, lors de cette exhumation, elle priera pour l'un des siens comme elle le doit à tous les baptisés. »

« Mais, en 1831, votre prédécesseur, Mgr de Quélen, archevêque de Paris, ne lui a-t-il pas refusé les obsèques religieuses ?

« Le débat historique à ce sujet est difficile à arbitrer. Mais il ne s'agit pas ici du jugement des historiens, ni du jugement de Dieu. Il s'agit de la responsabilité de l'Eglise à l'égard de l'un de ses prêtres. Il s'est trompé ? Oui, mais il s'est voulu pleinement catholique et fidèle au pape. Et cela suffit pour que je ne laisse pas transférer au Panthéon sans la prière de l'Eglise, sa seule famille aujourd'hui. »

« La nonne sera présente au Panthéon, alors que le pape a condamné Grégoire, pourquoi ?

« Le nonce est le représentant du pape auprès de la République française. Il est aussi le doyen du corps diplomatique. Sa présence, en cette circonstance, n'est pas de pure courtoisie. Elle confirme la volonté du Saint-Siège d'aider la France et les catholiques français à guérir les blessures qui pourraient encore rester vives de la crise révolutionnaire et des violences antireligieuses du début du siècle. Aujourd'hui, la liberté de l'Eglise de France en communion avec le pape est, espérons-le, inextinguiblement acquise. »

« Ne craignez-vous pas que le service religieux que vous célébrerez pour l'abbé Grégoire ne revivifie la division de l'Eglise de France ?

« Je suis surpris par la vigueur des polémiques chez certains catholiques, comme chez des non-catholiques. Il s'agit, il est vrai, d'un public cultivé, qui sait croiser histoire et politique. Jusque-là, il faut le reconnaître, la figure de l'abbé Grégoire était plutôt méconnue de la majorité des Français. Aujourd'hui, sa mémoire est rappelée. Cela me paraît normal en raison de sa lutte pour l'émancipation des juifs, pour les droits des Noirs et l'abolition de l'esclavage. Mais il y a plus. Glorifier l'abbé Grégoire, c'est reconnaître la part qu'un certain nombre de chrétiens nous ont laissée, de prêtres en particulier, ont prise à ce que nous reconstruisions deux siècles plus tard comme les acquis positifs de la Révolution française. »

« Les « valeurs chrétiennes » de 1789

« Mais ne va-t-on pas vous accuser, par votre absence au Panthéon, de boudier la République ?

« Les évêques de France ont cherché à tenir leur juste place, avec dignité, alors que nous étions invités à commémorer une période où l'Eglise a été violemment persécutée. Il n'a pas dépendu de nous qu'un plus grand décal soit convenable de faire. C'est en toute clarté et bonne entente avec le président de la République que ces dispositions ont été prises. »

« Il faut, de plus, garder le sens de la mesure : l'histoire de la France et son destin ne seront pas scellés à jamais de 19 heures à 19 h 30, le 12 décembre 1989, place du Panthéon... A cinq reprises, le pape nous a exprimé l'espoir pour l'avenir de cette période de notre histoire. Il a répété que certaines des valeurs positives de la Révolution française ont été des valeurs chrétiennes. Et ce sont des hommes comme l'abbé Grégoire qui ont empêché la rupture totale que certains ont voulu provoquer, au prix de la plus sanglante violence, avec l'identité chrétienne de la France. Grégoire, lui et combien d'autres, - a voulu vivre de l'Evangile et le répandre. Le patrimoine chrétien a largement contribué à l'avènement de la société moderne. »

« Mais ne va-t-on pas vous accuser à nouveau de vouloir récupérer - et tel à travers la figure de l'abbé Grégoire - une

partie de l'héritage de la Révolution ?

« Ce n'est pas faire de la récupération tardive que de reconnaître la continuité historique des valeurs chrétiennes dans la Révolution, bien que celle-ci soit vite devenue violemment antireligieuse. C'est son autre face. Au cours de cérémonies de commémoration, le chef de l'Etat l'a rappelé en condamnant, notamment, les massacres de septembre 1792, au couvent des Carmes, à Paris. Les victimes ont été béatifiées comme martyrs en 1926. Presque en même temps que d'autres groupes de témoins de la foi. Parmi eux, les carmélites de Compiègne, celles-là mêmes qui inspirèrent à Bernanos le « Dialogue des Carmélites ». Cela doit être souligné dans le travail, qui reste à faire, de purification de la mémoire de notre pays. »

« Alors, Grégoire ou les Martyrs de septembre ?

« Aussi bien l'abbé Grégoire que les martyrs de la Révolution sont des exemples d'hommes et de femmes qui ont eu le courage, dans une période tourmentée et cruelle, de revendiquer la liberté religieuse, comme l'un des droits fondamentaux. La division provoquée par le serment entre les jurés et les réfractaires a pu être surmontée quelques années plus tard par l'action du pape Pie VII. En effet, l'attachement à la foi des uns et des autres les a exposés à la haine et à la persécution. Les martyrs ont préféré mourir que d'asservir la liberté de l'Eglise à l'Etat. Grégoire écrit : « La destruction du culte est l'attentat le plus hideux de la Convention ; c'est la plaie la plus profonde qui ait été faite à la France. »

« Alors pourquoi ces réserves à l'égard de l'abbé Grégoire ?

« En votant la Constitution civile du clergé, en lui prêtant serment, en acceptant d'être un évêque élu, l'abbé Grégoire défend une conception de l'Eglise qui est différente de la tradition catholique. Elle est celle de la religion nationale ou en France de la religion « gallicane ». C'est l'absolu de la souveraineté de l'Etat qui s'exerce sur la souveraineté et la liberté de l'Eglise. »

« L'abbé Grégoire hérite cette conception de l'Eglise d'un passé lointain, surtout en France. Hier, comme aujourd'hui, les souverains ont toujours été tentés - et ils y ont souvent réussi - de s'emparer de l'Eglise et de la religion pour en faire des instruments au service de leur pouvoir. Hier comme aujourd'hui, la liberté de l'Eglise est l'un des droits fondamentaux de la liberté religieuse. »

« Mais de même qu'on ne peut pas soupçonner sérieusement l'Etat de vouloir refaire, en « panthéonisation » l'abbé Grégoire, une Eglise constitutionnelle, de la même façon personne ne peut douter que ce prêtre, cet évêque n'appartienne pas d'abord à l'Eglise. Il a été fidèle à son engagement sacerdotal, à la prière, à ce qui fait l'essentiel de la vie du prêtre. Il reste un catholique, même s'il n'a pas été fidèle en tous points à ce qu'est la communion catholique. Une panthéonisation n'est pas une canonisation... »

« Le Bicentenaire... en Europe de l'Est

« Quelles leçons tirez-vous finalement du Bicentenaire de la Révolution ?

« Je suis hésitant dans l'appréciation des résultats. J'espère que le Bicentenaire allait pouvoir aider les diverses composantes de la nation française à se reconnaître mutuellement, en faisant mémoire de leur passé commun, de ses ombres autant que de ses lumières, et à refaire leur unité. Le chef de l'Etat n'y a pas manqué pour sa part, mais le niveau qui avait été fixé pour la plupart des manifestations commémoratives ne permettait pas d'atteindre ce but-là. J'ai été frappé par la réurgence de certaines polémiques. Il est vrai que, pour la majorité des Français, la Révolution est terminée, mais le travail de purification de la mémoire et la reconnaissance mutuelle du passé n'ont pas été poussés jusqu'au bout. C'est regrettable. On s'est contenté du plus facile, même de façon risquée : organiser un 14 juillet hors du commun. Il l'a été, mais les danses et les tambours ne permettent pas d'aller aux racines de ce qui forme l'âme commune d'un peuple, dans l'acceptation mutuelle et réconciliée de ses divergences. »

« Comment effacer des mémoires les symptômes d'anticléricalisme ressurgis ici ou là depuis un an à l'occasion du Bicentenaire ? Il est irresponsable de jouer avec la mémoire d'un peuple. On peut le constater aujourd'hui. 1989 s'achève en France curieusement sur l'affaire des tchadistes. Elle a suscité l'expression d'étranges fantasmagories au sujet des religions, accusées d'être la cause de la tyrannie et de l'oppression. Pour le reste du monde, le Bicentenaire a été, en vérité, célébré en Europe de l'Est. La plus grande tyrannie de notre temps cède en ce moment devant la revendication de la liberté, le courage spirituel des croyants d'Europe de l'Est et la fidélité des Eglises. »

« Le Bicentenaire ne nous aura donc servi de rien ?

« Je fais le pari que ce travail de reconnaissance de la mémoire nationale se fera peut-être mieux après le Bicentenaire. La Révolution française a été l'une des plus sanglantes. Ma conviction est que, sans concorde et sans pardon mutuel des fautes du passé, il ne peut pas y avoir de nation digne du message qui a été celui de la France depuis deux siècles, et capable de rassembler ses citoyens par un idéal et des raisons de vivre communes. »

« La liberté religieuse, sur laquelle vous insistez, vaut aussi naturellement pour l'islam. Comment voyez-vous son intégration à la France ?

« C'est l'affaire d'au moins deux générations... Le droit des sociétés démocratiques suppose l'indépendance des cultes par rapport à l'Etat et inversement l'indépendance de l'Etat par rapport aux cultes. Il garantit la liberté religieuse des fidèles, mais celle-ci doit être assortie de l'acceptation par ces fidèles de la loi civile commune à tous. Des droits et des devoirs existent donc de part et d'autre, mais leur exercice réel pose aujourd'hui des questions précises. On revient, à mon avis, à la conviction de Grégoire : l'alliance nécessaire entre la démocratie et la liberté religieuse. »

Propos recueillis par HENRI TINCO

HOTEL GEORGE-V
31, avenue George-V, 75008 PARIS

MERCREDI 13 DÉCEMBRE 1989
COLLECTION ALAIN LESIEUTRE
400 CHEFS-D'OEUVRE DE L'ART DÉCO

VENTE A 14 HEURES PRECISES (SALON DE LA PAIX)
Aquarelles, gouaches, reliure, céramiques, dinanderie, orfèvrerie, bijoux, verrerie, émaux, tabletterie.

VENTE A 20 HEURES PRECISES (SALON « VENDÔME »)
Tableaux, sculptures, vases de J. Dussard, laques, porcelaines, paravents, luminaires, mobilier, tapis.
M. ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs
M. Camard, M. Camard, experts.

Expo publique hôtel George-V (salon « Vendôme ») : le 12 décembre de 14 heures à 22 heures, et le 13 décembre, de 9 heures à 12 heures.

Veuillez contacter Pierre Gibour au (1) 42-61-80-07, poste 410.

Exposition et Colloque
André Malraux et l'Espagne

L'écrivain français et sa relation avec l'Espagne : l'escadillon « Espada » pendant la guerre civile, le roman « L'Espoir », le film « Sierra de Teruel », et l'art de Goya et Picasso.

Exposition : du 11 décembre 1989
ou 17 février 1990.

Colloque : lundi 11 et mardi 12 décembre, de 10 h à 13 h et de 15 h à 18 h

CASA DE ESPANA
7, rue Quentin-Bauchart
75008 PARIS

Tél. : 40-70-92-92 - Entrée gratuite

Le plan des images

Le plan des images

Le plan des images

Le plan des images

Le plan des images

Le plan des images

Le plan des images

Le plan des images

Le plan des images

SOCIÉTÉ

La préparation de la circulaire sur la laïcité

M. Lionel Jospin précise les conditions du port de signes religieux à l'école

Le projet de circulaire de M. Lionel Jospin, rendu public mercredi 6 décembre, et qui sera examiné le 12 décembre par le Conseil supérieur de l'éducation nationale (CSEN), se présente comme un véritable vade-mecum de la laïcité à destination des chefs d'établissement et des enseignants. Sur huit pages, le ministre précise les limites du port de signes religieux et politiques à l'école. Par ce texte, largement fidèle à l'analyse faite par le Conseil d'Etat le 27 novembre dernier, M. Lionel Jospin entend « éviter les empiètements commis à l'encontre de la laïcité ».

Priorité au dialogue en cas de port de signes religieux par des élèves, mais fermement si les principes de neutralité et d'assiduité sont menacés, telles sont les deux lignes de conduite qui devront inspirer les enseignants. « Le dialogue doit être immédiatement engagé avec le jeune et ses parents afin que, dans l'intérêt de l'élève et le souci du bon fonctionnement de l'école, il soit renoncé au port de tout signe, écrit le ministre. Vous devez consacrer à ce dialogue toute votre capacité de conviction et votre disponibilité ».

Après avoir longuement rappelé les principes énoncés par le Conseil d'Etat, le projet de circulaire précise que « les écoles et les établissements qui le jugent nécessaire peuvent introduire dans leur règlement intérieur des dispositions destinées à en assurer l'application ». Si le dialogue n'aboutit pas, « une action disciplinaire peut être engagée », qui pourra aller jusqu'à l'exclusion temporaire ou même définitive. La fermeture est explicitement demandée aux directeurs d'école et aux enseignants « en cas de manque d'assiduité ou de refus d'un élève de suivre certains enseignements ».

S'il est facile de constater l'absence d'un élève, il est plus délicat d'interpréter le port d'un signe religieux. Afin d'aider les enseignants, la circulaire ministérielle pose quelques balises. Ainsi, « les élèves doivent se garder de toute marque ostentatoire, vestimentaire ou autre, tendant à promouvoir une croyance religieuse. (...) Sont aussi à proscrire tous les signes qui, en appelant à une discrimination selon les opinions philosophiques, religieuses, le sexe ou l'appartenance ethnique, contredisent les principes, les valeurs et les lois de notre société démocratique ».

Pour M. Jospin, « le caractère démonstratif des vêtements ou des signes portés peut notamment s'apprécier en fonction de l'attitude et des propos des élèves et des parents lorsqu'ils sont interrogés sur la signification qu'ils leur prêtent ». En dépit des précautions dont la circulaire entoure toute

procédure disciplinaire, le ministre précise que « le juge administratif, s'il est saisi, contrôlera la légalité de l'appréciation ». En conclusion, il invite les enseignants à se souvenir de leur « impérieuse » obligation de neutralité, leur rappelant qu'une suspension immédiate serait appliquée à ceux qui contreviendraient à cette règle.

Les syndicats d'enseignants réagissent en ordre dispersé

Les syndicats d'enseignants et les fédérations de parents d'élèves ont débatté du projet le 12 décembre devant le CSEN, ont déjà réagi diversement au texte de M. Jospin.

Réactions positives de la Fédération des syndicats généraux de l'éducation nationale (SGEN-CFDT, gauche) « dans la mesure où l'existence de règles garantit les conditions du dialogue », et du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN), droite, qui considère la circulaire comme une « avancée positive » car « elle semble marquer les bornes du pro-

blémisme aussi bien politique que religieux ».

En revanche, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES, FEN) et son homologue de l'éducation physique (SNEP, FEN) estiment que ce projet « inacceptable (...) tend à substituer au dialogue des conceptions totalitaires, inquisitoriales et répressives, aussi bien contre les élèves que contre les personnels ». Prudent en attendant les réactions de sa base, la FEN s'est refusée à tout commentaire avant la réunion du CSEN, mais elle réclame un décret organisant « le droit d'expression des usagers de l'école », notamment celui des lycéens.

Du côté des parents d'élèves, la FCPE (gauche) approuve que « le ton soit à la fermeté avec possibilité en fin de compte de sanctions contre les récalcitrants à tout dialogue (...) » et la PEEP (modérée) estime que « ce n'est que par le dialogue entre tous les partenaires au conseil d'école ou d'établissement qu'on trouvera les solutions aux situations qui se présentent ».

Le plan Rocard sur l'intégration des immigrés est fraîchement accueilli

A en juger par les premières réactions, le plan du gouvernement sur l'immigration et l'intégration présenté au conseil des ministres du mercredi 6 décembre ne suscite pas l'enthousiasme. La commission exécutive du RPR estime que « dans les circonstances actuelles, ce plan est un véritable contre-

sens ». « Il n'y aura pas d'intégration, affirment les responsables de cette instance, sans contrôle effectif de l'immigration (...) et on intégrera d'autant mieux qu'on reconnaît et qu'on défend l'identité nationale et culturelle de notre peuple ». Selon M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, « ce plan est complètement raté ». M. Eric Raoult, député RPR de Seine-Saint-Denis, souhaite que le gouvernement « étudie l'intérêt d'une éventuelle dissolution de SOS-Racisme », considérant que les « liens privilégiés » entre cette association et les pouvoirs publics contribuent « à l'exaspération de la population face à l'immigration ». Le CNI pense également que les mesures annoncées « ne répondront rien » et relève le fait que « tous les efforts concernant l'intégration seront effectués au profit de la population étrangère, alors que c'est avant tout les Français qu'il faudrait convaincre ».

M. Bruno Megret, député général de la Front national, déclare que ces mesures « sont une insulte à la volonté des Français telle qu'elle s'est exprimée dimanche dernier à Dreux, Marseille et Salon-de-

Provence ». « C'est la préférence aux étrangers, ajoute-t-il, qui est mise en place, alors que le peuple a demandé la préférence nationale. En agissant ainsi, le gouvernement augmente le décalage qui existe entre les Français et l'établissement ».

SOS-Racisme juge que « le gouvernement est loin d'être à la hauteur des enjeux », et continue à demander l'adoption d'une loi-cadre et la création d'un véritable ministère de l'intégration. « L'intégration, estiment les amis de M. Harlem Désir, exige des moyens nouveaux et un instrument politique fort ayant l'autorité et le pouvoir nécessaires pour agir quotidiennement et sur le long terme. Si l'on n'est pas capable de mettre cela en œuvre, rien ne sert de crier au fascisme ». La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) affirme que ce plan n'est guère susceptible « de briser le cercle vicieux qui oppose stérilement ceux qui pensent que les étrangers sont insubmersibles et ceux qui leur concèdent le droit de rester à la condition de devenir semblables aux nationaux ». Cette fédération se plaint de voir « deux grandes questions évitées : le droit de vote qui permettrait aux immigrés d'avoir prise sur les décisions qui les concernent, et la situation économique internationale, qui entraîne inévitablement de nouveaux flux migratoires ».

Présenté par Bouygues et SPI-Batignolles

Un nouveau projet d'autoroutes souterraines à Paris

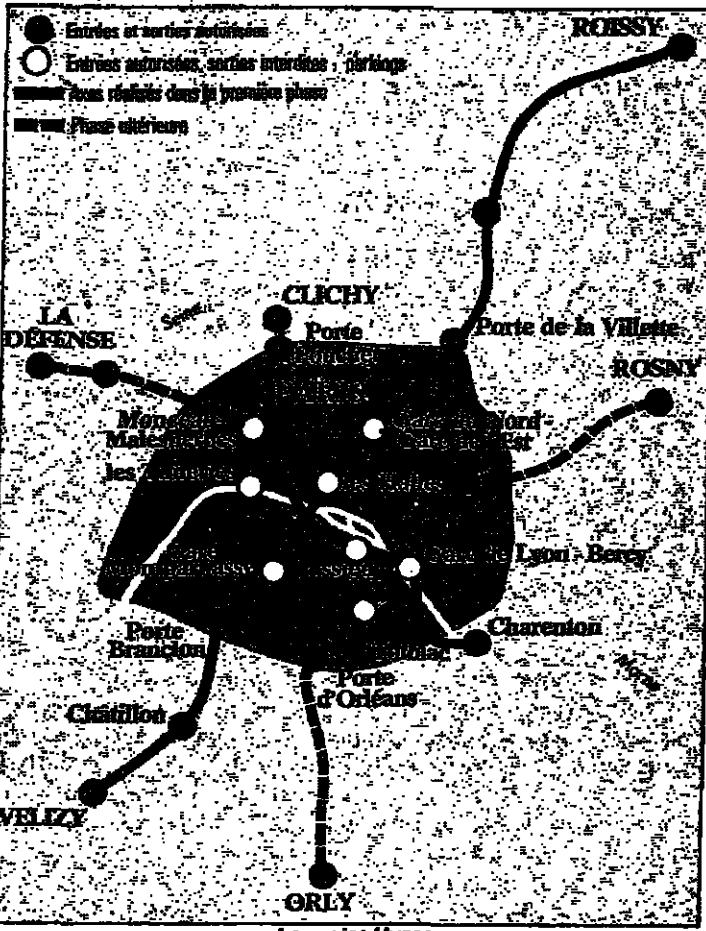
Industriels, ingénieurs et banquiers se mobilisent sur l'idée d'un réseau d'autoroutes souterraines à péage dans l'agglomération parisienne. Après le projet Laser, préparé depuis deux ans par la Société GTM-Entrepasse avec Cofiroute et divers associés, Bouygues vient d'élaborer un projet Hysope, avec SPI-Batignolles. Pour le leader mondial du bâtiment et travaux publics, ce projet fait suite à celui baptisé 3 R, qu'il avait étudié seul, il y a quelques mois.

Hysope : plante aromatique aux vertus « stimulantes » et qui « facilite la décongestion des poumons ». L'allégorie est claire. Pour M. Martin Bouygues et Georges de Buffevant, les PGO des deux sociétés, qui présentaient, mardi 5 décembre, leur commun dernier-né, Hysope se veut un réseau rapide régional, destiné à « décongestionner Paris pour faire respirer la ville et donner un nouveau souffle à l'Ile-de-France ».

Vaste ambition. Les dirigeants des deux firmes constatent que les transports en commun n'assurent que 30 % des 20 millions de déplacements quotidiens dans la région Ile-de-France. Or, estiment-ils, si grands que soient les efforts des pouvoirs publics pour développer les transports collectifs, leur vitesse moyenne restera modeste et la densité des points d'accès en banlieue forcément limitée. Aussi, les modes de déplacement individuel garderont-ils toute leur nécessité.

Fort de cette conviction, les ingénieurs de Bouygues et de SPI-Batignolles ont dessiné un projet qui ne manque pas d'ambition. En octobre dernier, à l'occasion du débat au Conseil de Paris sur la circulation, le projet Laser avait été maintes fois évoqué (le Monde du 10 octobre). L'entourage de M. Clémentel n'avait pas osé se prononcer sur le projet, mais il avait souligné que le réseau s'agissait d'un flot supplémentaire de voitures dans Paris intra-muros. Les concepteurs d'Hysope ont parfaitement repéré le message : à l'extérieur et aux portes de la capitale, les voitures pourront entrer dans le réseau et en sortir, mais, à l'intérieur de Paris le conducteur devra abandonner son véhicule dans un parking. Hysope prévoit pour cela la construction de quatre mille trois cents places de stationnement souterraines dans un premier temps, huit mille cinq cents à terme.

Deuxième originalité d'Hysope : il pousse ses tentacules plus loin dans le tissu urbain de la banlieue. L'axe Nord-Sud, qui serait le premier construit, irait des abords de Roissy au Petit-Clamart, près de Vélizy (30 kilomètres de long). Hysope veut mériter ainsi son



appelation de « réseau rapide régional » et se dégage d'un projet « parisien-parisien », selon le mot de M. de Buffevant.

Comme celui de Laser, le tunnel d'Hysope sera percé à environ 30 mètres sous la surface du sol. Il accueillera deux niveaux de chaussées, chacune comprenant deux voies, plus une bande latérale de « visibilité ». Chaque niveau supportant un sens de circulation, les véhicules ne se croiseront jamais. Les poids-lourds ne seront pas admis.

Un péage modéré

Comme Laser aussi, Hysope sera financé par des fonds privés. Les investisseurs se rembourseront grâce à une concession d'exploitation qui leur vaudrait de cinquante à soixante ans. Les deux axes Nord-Sud (Roissy-Vélizy) et Est-Ouest (Charenton-Clamart) et les parkings correspondants coûteraient 15 milliards de francs hors taxes. Si l'on prend en compte les taxes, les frais financiers et l'inflation, la construction du seul axe Nord-Sud — qui durerait cinq ans et demi — reviendrait à 18 milliards de francs.

Pour réunir ces fonds, Bouygues et SPI-Batignolles se sont assurés le concours de la BNP, du Crédit

lyonnais et du Crédit agricole. L'équilibre financier espéré repose sur une prévision de 260 000 véhicules d'Hysope chaque jour, acquittant un péage de 2,50 francs le kilomètre, modulé selon l'heure de la journée ou de la nuit. La suppression des sorties dans Paris entraîne, selon les promoteurs du projet, un manque à gagner de 10 %.

Les auteurs de Laser ont réagi à la publication de leur concurrent Hysope. Ils font valoir que l'interdiction de sorties dans Paris dissuadera un tiers des usagers potentiels de recourir au réseau souterrain et incitera les deux autres tiers à l'utiliser seulement dans ses tronçons extérieurs, puis à entrer dans Paris par la voirie de surface. Ce qui, concluent-ils, ne changera rien aux encombrements dans Paris intra-muros. Ils admettent aussi que leur propre projet peut encore évoluer...

Laser, Hysope, ou un compromis des deux réseaux ? La décision appartient désormais à la mairie de Paris, qui s'est d'ailleurs engagée à verser la moitié du coût des études, soit 10 millions de francs à GMT, si Laser reste dans les cartons. La région et l'Etat, au moment où s'élabore un nouveau schéma de l'Ile-de-France, auront aussi leur mot à dire qui ne sera pas moins décisif.

CHARLES VIAL

ÉDUCATION

Un accord local remis en cause par le ministère

Mercredi ou samedi ?

Pourquoi faire simple lorsqu'on peut faire compliqué ? Parents d'élèves et instituteurs de l'école Jacques-Prévert de Montauban (Tarn-et-Garonne) se posent la question. Depuis la dernière rentrée, ils avaient trouvé ensemble une solution au casse-tête du report des classes du samedi matin au mercredi, que certains parents réclamaient, mais qui est refusé par l'Eglise catholique, soucieuse de préserver le catéchisme du mercredi...

Pour que personne ne soit frustré, l'école de Montauban avait décidé de laisser le choix entre le mercredi et le samedi matin, et elle s'en portait apparemment bien. Les trois quarts des parents avaient opté pour l'école du mercredi, les 25 % restants préférant le statu quo. Les quatre instituteurs — dont le directeur — s'étaient mis d'accord pour se répartir l'accueil des enfants. Les autorités religieuses avaient, semble-t-il, donné leur accord de principe.

Mais c'était sans compter avec la vigilance de l'éducation nationale. L'inspecteur d'acadé-

mie du Tarn-et-Garonne a estimé que les textes en vigueur, s'ils ont prévu la possibilité de reporter les classes du samedi au mercredi pour l'ensemble d'une école, n'ont pas envisagé que ce report puisse ne concerner que les enfants qui l'ont choisi. Devant les protestations des parents d'élèves, l'inspecteur vient de consulter le ministère, qui confirme son interprétation tout à lui rappelant que c'est à lui, inspecteur, qu'il revient de décider, en vertu des mesures de déconcentration administrative connues dans le décret du 13 mai 1985.

« La scolarisation à la carte n'a pas été prévue par la réglementation. Elle ne peut donc être envisagée, indique-t-on au cabinet de M. Jospin. Cela ne signifie pas que nous condamnons la formule, mais elle peut remettre en cause le temps de service du directeur et pose des problèmes d'encadrement des enfants ». En d'autres termes, le directeur devrait, dans la formule choisie à Montauban, ajouter le mercredi matin à son temps de service

puisque'il doit être présent lorsque son école est ouverte, ce qui n'est pas le cas.

L'ultime paradoxe veut que l'ambitieux projet d'aménagement du temps scolaire mis en œuvre à l'école Jacques-Prévert, et qui prévoit de rassembler les enfants de plusieurs classes pour des activités de lecture, de soutien scolaire, ainsi que pour des ateliers artistiques et des séances de sport, a été approuvé et va être financé par l'administration de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports. Seul le chapitre le « libre choix » entre le samedi et le mercredi a été censuré. Conséquence immédiate : des instituteurs dynamiques risquent le découragement. « Pourquoi serions-nous plus royalistes que le roi ? », interroge l'un d'eux. Quant aux parents d'élèves, ils ont bien du mal à comprendre. Certains manifestent leur mécontentement en continuant d'envoyer leurs enfants le mercredi matin à l'école, où ces derniers sont en charge par des animateurs sportifs.

PHILIPPE BERNARD

MÉDECINE

Signature d'une convention unique en son genre

Des enfants étrangers pourront être opérés dans des hôpitaux français

Médecins du monde (1) et l'Assistance publique de Paris ont signé, mardi 5 décembre, une convention de partenariat unique en son genre. Cet accord prévoit la prise en charge à part égale entre ces deux institutions des enfants de la Chaire de l'Espoir. Par le biais de cette chaîne, Médecins du monde a, depuis un an environ, permis à une centaine d'enfants âgés de quatre à seize ans, souffrant de graves maladies, de malformations ou de blessures de guerre, et ne pouvant être soignés en Afrique, en Asie du Sud-Est ou au Liban, d'être opérés dans des hôpitaux français puis pris en charge par des familles d'accueil.

Cet accord de partenariat permet d'officialiser une action humanitaire qui jusqu'à présent n'était pas vraiment organisée. Cinq services de chirurgie, dans les hôpitaux parisiens : Tenon, Broussais, Bichat, Necker et Robert-Debré se sont engagés à participer à cette opération.

(1) Médecins du monde, 67, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : 43-57-70-79.

A Strasbourg

Le professeur Jean Bernard se déclare favorable à la création d'un comité européen d'éthique

M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe a déclaré lors de l'ouverture du premier symposium européen sur la bioéthique, organisé du 7 au 12 décembre à Strasbourg, qu'elle estime nécessaire la création d'un « comité européen d'éthique ». Pour sa part, le professeur Jean Bernard, président du Comité national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, s'est déclaré « très favorable » à une telle initiative, tout en restant très prudent sur les projets actuels visant à légiférer dans ce domaine.

Pour M^{me} Lalumière, il y a « urgence à élaborer des règles de droit pour répondre aux questions que pose à l'heure actuelle le progrès des sciences médicales. (...) Il faudrait créer au Conseil de l'Europe un comité européen d'éthique qui serait l'emanation des comités nationaux des pays membres ».

La proposition de M^{me} Lalumière vient élargir — et compliquer un peu plus — le débat sur la bioéthique qui voit, en France comme dans plusieurs pays européens, s'affronter de maîtres de plus en plus vive les partisans et les oppo-

sants aux initiatives législatives. Le professeur Jean Bernard, qui participait au symposium, a déclaré : « Il est très souhaitable que l'on parvienne un jour à une réglementation européenne commune à condition que cette réglementation reste très générale. Si l'on parvient à s'accorder dans un premier temps sur les quatre points qui sont : le respect de la personne humaine, celui des connaissances, le refus du lucra et la responsabilité du chercheur, ce serait déjà un acquis très important ».

Le professeur Jean Bernard a également pris position à Strasbourg contre une discussion parlementaire de l'avenir de la loi Brabant sur la bioéthique tel qu'il se présente. Partisan de l'adoption très rapide de textes de loi dans différents domaines (expérimentation des médicaments sur l'homme, recherches en épigénétique...) il estime en revanche que sur certains sujets, au premier rang desquels la procréation médicalement assistée, il serait, en l'état actuel des connaissances, inopportun de légiférer.

J.-Y. N.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Auteur de « la Bicyclette bleue »

Régine Deforges condamnée à 2 millions de francs pour contrefaçon

L'écrivain Régine Deforges, auteur de la *Bicyclette bleue*, a été condamné, mercredi 6 décembre, à verser 2 millions de francs de dommages et intérêts aux héritiers de Margaret Mitchell, auteur d'Autant en emporte le vent, qui accusaient l'auteur du roman français de contrefaçon (le Monde du 5 octobre).

Cela n'avait été, au début, qu'une bonne farce. Une idée ludique d'éditeur. Puis s'être inspirée de la situation de départ d'Autant en emporte le vent, l'universel chef-d'œuvre de Margaret Mitchell, Régine Deforges avait connu, après 1982, un succès retentissant avec son roman la *Bicyclette bleue*. Sept ans plus tard, le conte de fées tourné au mauvais rêve, la plaisanterie à l'escroquerie littéraire.

Les sourires entendus de l'édition parisienne se sont crispés. Pour la justice, Régine Deforges est un faussaire. Le jugement est tombé, abrupt, sans humour, mercredi 6 décembre : la *Bicyclette bleue* est une « reproduction illicite » du roman américain. Une contrefaçon, désormais sanctionnée par la loi. L'écrivain français est condamné, et avec lui l'éditeur Ramsay, à verser la somme de 2 millions de francs à titre de dommages et intérêts à la Trust Company Bank (TCB), détentrice pour le monde entier des droits patrimoniaux de Margaret Mitchell. Le tribunal, présidé par M^{me} Nicole Antoine, condamne en outre les coupables à l'interdiction, sous les huit jours, de l'édition directe ou indirecte de la *Bicyclette bleue*. Au pilon le best-seller français, déjà vendu à plus de 6 millions d'exemplaires et traduit en dix-huit langues ! Retiré des ventes pour les fêtes de fin d'année et privé de toute adaptation cinématographique.

Au cours de son audience, le 3 octobre, le tribunal avait écouté les avocats des deux parties égarés, du côté des plaignants, les représentants ; du côté des contrevenants, les différences entre les deux romans. M^{me} Antoine n'a pas procédé différemment. Son jugement de 94 pages est une longue analyse littéraire. Dans la colonne de gauche, scène après scène, personnage après personnage, l'histoire de Scarlett et du Sud américain. Dans la colonne de droite, les mésaventures de Léo et le Bor-

lais sous la Résistance. « De l'examen comparatif des deux ouvrages, explique le tribunal, (...) il résulte que les emprunts parfaitement localisables et identifiables opérés par Régine Deforges dans la *Bicyclette bleue* portent sur tous les éléments constitutifs intrinsèques de l'œuvre de Margaret Mitchell (...) ».

Tout un début d'œuvre y passe : le récit, l'intrigue générale, les caractéristiques physiques et psychologiques des personnages, même « les ressorts dramatiques auxquels obéit l'action ». Le tribunal a une idée très nette de l'interpénétration des deux romans : « Les soixante-quatorze premières pages de la *Bicyclette bleue* ne sont qu'un démarquage des cent quatre-vingt-cinq premières pages d'Autant en emporte le vent. »

Le point de vue judiciaire ne s'appuie qu'indirectement dans le jugement sur la notion de plagiat. Les 2 millions de francs réclamés ne compensent en fait que « la perte de revenus pour prix de la

cession des droits d'adaptation d'Autant en emporte le vent ». En clair, le prix d'un oubli, le paiement à la TCB de tout usage, notamment cinématographique, du best-seller américain.

C'est loin de ce que les héritiers de Margaret Mitchell réclamaient en réparation, loin des 5 millions de francs de provision et de l'expertise demandée des bénéfices de la *Bicyclette bleue*. Et il y a fort à parier que la TCB ne se satisfera pas de l'interdiction à la vente ou à l'adaptation du roman français. Son intérêt, c'est que le livre reste en librairie, pour y toucher sa dîme.

Les défenseurs de Régine Deforges trouvent quelque contradiction entre les deux mesures du jugement. Entre la rente du droit d'inspiration et cette interdiction. L'écrivain français a décidé de faire appel du jugement et d'engager une procédure de référé afin d'obtenir la suspension de la provision d'édition pour cette « bicyclette » trop chancelante pour être tout à fait originale.

Ph. Bg.

Deux journalistes de « Libération » et du « Monde » condamnées pour diffamation envers le juge Boulouque

La 17^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a condamné, le 6 décembre, deux journalistes de *Libération* et du *Monde* pour complicité de diffamation envers un fonctionnaire public, le juge d'instruction Gilles Boulouque.

Chargé des dossiers antiterroristes au tribunal de Paris, le juge Gilles Boulouque s'était constitué partie civile et avait porté plainte contre Véronique Brocard, de *Libération*, qui avait rappelé en commentant le célèbre dessin de Plantu lors du départ de Wahid Gerdji, le juge d'instruction avait été réduit « à un simple pot-pourri de pot-pourri ». Le tribunal, qui condamne M^{me} Brocard à 5 000 francs d'amende, un franc de dommages et intérêts et ordonne la publication du jugement dans deux journaux dans la limite de 15 000 francs par insertion, estime

que, en opposant « un simulacre d'interrogatoire à la circonstance que Wahid Gerdji était présent comme l'un des instigateurs » des attentats terroristes commis à Paris en 1986, la journaliste de *Libération* « souligne à l'attention des lecteurs que Gilles Boulouque a manqué à son devoir de magistrat, qu'il n'a pas tenu compte de sa fonction de juge d'instruction pour se comporter comme un fonctionnaire public, en refusant de lui faire connaître les décisions prises par des tiers. S'agissant d'un magistrat tenu à l'écart, le tribunal a considéré, à tort, que son statut de juge d'instruction ne lui permettait pas de se démettre de sa fonction de juge d'instruction, en toute indépendance, une telle allégation porte atteinte à son honneur et à sa considération professionnelle ».

Tout en admettant que la journaliste de *Libération* « n'a pas dénigré » les commentaires faits à l'époque par la presse, le tribunal considère qu'elle pouvait « estimer vraisemblable que la procédure judiciaire dont la partie civile avait la charge avait été subordonnée aux impératifs de la négociation internationale tendant à la libération des otages ».

Pour Agathe Logeart, du *Monde*, inculpée dans une procédure identique, qui avait écrit que M. Boulouque « n'avait pas été le dernier à se plier aux desiderata du ministre de l'Intérieur [M. Pasqua], tout magistrat du siège qu'il fut », le tribunal a considéré, là aussi, que les propos étaient diffamatoires et a exclu la bonne foi. Admettant que « la fonction judiciaire est exposée au droit de critique de ceux au nom desquels elle est exercée », le tribunal estime que l'exercice de ce droit ne peut être utilisé « pour mettre en cause la personne même du magistrat dans des termes de nature à porter atteinte à son honneur et à sa considération ».

Pour le tribunal, « c'est un véritable comportement habituel de soumission à la fonction de la journaliste. Par suite, à supposer même que les documents produits ou les témoignages recueillis soient de nature à démontrer que Gilles Boulouque a accepté de céder aux sollicitations du ministre de l'Intérieur pour l'affaire Gerdji, ils ne sauraient en tout cas faire la preuve complète et par faite des imputations telles qu'elles ont été réellement formulées. (...) Agathe Logeart aurait certes pu écrire, comme elle en revendique le droit, que les décisions prises par Gilles Boulouque n'étaient pas contraires à la stratégie mise en œuvre par Charles Pasqua pour obtenir la libération des otages français détenus au Liban. Elle ne l'a pas fait. (...) La seule affirmation contenue dans l'article, c'est l'imputation exprimée de manière péremptoire d'un comportement habituel de soumission de la partie civile à l'égard d'une autorité politique ».

Le tribunal a condamné Agathe Logeart à 10 000 francs d'amende, un franc de dommages et intérêts et à la publication du jugement dans deux journaux à hauteur de 15 000 francs par insertion.

Un dirigeant d'association poursuivi au pénal

Contretemps mortel

A Fondettes (Indre-et-Loire), l'inculpation pour « homicide involontaire » de l'animateur bénévole de la section tennis de l'Alerte sportive, M. François Derogis — comparait devant le tribunal correctionnel de Tours, jeudi 7 décembre, — crée l'émotion dans les associations de la ville. Pour la première fois, un dirigeant bénévole d'association pourrait être rendu pénalement responsable de la mort d'un de ses élèves, tué par une voiture sur le chemin du retour.

TOURS

de notre envoyée spéciale

23 octobre 1987. 18 h 55 environ. Olivier, dix ans, et un camarade du même âge ont quitté le gymnase de Fondettes et marchent en direction de la ville, laissant derrière eux le grand bâtiment étroit. Le cours hebdomadaire de tennis, qui devait commencer à 18 heures, n'a pas eu lieu. Les cinq ou six élèves ont attendu en vain l'arrivée de l'éducateur. Retenu à son lycée, celui-ci n'a pas pu prévenir. Une heure d'attente, c'est long. Les deux garçons ont donc décidé de rentrer chez eux à pied, par la route.

La nuit est presque tombée. Le copain d'Olivier aperçoit soudain la voiture de sa mère, venant en sens inverse. Appels, signaux, la voiture s'arrête. Le camarade traverse d'abord. Puis, comme il s'apprête à le rejoindre, Olivier est fauché par une voiture qui ne l'a pas vu venir. L'enfant meurt des suites de ses blessures, quelques heures plus tard.

La mère d'Olivier estime que son fils se trouvait sous la responsabilité du club au moment de l'accident. Elle décide donc de poursuivre le responsable de la section tennis de l'ASF (Alerte sportive de Fondettes, association loi 1901), François Derogis, devant un tribunal correctionnel. Deux ans plus tard, il est inculpé d'homicide involontaire par suite de négligence, inattention ou imprudence. M. Derogis, qui dirige bénévolement l'ASF-tennis, risque de trois mois à deux ans de prison, sous réserve de règlement intérieur resté indéterminé, alors que les statuts, véritable acte fondateur de l'association loi de 1901, n'engagent que la responsabilité des membres du comité directeur de l'ASF-omnisports (président, trésorier, secrétaire). Le président de

fait trembler les bénévoles, responsables d'associations de toute nature. Jusqu'à présent, les présidents d'association (sportives, culturelles...) engageaient leur responsabilité civile en cas d'accident survenant à l'un des membres. Une assurance souscrite en tant que dirigeants leur garantissait le paiement des dommages et intérêts, le cas échéant.

Cette fois, la plainte de la partie civile est fondée sur la notion de faute dans l'organisation du fonctionnement du club de tennis. « Ni les familles ni les enfants n'ont été avisés de l'annulation du cours et les enfants ont été laissés sans surveillance », a protesté la mère de l'enfant décédé.

Prévoir

l'imprévisible ?

Toutes choses que François Derogis ne saurait nier. L'avocat de M. Derogis, M^{re} Lion-Croze, parle de « cas de force majeure ». Ni les familles ni les responsables — en train d'inscrire les adresses au local de l'ASF, au même moment — ne savaient que l'accueil des enfants n'était pas assuré ce jour-là.

Maie, s'il reconnaît la conjonction dramatique d'une série de hasards, l'animateur de l'ASF-tennis s'insurge contre l'idée d'en être porté responsable. « Faut-il prévoir l'imprévisible ? demande-t-il. Depuis mon inculpation, je tourne et retourne cette question dans ma tête. Elle me paraît absurde. »

Avec ses trente ans d'expérience dans la vie associative, ce professeur d'éducation physique qui, à l'occasion, donne aussi des cours de tennis — pense avoir tenu du mieux possible son rôle. En expliquant à tous ses éducateurs (ils étaient cinq au moment de l'accident) la marche à suivre en cas d'empêchement : essayer de trouver un remplaçant, prévenir les responsables et, si possible, les parents. Et aussi en informant les familles sur les responsabilités respectives, lors de l'assemblée générale annuelle et au moment de l'inscription des enfants.

Toutes précautions qui se révélèrent inutiles ? Le valeur juridique du règlement intérieur reste indéterminé, alors que les statuts, véritable acte fondateur de l'association loi de 1901, n'engagent que la responsabilité des membres du comité directeur de l'ASF-omnisports (président, trésorier, secrétaire). Le président de

l'Alerte sportive, M. Barthélemy, devra lui aussi assumer ses responsabilités, mais que les textes de loi, c'est une pratique acceptée de part et d'autre qui fait règle dans le milieu associatif. Par consensus, il est acquis que le « passage du relais » se fait quand l'enfant est remis effectivement entre les mains de l'éducateur.

Dans ce contexte, la mise en accusation, au pénal, d'un responsable bénévole a profondément choqué le milieu associatif. « C'est une injure à ma personne et à ma fonction. Et aussi pour tous ceux qui se dévouent quotidiennement dans cette activité », proteste François Derogis. Ressentant l'événement comme un véritable coup de poignard dans le dos du bénévolat, les associations se sont mobilisées et ont rapidement mis en place un comité de soutien.

Car les bénévoles qui « font tourner » les clubs se demandent désormais s'ils pourront continuer. Si la responsabilité pénale en cas de carence dans l'organisation devait être retenue, les candidats — déjà peu nombreux — à la prise en charge d'un poste d'animateur pourraient devenir très rares. Peines de prison et d'amende risquant de décourager les plus belles flammes.

L'inquiétude est d'autant plus vive que l'ASF-omnisports — neuf sections, un millier d'adhérents — passe pour l'une des plus « professionnelles » du département. Si une association aussi sérieuse peut être condamnée, pourquoi pas nous ? se demandent les différents responsables. Les parents eux-mêmes se sentent concernés. Comme ce père dont le fils de quatorze ans joue au tennis et au foot : « Le week-end, je l'emmène au stade, avec ses copains de l'équipe. Et s'il m'arrive un accident, que l'un d'eux soit blessé, qu'est-ce que je risque ? Maintenant, c'est fini, on ne trouvera plus de volontaires pour accompagner les jeunes en déplacement. »

Dans les clubs, c'est la consternation. « On en a pris un coup », soupire M. Brunet, du comité de soutien. De l'aveu même d'un président, « les trois quarts des réunions » se passent à tenter de prévoir les risques d'accident et à organiser les moyens d'y faire face. Dans un milieu où la solidarité et le dévouement font loi, on se sent « lésé ». Et la seule perspective d'une condamnation apparaît comme un déseuil insupportable.

JUDITH RUEFF

CAMPUS

Un diplôme pour le cirque

L'éducation nationale entre en piste. Pour la première fois, cette année, un diplôme des métiers des arts du cirque sera attribué aux élèves de l'Ecole nationale des arts du cirque. Installée à Châlons-sur-Marne, dans la Marne, cet établissement d'Etat ouvert en 1985 accueille soixante-seize élèves sous la tutelle du ministère de la culture. Un arrêté paru au *Journal officiel* du 27 octobre prévoit qu'un diplôme de l'éducation nationale sanctionnera désormais quatre années d'études théoriques et pratiques. Des disciplines telles que l'histoire du cirque, le français, le droit du travail ou la gestion cotoient la danse, l'acrobatie, le jonglage et le trapèze volant. Les matières sont organisées en unités de valeur selon des programmes définis par des experts de l'éducation nationale, en coopération avec les responsables de l'établissement. Dès la fin de leur deuxième année, les élèves, qui sont bien souvent entrés à l'école sans le baccalauréat, peuvent obtenir un diplôme « maison » intitulé « brevet des arts du cirque ».

« Cette école où la scolarité est gratuite est la seule de son genre dans la Communauté européenne », souligne M. Jean-Jacques Fouché, directeur de l'établissement. Les jeunes qui en sortent peuvent se tourner, au choix, vers le cirque, vers le théâtre ou le music-hall. L'école, qui est déjà jumelée avec un établissement comparable à Montréal, pourrait signer une convention avec l'école du cirque de Moscou.

□ Ecole nationale des arts du cirque, 1, rue du Cirque, 51000 Châlons-sur-Marne. Tél. : 26-21-12-43.

R. R.

Droit de l'informatique

Le service de formation continue des Instituts d'études politiques de Grenoble et de Lyon organise trois stages de formation au droit de l'informatique et de la télématique entre le 31 janvier et le 26 avril 1990. Ce cycle est destiné aux directeurs de services informatiques ou aux cadres gérant la mise en place de nouvelles technologies.

□ Sciences-Po Rhône-Alpes, IEP de Grenoble, université des sciences sociales, BP 45 38402 Saint-Martin-d'Hères Cedex. Tél. : 76-82-60-13.

Classes de mer

Pour promouvoir les classes de découverte du milieu maritime, une association créée à l'initiative de l'émission « Thalassa » (FR3), de la Fédération des industries nautiques et du Crédit maritime organise un concours de dessin à l'intention des classes de cours moyen. Les lauréats — une dizaine de classes au total — se verront offrir un séjour en classe de mer.

□ Renseignements : Association pour la promotion des classes de mer. Tél. : (1) 45-55-10-49.

FAITS DIVERS

Evasion à l'explosif

Huit détenus de la centrale de Lannemezan sont en fuite

de notre correspondant

Neuf détenus condamnés à des peines de longue durée variant de douze ans à la perpétuité, se sont évadés, mercredi 6 décembre, à la fin de journée de la prison centrale de Lannemezan (Hautes-Pyrénées). Après la promenade sur le terrain de sports à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire, neuf prisonniers se sont écartés des autres détenus appelés à réintégrer leurs cellules.

A toute vitesse, ils ont escaladé un mur d'enceinte à l'aide d'un poteau de volley-ball immobilisant un gardien sous la menace d'un pistolet factice en plastique, ils ont ensuite fait sauter la porte métalli-

que de l'un des miradors à l'aide d'explosifs très puissants qu'ils avaient dissimulés à l'intérieur de la centrale. Dérobant le fusil et les cartouches du surveillant, les détenus ont pris la fuite en volant par groupes, deux voitures dont un véhicule auto-école contenant une somme de 10 000 F, après avoir menacé et expulsé la jeune conductrice attendant son moniteur.

Les forces de police et de gendarmerie ont été mobilisées dans les Hautes-Pyrénées et les départements limitrophes. Un seul des fuyards, Thierry Etienne, condamné à vingt ans de réclusion criminelle, a été repris une heure et demie après son évasion.

JEAN-JACQUES ROLLAT

A Paris et à Marseille

Saisie de 70 kilos d'héroïne

La police française a saisi 70 kilos d'héroïne en trois jours. 25 kilos provenant du Pakistan ont été retrouvés, lundi 4 décembre à Paris, camouflés dans les portières et les garnitures d'une voiture garée sur le parking de l'hôtel Hilton, Paris (7^e). Quatre trafiquants présumés, trois Néerlandais et un Surinamien, ont été arrêtés et placés en garde à vue.

Les 35 autres kilos d'héroïne ont été saisis, mercredi 6 décembre à Marseille, à la gare d'Arènes, à bord d'un camion turc, les deux chauff-

eurs du poids lourd, de nationalité turque, ont été interpellés par la police judiciaire et placés en garde à vue.

Cette affaire serait liée à celle qui avait abouti, le 26 novembre dernier, à la saisie de 26 kilos d'héroïne à Saint-Quentin (Aisne) (le Monde du 1^{er} décembre). La saisie de Paris faisait suite à une longue enquête menée par l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS) en coopération avec des services de plusieurs pays.

POLICE

M. Jacques Genthal à la tête de la police judiciaire

Directeur central de la police judiciaire depuis le 7 février 1987, M. Gilbert Thil a quitté le 4 décembre ses fonctions pour prendre sa retraite. Il sera remplacé par M. Jacques Genthal, inspecteur général de la police nationale, qui cumulait, depuis juin 1989, ses fonctions de conseiller technique auprès de M. Pierre Joxe avec celles de directeur central adjoint de la police judiciaire. M. Genthal sera remplacé au cabinet de M. Joxe par le contrôleur général René Querry, qui sera chargé d'y suivre les dossiers de terrorisme et des stupéfiants.

[Né le 3 février 1938 à Rodez (Aveyron)], M. Genthal a fait toute sa carrière au sein de la police judiciaire, où il est entré en 1963 en qualité de commissaire de police. En 1982, il devient chef de la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris, poste dont il est écarté brutalement en 1984, après une obscure manœuvre de la cellule antiterroriste élyséenne. En 1986, néanmoins, M. Joxe tient à lui témoigner publiquement sa confiance en le nommant à la tête de la toute nouvelle sous-direction de la police scientifique et technique, responsabilité que M. Genthal conservera sous la collaboration. Né le 19 décembre 1946, M. René Querry avait été nommé chef de la BRI, en 1982, puis en octobre 1984, adjoint au chef de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste, service dont il prend la tête en janvier 1989. M. Querry avait été nommé contrôleur général en juillet 1989.]

NOI
MÊPRI
MARKS
S
LES

GALERIE LAZARE

NOËL À HAUSSMANN, MÊME LE DIMANCHE.



**PRINTEMPS, GALERIES LAFAYETTE,
MARKS & SPENCER, PRISUNIC, MONOPRIX,
SERONT OUVERTS
LES 10 ET 17 DÉCEMBRE.**

PRINTEMPS, DE 10 H À 19 H. GALERIES LAFAYETTE, DE 10 H À 18 H 30. MARKS & SPENCER, DE 10 H À 18 H 30. PRISUNIC, DE 9 H 30 À 19 H 30. MONOPRIX, DE 10 H À 19 H 30.

COMMUNICATION

Malgré un déficit évalué à plus de 285 millions de francs en 1989

M. Jean-Pierre Hoss veut faire de la SFP
« le fer de lance de la production française »

Les dernières estimations du déficit 1989 de la Société française de production (SFP) — plus de 285 millions de francs — relancent les inquiétudes de son personnel. Nommé en octobre dernier à la tête de l'entreprise, M. Jean-Pierre Hoss fait son premier diagnostic, demande quelques mesures d'urgence et achève un plan d'entreprise.

Les 2 200 salariés de la SFP — 1 000 de moins qu'il y a dix ans — ont payé un lourd tribut aux difficultés qui assaillent leur entreprise. Pourtant, la société n'est pas parvenue jusqu'ici à enrayer le déclin qui la frappe. Son chiffre d'affaires, qui atteignait encore 1,2 milliard de francs en 1986, ne devait pas dépasser le milliard cette année. Et les 160 millions de pertes totales en 1986 comme en 1987, qui s'élevaient contractuellement à 130 millions l'an dernier, devaient bondir fin décembre à l'un de leur plus haut niveau historique : 285 millions, se décomposant en 200 millions de déficit d'exploitation et en 85 millions de coût de financement du nouveau plan FNE de départs en préretraite (le Monde du 9 septembre 1989).

Un chiffre d'affaires qui continue à s'effriter, des pertes qui tendent à se croquer... Le nouveau PDG a rapidement pris la mesure de la difficulté qui l'oblige à demander, d'abord, une redéfinition des rapports de la SFP avec l'Etat. En supprimant le système de commandes obligatoires des chaînes publiques, constate M. Hoss, « les pouvoirs publics ont contraint l'entreprise à se redéfinir sur le marché concurrentiel. Ils ne peuvent donc plus, aujourd'hui, lui demander de continuer à assumer des missions de service public ». Financer l'essentiel de la retransmission de la parade de Jean-Michel Goude

pour le Bicentenaire, par exemple. Ou bien encore laisser la SFP assumer seule des investissements très importants pour la couverture en télévision haute définition des JO d'Alberville ainsi que l'entretien d'un stock de costumes de plus de 300 000 pièces, véritable patrimoine national.

Après la clarification, le PDG de la SFP demande l'égalité de traitement, convaincu que le projet de décret du gouvernement en faveur de la production indépendante désavantagerait la société dont TF1, Antenne 2 et FR 3 sont des actionnaires historiques. « On ne peut quand même pas passer d'un système de commandes obligatoires en faveur de la SFP à un système équivalent au profit des producteurs indépendants », dit-il avant de souligner, ultime revendication, que l'Etat régule la concurrence anarchique et le suréquipement dans le secteur de la prestation audiovisuelle.

Reste que la SFP ne saurait demander une redéfinition de ses rapports avec l'Etat et une injection massive de capitaux — plus de 360 millions de francs seront nécessaires fin 1990 pour recapitaliser la société — sans fournir en contrepar-

tie un effort interne important. Par la recherche systématique d'une meilleure productivité avec la « sitcom ». « En cas de bonheur », les équipes de la SFP ont appris à tourner jusqu'à 24 minutes utiles par jour, un record ; par l'abaissement des coûts fixes ; par la conquête de nouveaux débouchés grâce à l'analyse systématique des tendances du marché. Surtout, M. Hoss souhaite recentrer la SFP sur l'activité plus lucrative de la production, au détriment de la simple prestation de services. « Je veux faire de cette entreprise, ajoute-t-il, le fer de lance de la production audiovisuelle française ».

En janvier, M. Jean-Pierre Hoss annoncera un véritable plan d'entreprise pour trois ans. « Un plan, confie-t-il, qui n'aura aucun tabou » : restructuration de la société et éventuellement abandon de certains des sites actuels de production ; choix des métiers dans lesquels la SFP décidera d'exceller, quitte à délaisser certaines de ses activités — « on ne peut être bon partout » ; — recherche de nouveaux financements. « Le statu quo, c'est la mort », conclut-il. Reste, pour lui, à en convaincre les personnels et les pouvoirs publics.

PIERRE-ANGEL GAY

1989, « année sinistrée pour l'audiovisuel »
selon M. Mougeotte, vice-président de TF1

1989 aura été « une année sinistrée pour l'audiovisuel français, avec un système en faillite dont le déficit total va dépasser le milliard de francs », a affirmé, mercredi 6 décembre, le vice-PDG de TF1, M. Etienne Mougeotte, en présentant les programmes de Noël de la Une. Selon les dernières estimations de la direction de la chaîne, TF1 devrait réaliser « un peu moins de 200 millions de francs de bénéfices après impôts » ; un chiffre sans doute « conforme

aux prévisions », selon M. Mougeotte, mais insuffisant « pour une société qui doit rémunérer des actionnaires ». Affirmant qu'Antenne 2, la Cinq, M6 et la Société française de production connaîtront des déficits, le vice-PDG de TF1 s'est alarmé : « C'est l'ensemble du système qui est en faillite. On sera au pied du mur en 1990 et il faudra bien trouver des solutions, même si elles ne passent pas forcément par des fermetures ou des faillites ».

Norbert Balit et Paul Amar
prennent en main l'information de FR 3

Norbert Balit et Paul Amar rejoignent l'équipe d'information de FR 3 et sont nommés aux postes respectifs de directeur de rédaction et de directeur délégué chargé du « 19-20 » et du magazine hebdomadaire de la rédaction. Norbert Balit qui travaillait avec Jean-Marie Cavada pour « La marche du siècle » sur Antenne 2 succède ainsi à Gérard Decq — nommé

aujourd'hui directeur d'Info Vidéo Trois, l'agence d'images de FR 3 — et suivra le développement du projet européen de chaîne d'information Euro-news. Paul Amar quitte également Antenne 2 où, après avoir été rédacteur en chef responsable du service politique, il présentait depuis février dernier « Les dossiers de l'écran ».

MM. Jean-Noël Tassez et Roger-André Larrieu, directeurs délégués de RMC. M. Hervé Bourges, vice-président, directeur général de Radio Monte-Carlo a procédé à trois nominations qui prendront effet le 1^{er} janvier 1990. M. Jean-Noël Tassez, jusqu'à présent chargé de mission auprès du directeur général, devient directeur délégué, chargé de la gestion, de l'administration et de la communi-

cation de la société. M. Roger-André Larrieu qui était directeur de cabinet de M. Bourges est nommé quant à lui, directeur délégué chargé des programmes. Il demeure directeur général de Radio Nostalgie. M. Yves Monroux qui anime une émission quotidienne sur l'antenne RMC, est nommé conseiller du directeur général pour l'antenne.

Sur saisine du ministère de l'économie et des finances

Le Conseil de la concurrence
instruit le dossier du cinéma

Les difficiles rapports entre salles de cinéma indépendantes et grands circuits de programmation sont à nouveau sur la sellette. Au mois d'octobre, un exploitant indépendant parisien, celui du Max-Linder, avait saisi avec succès la justice pour obtenir une copie d'Indiana Jones que lui refusait le distributeur. L'affaire avait provoqué de vives polémiques et divisé le petit monde du cinéma. Cette fois, c'est le ministère de l'économie et des finances qui retourne le fer dans la plaie en saisissant le Conseil de la concurrence.

Il estime que les contrats entre les grands distributeurs et les trois circuits de programmation peuvent priver les salles indépendantes de films et constituer des ententes illicites et un abus de position dominante au titre des articles 7 et 8 de l'ordonnance de 1986.

Cette saisine, restée secrète jusqu'à présent, date du 18 septembre et vise les trois circuits, Pathé, Gaumont et UGC dans leurs rapports avec les trois grands distributeurs français AAA, AMLF et MK 2. « Nous avons été alertés par la multiplication des plaintes de petits exploitants indépendants, explique-t-on à la direction de la

concurrence et de la consommation. Il était de notre devoir de faire une enquête plus générale sur le fonctionnement de ce marché, enquête sur laquelle nous avons demandé l'avis du Conseil de la concurrence qui pourra, au terme de son instruction contradictoire, faire des injonctions ou prendre des sanctions ».

Le ministère de la culture et de la communication avait déjà demandé un rapport sur la programmation des films à M. Dominique Brault (le Monde du 20 juillet). Celui-ci avait estimé que nombre de salles indépendantes parvenaient difficilement à s'approvisionner en films ou à obtenir des copies en version originale face à la puissance des trois circuits qui programment un millier de salles et règnent sur 90 % des écrans parisiens. M. Brault préconisait la stricte application du droit commun de la concurrence contre les pratiques discriminatoires et des mesures réglementaires pour garantir un approvisionnement normal des exploitants indépendants.

Depuis, le Centre national de la cinématographie a entamé une concertation avec toutes les parties

pour parvenir à une sorte de code de bonne conduite, démarche qui semble aux pouvoirs publics plus pragmatique qu'un surcroît de réglementation. Circuits, distributeurs et exploitants semblent s'être mis d'accord sur une plus grande transparence des contrats et un rôle renforcé du médiateur du cinéma. Mais il reste encore à régler le plus gros problème : la juste répartition des copies entre les salles programmées par les circuits et celles programmées par les exploitants indépendants. C'est, assure-t-on Rue de Valenciennes, en bonne voie. A moins que le verdict du Conseil de la concurrence ne vienne, dans quelques mois, faire voler en éclats cette solution de compromis en imposant des mesures plus radicales.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Société des rédacteurs
du « Monde »

Les associés de la Société des rédacteurs du Monde, société civile à capital variable, en conformité avec l'article 14 des statuts et en application de la résolution adoptée le 30 mars 1989 par son assemblée générale, sont convoqués le lundi 18 décembre à 14 heures pour une assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement.

Cette assemblée se tiendra dans les locaux de la Société immobilière du corps médical français (salle Jean-Bouvier), 60, boulevard de La Tour-Maubourg (métro : La Tour-Maubourg).

Ordre du jour :
1. Mouvements d'assagés.
2. Examen de la proposition du gérant de la SARL Le Monde relative à sa succession et vote sur cette proposition.

Cet avis annule celui paru dans nos éditions du 7 décembre.

La bataille pour le contrôle du groupe italien Mondadori
La Démocratie chrétienne propose de limiter à 25 %
la part d'un groupe sur le marché des médias

ROME

de notre correspondant

Lois de s'apaiser, la tempête politico-médiatique déclenchée le week-end dernier par la bataille entre MM. Silvio Berlusconi et Carlo De Benedetti pour le contrôle du groupe Mondadori s'est apaisée, mercredi 6 décembre en Italie.

A Milan, la CONSOB (la COB italienne) a décidé, après avoir entendu les arguments des uns et des autres, de laisser suspendue jusqu'à nouvel ordre la cotation en Bourse des titres concernés. A Rome, les journalistes du groupe Mondadori (le quotidien Repubblica, les magazines Espresso, Panorama et une quarantaine d'autres publications) ont appelé leurs associations professionnelles à déclencher une grève nationale dans le secteur de la presse. Enfin, à la veille du conseil d'administration qui devait avoir lieu jeudi 7, pour décider notamment du principe d'une augmentation de capital et de la date d'une prochaine assemblée extraordinaire des actionnaires de Mondadori, les milieux politiques continuent de s'agiter.

La Démocratie chrétienne, qui semble aujourd'hui plus divisée sur cette affaire qu'il n'y paraissait d'abord, a fait savoir qu'elle allait proposer incoincement au Parlement d'introduire, dans la loi générale antitrust actuellement en discussion, « un chapitre spécial garantissant le pluralisme de l'information dans le pays ». Il s'agirait de limiter à 25 % la part du marché général de l'information (presse écrite et audiovisuel réunis) qu'un même groupe privé pourrait détenir. Un consensus,

tout à fait relatif pour l'instant, semble se dégager dans les milieux politiques autour de ce chiffre.

PATRICK CLAUDE

ERRATUM. — Dans l'article publié dans le Monde du 6 décembre et consacré à cette affaire, la première phrase faisant état de la position communiste sur cette affaire a « sauté ». Elle disait : « Une journée noire pour la République italienne, selon les communistes ». En outre, les 16 % du marché d'ores et déjà détenus par M. Silvio Berlusconi ne concernent pas — encore — les quotidiens, mais seulement les hebdomadaires.

VENTES PAR
ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 38.15 CODE A37
puis OSP

Vente s/ménage, Palais de Justice PARIS JEUDI 21 DÉCEMBRE 1989 à 14 h 30

APPELLEMENT À PARIS-7°

1^{er} ét. : 5 pces ppales, au 6^{es} : 1 chambre — au sous-sol : une cave
M. à Px : 1 000 000 F
M^{rs} G. BERNARD, avocat à PARIS-7°, 37, r. de Lille — tél. : 42-61-15-35. — M^{rs} J.-C. FRAUD, avocat à PARIS-8°, 69, r. d'Amsterdam — tél. : 48-74-58-70.

Vte s/ménage, Palais de Justice BOBIGNY le 19 décembre 1989 à 13 h 30

APPELLEMENT & 2 CAVES à CLICHY-S-BOIS

(93) allée Maurice-Audin sans vis et allée Fernand-Lindet sans vis
Bât. allée Racine, esc. D au 1^{er} ét., de 4 pèces, type 4 PA, comp. 3 ch., rang. sél., cuis., salle d'eau et WC. — Caves bât., allée Racine au s/sol, m² 34 & 53
Mise à prix : 1 69 400 F
S'ad. : 1^{er} M^{rs} PIETRUSZYNSKI, av. 28, rue Scandicci PANTIN — 2^{es} SCP SCHMIDT GUIBERE, société d'avocats, 76, av. de Wagram, PARIS-17°, 47-63-29-24 — 3^{es} M^{rs} ALEMANI, avocat, 38, rue H.-Berlioz, BOBIGNY.

Vte s/ménage Palais de Justice, PARIS JEUDI 21 DÉCEMBRE 1989 à 14 h 30 en un seul lot

APPELLEMENT À PARIS-16°

54, avenue Foch et 1, rue Lamour-Pichet
au 1^{er} étage, 5 pces ppales — Au 3^{es} étage 1 chambre de service avec lavabo
au 2^{es} sous-sol 1 cave — au 1^{er} sous-sol 1 garage pour 2 petites voitures
M. à Px : 2 000 000 F
S'ad. M^{rs} G. BERNARD, av. à la cour à PARIS-7°, 37, r. de Lille. Tél. 42-6115-65.

Vente sur surenchère au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 21 DÉCEMBRE 1989 à 14 heures

APPELLEMENT À SCAUX (92)

8 à 12, rue Emile-Morel
Ruelle des Agriculteurs sans vis et place du Général-de-Gaulle sans vis
7 PIÈCES PLUS TERRASSE aux 7^{es} et 8^{es} étages
2 EMPLACEMENTS DE VOITURE EN SOUS-SOL — UNE CAVE
MISE A PRIX : 3 366 000 F
S'ad. à M^{rs} Eliane GATEFAIT-BOIRET, av. au bureau des Hauts-de-Seine, 9/11, rue de l'Alma (92600) ASNIERES, tél. : 47-93-00-40. M^{rs} MALLAT-SABROUX, av. au bureau des Hauts-de-Seine, 184, av. Charles-de-Gaulle (92600) NEUILLY-SUR-SEINE, tél. : 46-34-02-13. M^{rs} GUILBERT-AU, av. au bureau des Hauts-de-Seine, 14 bis, rue Marie-Duffé (92140) CLAMART, tél. : 46-42-23-74.

Les
instants
les
plus
épices
ne
sont
pas
les
plus
chers

MARRAKECH

VOL ALLER RETOUR
A PARTIR DE

1 160 F

66, 80 SAINT-MICHEL
42 73 10 64 - 36 15 NFNOUVELLES
FRONTIÈRES

CETTE SEMAINE DANS
L'EXPRESSION
POLYTECHNIQUE
LE DÉCLIN ?

AGENDA

JEUDI 7 DÉCEMBRE

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-27-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

EMILE ALLAUD. Galerie des dessins d'architecture. Col. Jusqu'au 15 janvier 1990.

COLLECTION DU CABINET DE LA PHOTOGRAPHIE, MNAM. Grande salle-premier sous-sol. Jusqu'au 14 janvier 1990.

DE MATISSE A AUJOURD'HUI. 3^e et 4^e étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

DES INNOVATIONS A PART. Peupliers autochtones et droits de l'homme. Salle d'actualité. Jusqu'au 29 janvier 1990.

DONATIONS DANIEL CORDIER. Le regard d'un amateur. Salle d'art graphique. 4^e étage. Jusqu'au 21 janvier 1990.

L'ETRANGE UNIVERS DE CARLO MOLINO. Galerie du Col. Jusqu'au 29 janvier 1990.

HABITER EN EUROPE. Eupen 89. Forum. Jusqu'au 12 février 1990.

L'INVENTION D'UN ART. 150 années de la photographie. Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 1^{er} janvier 1990.

LITTÉRATURE ROMANE. Premier sous-sol. Jusqu'au 10 décembre.

GUSTAVE ROUD. Galerie de la B.P.I. Jusqu'au 5 février 1990.

EDWARD RUSCHA. Galeries contemporaines rez-de-chaussée. Jusqu'au 1990.

TIEN ANHON. 4^e JUNE - 4 DÉCEMBRE. JE N'OUBLIE PAS. Galerie du Forum. Jusqu'au 11 décembre.

BRAM VAN VELDE. Musée d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 1^{er} janvier 1990.

VOIES NOUVELLES, NOUVEAUX PROJETS D'ARCHITECTURE. Centre d'information Col. Jusqu'au 14 janvier 1990.

MUSÉE D'ORSAY

1, rue de la Bellechasse (40-49-49-14). Mer, ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, je. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

LOUIS-FRANÇOIS PHILIPPE BOUTTE (1830-1908). UN FONDS D'ARCHITECTURE. 23 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 4 février 1990.

L'INVENTION D'UN REGARD (1838-1918). CENT CINQUANTE ANS DE LA PHOTOGRAPHIE. XXV^e siècle. Entrée : 20 F. Billet jumelé exposition-musée : 32 F. Jusqu'au 31 décembre.

LIVRES D'ENFANTS, LIVRES D'ADULTES. Exposition. Entrée : 23 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 21 janvier 1990.

UN CRÉATEUR D'AVANT-GARDE A VIENNE : KOLOMAN MOSER (1858-1918). Exposition. Entrée : 23 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 11 février 1990.

PALAIS DU LOUVRE

Entrée par la pyramide (40-20-53-17). T.J. et mar. de 12 h à 22 h. Hébergement des classes à 21 h 30.

ARAISES ET JARDINS DE PARADIS. Collections françaises d'art islamique. Hall Napoléon. Entrée : 25 F. (possibilité de billets couplés avec billet d'entrée du musée). Jusqu'au 15 janvier 1990.

LE BEAU IDÉAL. Pavillon de Flore. Entrée : 25 F. (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 31 décembre.

DAVID (1748 - 1825). Galerie et salle Monnaie. Entrée : 25 F. (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 12 février 1990.

LÉONARD DE VINCI - LES ÉTUDES DE DRAPERIE. Hall Napoléon. Entrée : 25 F. (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée au musée). Du 8 décembre au 26 février 1991.

MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

12, av. de New York (47-23-61-27). T.J. et lun. de 10 h 30 à 17 h 40, mar. jusqu'à 20 h 30. Visites commentées gr. et j. de 10 h à 18 h, dim. de 14 h à 18 h, 14 janv., 4 fév. à 11 h.

L'ART CONCEPTUEL. UNE PERSPECTIVE

Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 février 1990.

KUPKA OU L'INVENTION D'UNE ABSTRACTION

Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février 1990.

GRAND PALAIS

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower.

ARCHÉOLOGIE DE LA FRANCE. TRENTA ANS DE DÉCOUVERTES. Galeries nationales (42-59-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h. Entrée : 22 F. sam., 21 F. Jusqu'au 31 décembre.

CORPS SCULPTÉS, CORPS PARÉS, CORPS HAUSSE. Chêne d'œuvre de la 2^e République. Galeries nationales (42-59-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 15 décembre.

LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales. T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

EROS GRÉC. AMOUR DES DEUX ET DES HOMMES. Galeries nationales (42-59-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Nocturne mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 5 février 1990.

UTOPIES 88. (45-25-88-01). T.J. de 11 h à 19 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 10 décembre.

CENTRES CULTURELS

AIR D'OPÉRA. Le Louvre des Andriennes, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.J. et lun. et fêtes de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.

LES ARCHITECTES DE LA LIBERTÉ. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-67). De 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 janvier 1990.

CINQ CENTÈME ANNIVERSAIRE DE L'IMPRESSION. Du testament de François Villon. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 18 h. Colloque organisé par M. Jean Dufourmat du 15 au 17 décembre. Entrée : 15 F. Du 11 décembre au 23 décembre.

COMIC ART. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Fêtes-Arts, 14, rue Casparat (42-50-34-57). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 décembre.

LE CORBUSIER. LE POÈME DE L'ANGLE DROIT. Fondation Le Corbusier, 8, rue du Douanier-Blanc (42-55-41-53). T.J. et sam., dim. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

DE L'INSTABILITÉ. Images électroniques, installations, vidéos, peintures. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Baryer (45-63-90-55). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 10 décembre.

PROLES DE MINES. 300 dessins de presse et d'humour. Espace AGF Richelieu, 87, rue de Richelieu (42-44-18-43). T.J. et sam., dim. de 8 h 45 à 17 h 15. Du 11 décembre au 5 janvier 1990.

EGYPTE - EGYPT. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et lun. de 10 h à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 30 mars 1990.

ÉLOGE DE LA NAVIGATION HOLLANDAISE AU XVII^e SIÈCLE. Tableaux, dessins de la collection Frits Lugt. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-99-17). T.J. et lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 17 décembre.

HORST. L'œil éblouissant. Fnac Forum des Halles, niveau -3, porte Lescoq (40-26-27-45). T.J. et dim. de 10 h à 19 h 30, lun. de 13 h à 19 h 30. Jusqu'au 27 janvier 1990.

SCHAMUS HUTTER. 08.07.72. Centre culturel suisse, 32-38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et lun. et mar. de 14 h à 19 h. Du 9 décembre au 19 janvier 1990.

IMMA IONESCO. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carnot - 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.J. et lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Du 12 décembre au 31 décembre.

JEHANNE. LA PASSION ET LA MORT D'UNE SAINTE. Exposition sur le film Jeanne d'Arc de Dreyer. Maison du Danemark, 142, av. des Champs-Élysées (42-25-13-01). T.J. et lun. de 13 h à 19 h, dim. de 15 h à 19 h. Jusqu'au 24 décembre.

JOHN FRANKLIN KOENIG. Paris Art Center, 36, rue Fiquet (43-22-39-47). T.J. et dim. lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 17 décembre.

HUMBERT DE MOLARD. 1800-1874. Société française de photographie, 9, rue Montalibert (42-22-37-17). T.J. et sam., dim. de 14 h à 18 h. Du 7 décembre au 31 décembre.

OBJETS INTERDITS. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 7 avril 1990.

GUSTAVE SERRURER. Pavillon de Flore. Entrée : 25 F. (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 31 décembre.

DAVID (1748 - 1825). Galerie et salle Monnaie. Entrée : 25 F. (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 12 février 1990.

LÉONARD DE VINCI - LES ÉTUDES DE DRAPERIE. Hall Napoléon. Entrée : 25 F. (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée au musée). Du 8 décembre au 26 février 1991.

ROLAND TOPOR. Nouveaux dessins. Acazonte, 20, rue Cujas (45-33-85-88). T.J. et mar. de 12 h à 23 h 30. Jusqu'au 22 décembre.

LES TROIS COULEURS D'OCCIDENT. Dix artistes et la Révolution française. Centre culturel du Musée, 28, bd Raspail (45-49-18-26). T.J. et dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 janvier 1990.

VOYAGES ROMANTISQUES. Estampes du XIX^e siècle du Musée de la Ville de Paris. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-99-17). T.J. et lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 17 décembre.

ZAVEN. Cercle républicain, 5, av. de l'Opéra (42-61-19-00). T.J. et sam., dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 20 décembre.

GALERIES

JOSEF ALBERS. Galerie Hadrian Thomas, 3, rue du Plâtre (42-76-03-00). Jusqu'au 20 décembre.

ARMAN. Shooting colors. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-Land (45-04-34-40). Jusqu'au 30 décembre.

JEAN-MICHEL BASQUIAT. Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg Saint-Honoré (47-42-65-66). Jusqu'au 31 décembre.

CLAUDE BELLEGARDE. Galerie Bernard Davignon, 76, rue Val-de-la-Tour (45-04-52-50). Jusqu'au 25 janvier 1990.

JOSEPH BEUYS. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 15, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Du 9 décembre au 24 janvier 1990.

JEAN-CHARLES BLAIS. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Val-de-la-Tour (42-71-08-33). Jusqu'au 23 décembre.

REMI BLANCHARD. Galerie Krief, 50, rue Mézière (43-29-32-37). Jusqu'au 30 décembre.

BONJOUR MONSIEUR VINCENT. Hommage à Vincent Van Gogh. Galerie l'Œil-de-bois, 88, rue Quincampoix (42-78-36-68). Du 9 décembre au 3 janvier 1990.

VICTOR BUREIN. Galerie Durand-Dessart, 43, rue de Montmorency (42-78-29-56). Du 9 décembre au 10 février 1990.

MANUEL CAMARGO. Galerie Przewalski, 10, rue Saint-Sabin (43-38-62-60). Jusqu'au 20 janvier 1990.

TOM CATANY. Galerie Agathe Gallard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-36-24). Jusqu'au 13 janvier 1990.

CENTENAIRE DE JEAN COCTEAU. Dessins, pastels. Galerie Prospekt, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 9 décembre.

ALLAN CHASSANOFF. Studio 886, 6, rue d'Albion-Albert (43-54-58-28). Jusqu'au 23 décembre.

MIGUEL CHEVALER. Galerie Inter-section 11-20, 38, rue des Américains (43-66-84-81). Du 12 décembre au 31 janvier 1990.

LEO COPERS. Galerie Ivy Brachot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Du 7 décembre au 13 janvier 1990.

CÉRAMIQUE DE JEAN COCTEAU. Galerie Laurent Taitel - Laurent de Puybaudet, 28, rue Mazurine (42-78-58-13). Jusqu'au 20 décembre.

DE SORIA DELAUNAY A ZAO WOU KI. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (42-25-54-06). Du 7 décembre au 11 janvier 1990.

OLIVIER DERRÉ. Galerie Daniel Tampion, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 30 décembre.

EDGARDE PILLET. Croquis et peintures des années soixante. Galerie Claude Lemaire, 18, rue Littré (48-48-28-98). Jusqu'au 9 décembre.

JEAN-LUC POUVRET. Galerie Apollinaire, 19, rue Guénégaud (46-33-03-02). Du 10 décembre au 10 janvier 1990.

POLKE. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 30 décembre.

LARRY POONS. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-36). Du 9 décembre au 30 janvier 1990.

KEN PRICE. Galerie Georges Lavrov, 42, rue Babouin (42-72-71-19). Jusqu'au 13 janvier 1990.

HENRI PROSI. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 13 janvier 1990.

PANCHO OJULIC. Galerie du Dragon, 18, rue du Dragon (45-74-24-19). Jusqu'au 13 janvier 1990.

PIERRE RESTANY. Les objets-plais. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 30 décembre.

REHA I ARAGO. Galerie Fabien Boulanger, 20, rue de Valenciennes (42-26-56-78). Jusqu'au 15 décembre.

RYABOVEN. Galerie Albert Lob, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-08-87). Du 7 décembre au 6 janvier 1990.

DENIS RIVIERE. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-Land (42-77-37-52). Jusqu'au 23 décembre.

GRETE STERN. Galerie Viviane Esders, 40, rue Pascal (43-31-10-10). Jusqu'au 23 décembre.

LES TABLEAUX RÉCENTS DE BERTO. Galerie Adrien Maeght, 46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 13 janvier 1990.

KEICHI TAHARA. Galerie Aline Vidal, 70, rue Bonaparte (43-26-08-68). Jusqu'au 13 janvier 1990.

DIDER THÉBAULT. Galerie Polaris, 8, rue Saint-Charles (42-72-21-27). Jusqu'au 23 décembre.

TRAIT D'HUMOUR SUR TOILES DE MATRES. Galerie Daniel Delamar, 18, rue du Dragon (42-99-14-18). Jusqu'au 10 décembre.

TROIS MATRES ESPAGNOLS DU XX^e SIÈCLE. Pablo Picasso, Joan Miró, Antoni Tàpies. Galerie Urban, 22, rue Marguerite (42-65-21-34). Jusqu'au 21 janvier 1990.

JAMES TURRELL. Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot (42-76-03-50). Jusqu'au 13 janvier 1990.

TWOIMBY. Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-34-10-98). Jusqu'au 23 décembre.

HERVÉ TÉLÉMAQUE. Galerie Messine-Thomé Le Guillou, 1, av. de Messine (45-62-25-04). Jusqu'au 10 décembre.

AGATHA VAITO. Galerie Institut d'art, 37, rue Vauveau (45-61-88-20). Du 7 décembre au 7 février 1990.

BRAM VAN VELDE. Galerie Lucette Herzog, passage Molère - 157, rue Saint-Martin (48-87-39-94). Jusqu'au 18 décembre.

CLAUDE VISEUX. Galerie Hayman - Mabel Semmler, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 23 décembre.

JAN VOSS. Galerie Lelong, 13-14, rue de Tolérance (45-63-13-19). Jusqu'au 13 janvier 1990.

ANDY WARHOL. Original prints. Art of this Century, 3, rue Viénot (46-33-57-70). Jusqu'au 23 décembre.

JEAN-PIERRE WATCHE. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-94). Jusqu'au 23 décembre.

WILLIAM WEGMAN. Galerie Durand-Dessart, 3, rue des Hautefeuilles (42-77-63-60). Jusqu'au 6 janvier 1990.

MONIQUE WENDER. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-84). Jusqu'au 23 décembre.

XX^e EXPOSITION DE MATRES ANCIENNES. Galerie de la Ville, 21, quai Voltaire (42-61-23-14). Jusqu'au 29 décembre.

BRUNO VYONNET. Galerie Berggren, 70, rue de l'Université (42-22-02-12). Jusqu'au 8 janvier 1990.

RAFAEL MAHDAVI. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-28-91-10). Jusqu'au 22 décembre.

ALFRED MANESSIER. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-39-00). Jusqu'au 6 janvier 1990.

MATRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES. Galerie Daniel Malgouy, 26, av. Matignon (42-66-60-33). Jusqu'au 23 décembre.

FRANÇOIS MECHAM. Paysages de l'improbable. Galerie Michèle Chomatta, 24, rue Beaubourg (42-78-09-62). Jusqu'au 6 janvier 1990.

MON SALON, MES HAIRIES. Une exposition présentée par Gérard-Georges Lemaire. Galerie l'Aire du ver, 119, rue de la Vierge (47-03-83-30). T.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 décembre.

MAUM GABO. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-39-00). Jusqu'au 6 janvier 1990.

PAUL CHORWILL. ELIZABETH GAROUSTE, MATTIA BONETTI. Galerie Vie, 1, rue Sainte-Opportune (42-33-14-33). Du 7 décembre au 6 janvier 1990.

PENTRES ESPAGNOLES. Gallery Urban, 28, rue Beaubourg (42-78-09-62). Jusqu'au 13 janvier 1990.

CHRISTIAN PERRAIS. Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-18-11). Jusqu'au 23 décembre.

PHOTOS 7. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 13 janvier 1990.

EDGARDE PILLET. Croquis et peintures des années soixante. Galerie Claude Lemaire, 18, rue Littré (48-48-28-98). Jusqu'au 9 décembre.

JEAN-LUC POUVRET. Galerie Apollinaire, 19, rue Guénégaud (46-33-03-02). Du 10 décembre au 10 janvier 1990.

POLKE. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 30 décembre.

LARRY POONS. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-36). Du 9 décembre au 30 janvier 1990.

KEN PRICE. Galerie Georges Lavrov, 42, rue Babouin (42-72-71-19). Jusqu'au 13 janvier 1990.

HENRI PROSI. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 13 janvier 1990.

PANCHO OJULIC. Galerie du Dragon, 18, rue du Dragon (45-74-24-19). Jusqu'au 13 janvier 1990.

PIERRE RESTANY. Les objets-plais. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 30 décembre.

REHA I ARAGO. Galerie Fabien Boulanger, 20, rue de Valenciennes (42-26-56-78). Jusqu'au 15 décembre.

RYABOVEN. Galerie Albert Lob, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-08-87). Du 7 décembre au 6 janvier 1990.

DENIS RIVIERE. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-Land (42-77-37-52). Jusqu'au 23 décembre.

GRETE STERN. Galerie Viviane Esders, 40, rue Pascal (43-31-10-10). Jusqu'au 23 décembre.

LES TABLEAUX RÉCENTS DE BERTO. Galerie Adrien Maeght, 46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 13 janvier 1990.

KEICHI TAHARA. Galerie Aline Vidal, 70, rue Bonaparte (43-26-08-68). Jusqu'au 13 janvier 1990.

DIDER THÉBAULT. Galerie Polaris, 8, rue Saint-Charles (42-72-21-27). Jusqu'au 23 décembre.

TRAIT D'HUMOUR SUR TOILES DE MATRES. Galerie Daniel Delamar, 18, rue du Dragon (42-99-14-18). Jusqu'au 10 décembre.

TROIS MATRES ESPAGNOLS DU XX^e SIÈCLE. Pablo Picasso, Joan Miró, Antoni Tàpies. Galerie Urban, 22, rue Marguerite (42-65-21-34). Jusqu'au 21 janvier 1990.

JAMES TURRELL. Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot (42-76-03-50). Jusqu'au 13 janvier 1990.

TWOIMBY. Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-34-10-98). Jusqu'au 23 décembre.

HERVÉ TÉLÉMAQUE. Galerie Messine-Thomé Le Guillou, 1, av. de Messine (45-62-25-04). Jusqu'au 10 décembre.

LIVRES • IDÉES

L'Islam secret

Bains, chuchotements, danses du ventre :
le monde des harems ou la répression intéressée des femmes.

HAREMS, LE MONDE DERRIÈRE LE VOILE
d'Alev Lytle Croutier.
Traduit de l'anglais
par Jacqueline Susini.
Belfond, album 31 x 22 cm,
illustrations, 208 p., 345 F.

LES MILLE ET UNE DANSES D'ORIENT
de Wendy Buonaventura.
Traduit de l'anglais
par Christiane Clémencin.
Arthaud, album 29 x 25 cm,
206 p., 360 F.

Jamais une religion n'est aussi amusante que lorsqu'elle se mêle de codifier la sexualité humaine. Comme elle vient elle-même de l'embarras sexuel, ses efforts dans ce domaine dépendent de l'énergie de ses obsessions. Judaïsme, christianisme et islam sont évidemment intrinsèques sur cette affaire. Le bouddhisme, lui, est plus discret, mais il n'est guère à la mode. Il n'est pas question, semble-t-il, de l'introduire à l'école. Domage, cela calmerait le jeu. Parvenu Freud suivant la polémique actuelle sur les fous, il hoche tristement son crâne sage par-delà la tombe.

L'au-delà paradisiaque est le grand thème islamique. Ah, les bonheurs ! Quel film ! « Leur corps est si diaphane, si transparent que l'on peut voir les os à travers la chair et la moelle à travers les os tout comme le buveur peut distinguer le rubis du vin à travers le cristal... La verge de l'Élu ne se replie jamais. L'érection est éternelle. A chaque coït correspond une sensation tellement inouïe en ce bas-monde que si on l'y éprouvait on tomberait évanoui. » (1)

Une promesse de lascivité

Dans l'autre monde, comme une récompense, on voit tout et on jouit de tout. En revanche, sur terre, la vue du sexe est en général interdite parce qu'elle rend aveugle. Logique parfaite. Voliez-moi donc cette source tellement précieuse des plaisirs divins. Le foudra trouble la lascivité ? C'est qu'il est une promesse intense de lascivité. Du coup, on comprend l'invention des harems, paradis anticipés,



Après l'abdication, les femmes du sultan turc Abdul Hamid partant en exil pour Vienne avec deux eunuques.

campes d'entraînement pour les jouissances futures.

Il faut déromper tout de suite ceux qui croient qu'ils n'existent plus : « Ils sont peut-être plus nombreux depuis la vague islamiste qui, après avoir submergé l'Iran, se répand dans d'autres pays musulmans. » C'est du moins ce que nous dit l'auteur féminin et sensible de *Harems, le monde derrière le voile*. Juste ciel ! Dieu s'occupe donc encore lui-même de la domestication des corps, de leur entassement calculé, des intrigues qui peuvent se nouer entre femmes se

déshabillant entre-elles ? Il participe personnellement aux secrets des odalisques modernes roulant en Cadillac à travers le désert ? Du pétrole aux hammams, une seule vision merveilleuse ? Aucun doute : il faut proposer, en même temps que l'étude négligée du Coran, des cours spéciaux sur les écrivains et les peintres qui ont rêvé sur le phénomène. La liste est impressionnante : Racine, Montesquieu, Voltaire, Flaubert, Gautier, Nerval, Et Ingres, Delacroix, Renoir, Matisse, Picasso. Il serait désolant que cette grande tradition se perde, et je suis moi-

même prêt à partir en mission spéciale en Arabie saoudite pour quelques croquis pris sur le vif.

L'école républicaine, en effet, nous dit peu de choses sur l'islam. Son credo se limite à l'innocence suivante : « Tu jouiras par tes propres moyens. » Oui, mais comment ? peut-on demander à juste titre le lycéen ou la lycéenne. Ce n'est pas tout d'éviter le retour obscurantiste de Dieu, encore convient-il de dévoiler son programme caché de délices. Il y va aussi de l'enseignement du goût, l'Orient étant comme par hasard le lieu

du kitsch le plus effroyable et des chefs-d'œuvre les plus incontestables (il suffit de regarder l'iconographie contrastée des livres en question). Chaque semaine, donc, une représentation pratique de la danse de l'abeille qui a tant impressionné Flaubert (une femme nue jouant d'un simple voile) permettra aux nouvelles générations de mieux apprécier *Salammbô*. Flaubert, qui écrivait à Louise Colet ces lignes cruelles : « La femme orientale est une machine et rien de plus ; elle ne fait aucune différence entre un homme et un autre homme. Fumer, aller au bain, se peindre les paupières et boire du café, tel est le cercle d'occupations où tourne son existence. Quant à la jouissance physique, elle-même doit être fort légère, puisqu'on leur coupe de bonne heure ce fameux bouton, siège d'icelle. »

« D'un seul coup de rasoir »

Répression intéressée des femmes ? C'est l'évidence. Mais n'oublions pas les eunuques d'autrefois qui nous en disent plus long que bien des traités théologiques sur les intentions divines. Voici un exemple cité par Alev Lytle Croutier : « L'appareil génital est tranché d'un seul coup de rasoir, un tube inséré dans l'urètre, la blessure cauterisée avec de l'huile bouillante, et le patient enfoncé dans un tas de foinier frais. Diète lactée. Taux de mortalité faible avant la puberté. » Dire que certains se demandent où le marquis de Sade est allé chercher ses tableaux ! Précisons cependant que, l'islam interdisant la castration, les opérateurs étaient en général des Égyptiens chrétiens ou des juifs.

Bains, chuchotements, danses dites du ventre et de bien autre chose, en présence du sacré pouvoir (tiens, voici Colette qui passe), crimes divers accomplis en toute innocence, non, l'histoire n'a pas fini de s'écrire sous le voile des apparences et de la rigueur.

Philippe Sollers

(1) Cité par Abdelwahab Botoul, *La Sexualité en Islam*, PUF, 1975. Voir surtout le chapitre « L'orgasme infini ».

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Grands auteurs en petite forme

John Updike, Norman Mailer ou John Dos Passos : ce sont, d'ordinaire, des écrivains dans lesquels on peut avoir toute confiance. Mais il arrive que même les grands aient quelque faiblesse...
Page 26

DOSSIER

Bicentenaire : un bilan

Roger Chartier propose un premier bilan scientifique des recherches. Et Daniel Bensaid revient sur les controverses qu'a suscitées l'événement.
Pages 28, 29 et 30

JEUNESSE

Des livres pour les enfants



Pour les éternelles des plus jeunes, Nicole Zand a sélectionné près de cinquante ouvrages.
Pages 32 et 33

Les puzzles raffinés de Juan José Saer

L'Argentine n'existe pas : c'est un lieu abstrait
qui rend les hommes abstraits. Le héros de *L'Occasion* y perdra la raison.

L'OCCASION
de Juan José Saer.
Traduit de l'espagnol
(Argentine)
par Laure Bataillon.
Flammarion, 184 p., 90 F.

L'Argentine n'existe pas — plus exactement : elle n'a pas de réalité : de livre en livre, Juan José Saer, de nationalité argentine mais vivant en France depuis plus de vingt ans, décortique ce paradoxe, comme on gratte une plaie. Il utilise pour exprimer cet exil fondamental, original, toutes les formules possibles de l'alchimie littéraire : le conte philosophique, l'épopée lyrique, la dialectique sophistiquée des intellectuels de Buenos Aires et la poésie animiste des Indiens, le récit d'aventures et l'érotisme, la description minutieuse des choses et le merveilleux des légendes, l'humour et la fulgurance de l'horreur, la seule constante formelle de ses récits résidant dans l'extrême rigueur de ses constructions, dont le plan d'ensemble ne laisse pas échapp

per la moindre phrase, le moindre mot.

L'Argentine n'a pas de réalité. Elle est un immense morceau de terre, plate et lisse, sans contours et sans couture, une pampa silencieuse d'herbe grise jetée à perte de vue sous le soleil. C'est un lieu abstrait, transparent, uniformément vide qui rend abstraits les hommes qui, par vagues successives, ont tenté de le coloniser et de lui donner une forme de vie.

Dans *L'Occasion*, Saer raconte l'histoire d'un de ces hommes venus de nulle part. Bianco — qui s'est aussi appelé Burton — affirme être né à Malte quand on se montre un peu trop pressant à l'interroger sur ses origines. Mais c'est un Européen errant, sans feu ni lieu — ce qui le destine mieux qu'un autre à habiter un jour le nulle-part argentin. Bianco est aussi un homme doté de facultés exceptionnelles. Lorsqu'il vivait en Europe, dans les années 1850, il a conquis la gloire et la fortune en montant d'éblouissantes démonstrations

de télépathie, de torsion d'objets à distance ou en remettant en marche, par simple contact de la main, de vieilles machines aux mécanismes cassés. Bianco est convaincu de la toute-puissance de l'esprit et du caractère secondaire de la matière dont il ne nie pas la réalité mais qu'il considère comme un « résidu excrémental de la pensée », dont la répliquante inertie et les prétendues inflexibles lois peuvent être méprisées et bousculées par la force de l'esprit.

Un complot positiviste

Tout a bien marché pour lui jusqu'à un complot monté à Paris par ses ennemis positivistes et qui l'a tourné en ridicule, le faisant passer pour un imposteur. Pour fuir cette honte, cette vieille Europe qui s'enfonçait dans la fange du matérialisme, Bianco a donc accepté, contre un bon morceau de pampa, d'aller vivre dans cet

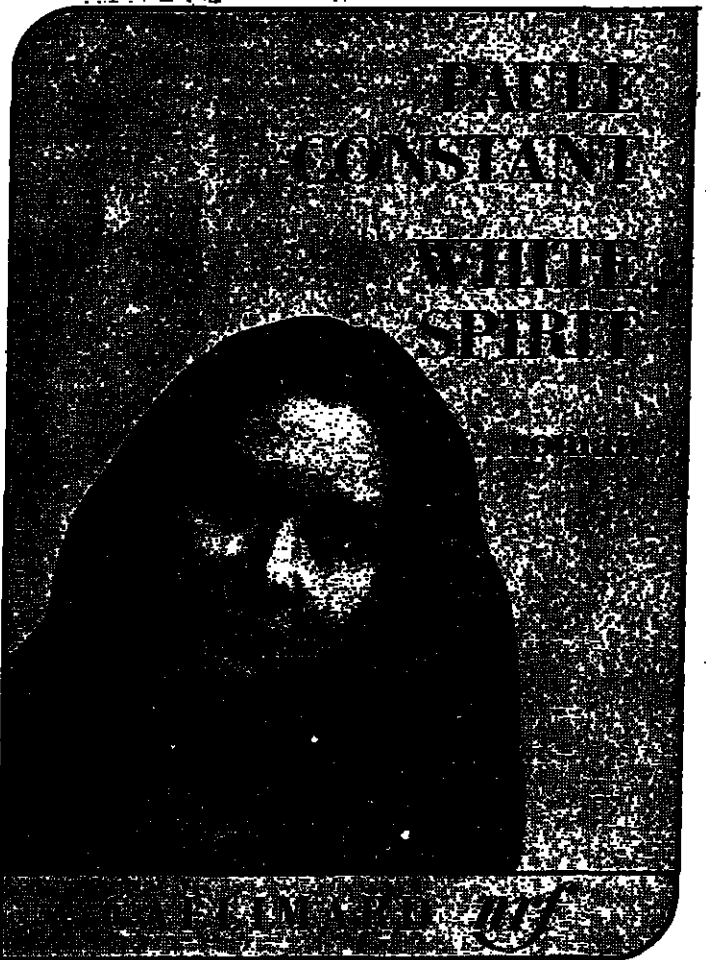
espace irréel, afin d'y faire fortune et d'y préparer un livre portant réfutation définitive du positivisme.

La première partie de son contrat a été rapidement remplie : au contact de l'abstraction argentine, le spiritualisme de Bianco s'est révélé la plus efficace et la plus pragmatique des manières de résoudre les différents problèmes qui se posent à un apprenti sèveur. L'immigré n'a eu, pour vaincre, qu'à se fixer des objectifs clairs et à appliquer le pouvoir et la volonté de son intelligence à les résoudre. C'est de la même manière méthodique, calculée et déterminée qu'il s'est marié avec une jolie jeune fille, Gina.

Mais un soir, rentrant chez lui, inopinément, il trouve sa jeune femme, dans une attitude qu'il juge équivoque, en compagnie d'un seul ami qu'il s'est fait dans le pays, un médecin rationaliste de la capitale, Garay Lopez.

Pierre Lepape

Lire la suite page 35



LIVRES • IDÉES

HISTOIRE LITTÉRAIRE

François, mort ou vif

En 1489 paraissait à Paris la première édition connue de l'œuvre de Villon.
Cinq cents ans plus tard, elle recèle toujours bien des mystères.
Et nul ne sait quand, ni comment, mourut le « pauvre François »

Le cinquième centenaire de la première édition des œuvres de François Villon a été marqué par une acquisition exceptionnelle réalisée à Londres par la Bibliothèque historique de la Ville de Paris. Quatre cents volumes au total, venus de vingt-deux pays et réunis par un « villonien » allemand, Rudolf Sturm, étaient mis en vente chez Sotheby's le 21 novembre. L'essentiel de cette collection (éditions anciennes, traductions et études) sera présenté au public à la BHPV, 34, rue Pavé, 75004 Paris, du 12 au 23 décembre. Un colloque sur le poète se tiendra au même endroit, du 15 au 17 décembre. Il est organisé par Jean Dufournet, professeur à l'université de Paris-III, Jean Derens, conservateur en chef de la Bibliothèque historique et Michel Freeman, professeur à l'université de Leicester.

Les premières imprimeries parisiennes s'établissent, à partir de 1470, autour de la Sorbonne et avec l'accord de celle-ci. On en compte déjà une quinzaine en 1489, dont celle de Pierre Levet, qui exerce depuis 1485 à l'enseigne des Balances d'Argent, au bas de la rue Saint-Jacques. Ce Levet est un homme cultivé et qui se pique de poésie. Cependant, et sans doute pour des raisons matérielles, sa production est de qualité inégale, en particulier dans le cas de son Villon, un in-quarto gothique fait de pièces et de morceaux, et illustré de bois gravés sans doute récupérés d'autres ouvrages, à l'exception du fameux « pendu ».

La date certaine de cette édition, 1489, la fait considérer traditionnellement comme l'édition princeps de l'œuvre du « pauvre François ». Mais cette priorité est plutôt une commodité chronologique qu'une certitude. En effet, on ne peut écarter absolument l'hypothèse d'une édition antérieure à celle-ci et dont tous les exemplaires auraient été perdus ou détruits par la suite. Le cas ne serait pas unique, si l'on sait que bon nombre de ces premiers livres imprimés en France ne nous sont connus que par un ou deux exemplaires ; que quelques autres ne le sont plus que par des mentions indirectes ; et que ces pertes ou disparitions se poursuivent encore au dix-neuvième siècle.

Compte tenu de la mauvaise qualité du Villon de Levet, il n'est même pas exclu qu'il soit le résultat d'un piratage, ce qui fut longtemps chose banale dans l'édition.

Au demeurant, première ou non, l'édition Levet de 1489

s'inscrit dans une « mode Villon », d'une ampleur et d'une durée surprenantes. Aussitôt après Levet, Germain Bineaut en donne une nouvelle édition (1490), dont l'unique exemplaire subsistant est conservé au musée Condé de Chantilly. La même année, l'atelier lyonnais dit « de la Complainte de l'âme damnée », prend le relais avec un texte plus complet et plus correct.

Près de vingt réimpressions, de plus en plus fantaisies, se succèdent ainsi de 1489 à 1532.

Peu de Villons en bon [savoir].

Trop de Villons pour [découvrir].

est d'ailleurs à la fois une constatation et une mise en garde. « Il y a, dit Marot, peu d'éditions de l'œuvre qui aient été faites par des connaisseurs compétents ; et leur trop grand nombre risque de tromper le public ».

L'œuvre du poète mauvais garçon, achevée au plus tard en 1463, était-elle encore compréhensible à un large public soixante-dix ans plus tard, quand

de quelques lettrés, la grande édition critique de 1742.

La dernière trace qu'il ait laissée pour nous le pauvre François sur cette terre qui lui fut de douleurs autant et plus que de joies est l'arrêt par lequel le parlement de Paris, étant en cour d'appel le 5 janvier 1463, condamne la peine de mort par pendaison à laquelle il venait d'être condamné en un simple banissement pour dix ans de la ville et prévôt de Paris.

« Tricard pour dix berges, dirait aujourd'hui le banni, ça se tire. Pendu pour toujours, ça ne pardonne pas ! » Reste qu'à compter de ce jour Villon disparaît de notre horizon. Il avait tout au plus trente-deux ans, et si chétif ou si usé qu'on l'imagine, sans preuves d'ailleurs, ce n'est pas un âge pour mourir de mort naturelle.

Pourquoi les six ballades ?

Alors ? Alors, il n'est pas interdit de rêver, et les villoniens ne s'en sont pas fait faute depuis cent ans. Villon n'était pas, en 1463, le marginal misérable que l'on se plaît à suggérer, mais un poète connu et reconnu non seulement de la bohème littéraire de son temps, mais d'une bonne partie de la grande noblesse cultivée, et somme toute indulgente à ses frasques d'étudiant. Il lui était loisible d'écrire, sinon de signer de son nom sulfureux. Plus loisible encore de revoir l'un ou l'autre des manuscrits des *Leis* et du *Testament* qui circulaient déjà en 1460 et dont Pierre Levet n'aura eu en main qu'une copie médiocre.

La question se pose surtout pour les six ballades en jargon écrites en 1461 ou 1462, ni plus tôt ni plus tard, et dont le texte extrêmement alambiqué ne pouvait être compris à l'époque que de quelques initiés, et certainement plus par personne en 1489. Pourquoi Pierre Levet les a-t-il jointes aux *Testaments* qui, eux, étaient déjà des « classiques » à cette date ? Sur les conseils ou les instructions de qui ? A partir de quel manuscrit ? Qui pouvait encore les apprécier trente ans après l'affaire des Coquillards ? Et cependant, en quoi était-il si important qu'elles fussent imprimées en même temps que le reste de l'œuvre ?

Autant de questions qui resteront longtemps sans réponse, mais qu'il n'est pas interdit de proposer comme la clé du mystère Villon.

Jacques Cellard



François Villon regardant le gibet de Montfaucon (gravure du dix-neuvième siècle).

Cette année-là, un éditeur ajoute aux œuvres certaines du poète le *Monologue du franc-archier de Baignollet* et le *Dialogue des seigneurs de Mallespays et Baillevent*. L'année suivante est celle de l'édition établie par Clément Marot et dédiée au roi François I^{er}, qui en a assuré le financement.

Cette dédicace au roi des « Œuvres de Maître Villon, revues et remises en leur entier par Clément Marot » fait du premier, à titre posthume, mais n'importe, un poète officiellement reconnu ; et du second, son premier éditeur digne de ce nom. Le distique (de Marot) qui précède le texte :

Marot en procure un texte à peu près définitif ? C'est d'autant plus douteux que Villon « archaïsme » volontiers, d'une part ; que notre langue traverse alors une période de transition accélérée, d'autre part ; et qu'en de telles conditions trois quarts de siècle comptent.

En fait, le monument que le premier poète de la Renaissance élève au dernier poète du Moyen Âge (son aîné de soixante-cinq ans, ne l'oublions pas) est déjà un cénotaphe : « Tombeau, dit le Robert, élevé à la mémoire d'un mort et qui ne contient pas son corps ». Ce mort tombe peu à peu dans un oubli grandissant, dont le tirage à peine, et au profit

La gravité d'un frivole

Le portrait de Cocteau par Monique Lange est celui d'un éternel enfant, assoiffé d'amour

COCTEAU, PRINCE SANS ROYAUME de Monique Lange. Latès, 366 p., 100 F.

En littérature aussi, il y a des sujets « porteurs ». Jean Cocteau est l'un d'eux. Cent ans après sa naissance, plus de vingt-cinq ans après sa mort, le temps l'honneur de la promesse qu'il avait fait inscrire sur sa tombe à Saint-Blaise-les-Simples : « Je reste

avec vous ». Quels que soient les miroirs qu'il ait pu traverser, il n'a en tout cas pas échoué dans ce purgatoire redouté des écrivains.

La vie de ce vif-argent suit un tracé capricieux, allant de la frivolité à la gravité, de la fantaisie au drame, annonçant des modes, innovant, précédant l'événement dont il s'échappe vite dès lors qu'on tente de l'enfermer dans un rôle d'instigateur patenté. Cocteau n'est jamais très longtemps là où on croit pouvoir le définir. D'où cette réputation de funambule, d'oiseleur, d'arlequin, d'enchantement, autant de clichés qui masquent d'une appréciation facile la réalité fuyante d'un homme tourmenté, blessé, fragile et ambigu. « Méfiez-vous de Cocteau, c'est un caméléon intriguant », disait Apollinaire. Par sa jeunesse primesautière, provocatrice, coquette, il a très tôt prêté le flanc à cette réputation d'amuseur mondain, brillant mais factice. Il faudra beaucoup de temps pour qu'on s'aperçoive que l'auteur de *Parade* est aussi un montreur d'ombres, que cet

ensorcelé est un sourcier, que sa réussite n'exclut pas une « difficulté d'être » dont il a consigné lui-même les effets. La célébrité qu'il a semblé traquer avec fièvre lui a pesé bien souvent ; il s'est jugé mal compris, et surtout mal aimé. Le malentendu se dissipe aujourd'hui.

De fulgurances en brisures

Monique Lange, en séquences rapides, allégres, privilégiant l'anecdote, fixe les grandes étapes de cette course à la vie qui va de fulgurances en brisures. Des débuts poétiques, reniés par la suite, sous l'égide de De Max, gloire de salon pour un jeune auteur maniéré. Ces étapes d'une création multiforme où se profilent Chanel et Diaghilev, Picasso et Radiguet. Evolution d'une carrière littéraire qui affronte la franche hostilité des surréalistes, la froideur de Gide et de la NRF, les réticences féroces d'un Mauriac. Mais il y a la cohorte des admirateurs, des fervents, des amitiés passionnées. Depuis la rencontre, au

lycée, de Dargelos, « premier symbole des forces sauvages qui nous habitent », les moments de l'œuvre de Cocteau renvoient à une rencontre, une présence, un amour : Raymond Radiguet, Jean Desbordes, Jean Marais, Jean Bourgoing, Edouard Dermit... La vie ne s'est pas faite de conclure parfois cruellement ces attachements : la tentative de conversion avec Jacques Maritain et les refuges dans l'opium n'ont été qu'un illusoire réconfort.

Jean Cocteau est-il un éternel enfant pour toujours en quête d'amour ? comme le suggère Monique Lange. Fallait-il à Cocteau créer toute une mythologie — littéraire, cinématographique, picturale — pour racheter l'absence d'un père suicidé, se reconnaître plus encore que d'être reconnu ? Laissons à l'œuvre le soin de répondre à sa façon équivoque. Comme dans ses deux vers du *Requiem* : Et pourquoi voudrais-je qu'on m'aimé Quand je ne me suis pas aimé. Pierre Kyria

OUVERTURES EXCEPTIONNELLES

Lundis 4 - 11 - 18 décembre 1989

Nocturnes jusqu'à 22 heures

vendredi 22, samedi 23 décembre

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Germain
HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
RÉGIONALISME
Le catalogue 465 vient de paraître
Envoi sur simple demande

DANIEL NICOLET

LIRE WITTGENSTEIN

Études pour une reconstruction fictive

Ce livre rend à l'œuvre de Wittgenstein sa véritable dimension de pensée post-métaphysique. Il contient aussi une bibliographie très étendue des ouvrages de et sur Wittgenstein.

Aubier

Le Grand Prix de L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

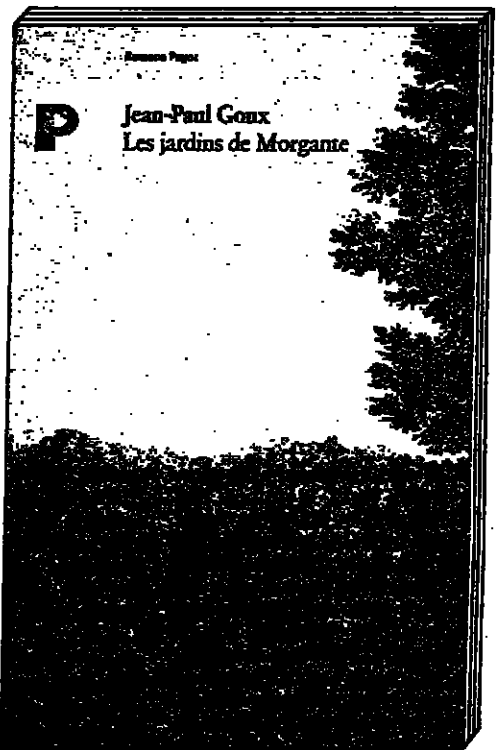
récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08



Dès les premières pages, le charme opère, et la première victime — consentante et ravie — en est le lecteur, pris dans les rets d'une écriture sinueuse, poétique et savante.

D. Autrand, La Quinzaine Littéraire



Payot

Roman

Lewis Carroll.

Tout Alice, et rien que des merveilles.
240 F le coffret, ou 120 F le volume

BOUQUINS

ROBERT LAFONT

LA CULTURE AU PRIX DE LA LECTURE

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES D'HISTOIRE

ACHAT-VENTE

LIBRAIRIE

PAGES D'HISTOIRE

8, rue Brée, 75006 PARIS

(1) 43-54-43-61

CATALOGUES

MENSUELS

Service de recherche de livres d'histoire épuisés

FESTIVAL

DES LIVRES

A PRIX RÉDUITS

(1100 m² d'exposition)

LIVRES NEUFS

LIVRES ANCIENS

LIVRES D'OCCASION

15-16-17 décembre 1989

de 9 h à 19 h 30

Hôtel Holiday-Inn

69, bd Victor, Paris 15^e

Métro : Porte de Versailles

Entrée : 10 F au profit des Restaurants du cœur

OU TROUVER UN

LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :

LIBRAIRIE

LE MONDE DU LIVRE

(LE TOUR DU MONDE)

64, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS

75006 PARIS

(1) 43-25-77-04

Jean-Jacques SENEPE

signera son dernier album

« PAR AVION »

Éditions MENDEL

Le samedi 9 décembre 1989

à partir de 16 heures

Librairie

La Terrasse de Gutenberg

9, rue Emilio-Cestolar

75012 PARIS - Tél. : 43-07-42-15

Bicentenaire : un bilan

La commémoration de la Révolution française a donné lieu, en cette année du Bicentenaire, à une multitude de travaux, de colloques, de débats. De nombreux livres continuent de paraître, dont celui de Mona Ozouf, que présente Roger Chartier. Au-delà de cette profusion de titres, notre collaborateur propose un premier bilan scientifique des recherches historiques menées à l'occasion de la commémoration, tandis que Daniel Bensaid revient sur les controverses idéologiques suscitées par l'événement.



Les chantiers neufs de la Révolution

La commémoration a permis de porter une attention plus grande à la pensée politique, aux pratiques culturelles et à la place des femmes

En cet automne du Bicentenaire vient le temps des bilans. Des colloques tenus par centaines, des publications multipliées au fil des mois, des débats engagés en France et hors de France, que retient en un premier regard rétrospectif ? Peut-être ces quelques traits : la constitution de nouveaux instruments de travail, l'ouverture de chantiers neufs, le déplacement des querelles d'interprétation. En 1889, le premier centenaire avait inauguré une ambition politique de publication de documents inédits, menée à l'initiative des deux commissions instituées par le gouvernement et la Ville de Paris, relayée un peu plus tard, en 1903, par la commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution que présidait Jaurès.

Cent ans après, des entreprises comparables ont marqué le Bicentenaire, mais sous des formes nouvelles. Si l'édition de

textes est toujours présente (pensons à la publication des œuvres de la Révolution, établie pour la collection de « La Pléiade » par Ran Halévi et François Furet), la mobilisation des énergies savantes s'est plutôt portée vers l'élaboration d'instruments de travail d'un nouveau type : l'atlas (avec les quatre volumes parus de l'Atlas de la Révolution française édités par les Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales), l'inventaire (ainsi celui des journaux de 1789 proposé par Pierre Rétat), le dictionnaire biographique (avec en chantier, sous la direction d'Edna Lemay, un dictionnaire des constituants, qui sera publié à Oxford par la Voltaire Foundation) ou encore le corpus iconographique (avec, par exemple, les deux volumes d'Antoine de Baecque et Claude Langlois aux Éditions du CNRS sur les caricatures révolutionnaires et contre-révolutionnaires). Dans l'abon-

dance d'une production de librairie trop souvent médiocre et répétitive, il y a là des ouvrages qui feront date parce qu'ils offrent des matériaux inédits, bruts ou déjà élaborés, aux nouvelles directions de recherche.

Parmi celles-ci, j'en retiendrais trois — en sachant bien que le tri est nécessairement injuste. Et d'abord l'attention portée à la culture politique de la Révolution, comprise comme en rupture radicale avec la politique d'ancien régime et comme inventant l'idée démocratique. Le mérite revient aux organisateurs des trois colloques de Chicago, Oxford et Paris, qui sont devenus trois livres publiés (avec des textes en français et en anglais) par Pergamon Press sous la direction de Keith Baker, Colin Lucas et François Furet. En écart par rapport à une tradition qui avait privilégié les luttes sociales et les déterminations économiques, ce retour au politique — pour saisir, tout ensemble, le court terme de l'événement et sa portée à longue durée — a fait jaillir des questions neuves.

Les luttes de mots et d'images

Celle des tensions (placées au cœur du magnifique livre de Bronislaw Baczko *Comment sortir de la Terreur*, Gallimard) entre la définition d'un espace politique nouveau, organisé selon une rationalité philosophique, et les permanences d'une culture traditionnelle, habitée par des haines, des terreurs et des fureurs anciennes. Celle des supports et des agents de la politique nouvelle : ainsi la presse et les figures inédites du journaliste prophète ou instituteur, ainsi les formes de sociabilité où se fabriquent l'opinion et l'esprit publics. Celle, enfin, de la politisation des formes ordinaires de la vie sociale, de la langue révolutionnée au vêtement qui devient le signe visible d'une prise de parti.

Entendue par les uns comme une nécessaire réhabilitation de l'histoire des idées, comprise par les autres dans une perspective de sociologie culturelle, sensible aux objets et aux pratiques, l'histoire de la culture politique révolutionnaire n'est pas une. Mais, au bilan du Bicentenaire, elle désigne une mutation profonde de l'approche de l'événement,

soustrait aux réductions qui annulaient ses modalités politiques dans sa supposée signification globale — à savoir l'avènement de la société bourgeoise.

Second chantier neuf : l'étude des institutions et des pratiques littéraires (ou, plus généralement, artistiques) durant la décennie révolutionnaire. On y lira le signe manifeste de l'apport intellectuel considérable fourni à la librairie du Bicentenaire tant par les historiens de la littérature (pensons, par exemple, aux deux livres publiés par l'équipe rassemblée par Jean-Claude Bonnet, *La Mort de Marat* chez Flammarion et *La Carmagnole des muses* chez Armand Colin) que par les historiens de l'art (en particulier américains).

Marquant comment la destruction du système culturel d'Ancien Régime, fondée sur la censure, les liens de patronage et l'autorité académique, permet la formation d'une sphère littéraire à la fois publique et politisée, mais soulignant également comment, très vite, se reconstitue une très rigoureuse direction des lettres et des arts, enrôlés au service de la propagande étatique, ces recherches ont, elles aussi, à leur manière, contribué à déplaquer l'attention des luttes immatérielles économiques aux affrontements menés à coup de mots, d'images, de signes.

Ce n'est sans doute pas un hasard si le plus gros des colloques du Bicentenaire — celui tenu en juillet à la Sorbonne à l'initiative de Michel Vovelle — avait choisi pour thème « L'image de la Révolution française », indiquant ainsi l'importance décisive des luttes symboliques engagées non seulement en France entre 1789 et 1799, mais aussi dans le monde et jusqu'à notre présent, autour de la référence, exaltée ou réprouvée, à la Révolution.

Enfin, des deux côtés de l'Atlantique, une question longtemps buelette a retenu les attentions : celle de la place des femmes dans la Révolution. Colloques et ouvrages (par exemple celui de Dominique Godineau, *Citoyennes tricoteuses*, chez Alinéa) ont tous souligné la contradiction existant entre la participation de fait des femmes dans le processus politique révolutionnaire (au sein des sections, des clubs, des foules en émeute) et

leur exclusion de la citoyenneté, qui les prive de tout droit politique et civique. Rendre compte d'un tel divorce conduit à inscrire la Révolution dans une histoire de longue durée de la manière dont a été vécue et pensée cette différenciation des rôles sexuels qui réserve aux seuls hommes la maîtrise de l'espace public. Par là — c'est l'un des traits heureux des travaux récents, et pas seulement dans le domaine de l'histoire des femmes — l'histoire de la Révolution n'est plus ce monde à part, refermé sur ses questions spécifiques, qu'elle a trop longtemps été, mais elle devient un moment privilégié où peut s'observer, dans la radicalité et l'urgence du bouleversement, la force perdurable des contraintes imposées et des dominations acceptées.

Le déplacement des querelles

En apparence, et comme il se devait, la scène historique a été occupée par des polémiques multiples, virulentes, avec les appréciations à l'emporte-pièce de l'événement, vu comme tout de sang et de ruines (c'est la thèse, modulée différemment, de Pierre Chaunu dans le *Grand Déclassement*, Robert Laffont, ou de Simon Schama dans *Citizens*, Alfred A. Knopf, le best seller américain du Bicentenaire), ou plus feutrées, avec l'affrontement tenace, mais sans véritable confrontation directe, entre jacobins « vovelliens » et révisionnistes « furetiens ».

Mais ces oppositions convenues n'ont-elles pas masqué le débat essentiel noué en ce Bicentenaire et qui porte, au-delà de l'interprétation de la Révolution, sur les modalités de la compréhension historique elle-même ? Les ouvrages consacrés à l'historiographie révolutionnaire (ainsi celui, utile et informé, d'Olivier Bétourné et Aglaia I. Hartig, *Penser l'histoire de la Révolution*, publié aux Éditions de La Découverte) permettent de mesurer le chemin parcouru depuis les années 60.

Alors, la violence des polémiques nouées sur la signification de la Révolution française était inscrite dans une référence commune au primat de l'histoire sociale, partagée tant par les historiens que, comme Albert Soboul, caractérisaient l'événement comme une révolution

bourgeoise appuyée sur le soutien populaire que par ceux qui, comme Furet et Richet dans leur livre de 1965, proposaient de le lire comme une révolution libérale, portée par les élites éclairées et détournée un temps de son cours par les résistances et les circonstances.

Aujourd'hui, alors que l'affrontement public est beaucoup assourdi, la césure est sans doute plus profonde entre ceux qui, en affirmant la primauté et l'autonomie du politique et en donnant privilège à la part réfléchie et explicite de l'action humaine, refusent toute pertinence à l'interprétation sociale, et ceux (dont je suis) qui entendent celle-ci comme la clé principale permettant de comprendre les déterminations non surs et les contraintes partagées qui régissent et bornent les pensées et les choix des individus. Le débat n'est certes pas propre à l'histoire de la Révolution ni aux seuls historiens : il traverse toutes les sciences sociales, défilées par la proposition d'un modèle d'intelligibilité (à la fois nouveau et très ancien) qui prétend renverser leurs postulats fondateurs.

Mais le champ de l'histoire révolutionnaire, grâce au *Dictionnaire critique de la Révolution française* publié chez Flammarion sous la direction de Mona Ozouf et de François Furet et à *la Révolution (1770-1880)* de ce dernier chez Hachette, a permis que soient formulés en toute netteté (et sans doute, parfois, trop abruptement) les oppositions et les enjeux essentiels d'une discussion d'autant plus intéressante qu'elle ne renvoie pas aux citages anciens, devenus obsolètes.

La communauté historique n'a pas à rougir du travail fourni en réponse aux sollicitations de la circonstance. Même s'il a pu paraître à certains mobiliser excessivement les presses et les esprits, le Bicentenaire, en son œuvre de connaissance, est une belle réussite. Il a posé à la Révolution des questions qui trop longtemps lui étaient demeurées étrangères, et il a placé son histoire au centre d'un débat intellectuel fondamental. Ce ne sont pas là ses moindres mérites.

Roger Chartier



«Un régal d'humour et d'érudition»
«Un hymne au langage»
LE MONDE

La ce
a dévo

L'Etat a c
mande l'ont

A la

1 MOMENT DE
dans les
France

1989

1989

1989

1989

1989

1989

1989

1989

1989

1989

1989

1989

1989

1989

La cérémonie a dévoré la fête

L'Etat a confisqué la mémoire et les marchands l'ont débitée en souvenirs de pacotille

A U seuil de son bicentenaire, la rueuse académique et médiatique annonçait la Révolution française terminée, enfin sortie de l'histoire pour devenir « une histoire » (1). Une bien bonne. A raconter en famille.

Terminée ? En tant qu'événement, ce n'était pas vraiment un scoop. A peine un vieux tuyau percé. On savait bien, au siècle dernier, que la Révolution s'était achevée, non victorieuse, mais amèrement défaite, quelque part entre brumaire 93 et thermidor 94. Michelet ne s'y trompait pas : « Après, tout ceci n'est plus de la Révolution. Ce sont les commencements de la longue réaction qui dure depuis un demi-siècle... » (2).

En tant que projet, rêve vers l'avant, ou principe espérance, c'est une autre paire de sans-culottes ! Indignée de cet anniversaire en forme d'obseques nationales, la vieille dame est passée à l'Est. On l'a signalée au milieu des foules à Tienanmen, à Berlin, à Prague... On ne l'a guère aperçue à Paris.

A la veille du Bicentenaire, la France unie faisait déjà du Fukuyama sans le savoir. Les présidents de la Mission du Bicentenaire passaient. Leur mandat restait. « Ma nomination, c'est quoi ? Le consensus... », confiait Michel Baroin, alors qu'Edgar Faure réclamait une « éclatante réconciliation ». Retrouvailles et bousculades au juste milieu (les Blancs avec les Bleus), terminus conjoint de l'histoire et du politique, début de l'éternité : la Révolution disparaissait dans le trou noir de la « République du centre » (3).

L'histoire s'est rebiffée. L'éternité a fait long feu. Régis Debray a donné l'alerte : à trop jeter de lest, à trop effacer la mémoire collective, le pays risquait de se trouver en état d'apesanteur au moment d'entrer dans l'Europe. Dans le vide identitaire de la question socialiste réduite aux acquêts, dans la béance du « grand dessin » introuvable, pourraient s'engouffrer fanatisme et intégrisme refoulés. Il fallait restaurer en toute urgence l'identité minimale, la ligne Maginot idéologique de la République et de la Nation, battue en brèche par la mondialisation de l'économie et de la culture (4).

Retour à Clémenceau ! La vacuité des mots

Le discours présidentiel du 17 juin dans la salle du Jeu de paume officialisait ce recentrage républicain, d'autant plus nécessaire que la grande ouverture du second septennat s'était déjà réduite à un modeste entrecuillissement : « La Révolution a fait la République. Celle-ci ne peut sans se renier oublier ce qu'elle est, d'où elle vient, la pensée dont elle procède... » (5). Disgrâce de Furet. Rappel de Vovelle.

Pas de mauvaise querelle : une remémoration collective vaut bien quelques deniers publics. Le vrai peuple a la vraie fête généreuse. Mais, en l'occurrence, la cérémonie a dévoré la fête. L'Etat a confisqué la mémoire et les marchands l'ont

débitée en souvenirs de pacotille. Du grand spectacle de Goudé au cinéma de patronage d'Enrico-Heffron, en passant par les cavalcades écumantes de Valmy, on a cru que l'énormité de l'image compenserait la vacuité des mots.

Comme les valseuses du 14 juillet, le Bicentenaire officiel a donc hésité et tourné sur place : en panne de message fort. Pourquoi pas une nouvelle déclaration des droits, une nouvelle citoyenneté pour le troisième millénaire ? Non, une citoyenneté fendue en deux, séparant les droits de l'homme et du citoyen, toujours parallèles et ne se joignant jamais, mais une citoyenneté pleine et entière, et embrassant les droits politiques et civiques, aussi bien que les droits, également imprescriptibles, à l'emploi, à l'éducation, à la santé, sans frontières ni discriminations.

Une telle déclaration ne pouvait tomber des sommets de l'Etat. Elle pourrait seulement jaillir de peuples assemblés.

Or « la société civile » a été invitée à assister en spectatrice à son phagocytage par l'Etat. Jean-Noël Jeanneney a labellisé à tour de bras. Mais point de confrontation politique. Disqualifié par sa surproduction de messages déconcertants, le Parti communiste a fait le dos rond. La vieille droite ragaille, a manifesté petitement dans l'indifférence du 15 août.

En définitive, la seule initiative populaire (non labellisée et gratuite !) aura été la manifestation-concert du 8 juillet à la Bastille, pour l'abolition de la dette du tiers-monde, dîme de notre temps.

Alors, finie la Révolution, et plus encore, l'ère des révolutions ? Place à celle des modernisations apolitiques et impartiales, des mutations technologiques, des évolutions sans ruptures ni surprises ? La fin d'une ère n'est jamais que le commencement d'une autre. Et si la révolution créatrice changeait de peau ? Non pour opposer 89 à 93 ou à 17 (6). Mais pour multiplier 89 par 93, conjuguer égalité et liberté. L'histoire peut changer de sens. Elle ne rebrousse pas chemin.

Daniel Bessard

► Auteur de *Moi, la Révolution*, Gallimard 1989, et co-auteur de *Permanences de la Révolution*, La Brèche, 1989.

(1) « La Révolution est devenue une histoire, puisqu'elle est finie », F. Furet, *La Gauche et la Révolution française au milieu du XIX^e siècle*, Hachette, 1986.

(2) J. Michelet, *Les Femmes de la Révolution*, Calmann-Lévy, 1898.

(3) François Furet, Jacques Juliard, Pierre Rosenzweig, *La République du centre*, Calmann-Lévy, 1988.

(4) Régis Debray, *Que vive la République !* Odile Jacob.

(5) François Mitterrand, Discours du Jeu de paume.

(6) Voir Edgar Morin, dans *Le Monde* du 9 juin.

L'art du malentendu

L'ARTIFICE de Guy Scarpetta. Grasset, 230 p., 110 F.

LE QUATORZE JUILLET de Guy Scarpetta. Grasset, 150 p., 80 F.

« Le premier devoir de l'homme est d'être aussi artificiel que possible ; on n'a jamais découvert quel était le second », ironisait Oscar Wilde. Ce pourrait être la profession de foi de Guy Scarpetta dont le cosmopolitisme raffiné, le goût du baroque et le libertinage sceptique (« le malentendu est toujours premier, le tout est de savoir en jouer et en jouer », proclame-t-il), font notre bonheur chaque fois qu'il nous livre un nouveau volume de son journal : un journal un peu particulier puisqu'il est essentiellement celui d'un amateur d'art.

Après *Eloge du cosmopolitisme* et *l'Impureté*, voici *l'Artifice*. Scarpetta y reprend l'idée qui lui est chère d'une esthétique baroque, de cet art du masque, de l'équivoque, du travestissement et de la ruse, bref de tout ce qui fait apparaître la vérité comme un effet du semblant, et non comme son contraire. Ne prononcez jamais devant Scarpetta des mots tels que « authenticité », « nature », « spontanéité » : il vous foudroierait. Ou vous expliquerait que revendiquer l'artifice comme tel, cela revient, en profondeur, à contester tout « naturalisme », à ôter le fascisme, par exemple, qui ne renvoie pas en définitive à tenter de fonder le lien social « en nature » (selon un modèle organique).

Oscar Wilde, bien sûr, Baudelaire évidemment, mais aussi Barthasar Gracian, le grand théoricien jésuite du

baroque que Schopenhauer traduisit en allemand et qui écrivait : « Je donnerai toujours l'avantage au parti de l'artifice », affirmation qui débordait le champ esthétique. Bref, on l'aura compris : il s'agit, pour Scarpetta, de prendre congé de la sinistre parenthèse (rousseauiste, puis romantique), qui réfère l'art à une hypothétique « nature », supposée originaire, pure, innocente... et qui entretient le mythe piégé de l'« authenticité ». Et la sexualité ? Précisément, répond Scarpetta, la fréquentation de prostituées, expertes en simulation, est « ce qui nous permet d'approcher au mieux la vérité de l'érotisme ».

Sade, Goya et Mozart

Guy Scarpetta, on le devine, ne pouvait qu'être attiré, en cette année du Bicentenaire de la Révolution française, par le déferlement de spectacles kitsch, d'images d'Épinal et de laborieuses reconstitutions scolaires auxquelles nous fûmes conviés. Le voici donc qui réagit, une fois encore, à sa manière : en scrutant avec minutie la journée du 14 juillet 1789, telle qu'elle fut vécue par Sade, Goya et Mozart. « Très vite, note-t-il, s'est imposée à moi l'idée que seul un récit, un texte de fiction, pouvait me permettre d'explorer cela de l'intérieur. Pourquoi ? Car le roman ne cesse de « dire le mal », d'exhiber le négatif même des pensées communautaires. Avec Scarpetta, la Révolution se lit au présent : dans l'artifice, la dénonciation et la création.

Roland Jaccard

A la recherche de l'homme nouveau

Comment reconstituer le lien social face à l'irréductible liberté de l'individu ?

L'HOMME RÉGÉNÉRÉ essai sur la Révolution française de Mona Ozouf. Gallimard. « Bibliothèques des histoires », 241 p., 110 F.

Pour les historiens de la Révolution, nombreuses ont été, en ces deux ou trois dernières années, les demandes de conférences, de communications, d'articles. Dispersés, parfois enfouis dans des publications accessibles aux seuls spécialistes, ces textes, écrits au fil des sollicitations, risquent de se perdre. Il est donc fort heureux que Mona Ozouf ait rassemblé en un petit volume huit contributions écrites entre 1986 et 1989 et dont trois étaient encore inédites.

Ce recueil, qui prolonge la vingtaine d'articles donnés par Mona Ozouf au *Dictionnaire critique de la Révolution française*, qu'elle a codirigé avec François Furet — et qui a été l'un des événements intellectuels du Bicentenaire, — a plusieurs grands mérites. Le premier est de révéler à une question essentielle, qui fut l'une des inquiétudes majeures des acteurs de l'événement : comment reconstituer un lien social, vigoureux, chaleureux, après qu'a été détruit l'ancien ordre des états et des corps et proclamé l'irréductible liberté de l'individu ? Il n'est pas surprenant que les auteurs avec qui chemine Mona Ozouf dans ce livre soient justement ceux qui, comme les contre-

révolutionnaires à la manière de Ballanche ou les penseurs utopistes du premier dix-neuvième siècle (Cabet, Fourier, Saint-Simon), ont critiqué la Révolution pour avoir, en les isolant les uns des autres, laissé les hommes désespérés et vulnérables.

La notion de fraternité

En analysant certaines notions-clés, elle éclaire les diverses tentatives faites par les révolutionnaires pour constituer une communauté de citoyens cimentée par le partage des mêmes valeurs et des mêmes espérances, éponnée dans l'expérience immédiate de la proximité des cœurs et l'accord des consciences. Le projet avait deux requêtes.

D'une part, donner réalité, dans les gestes ordinaires ou les manifestations spectaculaires, aux idées chargées de reconstituer un tissu social déchiré par la proclamation des droits abstraits d'individus devenus libres et égaux. Ainsi la notion de fraternité, dont le statut est difficile à assurer face à ses rivaux triomphants, la liberté et l'égalité, et qui reçoit des définitions multiples, de la fraternité volontaire du serment du Jeu de paume à la fraternité originelle proclamée par l'Eglise constitutionnelle, ou de la fraternité unanimiste des fédérations aux fraternités épuratrices des sections au printemps de 93. Ainsi le concept d'esprit public substitué, en sa signification unitaire et contraignante, à celui d'opinion publique, qui, dangereusement, supposait dans son principe la liberté et la diversité premières des opinions particulières.

D'autre part, reformuler le lien social en un homme régénéré, libéré de ses anciennes entraves et appartenances, mais aussi désireux de fonder son individualité récemment conquise dans la communauté civique et nationale. De là, l'idée très forte qui fait considérer la Révolution tout entière comme une école,

bien au-delà de la seule floraison des plans d'éducation. De là, la position centrale donnée à l'essai qui discute les diverses propositions faites pour que s'accomplisse la « formation de l'homme nouveau ». Leurs différences, qui ne renvoient pas aux clivages politiques classiques, s'enracinent avant tout dans des représentations contrastées du temps de la Révolution. Pour les uns, il est perçu comme une série discontinue de moments paroxystiques qui, dans l'instant, par l'énergie qu'ils communiquent, transfigurent les individus. Pour d'autres, plus sobres, le temps est lourd et lent, résistant aux volontés, toujours possiblement corrompue. Partant, régénérer l'homme est une œuvre qui requiert patience, vigilance, médiosité. Aux enthousiasmes irrésistibles qui, d'un coup, changent tout un peuple, s'opposent donc les dispositifs nombreux et serrés qui doivent réformer, par l'interdiction et la prescription, une nature longtemps dévoyée.

Sous le signe du malentendu

Le livre de Mona Ozouf a un second mérite : dessiner, par l'exemple d'études de cas élogiquement menées, une articulation subtile entre l'histoire des idées et celle de leurs migrations, de leurs réemplois, de leurs incarnations. « L'unité de ce

livre est donc le voyage, ou le travail des idées dans la Révolution française ». Ainsi défini, à double distance d'une sociologie culturelle longtemps indifférente à la singularité des élaborations conceptuelles et d'une histoire intellectuelle que n'intéresse que la part réfléchie et consciente des actions et des discours, le projet autorise de pertinentes réévaluations. Réévaluation du lien entre Lumières et Révolution, entendu comme l'appropriation (donc le tri et la reformulation) par les révolutionnaires divisés de ce qui, dans l'héritage de la pensée éclairée, pouvait fortifier leurs intentions ou leurs prétentions. Réévaluation, aussi, de l'événement, qui est ce que les discours en font : Mona Ozouf le montre brillamment à propos de la fête du roi neutralisée par la majorité feuillettine de l'Assemblée, qui, sourde aux propres déclarations de Louis XVI, forge la fiction de l'enlèvement afin de sauvegarder l'équilibre constitutionnel, difficilement atteint, dont elle espère l'achèvement de la Révolution.

Persuadée que « la pensée doit se monnayer en décisions, en gestes et les actions à leur tour doivent trouver leurs mots », attachée à une définition large et plurielle de la culture politique — qu'un essai consacré aux émeutes paysannes dans le Quercy de l'hiver 1790 saisisse dans l'immédiateté de gestes sans discours (la destruction des archives des seigneurs et des symboles de leur domination, la plantation des maïs et des potences), — Mona Ozouf place sa lecture de la Révolution sous le signe de l'ambiguïté, de l'incertitude, du malentendu. L'effet débordant toujours l'intention, et jamais la signification (d'un texte, d'un acte, d'un événement) n'est donnée une fois pour toutes. D'où, sans doute, l'effort prométhéen des révolutionnaires pour imposer l'immuable stabilité d'un sens qui, irréductiblement, s'éparpille dans l'indécision des interprétations et la contradiction des intérêts.

R. C.

NOUVEAUTÉ



Marc Dachy

Journal du MOUVEMENT DADA
232 pages, 250 illust. 580 FF

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

DÉCEMBRE 1989 - N° 272

WILLIAM FAULKNER

Une bio-bibliographie. Généalogie du comte de Yonagapampa. L'écriture des guerres. Les derniers romans. Faulkner et le roman noir. Surtout : une lecture de l'œuvre. Faulkner, auteur romain. Le scénario sur de Gaulle.

Dans le même numéro : Les beaux livres de fin d'année La Chine aujourd'hui Italo Calvino par Giorgio Manganelli

Chez votre marchand de journaux : 26 F

OFFRE SPECIALE

8 numéros : 90 F. Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez :
☐ Vladimir Nabokov
☐ Melroux
☐ Tocqueville
☐ Italie aujourd'hui
☐ Voltaire
☐ Idéologies :
- le grand chambardement
☐ Sherlock Holmes : le dossier Conan Doyle
☐ L'Amérique chinoise
☐ Georges Bataille
☐ Littérature et mélancolie
☐ Stefan Zweig
☐ Proust, les recherches du temps perdu
☐ 50 ans de poésie française
☐ La rive des intellectuels
☐ Federico García Lorca
☐ Flaubert et ses héritiers
☐ Écrivains arabes aujourd'hui
☐ Ecrits intimes
☐ André Breton
☐ Les écrivains de Prague
☐ Les maîtres de la littérature
☐ Gilles Deleuze
☐ La Révolution française, histoire et idéologie
☐ Jorge Luis Borges
☐ Francis Ponge
☐ Albert Cohen
☐ Umberto Eco

Nom : Adresse : Règlement joint par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire
40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

Dictionnaire de la sagesse orientale.

Bouddhisme, hindouisme, taoïsme et zen enfin à la portée de tous : 120 F

BOUQUINS



ROBERT LAFFONT

LA CULTURE AU PRINCE DE LA LECTURE

Bicentenaire : un bilan

La Révolution des femmes

Une historienne américaine, Marilyn Yalom, a rassemblé un bel ensemble de témoignages féminins sur les années 1790

Le rêve de l'abbé Grégoire

L'ABBÉ GRÉGOIRE
OU L'ARCHÉ
DE LA FRATERNITÉ
1750-1831
de Bernard Plongeron.
Léonard et Ané éd.
109 p., 66 F.

Le meilleur connaisseur de l'abbé Grégoire nous donne ici une élégante synthèse en finesse et en érudition des connaissances sur un abbé dont il avait jadis édité la correspondance avec Dom Grappin (Les Belles Lettres, 1969). Spécialiste de l'histoire religieuse du dix-huitième siècle, il articule la théologie et la politique de l'évêque constitutionnel, avocat des Noirs, héros de l'émancipation des Juifs qui rêvait de conjuguer le christianisme avec la République. Constituant, conventionnel, promoteur d'une grande enquête socio-linguistique sur les peuples, il reste dans l'histoire l'évêque soucieux des âmes et partageant au jour le jour, y compris sous la Terreur,

la vie du peuple des enfants de Dieu. Comte et sénateur d'Empire, il fut d'abord un rassembleur au service d'une chrétienté nouvelle, non celle des ors et des apparences mais celle de la foi. On peut même trouver des anticipations de Vatican II dans ses textes dont on est loin d'avoir épuisé toutes les richesses. En réaffirmant la théologie du peuple de Dieu face aux sciences institutionnelles, il offre aujourd'hui une source de méditation. Au Panthéon, pourquoi pas ? Mais à quand une édition complète et critique de ses œuvres et de ses lettres ?

Dominique Bourrel
— La même maison d'édition a publié les lettres de M.J. Dufrasse à Grégoire (100 p., 31 F.). Signalons aussi *L'abbé Grégoire, évêque et démocrate*, de Georges Hourdin (Desclée de Brouwer, 160 p., 78 F.).

LE TEMPS DES ORAGES.
Aristocrates, bourgeois
et paysans racontent
de Marilyn Yalom
Maren Sell, 310 p., 110 F.

« La femme a le droit de monter sur l'échafaud, elle doit avoir également celui de monter à la Tribune », énonçait l'article 10 de la Déclaration des droits... de la femme que rédigea en septembre 1791 Olympe de Gouges. Depuis que l'Assemblée avait adopté le 26 août 1789, la Déclaration des droits de l'homme, certaines femmes s'étaient rendu compte qu'elles étaient loin d'avoir obtenu la reconnaissance de leur condition. Depuis les « commères poissardes » — marchandes des halles à qui on prit le pli d'attribuer des propos séditieux — qui,



« Poissardes » parisiennes (gravure allemande)

dès février 1789, s'exprimèrent dans des pamphlets, jusqu'aux Mémoires les plus aristocratiques, en passant par la correspondance de bourgeois jacobins, se trouve toute une gamme de témoignages peu étudiés dont l'auteur de ce recueil, Marilyn Yalom, cherche à l'université Stanford aux États-Unis, se fait ici l'introduitrice.

An-déjà de ces deux femmes de caractère qui finirent sur l'échafaud, Olympe de Gouges le 3 novembre 1793 et M^{lle} Roland le 8, apparaissent quelques figures plus modestes, mais également étonnantes : Rosalie Lamorlière, servante à la Conciergerie, assista avec désespoir aux derniers préparatifs de la reine. « Je la quittai sans oser lui faire des adieux, ni une seule révérence de peur de la compromettre et de l'affliger. Je m'en allai pleurer dans mon cabinet et prier Dieu pour elle. » Victoire de la Villourde manifesta avec ténacité au sens de l'argumentation tellement logique qu'on relâcha plus d'une soixantaine de prisonniers bretons, incarcérés avec elle dans la prison de Lamballe. Renée Bordereau, dite « Languevin », qui avait vu mourir sous ses yeux plus de quarante-neuf membres de sa famille, s'engagea comme simple soldat dans l'armée de Vendée. M^{lle} Fougère créa en 1788 une institution de la Charité maternelle, destinée à aider les mères nécessiteuses à élever leurs enfants. La marquise de La Tour du Pin choisit l'exil aux Amériques, elle vécut du produit de sa ferme, au milieu des Peaux-Rouges et de ses esclaves noirs, qu'elle fit affranchir le jour de son retour en France. Rosalie Julien, elle, écrivait à son mari, député suppléant du Dauphiné à l'Assemblée législative : ses lettres forment un remarquable témoignage de première main, vif et républicain en diable, sur l'atmosphère de certaines journées de 1792...

La sœur de Maximilien

A côté de ces femmes courageuses mais presque anonymes au regard de l'Histoire, qui éprouvèrent cependant le besoin de témoigner par écrit sur les événements qu'elles avaient intensément vécus, se placent quelques figures, proches des acteurs du moment, dont les Mémoires jouissent d'une autre portée. Ainsi cette jeune veuve qui relate sa rencontre avec l'ami de Robespierre, Philippe Le Bas, député de la Convention, qui se suicidera moins d'un an après leur union, alors qu'il venait d'être arrêté. Ainsi Charlotte Robespierre elle-même, qui tenta, en une centaine de pages, de réhabiliter la figure de ses deux frères, Maximilien et Augustin, plus de quarante ans après leur exécution.

Mais il existe aussi le témoignage d'Elisabeth Vigée-Lebrun, qui vécut douloureusement un exil doré qu'elle décrit dans son Journal, après avoir connu une belle carrière de portraitiste intimiste de la cour...

Tous ces récits autobiographiques émanant de personnes de conditions et d'esprit différents, tous ces écrits tardivement composés, modestement destinés, la plupart du temps, aux archives familiales, ont le mérite d'introduire dans l'histoire violente des viriles rivalités de la Révolution française ces nuances de l'émotion intellectuelle et de l'expérience pratique qui, probablement alors, n'appartenaient qu'aux femmes.

Claire Paulhan

— Signalez également la bibliographie sur les Femmes et la Révolution française (établie par Simone Blanc, conservatrice de la bibliothèque Marguerite-Durand). Le brochure est publiée par la galerie de Paris (Agence culturelle de Paris, 6, rue François-Miron, 75004 Paris). 78 pages, 20 F.

Petite bibliothèque du Bicentenaire (suite et fin)

● *L'Héritage de la Révolution française*, sous la direction de François Furet. — Publié l'an dernier en Italie, cet ouvrage collectif réunit autour de François Furet une douzaine d'historiens et de philosophes français et étrangers, qui se demandent comment les principes de 1789 ont modelé notre civilisation politique, en France et ailleurs (Hachette, 333 p., 128 F.).

● *La Mathématique sociale du marquis de Condorcet*, de Gilles Gattegno. — Réédition, revue et corrigée, d'un essai paru en 1966 sur un précurseur en politique qui fut aussi « l'auteur mal reconnu d'idées très nouvelles concernant une science possible de la société » (Odile Jacob, 178 p., 120 F.). A signaler aussi : *Condorcet mathématicien, économiste, philosophe, homme politique*, actes d'un colloque tenu en 1988 sous la direction de Pierre Clément et Christian Gillain (Minerve, 571 p., 280 F.).

● *Révolutions du sujet*, d'Elisabeth G. Sledziewski. — Comment la Révolution installe le sujet individuel au cœur de l'État de droit et de la société civile et quelles sont les conséquences du nouvel impératif : devenir soi dans la cité (Librairie Klincksieck, 316 p., 130 F.).

● *Sociologie de la Révolution*, études réunies et introduites par François Gessle et François Chazal. — Un numéro spécial de la *Revue française de sociologie* (juillet-décembre 1989) qui entend rappeler que les sociologues ont aussi « leur mot à dire dans les débats ouverts par la commémoration de la Révolution française » (Éditions du CNRS, 320 p., 150 F.).

● *Une autre justice, 1789-1799*, sous la direction de Robert Badinter. — Vingt contributions à l'histoire de la justice sous la Révolution française, par des spécialistes réunis autour de Robert Badinter, qui rappelle dans son avant-propos que « jamais notre justice ne connut en si peu d'années un tel bouleversement » (Fayard, 406 p., 150 F.).

● *René Besson, un témoin de la Révolution*, d'Alexandre Dumas. — Un roman inédit d'Alexandre Dumas, publié en feuilleton dans le *Monte-Cristo* en 1862 (préface d'Alain Decaux, introduction de Claude Schoppa, Ed. François Bourin, 428 p., 115 F.).

● *Benjamin Constant et la Révolution française*, sous la direction de Dominique Verrey et Anne-Lise Delacour. — Un recueil d'articles consacrés au futur théoricien du libéralisme par l'Institut Benjamin-Constant (Librairie Droz, 176 p.).

● *Écrits sur la Révolution*, de Joseph de Maistre, textes choisis et présentés par Jean-Louis Darcel. — De 1793 à 1798, quelques-unes des réflexions, dont les célèbres *Considérations sur la France*, de celui qui fut « l'un des contempteurs les plus radicaux de la Révolution » (Quedriga/PUF, 246 p., 45 F.).

● *La Révolution française et l'émancipation des Juifs de France*, sous la direction d'André Kaspi, et les Juifs et la Révolution française, sous la direction de Bernard Blumenkrantz et Albert Soboul. Deux ouvrages sur l'histoire des Juifs de France publiés l'un sous l'égide de la revue *Harmonie*, l'autre sous celle de la Commission française des archives juives *Harmonie*, 127 p.,

80 F. et Franco-Judéica, 240 p., 165 F.).

● *La Fayette*, d'Etienne Taillemite. — Une nouvelle biographie du héros de l'indépendance américaine et de la Révolution française, qui fut « à la fois le plus populaire et le plus détesté de ses contemporains » (Fayard, 623 p., 150 F.).

● *Bertrand Barère, la voix de la Révolution*, de Jean-Pierre Thomas. — Biographie de celui qui présida le procès de Louis XVI avant d'être le porte-parole du gouvernement révolutionnaire et l'un des organisateurs de la Terreur (Desjonquères, 345 p., 135 F.).

● *Vadier le grand inquisiteur*, de Gilles Dussert. — La vie d'un notable de l'Assemblée et l'un des artisans de la chute de Danton, puis de celle de Robespierre (Imprimerie nationale, 274 p., 250 F.).

● *L'homme qui vendit la Louisiane*, de Jean Devissse. — L'histoire de François Barbé-Marbois, qui fut diplomate sous l'Ancien Régime puis pendant la Révolution avant de négocier, sous Bonaparte, la cession de la Louisiane aux États-Unis (Olivier Orban, 462 p., 140 F.).

● *L'Armée et la Révolution*, de Bernard Deschard. — Par un général de brigade spécialiste de l'histoire militaire du XVIII^e siècle, une étude bien documentée sur l'organisation et les conditions de vie de l'armée française, passée en 1789 « du service du Roi au service de la nation » (Desjonquères, 265 p., 120 F.).

● *Le Terrorisme révolutionnaire*, de Bernard Lerat. — Une réflexion sur l'institutionnalisation de la violence comme système de domination, de la prise de la Bastille aux guerres de Vendée (France-Empire, 277 p., 95 F.).

● *Les Slaves et la Révolution française*, sous la direction de Michel Merveud. — Un numéro spécial de la *Revue des études slaves* sur la Révolution française vue de Pologne, de Tchécoslovaquie et surtout de Russie (IES et ISECO, 248 p., 150 F.).

● *St-Aurobindo et l'avenue de la Révolution française*. — Une sélection de textes sur la Révolution française publiée pour la plupart au début de ce siècle par le philosophe indien (Buchet-Chastel, 184 p., 120 F.).

● *Lille au jour le jour sous la Révolution*, par un bourgeois de Lille. — Chronique de six années révolutionnaires, de 1789 à 1795, découverte dans des archives familiales (Préface de Pierre Piarrard, Tallandier, 254 p., 135 F.).

● *La Révolution française à Fayence*, par le Cercle d'études et de recherches sur l'histoire de la Révolution, de 1789 à 1799, dans un petit village de Provence (Préface de Pierre Vidal-Naquet, 286 p., 75 F.).

● *La Révolution française dans le Val-de-Marne*, sous la direction de Michel Baland et Alain Croix. — Des études sur la vente des biens nationaux, la question des subsistances et le personnel révolutionnaire dans le Sud-Est parisien (Clio 94, 288 p., 150 F.).

● *La Fin du féodalisme dans le pays de Caux*, de Guy Lemerchand. — Les transformations économiques et sociales en Haute-Normandie, de 1640 à 1795 (Pré-

face de Michel Vovelle, CTHS, 661 p., 320 F.).

● *La Diplomatie française pendant la Révolution*, d'Yves Lenoir. — Un bel album accompagnant la récente exposition réalisée par le Quai d'Orsay (Préface de Roland Dumas, Ed. Michel de Maule, nombreuses illustrations, 224 p., 250 F.).

● *Les Girondins*, de Bernardine Michélin-Bonnet. — « Villenné à la fois par la droite et par la gauche, les vaincus de 1793 méritent-ils une telle sévérité ? », se demande l'auteur, qui regrette « tant de talent perdu » (Tallandier, 528 p., 98 F.).

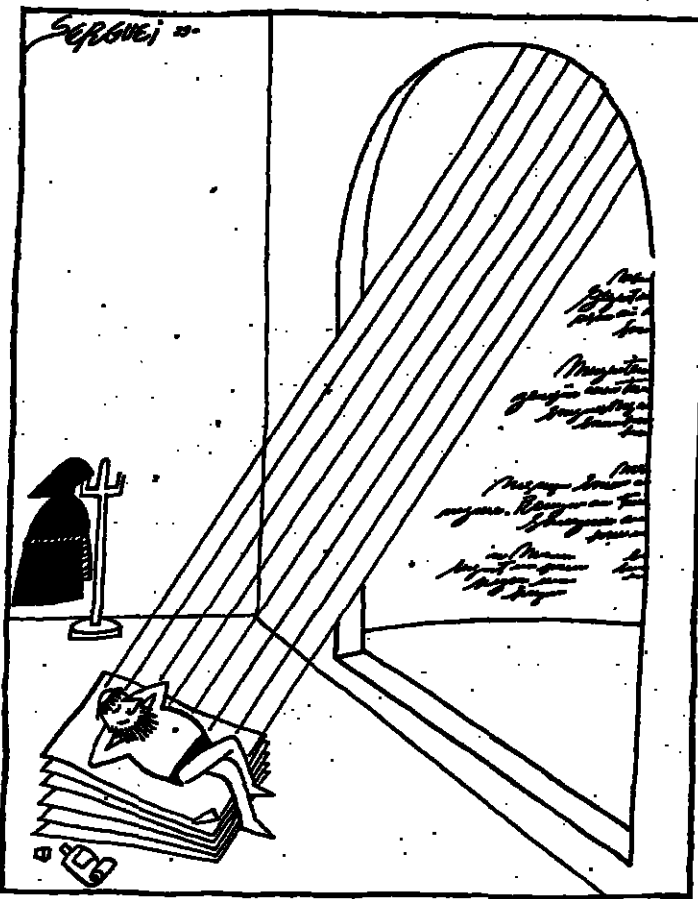
● *Rapports à l'empereur sur les progrès des sciences, des lettres et des arts depuis 1789*. I. Sciences mathématiques par J.-B. Delambre, présentation et notes par J. Dhombres ; II. Chimie et sciences de la nature par G. Cuvier, présentation et notes par J. Dhombres ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV. Histoire et littérature ancienne par B.-J. Dacier, présentation et notes sous la direction de F. Harzog ; V. Beaux-Arts par J. Le Breton ; VI. Littérature étrangère, direction de U. Van De Sandt. — En cinq volumes, une édition impeccable des cinq rapports présentés à l'empereur en février et mars 1808 par les différentes classes de l'Institut. Préface de Y. Lenoir ; III. Littérature française par M.-J. Chénier, présentation et notes de J.-C. Bonnet et P. Frautz ; IV

LIVRES • IDÉES

PHILOSOPHIES
par Roger-Pol Droit

LE DIEU À VENIR
Leçons 1 et 2
de Manfred Frank.
Traduit de l'allemand
par Florence Vatan
et Veronika von Schenck.
Éditions Actes Sud.
coll. « Le génie du philosophe »,
90 p., 75 F.

**LA PHILOSOPHIE
DE LA RÉVÉLATION**
Livre premier
de F.W.J. Schelling.
Traduction collective
du groupe de recherche
Schellingiana
du CNRS, sous la direction
de Jean-François Marquet
et de Jean-François Courtine.
Presses universitaires de France,
coll. « Epiméthée »,
206 p., 160 F.



Dieu, son passé,
son avenir

« **E**NTENDEZ-VOUS la clochette du prêtre ? On porte les sacrements à un Dieu qui se meurt. » Ainsi parlait Heinrich Heine, bien après le poète Jean-Paul, et bien avant Nietzsche. Sans doute, l'histoire contemporaine serait-elle inintelligible si l'on faisait abstraction des graves ennuis de santé qui ont affecté l'Être suprême. En parler avec une légèreté feinte ne change rien à la gravité de ce moment vertigineux. Une fois Dieu mort, ou tué, ou estompé (ou effacé, ou encore absent, raturé... qu'importe les métaphores), une crise sans précédent s'est ouverte. De tous côtés, et de mille façons, la pensée occidentale a tenté de la surmonter.

Du dix-huitième siècle à nos jours, l'époque s'est efforcée de refaire du sens. Elle a sondé par tous les biais l'histoire du divin et de l'humanité. Longuement, fiévreusement, on a multiplié légendes des siècles et philosophies de l'histoire, utopies et prophéties religieuses. La culture européenne a tourné en toutes les figures du désespoir et de la régénération. Elle a scruté les plus lointains passés en rêvant d'un futur encore en réserve. Cette préoccupation, intense et multiforme, travaille en profondeur de vastes pans de notre histoire, de Herder à Nietzsche, ou encore de Benjamin Constant à Michélet. On peut penser qu'elle a disparu.

Les analyses de Manfred Frank éclairent la persistance souterraine de ce souci. Au premier regard elle n'apparaît pas avec évidence. Certes, la prose ne cesse d'évoquer les désastres de toutes sortes qui traversent le temps présent. Mais on ne songe pas aussitôt à mettre en rapport ce flot d'interrogations, parfois confuses, avec l'obsession du « Dieu à venir », qui habite le romantisme allemand. La renaissance culturelle du mythe de Dionysos, notamment chez Hölderlin, Novalis, Schelling, semble bien loin de notre actualité. Entre l'aube du siècle dernier et le journal de ce soir, des chaînons manquent.

MANFRED FRANK propose de les trouver dans une reconsidération de la question même du mythe. Il faudra y voir ce qui justifie et légitime les normes et les institutions d'une société, et non une étape archaïque et dépassée de la pensée humaine. Loin d'être irrationnel et dérisoire, le mythe élabore une dimension essentielle de la vie de l'esprit. Or, cette dimension fait présentement défaut à nos sociétés. Et les romantiques allemands furent les premiers à en prendre conscience.

« Il faut que nous ayons une nouvelle mythologie », lit-on déjà dans ce document connu sous le nom de « plus ancien programme systématique de l'idéalisme allemand » (1). Mais on ne doit pas oublier que le texte précise aussitôt : « Cette mythologie doit se tenir au service des idées, elle doit devenir une mythologie de la raison. » Faut-il souligner que ce dernier point est essentiel ? Si on le néglige, on se retrouvera dans les parages du mythe du vingtième siècle, de Rosenberg, pilier maître des délirs meurtriers du nazisme.

Professeur à l'université de Tübingen, Manfred Frank analyse avec une grande clarté les espérances et les pièges de ce regain d'intérêt pour les mythes. Né en 1945, ce philosophe est sans conteste l'un des plus féconds de la nouvelle génération allemande. *Le Dieu à venir* est un livre important. On regrettera seulement que les éditions Actes Sud, qui entament pourtant, ces temps-ci, un bel effort pour la philosophie, aient eu l'étrange idée de répartir les

douze leçons qui composent cet ouvrage en six petits volumes ! — le premier paru, les autres à suivre au fil de l'année 1990. Ce curieux choix cumule tous les inconvénients : il suspend la lecture, et rendra excessif le prix d'achat de l'ensemble.

La dernière philosophie de Schelling est au cœur des analyses de Manfred Frank, qui a d'ailleurs consacré au grand idéaliste plusieurs travaux (2). Cette ultime étape de l'itinéraire tumultueux de Schelling est mal connue en France. Depuis sa publication posthume, en 1861, la *Philosophie de la Révolution* n'a jamais fait l'objet d'aucune traduction française ! La publication qui commence à présent (l'ensemble comprendra trois volumes, de taille croissante) est un événement. Essayons de dire pourquoi.

Déconcertante à force d'évoluer sans fin, l'œuvre de Schelling n'a pas toujours reçu l'attention qu'elle mérite. Elle eut certes des lecteurs qui comptent — parmi lesquels, ces dernières décennies, Jaspers, Jankélévitch, Rosenzweig, Heidegger ou Habermas. Malgré tout, le triomphe historique de Hegel et de sa grande famille — la « sainte », ou l'« iconoclaste » — a plus ou moins relégué dans l'ombre ce turbulent cadet.

Il est vrai que Schelling n'a rien fait pour faciliter la tâche de la postérité. Il est célèbre trop jeune : quand retentissent ses premiers écrits, il n'a pas vingt ans. Et il meurt très tard, en 1854, à soixante-dix-neuf ans — quarante années après Fichte, vingt-trois années après Hegel. Trop tard peut-être : le milieu du siècle n'est plus guère disposé à l'entendre. D'autant qu'il n'a cessé d'avancer, et de remodeler, au sein de problématiques successives, sa thématique de l'intuition intellectuelle et de l'absolu. Les diverses versions de sa pensée ont même pu faire croire qu'il était l'homme des volte-face et des parcours erratiques.

C'est à Xavier Tilliette que revient le mérite d'avoir mis en lumière, en 1970, l'unité profonde et la logique interne de cette « philosophie en devenir » (3). Schelling n'a jamais rompu avec ces points de départ. D'étape en étape, il en a plutôt différemment accentué tel ou tel aspect déjà présent dans ses premiers écrits. Dans le sillage du travail monumental de Xavier Tilliette, les recherches menées par Jean-Marie Marquet et par Jean-François Courtine ont sus-

cité de nouveaux travaux et des traductions françaises fiables (4).

VOICI enfin traduite cette somme méconnue qu'est la *Philosophie de la Révolution*. En lisant le titre au lieu d'étudier le texte, on a souvent cru qu'il s'agissait d'une œuvre édifiante et pieuse, comme le retour frileux d'un philosophe vieillissant vers la foi que l'adolescent avait écartée. C'est évidemment un malentendu, même s'il est fâcheusement persistant. « Philosophie de la Révolution », Schelling s'en explique, ne saurait signifier « philosophie révélée ». Sa réflexion prend la Révolution comme objet, et ne la considère nullement comme une autorité à laquelle la pensée se soumettrait, en cessant par là même d'être philosophique, faute d'être libre.

La difficulté est plutôt de savoir ce que veut dire exactement, chez Schelling, « révélation ». À l'évidence, il ne s'agit pas de la classique notion d'une parole divine transmise par un intermédiaire autorisé. Le terme est, presque synonyme de « création ». Il s'agit de chercher ce qui a pu décider Dieu à créer, librement, le monde où il se manifeste. Depuis les *Âges du monde*, que Schelling reprend et abandonne des années durant, jusqu'à ce texte, en passant par la *Philosophie de la mythologie*, un même projet hante la longue fin de cette vie : écrire l'histoire du passé de Dieu, retracer sa biographie, à la fois intérieure et extérieure.

Schelling tente d'approcher de ce gouffre du temps, de cet immémorial passé, qui n'a jamais été présent. Il cherche encore, dans cette « supra-histoire » interne à l'absolu, la réponse à la question : pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ? Quoi qu'on pense d'un tel dessein, le fait est qu'il s'accompagne de l'élaboration de subtilités conceptuelles d'une grande richesse, voire de spéculations philosophiques qu'on aurait tort d'ignorer. Elles ne sauraient malheureusement être même esquissées ici. Notons simplement que la démarche de Schelling vise, à terme, à faire converger philosophie et religion en une pensée nouvelle, où leur antagonisme n'aurait plus de sens.

« L'homme a d'intéressant sur Terre que les religions », affirmait Baudelaire, péremptoire. A ceux qui ne partageraient pas cet avis, ce qui peut arriver, ou qui jugeraient que de telles spéculations ne sont pas authentiquement philosophiques, on conseillera simplement la lecture des deux premières leçons de cette *Philosophie de la Révolution*. Sans lien direct au propos de l'ensemble, elles forment un très remarquable et simple plaidoyer pour la philosophie. Schelling a le sens de la formule, et il en est de belles.

Par exemple celle-ci, à laquelle il lui arriva peut-être d'être infidèle : « Rien de ce qui est exprimé de manière torve et ampoulée ne peut pour cette raison même être vrai et juste. » Ou encore : « Les rêves de la jeunesse, quand bien même ils resteraient des rêves, ne sont pas dénués de sens s'ils interdisent de se compromettre avec la médiocrité. » Enfin ceci, qui vous concerne absolument : « Il est bien plus décisif qu'on ne pense de choisir ses lectures. »

(1) Une traduction française de ce texte figure dans l'ouvrage de Xavier Tilliette, *Absolu et la Philosophie, essais sur Schelling* (PUF, 1987). L'identification de son auteur fait l'objet de controverses érudites, mais il est possible qu'il s'agisse de Schelling.

(2) Manfred Frank, *Eine Einführung in Schellings Philosophie* (Frankfurt, 1987) ; Manfred Frank et Gerhard Kurz ed., *Materialien zu Schellings philosophischen Anfängen* (Frankfurt, 1978).

(3) Xavier Tilliette, *Schelling, une philosophie en devenir*, vol. I, *Le Système vivant (1794-1821)*, vol. II, *La Dernière Philosophie (1821-1854)*, Vrin, 1970. Cette somme étant malheureusement épuisée, on se reportera à l'ouvrage signalé note 1.

(4) Voir notamment *Premiers écrits* (trad. J.-F. Courtine, PUF, 1987), *Contribution à l'histoire de la philosophie moderne* (trad. J.-F. Marquet, PUF, 1983), *Œuvres philosophiques (1805-1821)* (trad. J.-F. Courtine et E. Maréchal, Gallimard, 1980).

— Signalons également que les éditions du Cerf viennent de publier un important ouvrage de Manfred Frank, *Qu'est-ce que le néostructuralisme ?* (coll. « Passages », 336 p., 215 F.). Le philosophe allemand, élève de Hans Georg Gadamer, y entame un dialogue critique et serré avec les travaux de Foucault, de Lacan et de Derrida.

DIEU
et le big bang



390 p.
160 F.

Cette mélodie secrète, c'est le message qui nous vient du fond de l'univers, à des milliards d'années-lumière de distance. Mais si ce message était justement qu'il y a eu un créateur ? Pour le professeur Trinh Xuan Thuan, il faut sauter le pas. À l'instar de Pascal, il parie pour Dieu.

Paris-Match.

La cosmologie est à la mode ? Sans doute. La mélodie secrète vient à point nommé pour nous rappeler que cette science complexe, en pleine évolution, peut également se rendre accessible aux non-initiés, et les embarquer alors pour le plus beau des voyages.

Catherine Vincent, *Le Monde*.

L'astrophysicien Trinh Xuan Thuan observe le cosmos avec émerveillement, et parie sur l'existence de Dieu... Admirable Mélodie secrète, modèle de vulgarisation intelligente et accessible.

Philippe Cusin, *Le Figaro*.

FAYARD

100.000 LIVRES
EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

42 bis av. de la République
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur pensen recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésies, théâtre...

Les ouvrages retenus seront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle, Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris
Tel 48 87 08 21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

11 années de recherche
Un inventaire systématique

2 LIVRES SUR LES FRANÇAIS
DE LOUISIANE

Cajuns et Créoles en Louisiane
(Fyco)
Histoire et culture, 390 p., 180 F + port

Mots de Louisiane (F.L.)
Un lexique, 150 F + port

« Le travail de Griolet touche à la somme » *Le Monde*

Patrick GRIOT, France-Louisiane
17, quai de Grenaille,
75015 PARIS. Tél. (1) 45-77-09-68

LIVRES • IDÉES
JEUNESSEDes contes modernes
et classiques

Un conte ou un poème par jour raconté aux petits gourmands : le pays où on ne mange pas de soupe, les vertus du sel de terre et du sel marin, un ogre devient végétarien. De quoi faire saliver toute l'année.

► 365 contes, de Ludo, ill. en noir de Dominique Zehrfuss, relié 12 x 20 cm, Hatier, 384 p., 92 F. (A lire aux petits à partir de 4 ans.)

Des contes à écouter, diffusés sur cassettes par France-Culture. Le cheval qui vole, Baba Yaga la sorcière, Sadko et sa citadelle en sycomore... Des histoires du folklore et de la mythologie adaptées et racontées pour les petits avec bruitages et illustration musicale qui créent un univers féerique. (Deux contes par cassette, avec le texte pour ceux qui peuvent suivre en lisant.) Une très bonne idée.

► Vassilissa la Belle et la Princesse Grenouille, (K 1255 AD 035, 35 minutes) et la Légende de Sadko, marchand de Novgorod, et Pégase et la chimère, d'après Nathaniel Hawthorne (K 1256 AD 035, 47 min.), cassettes Radio-France, coll. « Les Ombres magiques », 60 F l'unité. (A partir de 3-4 ans.)

► Bel après-midi, n'est-ce pas. Et où allez-vous donc, charmante créature ? », demande un grand loup d'une politesse exquise. Un chaperon moderne avec des images pleines pages pleines d'humour et de couleur.

► Le Petit Chaperon rouge, raconté et illustré par James Marshall, 27,3 x 22 cm, Kallidiascope, 32 p., 67 F, diffusé par l'École des loisirs. (A partir de 4 ans.)

Un renard sans couleur, fidèle et malin, sauve le garçon abandonné et trompé par la cupidité et la jalousie de ses frères. Un conte dauphinois, inspiré de Joseph et ses frères, repris dans une tradition orale. Joliment illustré.

► Le Renard transparent, de Bruno de La Salle, ill. couleurs de Natalie Louis-Lucas, cartonné, 24,6 x 24,8 cm, Casterman, coll. « Contes de toujours », 32 p., 50 F. (Pour petits lecteurs à partir de 7 ans.)

Pour ses petites filles modèles, la comtesse de Ségur composait et racontait ce qu'elle appelait ses « compositions nigaudes » sur les aventures de Blandine, Bonne-Biche, Gourmandinet. Une méchante belle-mère, un page trop gourmand, une jolie princesse perdue dans la forêt des Lilas. Un peu vieillot, et charmant.

► Histoire de Blondine, de la comtesse de Ségur, ill. de Mente l'ère, cartonné, 22 x 30 cm, Hatier, 60 p., 103 F.

Une variante de l'histoire de Cendrillon, où la belle princesse en robe d'or se barbouille le visage de suie pour redevenir Boule-de-Fourrure, celle qui prépare au roi la meilleure soupe. Une illustration d'artiste, tendre et drôle.

► Princesse Boule-de-Fourrure, de Charlotte Huck, ill. de Anita Lobel, cartonné, 23,5 x 29 cm, Kallidiascope, 40 p., 69 F. (Dès 6 ans.)

Dix écrivains d'aujourd'hui rêvent du chamois, du loup, du chat, du renard, du phoque blanc, du rat ou de la limace : tous illustrés avec un délicieux humour dans un graphisme protéiforme qui vous retient à chaque page.

► Contes d'animaux, de Jean-Corne Noguès, Nicole Vidal, Jean Alessandrini, Roger Judenne, Paul Thiès, Nicolas de Hirsching, Yvon Maufret, Olivier Lécrivain, Evelyne Brisou-Pellen, François Sautereau, ill. de Morgan, cartonné, 22 x 30,5 cm, Ragoat, 90 p., 100 F, Diff. Hatier.

Il était une fois un roi méchant, puissant, sale, dégoûtant et ventripotent. Chaque fois qu'il mange un enfant, il donne sa langue au chat. Mais ne sait pas combien de grains de blé sur un sésquiquier. Drôle et malin.

► Bannibal, ou l'Histoire d'Albert, le conteur sachant



Le cri du coq à travers l'Europe.

compter, d'Anne Quesseland et Laurent Berman, cartonné, 24,5 x 25 cm, Hachette, 48 p., 65 F. (A partir de 8 ans.)

Du fond de la nuit des temps, un homme aux yeux bleus se dresse et, avec la flûte qu'il a fabriquée, émerge de la cadence qui vont vaincre la peur et les ténèbres.

► Le musicien de l'ombre, de Claude Clément, ill. de John Howe, album 27 x 22 cm, Ducrot, 28 p., 75 F. (A partir de 7 ans.) Du même auteur, chez le même éditeur, le Peintre et les Cygnes sauvages.

Madame d'Aulnoy, née en 1650, aurait certainement aimé connaître son illustrateur Frédéric Clément, dont les étoffes diaprées, les chatons lovés, les paysages embrumés, les êtres irréc-

reconstituent un univers étonnant entre chat et loup, entre femme et fée, pour quelques-uns des plus beaux contes de notre langue. Un très beau livre, dont la typographie, trop serrée, rend la lecture un peu difficile.

► La Chèvre blanche, la bête aux cheveux d'or, le Petit Prince, de Madame d'Aulnoy, ill. de Frédéric Clément, cartonné, 26 x 28 cm, Grasset, 80 p., 148 F. (Pour les amateurs de tout âge.)

Une belle édition de l'œuvre de Lewis Carroll, dans la traduction d'Henri Parisot, avec des illustrations qui prolongent longtemps le rêve. Un album de fond.

► Les Aventures d'Alice au pays des merveilles, illustrées par Anthony Browne, album 19,5 x 28,5 cm, Kallidiascope, 128 p., 140 F.

Qui a bien pu créer le monde ? Comment ? Pour raconter l'histoire de la Terre et de ses quatre milliards d'années, les hommes ont imaginé des légendes : Ymir le géant des glaces scandinaves, l'aigle aux œufs d'or de Finlande, Yi l'oiseleur et les dix soleils de Chine, l'Arche de Noé, etc. Une narration moderne, des explications historiques et scientifiques simples, des illustrations plus efficaces que belles.

► La Création du monde, de Claude-Catherine Ragsche, ill. de Marcel Laverdet, cartonné, 22,5 x 28 cm, Hachette, coll. « Mythes et Légendes », 48 p., 59,50 F. (A partir de 10 ans.)

► D'où viennent ces influences mystérieuses qui changent en découragement notre bonheur et notre confiance en déresse ? », se demandent les personnages des contes de l'auteur de Boule-de-suif. Kelek rencontre en Maupassant (la Peur, le Horla, les Chats, etc.) son goût du noir et du mystère. Une approche personnelle du fantastique.

► Contes étranges, de Guy de Maupassant, ill. de Kelek, cartonné, 22 x 30 cm, Hatier, 72 p., 103 F. (Pour les grands.)

► Le Parisien voyage très peu, ne connaît pas d'autre langue que la sienne, ne lit pas d'autre littérature que la sienne. Aussi a-t-il l'esprit très étroit et très suffisant. L'humour de Mark Twain n'est pas toujours aussi féroce, même lorsqu'il s'exerce sur les bêtises, les fossiles littéraires, Adam et Eve... Une bonne édition sur papier bible (sans illustration) de ces contes qui témoignent du talent polymorphe de l'auteur de Tom Sawyer.

► Contes humoristiques, de Mark Twain, édition établie et préfacée par Alain Delahaye, Mercure de France, 632 p., 169 F. (Pour bons lecteurs.)

Si on jouait...

Pour initier l'enfant aux couleurs, un livre-puzzle solide qui permet, en suivant un caméléon, d'associer à chaque page l'objet et sa couleur tout en apprenant des mots nouveaux, même si on ne croit pas forcément aux couleurs porte-bonheur liées au signe astrologique...

60 000 visiteurs, dont 22 000 enfants des écoles. Plus de 10 000 professionnels (bibliothécaires, enseignants, documentalistes, libraires), 300 auteurs et illustrateurs... Les organisateurs du 5^e Salon du livre de jeunesse de Montreuil ont de quoi être satisfaits : l'édition pour les mineurs, devenue un des secteurs majeurs de l'industrie et de la création, ne joue plus (seulement) dans la cour des petits. Pour un marché intérieur qui rassemble quelque 11 millions

d'enfants... Et quelque 2 000 nouveautés chaque année. Toute la production française était réunie sous le chapiteau tout neuf qui recouvrait la place de la mairie, permettant de faire son choix pour les cadeaux de fin d'année. Mais les livres pour les jeunes tout comme les livres d'images ne sont pas seulement réservés aux périodes des fêtes : et il y avait là, parmi les nouveautés de l'édition française, de quoi alimenter une fringale de toute l'année.

Stimulant pour l'imagination des parents et des enfants. Mais cher.

► L'Or des contes, textes de Laurent Gabbani, images de Patrick Savary, cartonné, 30 x 29,5 cm, éditions ECG, 210 F. (Distrib. GL, 13, rue Ernest-Cresson, 75014 Paris. Tél. : 45-45-70-08.)

Sages
comme des images

Qu'y a-t-il dans le tiroir, dans le placard de la cuisine, dans le sac de maman ? Les bébés curieux cherchent les objets familiers joliment photographiés dans ce livre sans texte.

► Qu'y a-t-il dans le tiroir ? photographies d'Andreas Sieveking, format 23 x 23 cm, Père Castor/Flammarion, 20 p., 45 F. (A partager entre parents et tout-petits.)

Tom découvre le monde à travers ses relations avec Zoé, Zina, le chat. Un imagier solide qui permet à l'enfant d'inventer sa lecture et de relier ses connaissances par des liens de causalité. Une bonne occasion de dialogue et de réflexion.

► Tom, de Claude Lapointe, album tout cartonné et toilé, angles arrondis, 19 x 19 cm, Grasset Jeunesse, 24 p., 55 F. (A partir de 3 ans.)

La mort d'un cygne migrateur et sa vie posthume. Les oiseaux sont si beaux qu'on oublie la tristesse.

► Le Vol du cygne, de Keizaburo Tejima, album 21,5 x 30,5 cm, École des loisirs, 42 p., 84 F. (A partir de 4 ans.)

Un chien perdu, tout bleu, pas comme les autres et que les parents de la petite Charlotte lui défendent d'approcher. Il lui faudra vaincre une panthère noire pour avoir sa place auprès de la petite fille et voir admettre sa différence. Un dessin efficace et étrange pour une histoire antiraciste. Prix du Festival de Montreuil 1989.

► Chien bleu, de Nadja, album 26,6 x 31,5 cm, École des Loisirs, 36 p., 75 F. (A partir de 5 ans.)

Un bébé ne reste pas un bébé toute sa vie. Comme on feuillette un album de photos, nous suivons l'histoire de la vie depuis la naissance, les premiers pas, la maternelle, l'école jusqu'au mariage de la narratrice et à une autre naissance.

► Autrefois, il y avait des géants, de Marion Waddell et Penny Dale, album 22 x 27 cm, Père Castor/Flammarion, 26 p., 64 F. (A partir de 4 ans.)

► Est-ce vrai que les loups mangent les lapins ? », demanda Tom le lapin à Loulou le loup. « Il paraît. Mais moi je n'en ai pas encore mangé. » Une amitié contre nature ou comment braver la peur du loup. Un superbe graphisme qui sait faire naître la peur. Les enfants aiment plus que les parents.

► Loulou, de Grégoire Solotareff, album 22,5 x 31,5 cm, École des loisirs, 30 p., 68 F. (A partir de 4 ans.)

VENDREDI DANS
Le Monde
 LIVRES
 D'ÉTRENNES

« Le Monde des livres » présente un vaste panorama de livres récemment parus. Des livres à lire, mais aussi à contempler, à manier, à palper, consacrés à la peinture, à la photo, au dessin, au cinéma, à la littérature, à l'architecture, à la musique et également aux voyages, à la décoration, à l'histoire et à la nature. Des ouvrages qui ajoutent au plaisir du texte celui de l'image.

A offrir ou à s'offrir.

16 PAGES

Supplément gratuit avec le Monde
vendredi 8 décembre (daté samedi 9)

LIVRES • IDÉES
JEUNESSE

Lise
les livres
de v

aussi par Nicole Zand enfants

Le livre documentaire s'affirme de plus en plus, les auteurs et les illustrateurs français sont de plus en plus nombreux dans le domaine des romans et des albums, le secteur des tout-petits en pleine expansion se diversifie pour attirer, et retenir, les lecteurs du vingt et unième siècle.

Voici un choix de beaux livres 1989. Les enfants seront-ils d'accord ?

Nuits d'été sous la tente. Les cousins jouent avant de s'endormir.

► On joue à se faire peur, de Rose Impey, ill. de Moira Kemp, album 16 x 22 cm, Seuil, 40 p., 59 F. (A partir de 4 ans.)

Dans ce pays-là, les gros et les maigres ne s'aiment pas et pratiquent l'apartheid ; un jour, deux sages, plutôt charlatans, des deux communautés font le projet de marier un gros et un maigre. Comment vivre ensemble ?

► Gros et Maigres du pays folingue, de Benoît Debecker, album 23 x 26 cm, Magnard, 32 p., 58 F. (A partir de 4 ans.)

Les souris font entrer le chat dans le système de l'ordinateur. Une histoire d'informatique élémentaire pour l'école maternelle.

► Des souris branchées, de Joëlle Andrieux et Marie-Hélène Gendrin, album 23 x 26 cm, Magnard, 26 p., 52 F. (A partir de 4 ans.)

Angelina, la souris blanche, voudrait une bicyclette tandis que ses amis se préparent à la fête. Un dessin qui donne à voir des détails par milliers dans un village anglais plus vrai que nature, notamment une merveilleuse église.

► L'Anniversaire d'Angelina, de Katherine Holabird, ill. de Helen Craig, album 27 x 21,5 cm, Ducolot, 24 p., 55 F. (A partir de 5 ans.)

Un frère et sa sœur se chamaillent tout le temps. Elle est rêveuse, lui bagarreur. C'est de l'autre côté du tunnel où le garçon s'est aventuré qu'ils vont se retrouver. Une épreuve sobrement racontée, superbement illustrée.

► Le Tunnel, d'Anthony Browne, album 23,5 x 19,5 cm, Kaléidoscope, 24 p., 67 F. (A partir de 6 ans.) Du même auteur, pour tout-petits : J'aime les livres (Kaléidoscope).

Un monde fou, fou, fou que le magicien fou et ses serviteurs mettent sens dessus dessous pour le plus grand plaisir de Félix, le petit écolier qui trouve la ville



Le loup de Grégoire Solotareff.

gris et triste. Le dessinateur donne libre cours à sa fantaisie.

► Le Magicien fou, de Jean Allouard, album 22 x 30 cm, Hatier, 40 p., 68 F. (A partir de 6 ans.)

Marco, le lion de Venise, décide de se promener. Il s'envole au-dessus de sa ville, déambule, même si parfois ses ailes le gênent pour marcher. Des illustrations comme des photos.

► Marco, le lion s'envole, d'Eric Oliver, ill. de Isabelle Bonhomme, album 23 x 23 cm, Grasset Jeunesse, 24 p., 58 F. (A partir de 7 ans.)

► A chaque enfant qui disparaît. C'est l'Univers qui tire un trait. Sur un espoir de l'avenir. Une chanson née de la colère, pour se dresser contre le désespoir. Sans musique, mais superbement illustrée.

► Pour les enfants du monde, de Yves Duteil, ill. de John Howe, album 21,5 x 28,5 cm, Nathan, 28 p., 67 F.

Des mots, des chiffres, des lettres

► La cane à ri du canari qui s'est nourri de riz pourri. Six cents coucou-coucou-coucou en six six cent six syllabes. Un coffret de comptines à lire et à récrire pour ne pas chuintier, pour ne pas zozayer, pour que les consonnes sonnent, pour que les voyelles ne s'emmêlent. Un véritable cours de diction et d'enrichissement du vocabulaire.

► Dilemme, de Pierre Coran, ill. de Gabriel Lefèvre, coffret contenant quatre volumes de 32 pages, format 12,4 x 17,8 cm, Casterman, 120 F. (A partir de 6 ans.) Dans la même collection : Dis les bruits (la ville, la campagne, la mer, la maison).

Les langues ignorent les frontières, mais, dans la langue officielle d'un Etat, les coqs crient tous de la même manière. Selon les pays, les tambours font ratan-tan, tarata ou trum-tum ; les canards coin coin ou quack quack... Un dictionnaire européen des onomatopées qui vous interpelle en vingt-deux langues sans en avoir l'air et sans aucune traduction (mais l'index des onomatopées est un vrai casse-tête). Très tonique, très malle.

► Cris d'Europe, de Pierre Guy et Agnès Rosenzweig, format poche, illustrations couleur, Seuil, coll. « Petit point », 80 p., 35 F. (A partir de 10 ans.)

Une collection encyclopédique qui, outre l'histoire, l'écologie, les sciences, la musique, le sport, aborde l'histoire et l'évolution de la langue française et pose clairement des problèmes importants : origine des mots, langue et pouvoir, langue et écriture, langue et école. ► La liberté du français contemporain est-elle le signe de son déclin ou d'une nouvelle vitalité ? Intelligemment illustrée, avec un index glossaire, des encadrés, un album qui aide à comprendre.

► Le français : histoire d'une langue, album 22 x 29 cm, Epi-gones, 30 p., 59 F. (A partir de 8 ans.)

► Un, ce sont les mauvaises nouvelles. Deux, c'est la gaieté. Trois, c'est un mariage, etc. Les corbeaux, qui ont la réputation d'être des oiseaux prophétiques, ont inspiré cette chanson des nombres, illustrée de mystérieux tableaux tout pleins de symboles. (Une clef des symboles est donnée à la fin du volume.) Un livre étrange, un peu magique.

► Corbeaux, de Heidi Holder, album 23,5 x 30,5 cm, Ducolot, 32 p., 80 F. (Pour ceux qui n'ont pas peur des corbeaux.)

Dans la nature

Certains ont la longueur d'un autobus, et les plus costauds peuvent vivre cent ans. Mais leurs dents tombent au moindre choc (pour repousser rapidement ensuite). Apprenez tout sur les crocodiles dans cette « encyclopédie souriante du monde animal » qui ne sépare pas le documentaire et l'imaginaire et allie humour et sérieux pour fournir

des informations scientifiques supervisées par des spécialistes.

► Un crocodile peut en cacher un autre, de Péggy Rosado, album 19 x 26 cm, Bayard Jeunesse, 48 p., 64 F. (A partir de 7 ans.) Du même auteur : Les Survivants de la préhistoire.

Des dessins d'une somptueuse précision pour présenter soixante variétés animales des forêts, des mers et des rivières, des plaines, des déserts et des montagnes. Des textes simples et précis. Passionnant pour mieux connaître les bêtes.

► Merveilleux animaux du monde, de Kenneth Lilly, album 28 x 22,8 cm, Casterman, 96 p., 120 F. (Pour la famille.)

Les kiwis, le crabe des cocotiers, le barbiroussa, le varan de Komodo, les tortues géantes des Galapagos. Le tour du monde des îles à la recherche d'une faune particulière dans la célèbre collection de « La vie secrète des bêtes » (18 volumes parus).

► Les Animaux des îles, de Michel Cuisin et Eric Alberty, album 22,5 x 29 cm, Hachette, 48 p., 59,50 F.

Des photos illustrent la vie de l'animal observé dans sa vie quotidienne. Chouettes au plumage d'argent patrouillant dans la nuit à la recherche d'une proie, qui ont cessé d'être considérées comme des messagers de malheur et de mort car elles sont utiles à l'agriculteur pour détruire les rongeurs qui dévorent les récoltes. Mais les dangers ne manquent pas dans la nuit.

► La Chouette amie de la nuit, de Jean-François Franco et Thierry Bonnard, album 21 x 24 cm, Milan, coll. « Partir à patte », 32 p., 38 F. (A partir de 7 ans.)

Une observation de la nature documentée avec des pages encyclopédiques passant en revue systématiquement les principaux mammifères, insectes, oiseaux, plantes et fleurs. Un ouvrage de base pour la famille.

► Promenades-nature, de Bob Gibbons, album 22 x 29 cm, Casterman, 158 p., 150 F.

Des albums dans lesquels l'œil se promène pour suivre jour après jour, chaque étape de la naissance, de la croissance des fleurs grimpantes, rampantes, carnivores, comestibles. Pour observer de plus près qu'avec des jumelles.

► Le Mystère des plantes, de David Burnie, album 22 x 29 cm, Gallimard, coll. « Les yeux de la découverte », 64 p., 55 F. Jusqu'au 31 décembre, puis 92 F. Dans la même collection : l'Etang et la rivière, les Secrets de l'arbre, la Vie des bords de mer, le Temps des dinosaures.

collection judaïsme en terre d'islam
La version arabe de la Bible de SAADYA GAON
**L'ECCLESIASTE
ET SON COMMENTAIRE**
"Le livre de l'Ascèse"
HAÏM ZAFRANI/ANDRÉ CAQUOT
Un vol. 16 x 24, 136 pp. 150 FF.
Maisonneuve & Larose

PRIX CHATEAUBRIAND HENRI COULONGES

Henri Coulonges ne nous offre pas seulement un très beau roman. Il vient d'écrire un roman que nous ne connaissons pas : celui de l'amour et de l'esprit piégés.

André Brincourt, Le Figaro

Il a su dans ce roman ardent et sombre, empreint d'une violence désenchantée, nous rendre proche le destin d'un homme victime de sa fidélité à des idées qui naissent douces et vieillissent féroces.

Jean-Noël Pancrazi, Le Monde

On ferme le livre avec une impression de manque. Quelle réussite pour un auteur !

Michel Cathier, L'Est Républicain

Henri Coulonges nous donne sans doute son meilleur livre.

Jacques Almira, La Revue des deux Mondes

Il mène son affaire avec une habileté, une vivacité, un art de l'évocation à la fois diabolique et ingénue.

Jean-Philippe Mestre, Le Progrès de Lyon

Voilà un excellent roman... qui fait frémir et comprendre les tragédies d'aujourd'hui.

Dominique Mobailly, La Vie

Un hymne parfois déchirant aux espoirs, aux fidélités déçues par la soif du pouvoir qui ne choisit pas ses victimes.

Françoise Ducout, Elle

Brio, suspense, maîtrise romanesque... "La Lettre à Kirilenko" est un grand, beau roman sur l'oppression qui n'est pas dénué d'actualité.

Marie-Caroline Aubert, Femme Pratique

Superbement mené... C'est un excellent roman.

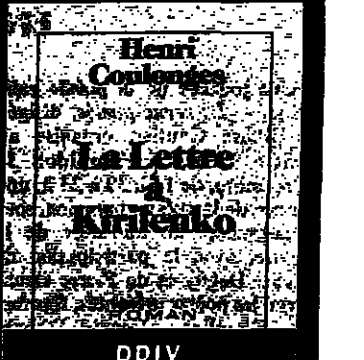
Danièle Brisson, Les Dernières Nouvelles d'Alsace

Passionnant et digne de ses grands prédécesseurs... A lire absolument.

Denise Alberti, France Culture

L'écriture est sensible, intelligente, claire, parfaite. Exactement un très beau livre.

Didier Maman, Lu



**PRIX
CHATEAUBRIAND
1989**

324 p.
98 F.



PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN FRANCOPHONE

"SANG INDIEN" ET AUTRES NOUVELLES

Préface de Roger Vrigny

Organisé chaque année depuis cinq ans par l'Union laïque de Muret, le prix du jeune écrivain, décerné par un jury prestigieux, couronne des nouvelles écrites par des jeunes français de moins de vingt ans. Depuis 1988, il est associé à un autre prix, celui du Jeune Écrivain francophone, décerné à des jeunes de moins de vingt-cinq ans.

Une coédition
LA DÉCOUVERTE / Le Monde

ACTUALITÉS

Philosophes français en Espagne

La philosophie française était à l'honneur, du 27 novembre au 1^{er} décembre, en Espagne, où l'ambassade de France, associée aux facultés de philosophie des universités de Madrid et de Barcelone, avait invité quelques-uns des « penseurs français d'aujourd'hui ». La presse espagnole avait fait bon accueil à cette initiative, à laquelle *El País* et *Diario 16* consacraient plusieurs pages, et un public nombreux se pressait dans l'amphithéâtre Parainfo de l'université Complutense, à Madrid, ou dans la salle de conférences du dynamique Institut français.

Le thème retenu, « Métaphysique et sciences humaines », était assez vaste pour accueillir des interventions aussi diverses que celles de René Thom sur la

construction d'une « théorie générale de l'intelligibilité », de Jean-Marie Domenach sur l'élaboration de nouveaux paradigmes aptes à rendre compte d'un « mouvement social caractérisé par la dispersion, l'explosion », de Pierre Magnard sur la constitution d'une « métaphysique de l'esprit » qui « retrouve la question de l'être telle que l'avait posée Aristote en termes de dilemme et d'aporie », de Bruno Riechard sur l'invention d'un « nouvel aristotélisme, non pas substantieliste, mais hermétique » sur fond de l'espace physico-mathématique surgi au dix-septième siècle, ou de Paul Ricoeur sur les rapports entre l'éthique conçue comme le domaine du bien, et la morale considérée comme celle de l'obligation — sans parler des autres participants français, Florent Gaboriau, Bertrand de Margerie, Alain Besançon, Jean Delmeau, Michel Henry, Jean-Luc Marion.

S'il fallait relever une préoccupation commune à ces philosophes d'obédiences variées, comme à leurs interlocuteurs espagnols (José Luis Aranguren, José Luis Pinedo, Graciano González Arnaiz, Pedro Lain Entralgo notamment), ce serait peut-être le souci de tempérer le triomphalisme d'un certain discours scientifique par une réflexion dont le sens est ainsi défini par René Thom : « Les seuls progrès qui valent sont ceux qui modifient notre vision du monde par l'élaboration de nouvelles formes d'intelligibilité ».

Thomas Ferenzi

► Les actes du colloque feront l'objet d'une prochaine publication.

Le Sud à Toulon

Est-ce le thème choisi : « Le Sud ? » Les huitièmes rencontres littéraires de Toulon (24-26 novembre) ont été encore plus chaleureuses que d'habitude. Les organisateurs ont décidé d'ouvrir les portes de ces rencontres sur les cultures du monde méditerranéen, avec notamment — soutenu par l'Institut du monde arabe — un atelier d'initiation à l'art de la calligraphie animé par Hassan Massoudy.

La création plastique s'est ainsi trouvée associée à la création littéraire au sein d'une manifestation qui, conjuguant les expositions, les panneaux de poésie à travers la ville et les signatures d'écrivains, a confirmé sa vitalité et remporté un grand succès.

J.-N. P.

EN BREF

► Une journée de la poésie roumaine. — La revue *parlée*, dirigée par Blaise Gaultier, organise au Centre Georges Pompidou le 8 décembre, de 15 h 30 à 23 h, une journée de la poésie roumaine, sous le patronage du ministère de la culture, avec la participation de Michel Deguy et de Pierre Oster. Parmi les poètes présents, figurent Ana Blandiana, Leonid Dimov, Mircea Dinescu, Ileana Malacicioiu, Virgil Mazilescu, Daniel Tucea. D'autre part, nous signalons la parution chez Albin Michel d'un volume de poèmes intitulé *En Roumanie, Miroce posthume*, du poète dissident Mircea Dinescu, traduit par Alain Paruit.

BEAUCHESNE
SCIENCES RELIGIEUSES
PHILOSOPHIE - HISTOIRE
POLITIQUE
Catalogue sur demande
72, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 45-48-80-28

ALEXANDRE ZINOVIEV
Mon Tchekhov
T'analyse les traits de l'œuvre de Tchekhov à l'aune de sa propre perversité littéraire.
LE REGARD LITTÉRAIRE
EDITIONS COMPLEXE

► Rétif et Sade. — Le troisième colloque international des paratextes de Chaudfontaine (Belgique) aura pour thème : *Rétif et Sade* et les formes du roman pendant la Révolution française. Il se déroulera les 8, 9 et 10 décembre. (Colloque des paratextes de Chaudfontaine, au Passon, 40, 8, 4600 Chaudfontaine.)

► Un séminaire sur les carnets d'écrivains. — Sur cette pratique d'écriture poétique, en 1989-1990, pour la deuxième année consécutive, le séminaire général de l'Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM) du CNRS : Joyce (D. Ferrer, le 9 décembre) ; Artaud (P. Thévenin, le 13 janvier) ; Huysmans (P. Brunel et A. Guyaux, le 10 février) ; Sartre (M. Contat, le 24 mars) ; Butor (J. Dallenbach, le 12 mai) ; typologie du genre (P.-M. de Biasi et E. Marty, le 19 mai). Les séances ont lieu à 10 heures, à l'ENS, 46, rue d'Ulm, Paris-5^e (salle des conférences).

► Un colloque sur la religiosité. — Le Groupe de recherche sur l'imaginaire de l'université de Montpellier organise les 7, 8 et 9 décembre un colloque sur le thème « La religiosité : nouvelles croyances, nouvelles rationalités » (renseignements : Patrick Tucasel, UFR V, département de sociologie, université Paul-Valéry, route de Mende, BP 5043, 34032 Montpellier Cedex 1, tél. : 67-14-20-00, 21-94 ou 22-79).

► Cercle Hans Eysner. — L'assemblée générale du Cercle Hans Eysner se tiendra le samedi 9 décembre 1989, à 15 heures, au café de Cluny (1^{er} étage), 20, boulevard Saint-Michel, angle boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

► Livres d'art : les « Intronables » en librairie. — La Réunion des musées nationaux a transformé sa librairie du 10, rue de l'Abbaye (Paris-6^e) en caverne des livres d'art. Des livres et catalogues très anciens, vendus entre 10 et 300 F — et que l'on croyait introuvables — vous attendent sur ce rayon unique et permanent à Paris. Attention, de nombreux titres ne sont disponibles qu'en un seul exemplaire. Cette initiative sera reprise par la librairie du musée du Louvre au début de l'année prochaine.

Le quatrième fascicule du dictionnaire de l'Académie française

Entre corps et deutéronome

Tout se passe comme si l'Académie française voulait mettre les bouchées doubles : sans renoncer à la prudence du Sioux ou du serpent. De 1986 à 1989, quatre fascicules du dictionnaire ont vu le jour ; et le dernier se déploie, enfin avec un brin d'humour, entre corps et deutéronome. On touchera la terre promise à la fin du siècle. Gloire à Yahvé.

Serait-il impertinent d'adresser quelques éloges à l'illustre institution ? L'anglo-américain a cessé de faire frémir, puisque *cover-girl* et *cow-boy* sont admis. Espérons que les nouveaux diés déposeront au vestiaire pistolets et soutiens-gorge (on en saura plus long sur ce pluriel en 1999). D'autres réproposés ou *desperados* profitent de la clémence : *curallion* (absent des dictionnaires usuels) s'installe un peu avant *défrôqué* — qui, hélas, existait déjà en 1937 dans le Petit Larousse. Le familier, le populaire, le trivial, l'argot, quel joli monde ! — sont accueillis avec quelques pinces : *demi-sel* ; *dèche* ; *dégelée* ; *dérouillée*. On ne peut que louer la glisse procurée pour *croissants* : « expression ironique par laquelle certains jeunes gens désignent leurs aînés ». Le lecteur sera heureux de rencontrer aussi *désinformers* : *déstabiliser* et *naturellement déstabiliser*.

Autre progrès notable : malgré quelques beaux restes (« Le destin de l'homme est de dépasser la vie animale »), les clichés ont tendance à disparaître ; tandis que s'ajoute une rubrique bienvenue : « Titre célèbre ». Voyez par exemple à *Curé* : le *Curé de Tours*, d'Honoré de Balzac (1832) et le *Journal d'un curé de campagne*, de Georges Bernanos (1936).

Dans ces conditions, puisque même Homère sommeille, on pourrait se permettre quelques suggestions. Est-il bon de supprimer l'accent pour *desiderata* quand on admet à la fois que le terme est emprunté au latin et que l'on « peut dire un *desiderata* » ? Pourquoi aussi, à trois entrées de distance, conseiller *craguellement* (« on écrit moins bien *craguellement* ») ? Il n'est peut-être pas utile de s'obstiner à *désodorant*, alors que l'usage de *désodorant* s'est imposé — ce dont on peut par ailleurs avoir horreur.

Un autre point, entre autres, peut troubler. Certains termes scientifiques (*eryogène*, *eryologie*, *cryométrie*, *cryophysique*) sont définis avec une grande rigueur. On s'interrogera alors sur l'effroyable imprécision de ce qui touche à la grammaire. Qu'on se reporte à *article défini*, qui marquerait que le substantif « est pris dans un sens entière-

ment déterminé ». De quoi être embarrassé par l'emploi générique (« la carotte se vend 5 francs ») et l'emploi attributif de l'article (« l'assassin de Kennedy, quel qu'il soit, est fou »).

Reste que les entrées consacrées à la cuisine sont toujours de premier ordre, vrai modèle enfin. Régalez-vous donc avec les *croquemouches*, le *coucou*, le *gratin dauphinois* et la *daube*. Pour *darne*, le Petit Larousse, le Petit Robert et le dictionnaire Hachette 1990 indiquent : « Tranche de gros poisson ». Notre dictionnaire précise : *Tranche épaisse de poisson*. On conviendra que la place de l'adjectif n'est pas indifférente. Là-dessus, souhaitons bon courage et bon appétit aux Immortels pour leur prochaine *poularde demi-deuil* qui s'avance ainsi pour la première fois « garnie de truffes et servie avec une sauce suprême ».

Denis Slakta

A signaler également :

► *Au bonheur des mots. Encyclopédie souriante et irrévérencieuse de la culture et des lettres françaises*, à l'intention des esprits peu chagrins soucieux d'enrichir leurs connaissances sans pour autant s'enliser, de Claude Gignière. — Un programme plus qu'un sous-titre, pour se divertir après les pompes du Bicentenaire. (Robert Laffont, 144 p., 195 F.)

► *Dictionnaire du français parlé. Le monde des expressions familières*, de Charles Bernet et Pierre Rézeau. — Comment apprécier « ces manières de s'exprimer, qui marchent joyeusement en dehors des passages cloutés ». (Seuil, 465 p., 145 F.)

► *Introduction à une science du langage*, de Jean-Claude Milner. —

Superbe introduction à une linguistique moderne post-choomskyenne. (Seuil, « des Travaux », 710 p., 200 F.)

► *Logique, structure, énonciation. Lectures sur le langage*, d'Oswald Ducrot. — Recueil d'articles publiés entre 1966 et 1986. Réflexion d'un grand linguiste français « sur le passé de sa science ». (Ed. de Minuit, 192 p., 99 F.)

► *La pertinence. Communication et cognition*, de Dan Sperber et Deirdre Wilson. — Comment et pourquoi le principe de pertinence joue un rôle décisif dans la communication humaine. Traduit de l'anglais par Abel Gerschenfeld et Dan Sperber. (Ed. de Minuit, « Propositions », 400 p., 189 F.)

BANDES DESSINÉES

Les grandes rencontres

CASSE-PIPE de Céline. Illustré par Tardi Futuropolis/Gallimard 94 p., 85 F

LE DOUBLE de Dostoevski. Illustré par Götting Futuropolis/Gallimard, 188 p., 120 F

LE PROCÈS-VERBAL de J.-M.G. Le Clézio. Illustré par Baudouin Futuropolis/Gallimard, 86 p., 120 F

DÉSORDRE AU PARADIS de Gabrielle Vincent, Ducot, 112 p., 225 F

DOCTOR NEFASTO de Mattotti et Kramsky, Albin Michel, 76 p., 160 F

LUCIEN SE MET AU VERT de Frank Margerin, Les Humanoides Associés, 46 p. coul., broché : 55 F ; cartonné : 48 F

LE MAÎTRE DES MONTAGNES de Rosinski et Van Hamme, Lombard, 46 p. coul., 45 F

L'OURS BARNABÉ, DROLES DE MANCHOTS de Philippe Coudray, Hachette, 48 p. coul., 45 F

UNE deuxième fournée nous donne trois occasions de vérifier si, comme l'affirme la réclame de l'éditeur, la collection « Futuropolis/Gallimard », inaugurée voilà un an par le *Voyage au bout de la nuit* illustré par Tardi, est bien le lieu où se célèbre « la grande rencontre du dessin et de la littérature ». Il me paraît clair, désormais, que la surabondance des illustrations, qui confère à la collection son originalité, ne rend pas forcément service à la lecture. Découvrons-on le roman, qu'alors l'immersion dans le texte se fait mal, en raison d'incessantes sollicitations visuelles qui sont autant d'échappées. Le connaît-on déjà, qu'il suffit de feuilleter le livre pour se le remémorer tout entier, et se trouver dispensé de le relire. Cela dit, les dessins charbonneux de Götting proposent un contrepoint narquois au récit hallucinatoire écrit, à vingt-cinq ans, par l'auteur de *l'Idiot*.

Fidèle à son tempérament de « tragique troupière », Tardi signe, lui, un *Casse-pipe* passablement redondant (avant de parachèver bientôt sa trilogie célinienne par *Mort à crédit*). Quant à Baudouin, il est celui des trois qui tire le mieux son épingle du jeu. Et son pinceau, véritable instrument de fer, était le seul, sans doute, se mesurant à cette autre œuvre de jeunesse qu'est le *Procès-Verbal* (prix Renaudot 1963), à pouvoir habiter la conscience flottante d'Adam Pollo, ce personnage contemplatif qui hésite à décider si « seule la connaissance sensorielle est mesure de la vie ».

Les bandes dessinées où l'image n'est pas



Illustration de Tardi pour *Casse-pipe*

un peu mince, et celui de l'autre embrouillé à souhait. Un peu mince en effet, la trame de *Désordre au paradis*, ce grand album presque carré (au prix excessif) que nous donne Gabrielle Vincent, comme des annales de livres d'enfant pour sa série *Ernest et Célestine*. Un petit ange, Séraphino, s'ennuie dans un Royaume des Cieux qui a toutes les apparences d'une utopie totalitaire. Gagné de télévision, il secoue l'inertie ambiante en réclamant de quoi dessiner. Une frénésie de création s'empare bientôt de tous ses pairs, avec la bénédiction de Léonard soi-même. Mais le désordre inquiète un Yahvé vieillissant, qui cherche auprès d'un psychanalyste le remède à son désarroi. Cette apologie de l'épanouissement par la créativité est contée sur le mode bon enfant. On peut regretter que le rythme languisse souvent, et trouver les dialogues bien plats. Mais il est difficile de résister au charme de Séraphino, dont les mille et une attitudes, conservées à l'état d'esquisses, sont croquées d'un crayon expressif et délicat.

L'ART pictural de Lorenzo Mattotti, qui nous avait enchantés dans *Feux, Labyrinthes* et *Murmure*, paraissait indissociable de la couleur. Or on ne retrouvera pas dans *Doctor Nefasto* sa palette riche et profonde, pour la bonne raison que cet album est imprimé en bichromie. Aussi nous rend-il attentif à la maîtrise du graphiste. Entre stylisation et expressionnisme, Mattotti cultive un répertoire de formes des plus réjouissantes, dont le rythme apparaît comme la donnée première. Imaginé par son complice de toujours Jerry Kramsky, Doctor Nefasto est un génie du mal qui se prépare à asservir

le monde depuis l'île qui lui sert de repaire. Qu'on ne s'attende pas à une aventure classique : c'est à bord d'un bateau ivre que les auteurs naviguent entre les poncifs du roman populaire, et les cartes au moyen desquelles ils s'orientent ne relèvent que de la cartographie mentale. Un nouveau jalon d'une œuvre essentielle, où s'accomplit avec ironie « la grande rencontre du rêve et de la sensation ».

L'approche des fêtes, nombreux sont les Apparents bien intentionnés qui se demandent quel cadeau offrir aux jeunes adolescents. Ils ne courent aucun risque de se tromper en jetant leur dévolu, soit sur le dernier Frank Margerin, *Lucien se met au vert*, soit sur le quinzième chapitre de la saga de Thorgal, *Le Maître des montagnes*. Dans les registres opposés de la satire du quotidien et de la grande aventure, ce sont deux valeurs sûres, ici égales à elles-mêmes, et qui promettent un vrai divertissement.

Saluons, pour terminer, la naissance d'un auteur pour les enfants, qui pose un regard étonné, drôle et imaginaire sur la nature et le règne animal. Philippe Coudray, qui publie simultanément ses deux premiers albums (*L'ours Barnabé*, une BD classique, et *Droles de Manchots*, un recueil de gags en deux dessins, avec des textes de son frère Jean-Luc), personnifie cette fraîcheur que la bande dessinée actuelle a tant besoin de retrouver. Ses dessins, simples et pimpants, illustrent des paradoxes logiques et visuels qui surprendront les grands et stimuleront les petits. On en redemande !

Thierry Groensteen

Prix d'automne (suite)

Prix de la fondation franco-américaine pour la traduction de Franklin Philip pour son adaptation de *la Statue intérieure* de François Jacob ; prix Globe européen à Vaclav Jemel pour le *Traité des courtes merveilles* (Grasset) ; prix Erckmann-Chatrian à Anne Perry-Bouquet pour *les Landeaux de la mère Aza* (Mercure de France) ; grand prix de l'humour à Lionel Souledon pour *De la Boulogne à la Dérivation en passant par la Lorraine avec mes Sabots* (Olivier Orban) ; prix Montesquieu à Bernard Galliano pour sa thèse *les Corporations à Bordeaux à la fin de l'Ancien régime, vie et mort d'un mode d'organisation du travail* ; grands prix de l'Association des auteurs et écrivains lyonnais à Charles Juliet pour *l'Année de l'éveil* (POL) et à Pierre-Antoine Perrod pour *Jules Favre, avocat de la liberté* (La Manufacture) ; prix Sophie à Christian Bobin pour son récit *la Pensée errante* qui fait partie de son recueil *la Part manquante* (Gallimard) ; prix Baudelaire à Suzanne Mayoux pour la traduction de *Dixes par-dessus bord* de Jane Gardam (Deux temps-Tierce) ; prix Joseph Duteil pour *Diplomatie et outil militaire* de Jean Doise et Maurice Vasse (Imprimerie nationale) ; enfin, le prix Cléo du livre d'histoire, décerné dans le cadre du Salon du livre d'histoire de Senlis, est allé à Slimane Zeghidour pour son livre *la Vie quotidienne à La Mecque de Mahomet à nos jours* (Hachette) ; prix de littérature du Salon de Kueil-Malmaison à Baptiste Marrey pour *l'Atelier de Peter Loewen* (Actes Sud).

Signaux enfin que le prix Cervantes, la plus prestigieuse récompense littéraire de langue espagnole, a été attribué, cette année, au romancier paraguayen Augusto Roa Bastos.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

A l'est de l'Est, peu de nouveau...

LA PERTE
de Vladimir Makanine.
Traduit du russe
par Richard Roy.
Alinéa, 126 p., 79 F.

LA CAVERNE
ET AUTRES NOUVELLES
d'Evgueni Zamiatine.
Traduit du russe
par André Markovitch.
Solin, 144 p., 79 F.

LA CAVERNE
suivi du RÉCIT
LE PLUS IMPORTANT
Traduit du russe
par M.-C. Masson-Beauchet
et Jacques Cattaui.
L'Âge d'homme, 78 p., 90 F.

AUTOUR DE ZAMIAATINE
Actes du colloque de 1987
Édités par Leonid Heller
et écrits oubliés.
L'Âge d'homme, 210 p., 140 F.

LETTERS A STALINE
de Mikhaïl Boulgakov
et Evgueni Zamiatine.
Traduit du russe
par Marianne Gour.
Solin, 80 p., 50 F.

LE CHANT DU BOUC
du Konstantin Vaguinov.
Traduit du russe
par André Markovitch.
Actes Sud, 222 p., 115 F.

n'est évidemment qu'une apparence, car nul ne sait ce qui se passerait si le colosse russe se débarrassait du messie de la perestroïka. L'homme nouveau répond « absent ». La peur, malgré tout, la passivité n'ont pas vraiment disparu des esprits.

Dans ces conditions, dans cet état d'attente, que devient la littérature, celle qu'on lit, celle qu'on fait, celle qu'on exhume ? On commence à se lasser, en Russie, de la lecture effrénée dans laquelle le pays s'était plongé à temps complet ; presque tous les journaux vedettes, dont on savourait les commentaires ces deux dernières années, ont vu le nombre de leurs abonnés baisser considérablement (50 % pour *Ogoniok* par rapport à l'année précédente !), tandis qu'augmente le tirage d'*Argumenty et faits*, parce que ce périodique-là publie des faits ; il a été, d'ailleurs, rappelé à l'ordre et son rédacteur en chef menacé de limogeage. Même les plus voraces de lecture se disent saturés : comment absorber d'un coup, en effet, les quelque cinquante chefs-d'œuvre de la littérature russe, publiés en un an ? *Lolita*, *Jivago*, le *Goulag*, *Grossman*, *Freud*, etc.

DANS tous les pays d'Occident, les colloques s'arrachent et s'échangent une centaine d'écrivains et d'intellectuels, les plus connus, qui semblent lancés sur orbite et qui, après avoir sauté, un temps, la nouveauté des voyages, semblent à présent de moins en moins avides de s'absorber le temps d'un séjour à l'étranger. Les grands exilés, même déçus de leur nationalité, sont officiellement invités — tel Mislav Rostropovitch cette semaine — et réintégrés dans leur patrie. Pour célébrer le centenaire de la naissance d'Anna Akhmatova, Alla Demidova disait, samedi dernier, à la salle Pleyel le *Requiem* (1), interdit et resté inédit en URSS pendant cinquante ans. Ce *Requiem* composé en 1937 pour l'arrestation d'un fils, dont le père, Nikolaï



Evgueni Zamiatine
(dessin de Koustodiev, 1926).

Goumiev, exécuté en 1921, est désormais étudié à l'école.

Chez nous, dans ce qu'on nommait autrefois le « monde libre », tous les éditeurs, maintenant, veulent du russe. Ils ouvrent des filiales à Moscou, engagent des rabatteurs, créent des collections, font monter les enchères pour *Une beauté russe* (2), un roman écrit dans la plus misérable des solitudes, dans un délire impeccablement rationnel et destructeur. Ce rapide résumé ne rend évidemment compte que de quelques pièces du puzzle sans faille et admirablement dessiné qu'a construit Saer pour y inscrire les images d'une double interrogation, métaphysique et historique : l'intelligence peut-elle s'accommoder de la vie, biologique, matérielle, sensuelle, sans tout simplement s'y dissoudre, rendre grâce à l'irrationnel, au sauvage, à la violence, au sang, aux pulsions originelles ? Mais d'autre part, peut-on penser la vie autrement que de manière purement intellectuelle et désincarnée lorsqu'on appartient à un pays qui a brûlé ses racines primitives, qui a cherché à se fabriquer une existence en important

Rappelons seulement parmi les auteurs récemment publiés en français : André Bitov (dont *la Maison Pouchkine* (3) a remporté le prix du meilleur livre étranger 1988), Tatania Tolstoïa qui écrit actuellement son premier roman, Anatoli Pristavkine et son *Petit Nuage d'or sur le Caucase*. Fazil Iskander, Anatoli Kim le Coréen du Kazakhstan, etc. On parle beaucoup aussi des nouvelles de l'insolentement percutante Ludmila Petrouchevskaja (à paraître chez Robert Laffont), auteur de théâtre réputé, dont les personnages de *Notre petit cercle* à nous énumèrent les grandes dates de leur existence : « Les événements tchèques, polonais, chinois ou yougoslaves, des procès, et puis les procès de ceux qui avaient protesté contre les résultats des premiers procès et puis les procès de ceux qui avaient collecté de l'argent en faveur des familles de ceux qui étaient dans les camps. »

AVEC cinq titres depuis 1988 chez trois éditeurs, Vladimir Makanine (né en 1937 dans l'Oural) est le plus traduit, jusqu'ici, des écrivains de la perestroïka. Le dernier, *la Perte* — écrit à la fin des années 70 —, conte le projet fou de Pékaloï, dans la Russie du XVIII^e siècle, de creuser, aidé par quatre aveugles, un tunnel sous le fleuve Oural. Pour aller au-delà de quoi ? Pour se perdre ? Un homme d'aujourd'hui s'interroge sur la pensée de Pékaloï, son sentiment de la perte des bâtiments anciens, des églises, la perte de la mémoire, la perte du village d'avant. Une sorte de sérénité dans une campagne morte où l'on sent une tendresse de l'homme pour les éléments comme pour les oiseaux qui sont revenus tourner sur la campagne abandonnée : « *La mémoire leur revient et ils se transportent au-dessus des ruines des maisons, des étables, des caves, des hangars ; et finalement n'y trouvant pas le moindre insecte, car déjà dévoré par eux au printemps précédent ou mort gelé pendant l'hiver, ils lancent au ciel un cri d'une détresse particulière.* »

N'est-ce pas aussi le sentiment de la perte qu'éprouve Evgueni Zamiatine, l'auteur de *Nous autres*, dont on redécouvre l'œuvre de nouvelliste comme une des plus importantes de ce siècle (comme en témoigne *l'Inondation* chez Solin) et dont *la Caverne* (1920) paraît dans deux traductions différentes. « *Un mammoth à trompe grise errait, en pleine nuit, entre les rochers où se dressait, un siècle auparavant, la ville de Pétersbourg. Les hommes des cavernes enveloppés dans leurs peaux de bête, leurs manteaux, leurs couvertures, s'enfonçaient de caverne en caverne.* » L'évolution de l'humanité s'est faite à rebours, et c'est avec un vrai désespoir que l'auteur contemple sa ville dans le chaos, usant d'une écriture « synthétique », grotesque, fantastique, réaliste, bourrée d'images. « *Cher Iossif Vissarionovitch, écrit-il en 1931, alors qu'il n'est plus publié. Condamné au châtiment suprême, l'auteur de ces lignes vous écrit pour vous demander de commuer sa peine.* » Staline l'autoriserait à s'exiler.

« *PETERSBOURG est fini Vite* » *Leninograd, donc. Mais Leninograd ne nous concerne pas. L'auteur, croque-mort de métier, n'est pas doué pour les berceuses. Montrez-lui un cercueil.* » C'est un auteur inconnu qui semble faire écho à Zamiatine : Konstantin Vaguinov (1899-1934), dont la découverte avec le *Chant du bouc* est un vrai événement. Écrit en 1926, le roman, qui conte avec ironie la mort d'une ville où de jeunes poètes, après des Oberioutes ou du cercle de Mikhaïl Bakhtine, se débattaient en plein désarroi alors que s'installait l'art utilitaire d'une « civilisation en marche ». La ville de Vaguinov est un lieu où les noms des rues ont changé — la perspective Nevski est devenue la perspective du 25 Octobre, — lieu d'un délire burlesque (« *où les chèvres paissaient dans les cours, les lièvres sautillaient, on entendait le chant du coq* »), lieu aimé et tendre pour l'auteur de cette tragédie ; c'est là le titre masqué du livre puisque le « chant du bouc » est la traduction du mot grec signifiant « tragédie ». Une tragédie parodique qui, dans la ville aux colonnes merveilleuses, marque la fin de la civilisation.

Etonnant Vaguinov, poète de la fin d'un monde, écrivain interdit, immisé depuis 1928, et que nous révèle la perestroïka.

(1) Éditions de Minuit, 1977.
(2) A paraître au printemps 1990 simultanément chez Albin Michel et à Moscou.
(3) Albin Michel. Écrit dans les années 70.

Limonov, nomade désinvolte

L'autobiographie d'un enfant de la dissidence : entre douceur tremblée et joie rebelle

LA GRANDE ÉPOQUE
d'Edward Limonov.
Traduit du russe
par Antoine Volodine.
Flammarion, 202 p., 85 F.

Après plusieurs récits acides et bouffons, Edward Limonov part à la recherche de son enfance. Cette « grande époque » vécue dans les ruines de la Russie d'après-guerre entre un père officier, dandy musicien, et une mère animée d'une « fougue brûlante », toujours prompte à se lancer dans des explications « mystico-sensuelles du monde ». Grâce à un style alerte, vigoureux, quasi martial — dans sa volonté d'exactitude — Limonov fait revivre ces temps de liberté trouble où, avec ses camarades, il partait à la chasse aux grenades qui manquaient « leur éclater entre les doigts » dans la mer de décombres qui, à Kharkov, s'étendait derrière les kilomètres de palissades.

Le meilleur du livre est dans l'abandon de Limonov aux réminiscences sensibles : l'émanation

du cirage lui rappelle les heures passées à astiquer le cuir des bottes paternelles avec un carré de velours ; le parfum de la flanelle qui servait à confectionner les chaussettes — les *portianka* — lui revient, intact, de même que l'odeur de la paille où il a connu ses premières amours à l'ombre des jeunes filles en armes.

La voix froide, un peu rauque, de la chanteuse Klavdia Chouljenko qui hantait le front russe avec sa chanson *le Foulard bleu* continue à parcourir son cœur d'un « frisson nerveux ». Les expressions et maximes populaires qu'il croyait enfouies en lui sentent encore, lorsqu'elles resurgissent, la campagne russe et la bourgeoisie, cette herbe archaïque d'Ukraine « dérivée par les colons sédentaires, exilés, mais ayant toujours refusé la défaite ».

avec ses parents, un jour d'automne, lui a fait comprendre très tôt, au contact d'une foule criarde et agressive, que les masses sont « souvent placées dans des situations propices aux explosions de férocity ».

Dans le dédain moqueur qu'enfant il ressentait déjà devant les hymnes au collectivisme s'est forgé son individualisme. Son insolence vagabonde s'est exacerbée au fil des années. Limonov nous fait partager cette sorte d'euphorie qu'il éprouve à se sentir désincarné, cette grisaille qu'il goûte dans son nomadisme désinvolte. Tout le charme du livre vient d'un jeu constant entre la douceur tremblée que l'auteur met à ressusciter la couleur lilas de la vieille carte de Russie enfouie dans la nuit de l'enfance et la joie rebelle qu'il manifeste de s'en être évadé.

Jean-Noël Pancrazi

Les premiers
symptômes

La capture voluptueuse de ces sensations lointaines permet à l'écrivain de retrouver « la chair et le sang » des vieux villages russes. Pourtant — et c'est ce qui fait la singularité de cette autobiographie parmi les brevétaires de souvenirs — la quête du passé ne s'accompagne d'aucune nostalgie : nul regret ni besoin de se rattacher à un Eden perdu. Au contraire, Limonov adopte un ton rude, incisif, presque joyeux pour évoquer les premiers symptômes de sa dissidence : sa traversée d'une exposition agricole

Un récit plein de tendresse
relatant sur fond historique
le destin d'une famille
arménienne de 1914 à nos jours.

(BACK Éditeur)
228 pages, 89 F.
Vente en librairie,
distribué par DISTIQUE



Les puzzles raffinés de J.J. Saer

Suite de la page 25

Et dès lors, sa belle machine intellectuelle, la puissance de sa faculté à prévoir le déroulement des événements vont se retourner contre lui et le jeter dans la plus misérable des solitudes, dans un délire impeccablement rationnel et destructeur.

Ce rapide résumé ne rend évidemment compte que de quelques pièces du puzzle sans faille et admirablement dessiné qu'a construit Saer pour y inscrire les images d'une double interrogation, métaphysique et historique : l'intelligence peut-elle s'accommoder de la vie, biologique, matérielle, sensuelle, sans tout simplement s'y dissoudre, rendre grâce à l'irrationnel, au sauvage, à la violence, au sang, aux pulsions originelles ? Mais d'autre part, peut-on penser la vie autrement que de manière purement intellectuelle et désincarnée lorsqu'on appartient à un pays qui a brûlé ses racines primitives, qui a cherché à se fabriquer une existence en important

massivement des vagues d'immigrés, jetés dans les immensités de la pampa et qui doit le suc de sa culture — Saer pense évidemment à Borges — non à son passé, mais aux bibliothèques fastueuses — anglaises, germaniques, scandinaves, latines ou arabes — de bourgeois urbains et cosmopolites ?

Saer n'a pas la prétention d'échapper lui-même à cette fatalité de la déréalisation. Sa critique de l'intelligence demeure supérieurement et volontairement intelligente. Il ne peut pas faire autrement que d'être brillant, analytique, subtil jusqu'au maniérisme, coupeur de raisonnements et de sensations en quatre jusqu'à l'épuisement. Ses raffinements dans l'architecture du récit, dans la broderie minutieuse et élégante de ses phrases, manifestent jusqu'à la provocation la prééminence de cette culture des migrations, aux origines étrangères à cette terre plate et nue, à ces péons brutaux et violents qui vivent une existence d'animaux incompréhensibles et nus.

A la dérive
des réalités

Mais Saer fait de cet hiatus la matière — au sens opaque et compact du terme — de son élaboration romanesque. Très simple, très linéaire à ses débuts, *l'Occasion* devient plus complexe, plus riche, plus équivoque, plus mystérieux au fur et à mesure que son héros se dépouille de ses pouvoirs d'analyste et laisse la mécanique de ses raisonnements s'entraîner à la dérive des réalités. Le monde sensible se peuple de créatures étranges et énigmatiques, de pères incestueux et violents, de fillettes illuminées, de gamins idiots et prophétiques crachotant

des oracles en vers octosyllabiques, de villes dévastées par la fièvre jaune. Le roman prend la forme d'une vaste fable épique dont la figure centrale, dédiée sous plusieurs formes, est la nativité, mais dont la signification est bronlée, multiple, polyphonique, ambiguë.

Gina est sur le point de donner naissance à un enfant. Quel est le père ? Bianco son mari, l'homme de nulle part, l'Européen rendu fou par sa raison ? Ou bien, comme le croit Bianco de toute son amertume et de tout son mépris, Garay Lopez, l'Argentin de vieille souche que la peste a pourri et envoyé en terre quelques jours plus tôt ? Peu importe de savoir. Le vrai mystère est ailleurs : il est dans le corps de Gina, dans ces os, ces muscles, ce sang, ces humeurs, ces canaux infimes, ces mélanges passagers, ces tissus, ces concrétions qui vont donner naissance à un enfant. Peu importe d'où est écrit *l'Occasion*. Peu importe même si son existence a une signification. Avec son esprit et avec sa chair, avec ses cris et avec ses silences, avec ses origines indécises et son avenir incertain, ce livre existe pour nous. Il vit.

Pierre Lepape

MILOSZ
ŒUVRES COMPLÈTES

chez les meilleurs libraires
et aux Éditions
ANDRÉ SILVAIRE
20, RUE DOMAT, 75005 PARIS

Catalogue gratuit sur demande

CAHIERS
GEORGES
PEREC
3

Presbytère & Proletaires
Le Dossier P.A.L.F.

éditions du limon
Distribution Distique

38 Les projets occidentaux à l'Est
— Les suites de la grève chez Peugeot

39 à 42 « Le Monde Affaires »
44 Le holding Colonia-Victoria se renforce

44 Marchés financiers
45 Bourse de Paris

Deux décisions des ministres des Douze dans la perspective du marché unique de 1993

BILLET

Une Europe plus concurrentielle

Le ferment libéral contenu dans le traité de Rome est renforcé par l'acte unique gonflé tous les jours un peu plus fort la pâte européenne. Non que les résistances ne soient pas vigoureuses : ni M. Agnelli ni M. Calvet n'avaient envie de voir Fiat et Peugeot affronter de plein fouet Toyota et Nissan : les administrations de l'aviation civile des Douze se battent bec et ongles pour que les règlements continuent d'obliger les compagnies aériennes à leur en-tête.

Dans ce courant conservateur, la France occupait une place éminente tant elle est pègre de colbertisme, de centralisme et d'économie mixte. Pourtant, ces barrières cèdent les uns après les autres. Il n'est pas possible que M. Mitterrand soit un fervent européen à Strasbourg et ses ministres, MM. Fauroux et Delors, protectionnistes à tout crin à Bruxelles. C'est pourquoi il faut saluer les avancées significatives réalisées au début de cette semaine pour faire pénétrer le vent de la concurrence dans la « maison Europe ». A la surprise générale, les ministres des transports ont accepté la libéralisation de fait du transport aérien en annonçant pour le 1^{er} janvier 1993 le « cabotage », la désignation possible de plusieurs compagnies d'un même pays sur une même ligne et surtout la liberté a priori des tarifs. Quant à la Commission, elle souhaite qu'à la même date aucun contingent ne soit plus imposé aux importations de voitures japonaises, même si elle aimerait que les constructeurs japonais restent raisonnables.

Les gagnants de cette évolution ne seront pas seulement les consommateurs, assurés que les prix et la qualité des automobiles et des vols seront placés sous leur haute surveillance. Les entreprises aussi profiteront des règles claires désormais affichées. Air France, Air Inter, Peugeot et Renault sont suffisamment combattifs pour tirer le meilleur parti d'une concurrence saine — qu'ils ont cherché à retarder le plus longtemps possible — mais qui leur vaudra des muscles et des réflexes indispensables pour gagner aussi bien en Europe que dans le reste du monde.

AL. F.

Dans « Le Monde Affaires »
cette semaine

La privatisation de l'eau en Grande-Bretagne

On a fait la queue mercredi 6 décembre à Londres pour parvenir à acheter des parts des sociétés privatisées de distribution d'eau avant la clôture des souscriptions. La privatisation de l'eau, l'avant-dernière du programme de Mme Margaret Thatcher, a donc été un succès, malgré l'hostilité de principe que rencontrait le projet dans l'opinion. Les demandes ont dépassé nettement les 23,5 % d'actions réservés au public : cela va réduire la part des investisseurs institutionnels et amoindrir les risques de prise de contrôle des nouvelles sociétés. Mais la partie n'est pas finie. Que feront les acquéreurs d'actions, qui bénéficieront d'une « surprime » de 25 % au moins sur le prix d'achat lors de l'introduction en Bourse, le 12 décembre ? (Lire pages 39 et 40.)

Lire également dans le « Monde Affaires » :
• Les « comptes en or » de Hanson.
• Les mésaventures d'un lunetier savoyard victime de myopie.
• Scènes de chantage à la Bourse de Tokyo (pages 40 à 42).

Bruxelles propose au Japon d'autolimiter ses exportations d'automobiles vers l'Europe

Quel régime faut-il appliquer aux importations de voitures étrangères en provenance du Japon dans la perspective du marché unique de 1993 ? Les ministres des affaires étrangères des Douze en délibèrent le 18 décembre sur la base des propositions de la Commission européenne. Celle-ci engagera ensuite des pourparlers avec Tokyo.

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

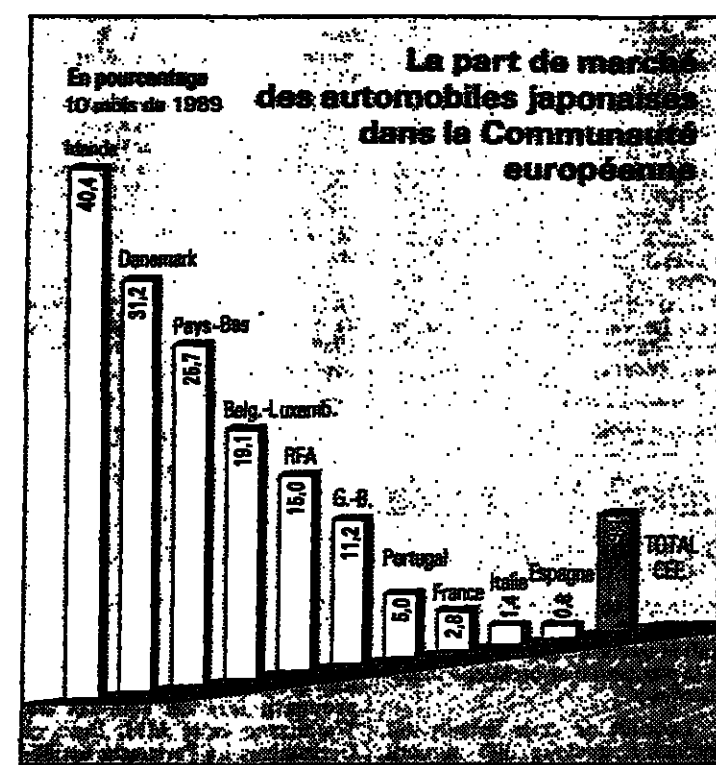
A partir du 1^{er} janvier 1993, « il ne pourra plus y avoir de restrictions quantitatives nationales », a souligné, mercredi 6 décembre, au cours d'une conférence de presse, M. Martin Bangemann, vice-président de la commission chargée de la politique industrielle. En France, les importations de voitures japonaises sont, actuellement, limitées à 3 % du marché international. Ce quota devra donc disparaître, de même que les restrictions de nature juridique diverse appliquées par l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et même, de façon discrète, la RFA.

La Commission se prononce pour une ouverture progressive et ordonnée du marché. L'objectif étant d'ici sept ou huit ans, la complète libération des importations. Un accord d'autolimitation sera négocié avec Tokyo. Il aboutirait à donner aux Japonais la possibilité de s'approprier une part du marché communautaire un peu inférieure au double de celle qu'ils détiennent aujourd'hui, soit environ 20 % au lieu de 10 %. La période d'application de cet accord débuterait le 1^{er} janvier 1991 et s'achèverait vers 1998. Durant cette période de la transition, la France devrait accepter une pénétration des voitures japonaises de l'ordre de 10 % de son marché.

« Faux problème »

Les automobiles japonaises produites sous licence dans la Communauté seront prises en compte dans l'accord d'autolimitation selon des modalités qu'il faudra définir dans la négociation mais qui, aux yeux des Européens, devraient leur assurer un traitement plus favorable que les importations directes. Les pièces de rechange seraient également incluses dans le dispositif de surveillance mis en place. Selon M. Franz Andriessen, commissaire chargé du commerce extérieur, les véhicules japonais produits sous licence aux États-Unis et exportés vers la CEE ne seraient pas comptabilisés comme importations japonaises.

Ph. L.



En échange, la Communauté n'adopterait pas de règlement imposant des exigences de « contenu local » aux constructeurs japonais installés dans la CEE. Cependant, il ne fait guère de doute que la question sera abordée au cours des pourparlers avec Tokyo. On explique à Bruxelles que c'est là en réalité un faux problème, des groupes japonais, pour de multiples raisons, y compris de rentabilité, étant en effet tout à fait disposés, sans qu'il soit nécessaire de les y contraindre, à utiliser en priorité des composants européens.

L'accord envisagé prévoit un rendez-vous annuel entre la Commission et les autorités de Tokyo afin d'apprécier comment évoluent les importations dans la Communauté et vers chacun des États membres, et de rectifier le tir en cas de déséquilibres.

La Commission semble décidée à réclamer une contrepartie à Tokyo. « Nous voulons que l'ouverture de notre marché aille de pair avec une libéralisation de l'ensemble du commerce CEE-Japon », a souligné M. Andriessen. La réciprocité ainsi exigée serait globale, autrement dit concernerait l'ensemble des exportations de la Communauté vers l'archipel et non pas uniquement celles de véhicules automobiles.

M. Roger Fauroux et les « regroupements » dans la chimie

Le ministère de l'industrie confirme le découpage d'ORKEM et d'EMC

Le groupe ORKEM (ex-Cdf-Chimie), numéro trois de la chimie française, ainsi que l'entreprise minière et chimique (EMC), autre groupe d'Etat, seront découpés en plusieurs morceaux. M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, l'a confirmé, mercredi 6 décembre, au cours de l'habituelle séance des questions posées au gouvernement dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale par les honorables parlementaires.

S'exprimant pour la première fois en public sur son plan de restructuration de la chimie publique, le ministre a expliqué que l'objectif était de « rassembler les engrais et les plastiques à l'intérieur où ils devaient être, c'est-à-dire dans ATOCHEM ». Ce qui revient, comme prévu (le Monde du 24 novembre), à transférer dans la filiale Elf Aquitaine, d'une part, AZF division fertilisants d'ORKEM, ainsi que les MDPA (Mines de potasse d'Alsace),

filiale d'ENC, et, d'autre part, les grands intermédiaires pétrochimiques et les matières plastiques de grande diffusion rassemblés dans Norsolor (groupe ORKEM), ainsi que la PVC de Tessenderloo (EMC).

Nouvelle répartition des actifs

La deuxième opération du plan consiste, selon M. Fauroux, à « regrouper sur un deuxième pôle ce qui a fait l'essentiel de la réussite d'ORKEM et de son président, c'est-à-dire les chimies de spécialités. Et ces chimies de spécialités seront regroupées dans Total ». L'idée, a poursuivi le ministre, est de conserver intact ce qui fait l'essentiel de la performance de M. Serge Tchuruk, PDG d'ORKEM, et de donner à Total les moyens de compenser ce que le pétrole peut avoir de fluctuant et donc de vulnérable.

Après avoir justifié son plan, le ministre a rejeté le terme de « démantèlement » pour lui substituer celui de « regroupement ». A cet égard, il a rappelé que les

groupes chimiques français étaient, en taille, inférieurs de moitié à leurs concurrents allemands. En restant en l'état, « dans cinq ans ils en représenteraient le quart et seraient pratiquement évacués du secteur ».

M. Fauroux a insisté sur la préservation des intérêts du personnel d'ORKEM, auxquels il ne sera pas porté atteinte. L'opération en outre « laissera intact le site de Carling » en Moselle (groupe ORKEM). Enfin, M. Fauroux a promis que Norsolor serait « transféré comme un bloc ». Ce qui semble difficile dans la mesure où cette filiale d'ORKEM compte une division spécialités chimiques. Tous les jours selon le ministre, M. Tchuruk et M. Loti Le Floch Frigent, président d'Elf, sont tombés d'accord sur cette nouvelle répartition des actifs. Il ne reste plus qu'à mettre en place le schéma juridique et financier dans lequel cette opération de découpage va s'opérer. M. Fauroux s'est donné jusqu'à la semaine prochaine « au plus tard » pour boucler le dossier.

A. D.

Vers une libéralisation du transport aérien

Le transport aérien dans la Communauté sera très sensiblement libéralisé à partir du 1^{er} janvier 1993. Tel est le sens des conclusions auxquelles sont parvenus les ministres des transports des Douze à l'issue de la réunion qu'ils ont tenue, lundi 4 et mardi 5 décembre, à Bruxelles.

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

« Nous avons pris un engagement clair qui nous permet maintenant de travailler sur les mesures à arrêter pendant la période de transition, c'est-à-dire durant le laps de temps qui nous sépare du 1^{er} janvier 1993 », a déclaré M. Michel Delebarre, le ministre français, qui présidait les travaux du conseil. Le principal gagnant de cette percée, psychologiquement importante à la veille du conseil européen de Strasbourg, devrait être l'utilisateur.

Le programme de libéralisation approuvé par les Douze porte, en particulier, sur les tarifs. « Le système de double désapprobation reste un objectif à atteindre au 1^{er} janvier 1993 », lit-on dans le texte adopté. Chaque saison, en effet, les compagnies opérant sur une ligne donnée soumettent des propositions de tarifs et ont besoin de l'approbation des deux États membres concernés. La réforme proposée signifie que si l'une des deux autorités de tutelle ne fait pas connaître son refus, le tarif deviendra valable.

La nouvelle règle sera assortie de clauses de sauvegarde. Si une compagnie proposait une réduction de 20 % ou plus par rapport aux prix pratiqués lors de la saison précédente, l'Etat qui n'a pas approuvé et qui soupçonne une pratique déloyale de pouvoir soumettre le cas à l'arbitrage de Bruxelles.

Les Douze ont retenu l'idée de la Commission d'appliquer de manière moins restrictive qu'aujourd'hui la « cinquième liberté », c'est-à-dire le droit pour une compagnie d'embarquer et de débarquer des passagers entre deux pays dont elle n'est pas ressortissante. KLM pourra ainsi exploiter une ligne Amsterdam-Paris-Rome. Aujourd'hui, l'accès au marché aérien d'un pays partenaire ne peut jouer entre deux aéroports importants. KLM peut exploiter Amsterdam-Strasbourg-Rome ou bien Amsterdam-Paris-Florence, mais pas Amsterdam-Paris-Rome.

Le pourcentage des sièges susceptibles d'être vendus par une compagnie au titre de la « cinquième liberté » était jusqu'à présent limité à 30 % par vol ; il sera porté à 50 %. La Commission propose que ces nouvelles dispositions s'appliquent à partir du 1^{er} octobre 1990.

Les ministres affirment que le « cabotage », c'est-à-dire la possibilité pour une compagnie d'embarquer et de débarquer des passagers dans deux villes d'un même pays étranger (par exemple pour KLM, une ligne Amsterdam-Paris-Nice), devrait être autorisé à compter du 1^{er} janvier 1993. C'est une perspective qui soulève d'importants problèmes en France, le pays de la CEE qui a le plus grand marché intérieur.

Le conseil a retenu le principe d'une libéralisation des règles de capacité. Aujourd'hui, sur Paris-Rome, l'aviation civile ne peut refuser à Alitalia d'offrir des sièges supplémentaires tant que la part réservée à Air France ne tombe pas au-dessous de 40 %. C'est la règle dite des « 60-40 ». La part réservée sera progressivement diminuée de 7,5 points par an par rapport à la situation actuelle, et ce système de quotas disparaîtra complètement le 1^{er} janvier 1993.

Le cas d'UTA

Que va finalement proposer Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission, chargé de la concurrence, dans le litige opposant Air France, par gouvernement interposé, à UTA ? Celle-ci réclame le droit d'exploiter des lignes en Europe et avec l'Amérique du Nord. L'administration française le lui refuse en invoquant la réglementation européenne de 1967 selon laquelle un Etat est maître de ses relations avec ses propres compagnies. Sir Leon, considérant que cette interdiction est contraire au traité de Rome, voulait engager une procédure de mise en demeure contre la France. Son intention était de soumettre son projet de lettre à ses collègues.

« Je ne pourrais pas m'y opposer », expliquait M. Karel Van Miert, le commissaire chargé de la politique des transports, si les ministres continuent à refuser de modifier la réglementation qui est effectivement contraire au traité. Les ministres viennent de s'incliner. A compter du 1^{er} janvier 1993, la « multidésignation » deviendra la règle applicable à tous, y compris, en France, à UTA. Tout refus devra, désormais, être justifié. Sir Leon hésite désormais à envoyer sa lettre !

PHILIPPE LEMAITRE

Revers pour Thomson

GEC prêt à s'opposer à toute OPA contre Ferranti

Mauvaise nouvelle pour le groupe français Thomson : le conglomérat GEC, premier groupe britannique dans le secteur de la défense, a annoncé mercredi 6 décembre, par la voix de son président, qu'il était prêt à s'opposer à toute tentative d'OPA « indéfinissable » lancée sur le groupe Ferranti International Signal, spécialisé dans l'électronique et la défense, que le français guignait.

Ferranti, victime des déboires de sa filiale Signal and Control, est en pourparlers avec plusieurs partenaires éventuels. En octobre, Thomson et son associé British Aero space avaient annoncé qu'ils étudiaient la situation en commun. Mais British Aerospace s'est récemment retiré de la course. Le retrait de cet associé rendait la tâche de Thomson plus difficile, non seulement parce qu'il est étranger et que Ferranti travaille pour le ministère britannique de la défense mais aussi parce qu'il est nationalisé. GEC pourrait être intéressé par la reprise des activités de télécommunication de Ferranti, laissant la partie défense à un autre partenaire.

2^{ème} CYCLE
MANAGEMENT
EUROPEEN

LICENCE EUROPÉENNE DES AFFAIRES

avec le centre de management
aux affaires de GENEVE

14 MOIS DE MANAGEMENT
ET DE MISSIONS
PROFESSIONNELLES
EUR PEENNES

ADMISSION :
Jeunes cadres,
licence, DEUG, DUT, BTS
ou diplôme C.E.E.
équivalent

IERMI
INFORMATION-ADMISSION
(1) 42.66.66.82.

71, rue de Fy-St-Honoré,
75009 Paris

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Accords en URSS, Hongrie et Pologne

Multiplication des projets occidentaux à l'Est

Les entreprises occidentales semblent bien s'être décidées à passer à l'offensive dans les pays de l'Est. Depuis le début de la semaine, les accords et projets de coopération se sont multipliés.

● Total s'apprête à exploiter du pétrole soviétique. — Le groupe pétrolier Total-CFP a ainsi annoncé mercredi 6 décembre la conclusion d'un accord de principe avec les autorités soviétiques pour les aider — dans le cadre d'une société mixte — à exploiter le gisement de Romashkino (République de Tatarie). La forme du joint-venture qui associe Total URSS filiale à 100 % de la compagnie pétrolière française — et le groupe Talpac (pétrole de Tatarie) n'a pas encore été précisée.

● Bouygues va construire des hôtels en Hongrie. — De son côté le groupe Bouygues, numéro un mondial du BTP, a passé un accord en

Hongrie avec la société des chemins de fer hongrois (MAV) pour la construction de cinq à dix hôtels dans la région de Budapest et dans le reste du pays, a-t-on appris mercredi. Bouygues, qui envisagerait avec son partenaire de bâtir également des appartements, apporterait capital et matériel de construction tandis que MAV fournirait les sites des futurs hôtels. Les travaux pourraient débuter dans trois mois.

● Usinor-Sacilor veut parrainer des sidérurgistes de l'Est. — Le PDG d'Usinor-Sacilor, M. Francis Mer a, pour sa part, proposé que les sidérurgistes européens parrainent un certain nombre d'installations sidérurgiques des pays de l'Est — notamment en Pologne et en Hongrie — non sans ajouter qu'il était prêt à engager Usinor-Sacilor dans ce processus. S'exprimant à Paris lors des journées d'automne de l'Association techni-

que de la sidérurgie M. Mer a expliqué que ce parrainage, qui pourrait s'effectuer par l'entremise de la Commission européenne — viserait à aider les sidérurgistes de l'Est à « mieux dépenser leur argent pour produire mieux et à moindre frais ».

● General Motors veut s'implanter en Hongrie. — Enfin, le géant automobile américain General Motors a entamé de très actives négociations avec les autorités de Budapest. Le constructeur, numéro un mondial, désire installer en Hongrie une importante usine qui fabriquerait des pièces destinées aux unités d'assemblage d'Opel réparties en Europe occidentale. General Motors, qui entend en même temps accroître ses ventes d'Opel en Hongrie, aurait évoqué avec les autorités de Budapest la mise en place d'un réseau de concessionnaires dans ce pays.

□ Prorestructur sa branche textile. — Le groupe Vet-Prouvost a décidé de réorganiser sa branche textile, constituée par acquisitions progressives auprès de la Financière Agache. Les modalités de ce réaménagement ont été présentées mercredi 6 décembre, lors d'un comité central d'entreprise de Boussac SNC. A cette structure unique doivent, en effet, se substituer quatre sociétés juridiquement autonomes et distinctes. Le projet de réorganisation prévoit la constitution de trois filiales pour les activités tissées et éponge (regroupées dans Jalla SA), chimiques (Rousseaux SA), filatures de coton (Société française de filature). Boussac SNC, pour sa part, devrait conserver ses deux départements tissés d'habillement et d'ameublement, à savoir Tissus Boussac et BTA Romanex.

□ Grundig-France sans président. — Le président du directoire de la société Grundig-France (groupe allemand Grundig), M. Marc Lefebvre, a quitté la filiale du fabricant allemand d'électronique grand public sans successeur en place. La démission de M. Lefebvre, qui est effective depuis le 1^{er} décembre, n'a pas été rendue publique, pas plus que le nom de son successeur, dont la prise de fonction devrait avoir lieu vraisemblablement le 1^{er} janvier 1990. M. Lefebvre, quarantenaire, avait précédé, vers le début du mois de janvier, la direction des produits blancs de Philips, principal actionnaire de Grundig à 31,6 %. Vice-président du Syndicat des industriels de matériels audiovisuels électroniques (SIMAVELEC), M. Lefebvre était entré chez Grundig en 1979.

CONJONCTURE

□ La croissance de la masse monétaire reste soutenue. — « En octobre, la progression de tous les agrégats de monnaie s'est modérée », selon le communiqué de la Banque de France publié le mercredi 6 décembre. Cependant, la croissance de l'agrégat M2, qui a atteint 0,7 % en octobre contre 1,5 % en septembre, reste plus élevée qu'au cours des premiers mois de l'année. « En liaison avec une croissance encore forte des dépôts à vue, mouvement qui inclut de nouveaux certains effets de la grève des services fiscaux ». En glissement sur douze mois, la croissance de M2 ressort à 3,2 % contre 4,7 % en septembre ; elle reste comprise dans la fourchette de 4-6 % fixée par les autorités monétaires pour 1989.

TRANSPORTS

□ Félicitations pour le record du monde ferroviaire. — M. François Mitterrand a adressé un télégramme de félicitations au président de la SNCF pour le record du monde de vitesse réalisé, le 5 décembre, par un TGV roulant à 482,4 km/h sur la nouvelle ligne Courmoulin-Tours.

MURS, MURS
NUMERO SPECIAL
BERLIN
FAIT LE MUR
43 54 13 92

Le programme de gel des terres de la CEE

La Commission veut aider la production de céréales à usage industriel

La Commission européenne a proposé aux Douze, le mercredi 6 décembre, de compléter le programme de gel des terres, lancé au printemps 1988, par un nouveau mécanisme de subvention à la production de céréales à usage non alimentaire, en particulier pour la fabrication des plastiques biodégradables ou des carburants automobiles.

Bruxelles souhaite octroyer une aide équivalente à 70 % de la prime de jachère à tout agriculteur qui

mettrait hors culture au moins 30 % de son exploitation et affecterait la moitié de cette surface gelée à la production de céréales « industrielles ».

Le coût de cette mesure est estimé à quelque 200 millions d'euros (1,4 milliard de francs). La Commission estime dans un communiqué que « le programme de jachère sera beaucoup plus attractif et contribuera à la réduction de la surproduction ».

Recentrage sur l'automobile

Chrysler va céder ses activités dans l'aérospatiale et la défense

Le constructeur automobile américain Chrysler a annoncé mercredi 6 décembre la mise en vente de ses activités dans les technologies de pointe dans l'aérospatiale et la défense et son recentrage sur l'automobile pour lutter contre la concurrence japonaise. « Nous allons défer tous les Toyota et Honda du monde », a déclaré M. Lee Iacocca, président de Chrysler.

Constituée à partir de 1985, pour se diversifier du marché cyclique de l'automobile, Chrysler Technologies ne compte que pour une faible part des activités du troisième constructeur automobile

américain. La branche a réalisé un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de dollars en 1988 (8,2 milliards de francs), qui se compare avec celui de 35,47 milliards de dollars pour l'ensemble du groupe et a dégagé un bénéfice de 149 millions contre 1,05 milliard pour le groupe.

Chrysler Technologies comprend Guiltzman (aérospatiale électronique), acquis en 1985 pour 637 millions de dollars, Electro-space System (défense et électronique), absorbé en 1987 (367 millions de dollars) et Airborne System, formé des activités d'aviation militaire des deux précédentes filiales. — (AFP.)

Les difficultés du premier groupe publicitaire mondial

Baisse de 47 % des bénéfices du groupe Saatchi

Le premier groupe publicitaire mondial, le britannique Saatchi and Saatchi, a vécu, en 1989, l'année la plus noire de son existence. Le bénéfice d'exploitation du groupe créé en 1979 par Charles et Maurice Saatchi a chuté de 47 % en 1989 : 61,3 millions de livres soit 604 millions de francs, contre 116,4 millions de livres, soit plus de 1 milliard de francs en 1988. En dépit de l'augmentation de sa marge brute de 12,9 % en 1989 (973,5 millions de francs), le groupe a indiqué que l'année écoulée « avait été une rude période, pendant laquelle des décisions drastiques ont été prises ».

L'embellie du groupe Saatchi, tant vantée en 1984 lors du rachat des agences américaines Backer and Spielvogel et Ted Bates, a viré au rouge au début de cette année. En mars, Maurice Saatchi prévenait les analystes que les résultats du groupe seraient nettement en baisse en 1989. La dépression affectant les marchés publicitaires américains et britanniques a frappé de plein fouet le groupe. Ce dernier décidait donc une réduction de ses coûts dès juin et se mettrait surtout en quête d'acheteurs intéressés par ses activités de conseil en entreprise, une diversification dans laquelle le groupe s'était lancé dès 1984 (le Monde du 31 mars). En dépit du programme draconien de réduction des charges qui avait abouti à un bénéfice brut impossible de 38,5 millions de livres pour le second semestre 1989 (contre

22,9 millions pour le premier), Saatchi and Saatchi n'a pu redresser totalement ses comptes.

Les dirigeants du groupe ont pourtant déployé durant cette période d'importants efforts pour tenter de vendre leurs filiales de conseil en entreprise et redresser ainsi leurs finances avant leur présentation financière à Londres, le 6 décembre. Mais la cession de Gartner Group au français Cap Gemini Sogent comme la reprise de Hay par ses salariés n'ont pu être réalisées dans les temps (le Monde daté 3-4 décembre).

Les pertes du groupe définitivement connues, il reste à Saatchi and Saatchi à poursuivre leur redressement. Et à court terme, l'OPA rampante qui a eu lieu dès cet automne. « La rationalisation des coûts et des activités de communication a été un véritable nettoyage », notait un analyste londonien. Cette restructuration a cependant coûté 39,5 millions de livres. En l'attente du nouveau directeur général du groupe, le Français Robert Louis-Dreyfus, nommé par les frères Saatchi (le Monde du 14 octobre) et qui doit prendre ses fonctions le 1^{er} janvier, la confiance des employés du premier groupe publicitaire mondial est singulièrement entamée. « Depuis ses débuts, Saatchi était bâti dans l'idée que nous étions les meilleurs », indiquait un membre du groupe. Le rappel à la réalité est d'autant plus dur.

YVES-MARIE LABÉ

ÉTRANGER

Accélération de la croissance économique au Japon

Le produit national brut du Japon a crû, au troisième trimestre, de 2,9 % (alors qu'il n'avait augmenté que de 0,8 % au cours des trois mois précédents), soit un rythme annuel de 12,7 %, a annoncé l'Agence de planification économique (EPA) le mercredi 6 décembre. Jamais, depuis le premier trimestre de 1973, la croissance de l'économie japonaise n'avait été aussi rapide.

L'EPA a estimé que plus de la moitié du taux de croissance trimestriel (1,7 %) provenait d'investissements supplémentaires des entreprises du pays. Les investissements ont en effet crû à un rythme annuel de 32,5 % entre juillet et septembre.

Compte tenu de ces résultats, l'EPA devrait réviser ses prévisions de croissance pour l'année fiscale 1989 (close au 31 mars 1990), pour l'instant fixées à 4 %.

Commission mixte américano-soviétique pour préparer l'accord commercial

Moscou et Washington ont annoncé le mercredi 6 décembre la création d'une commission mixte qui préparera l'accord commercial dont la signature est prévue en juin prochain lors du sommet de Washington entre MM. Bush et Gorbatchev. Le Parlement soviétique devra auparavant adopter une loi sur la liberté d'émigration tandis que le Congrès américain aura à amender les dispositions concernant les importations soviétiques aux États-Unis.

CONSUMMATION

Un décret va transformer l'INC en établissement public industriel et commercial

Un décret, qui devrait être publié au Journal officiel la fin de l'année, va transformer l'Institut national de la consommation (INC) d'établissement public administratif en « établissement public industriel et commercial ». Le Conseil d'Etat a en effet donné son feu vert à cette transformation. Ce nouveau statut permettra à l'INC de financer certaines de ses activités et d'acquiescer une plus grande autonomie de gestion.

M. Michel Pain, ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique et ancien président de la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), va quitter à la fin de

SOCIAL

Contestant les subventions accordées aux grévistes de Sochaux

Peugeot assigne en justice le conseil général du Territoire de Belfort

Peugeot continue de sortir ses griffes contre les collectivités locales qui ont accordé des subventions aux grévistes de Sochaux. Après Audincourt et Béthencourt, le constructeur automobile vient d'assigner en justice la commune de Grand-Charlemont.

Le Territoire de Belfort, à majorité socialiste, n'est pas davantage épargné. Il fait l'objet de deux plaintes : l'une pour une subvention de 80 000 francs versée directement aux grévistes, l'autre pour une somme de 20 000 francs que les élus départementaux ont fait symboliquement transiter par la Ligue des droits de l'homme.

Peugeot se fonde toujours sur le même argument : le fonds de sol-

darité intersyndical, bénéficiaire de ces aides, n'avait pas d'existence juridique, et les collectivités locales seraient sorties de leur rôle.

Curieusement, les actions engagées ne concernent pas — jusqu'à présent — l'environnement de l'établissement de Mulhouse dont les grévistes ont pourtant reçu de multiples aides durant le conflit, à commencer par celles de la mairie socialiste de Mulhouse. Il est vrai que Sochaux et sa région représentent le « cœur historique » de Peugeot. Un symbole auquel le constructeur semble particulièrement attaché.

J.-M. N.

□ La cour de Cassation réexaminera l'affaire des « dix » de Renault. — A la suite du décès, le 25 novembre, de son conseiller-rapporteur, Claude Goudet, la chambre sociale de la Cour de cassation doit à nouveau examiner le dossier des « dix » de Renault qui avait été plaidé en audience le 21 novembre. La nouvelle séance aura lieu le mardi 12 décembre et l'arrêt ne sera donc pas rendu le 19 décembre, comme il avait été prévu. Alors que l'affaire était en délibéré, la disparition du conseiller-rapporteur a entraîné une modification de la composition de la chambre.

□ Fin du conflit au centre de tri de Lille-Lezennes. — Le conflit, engagé depuis le 7 novembre, au centre de tri de Lille-Lezennes, a pris fin mercredi 6 décembre, selon la direction de la Poste. Les syndicats organisaient des débrayages

quotidiens d'une heure pour obtenir la création de trente emplois et une prime de 1 500 francs. Après le départ de la CFDT puis de FO de l'intersyndicale, la reprise a été votée mercredi et jeudi. Selon la direction de la Poste, l'activité de ce centre de tri, le plus important de France, devrait rapidement redevenir normale.

□ Lunettes mieux remboursées pour les moins de seize ans. — La Sécurité sociale va rembourser davantage les lunettes (verres et montures) pour les moins de seize ans, a annoncé mercredi 6 décembre, devant l'Assemblée nationale, M. Claude Evrin, ministre de la solidarité. Le taux de remboursement (70 %) ne variera pas, mais la base sur laquelle il s'appliquera passera de 110 F actuellement à 450 F. Les verres pris en charge seront les verres organiques incassables adaptés aux enfants.

Le Conseil d'Etat oblige l'administration à lui communiquer un dossier fiscal

Le Conseil d'Etat a obligé, dans une décision rendue publique mercredi 6 décembre, le ministre du budget à lui communiquer un rapport sur la situation fiscale d'un contribuable, cela afin de juger si ce contribuable pouvait le consulter.

C'est la première fois que l'administration est contrainte à lever le secret sur ses procédures de vérification fiscale. Le ministre du budget devra s'exécuter dans un délai d'un mois.

M. Jacques Blanc, un entrepreneur d'Agén (Lot-et-Garonne), demandait depuis 1983 la communication de son dossier en vertu des lois sur l'accès aux documents administratifs qui stipulent que tout citoyen a le droit de consulter les dossiers « à caractère nominatif » le concernant.

Mais le ministère du budget avait toujours refusé en se prévalant d'une disposition législative prévoyant que le fisc peut s'opposer à la communication d'un dossier dans le cas où cela porterait atteinte à la recherche d'infractions fiscales. — (AFP.)

Le transfert partiel des phares et balises à Brest

La décentralisation du ministère de la mer est à peine amorcée

BREST

de notre correspondant

Le transfert du service des phares et balises à Brest qui avait été annoncé en début d'année 1988 par M. Ambroise Guellac, alors secrétaire d'Etat à la mer, devrait se faire pour 1992. L'opération sera que partielle car les cent cinquante personnes du service ne quitteront pas tous Brest-sur-Mer. Il est prévu de transférer cinquante-cinq emplois auxquels s'ajouteront sept à huit postes du centre de formation de l'équipement.

Les phares et balises s'installent dans le « technopôle » brestois à la pointe du Diable où l'on trouve déjà l'IFREMER (recherche océanographique) et l'ENSTB (École nationale supérieure de télécommunications de Bretagne). Il en coûtera 25 millions de francs dont 9 millions seront à la charge de la région, du département et de la communauté urbaine de Brest.

M. Jacques Mellick, l'actuel ministre de la mer, n'a pas voulu remettre en cause les engagements pris par son prédécesseur en 1988. Mais ce transfert partiel ne satisfait pas les élus de l'opposition dans le département. M. Charles Miossec (RPR), président du conseil général, estime que « l'Etat rend sa signature et cela conduit à l'escroquerie », dans la mesure où selon lui on demande davantage aux collectivités par rapport au projet initial.

GABRIEL SIMON
[Ne serait-il pas temps de réfléchir sérieusement à un transfert total — dit sur plusieurs années — des services du ministère de la mer dans une grande ville du littoral ? Les moyens

de transport ou de communication entre Paris et la province sont de plus en plus nombreux, rapides et sophistiqués. L'Etat est-il prêt à jouer lui-même la carte de la décentralisation et de la déconcentration ? Quelles sont les raisons objectives qui justifient la présence de centaines de fonctionnaires en Ile-de-France et place de Fontenoy face à l'École militaire ?]

F. Gr.

Imaginez un monde où toutes les offres d'emplois correspondent à votre vraie valeur.

36 15
IM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Les six sociétés

La privatisation de l'eau en Grande-Bretagne



Dans la salle de pompage d'une usine de Thames, à Londres.

La privatisation de l'eau, lancée à grand renfort de publicité le 22 novembre et consacrée par l'introduction en Bourse le 12 décembre, sera vraisemblablement l'avant-dernière de la présente législature. Il reste en effet encore l'électricité à dénationaliser avant les prochaines élections, mais il n'est plus question de toucher à un autre secteur, pas même au charbon, avant cette échéance. Le premier ministre a le choix du calendrier et peut convoquer des élections anticipées, mais comme il est évident, dans le climat actuel, qu'elle les perdrait, elle préfère laisser entendre qu'elle accomplira l'intégralité de son mandat. M^{me} Thatcher flirte désormais avec l'idée d'attendre juin 1992 pour appeler ses concitoyens aux urnes.

La privatisation de l'électricité, déjà repoussée une fois, devrait avoir lieu en mars prochain. La grande affaire du gouvernement et celle sur laquelle il est actuellement sévèrement jugé par l'opinion est donc celle de l'eau. L'image de M^{me} Thatcher est largement liée à ce capitalisme populaire qu'elle appelle de ses vœux avant son arrivée au pouvoir et qu'elle a tenté de rendre irréversible depuis qu'elle est entrée en 1979 au 10, Downing Street.

Le pétrole, le gaz, le téléphone, la construction aéronautique et automobile, tels sont les grands secteurs auxquels l'Etat s'est totalement dégage depuis dix ans. La liste des entreprises, souvent connues du monde entier, ainsi devenues ou redevenues des sociétés privées est impressionnante. Pourquoi y ajouter les dix autorités régionales des eaux d'Angleterre et du Pays de Galles ?

Il fallait privatiser l'eau parce que M^{me} Thatcher l'avait promis dans son programme électoral de juin 1987. Personne ne savait alors ce que cela voulait dire, et les Britanniques sont toujours, selon un sondage récent, massivement opposés à ce recul de la puissance publique.

L'Etat, qui vient de déboursé 65 milliards de francs (en épongeant les dettes des autorités régionales et en y ajoutant une dotation), propose le tout à 52 milliards. Où est le truc ? C'est bien simple. L'Etat a honte, et à juste titre, de n'avoir pratiquement rien dépensé pour entretenir les châteaux d'eau, les réservoirs et les réseaux de canalisation urbains, et surtout de ne pas en avoir construit beaucoup depuis la reine Victoria.

Il va donc falloir investir énormément, construire des stations d'épuration coûteuses, remplacer un peu partout des canalisations vétustes, informatiser un système de facturation à la fois archaïque et aberrant. Cela veut dire, en clair, qu'il y a énormément d'argent à dépenser, mais que la récompense sera à la hauteur. Car l'eau est aussi sous-payée par le consommateur.

On comprend que trois groupes français, la Générale des eaux, la Lyonnaise des eaux et Bouygues, aient pris pied depuis un certain temps déjà de ce côté-ci de la Manche en créant des filiales de droit britannique. Ces filiales sont d'une touchante discrétion ces jours-ci. Elles n'ont pas droit, pas plus que n'importe quelle autre institution britannique, de racheter plus de 15 % de chacune des dix compagnies mises en vente. Elles achètent très probablement à tour de bras en privilégiant leurs cibles régionales antérieures.

De Londres,
DOMINIQUE D'HOMBRES

A sec d'investissements

Pour se faire pardonner des années de sous-investissement, l'Etat anglais éponge les dettes des compagnies et les met en vente à prix intéressant. Une bonne affaire qui présente de nombreuses inconnues

IVER (Buckinghamshire)
de notre envoyé spécial

QUELQUES bâtiments bas de briques et de béton clair adossés à des talus qui dissimulent réservoirs et bassins de filtration, au milieu d'un vaste espace gazonné enclos de grilles. Commune à trois sociétés privées (« water statutory companies »), au nord et au nord-

ouest de Londres, où des groupes français sont majoritaires, l'usine de traitement d'eau potable des Trois Vallées (Lee, Colne et Rickmansworth), à 30 kilomètres à vol d'oiseau de la City, ressemble à toutes ses sœurs d'Europe, ces usines presque sans ouvriers.

Iver appartient à trois des vingt-neuf « statutory companies », sociétés privées qui fournissent ensemble 25 % de l'eau potable en

Angleterre et au Pays de Galles. Mais on y voit sur le terrain les enjeux de la grande opération en marche, la privatisation des dix « water authorities » régionales, qui assurent 75 % de la distribution d'eau et la totalité d'assainissement. Ces enjeux ont nom modernisation, investissements, transformation de la gestion des entreprises comme de leur propriété.

Dans des cabines, on voit clignoter des lampes sur des tableaux de

contrôle, mais un nouveau système informatisé permettant de suivre toute l'activité de l'établissement vient juste d'être installé. Achevée en 1974, l'usine d'Iver est raisonnablement moderne sans être à la pointe du progrès, tant pour la gestion de la production que pour le traitement de l'eau. Comme la plupart des installations britanniques, elle traite chimiquement (notamment par chloration) l'eau qu'elle pompe dans la Tamise, à 7 kilomètres. Mais on envisage de passer à l'ozone, comme en France, tant pour raison de sécurité (le stockage de chlore sous pression se fait à proximité de l'aéroport de Heathrow) que pour améliorer la qualité de l'eau (pratiquement conforme ici aux normes européennes).

Déjà indispensable (elle procure à Colne et à Rickmansworth 25 % de leurs ressources en eau et 15 % à Lee Valley), l'usine est appelée à jouer un rôle stratégique : elle va constituer un des pôles d'un système d'interconnexion de réseaux de distribution d'eau capable de faire face à l'accroissement de nouvelles zones urbanisées au nord de la capitale. Ce « bassin » commun est un des arguments du projet de fusion présenté par les trois sociétés, sur lequel la commission des monopoles doit se prononcer le 12 janvier prochain.

Restrictions budgétaires

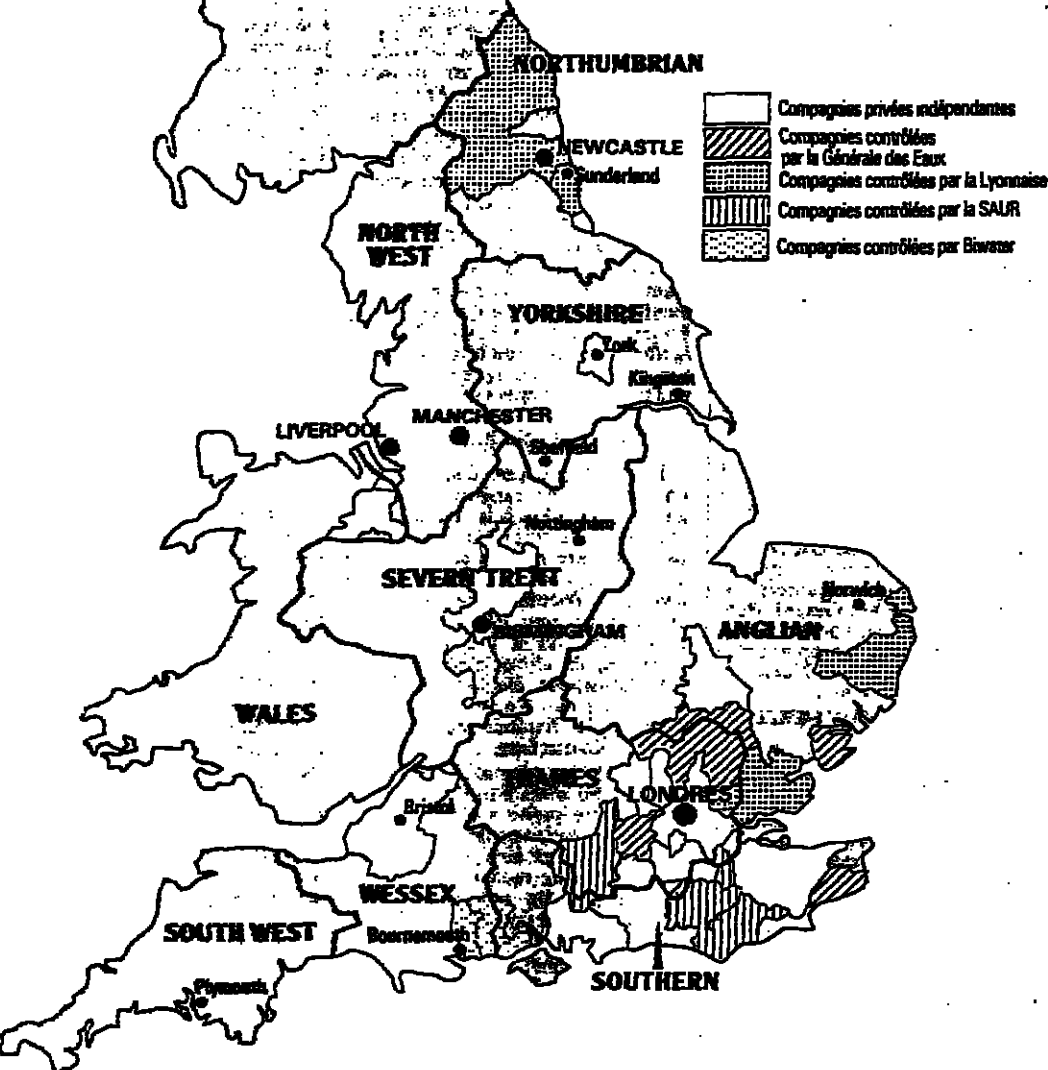
Sur des maquettes installées dans le hall, des carrés de couleur différente marquent déjà le programme d'extension de l'établissement dont la capacité doit être doublée pour atteindre 320 000 mètres cubes. Un programme de 28 millions de livres, contre 9 millions pour la construction initiale (1). Les travaux pourraient débuter dès 1990, la fusion projetée pouvant seulement retarder leur achèvement.

En avance sur le reste du monde vers 1850, l'industrie des eaux anglaise s'est endormie sur ses ressources importantes permettant des prix notablement inférieurs à la moyenne des pays industrialisés : aujourd'hui 23 % au-dessous du prix moyen français pour les consommateurs industriels, selon les calculs du National Utility Service (NUS). En 1973, les travailleurs au pouvoir ont regroupé les 187 « water boards » (conseils des eaux) communaux ou intercommunaux en dix « autorités » régionales et ramené à vingt-neuf le nombre de compagnies privées agissant sous leur délégation. Cette concentration a permis des économies (notamment une réduction de près de moitié du personnel en quinze ans), mais non des investissements, par suite des restrictions budgétaires.

Les fiers châteaux d'eau victoriens dissimulent souvent des insuffisances dans le traitement des eaux ou des fuites dans les canalisations de vidange.

GUY HERZLICH
Lire la suite page 40

(1) Une livre vaut un peu plus de 9,70 francs.



Les dix sociétés privatisées

	Population servie (millions)	Chiffre d'affaires 1988-1990	Bénéfice avant impôts 1988-1990	Investissement prévu 1990-2000	Prix de vente	Haussse de prix annuelle autorisée (%) 1990-2000
Thames	11,7	617	178	3 810	922	4,5
Severn Trent	8,3	508	208	4 080	849	3,75 (*)
Northwest	7	478	172	4 280	854	5
Anglian	5,4	396	136	3 460	707	5,5
Yorkshire	4,5	323	96	2 420	472	3
Wales	2,9	239	93	1 755	346	6
Southern	4	222	81	1 330	393	2,75 (**)
Wessex	2,5	141	54,5	1 275	246	4,5
Northumbrian	2,6	135	50,3	885	157	5 (***)
Southwest	1,5	113	82	1 290	293	5,75
Total	50,4	3 172	1 150,8	24 585		

(*) 5,5 jusqu'à 1995, 2 ensuite. (**) 5,5 puis 0. (***) 7 puis 3.

Diversification tous courants

La perspective de la privatisation a donné un coup de fouet aux dix « water authorities », devenues « public limited companies » ou PIC (le « est-à-dire » SARL) depuis le 1^{er} septembre. Depuis 1986, elles avaient renouvelé leurs états-majors et leur haut encadrement en faisant appel largement au secteur privé (à bon prix), en particulier pour les présidents et les directeurs financiers. Thames n'a pas recruté moins d'une centaine d'ingénieurs et de commerciaux dans l'industrie l'an passé.

Les nouvelles sociétés se sont restructurées sur le mode du privé, jusque dans les slogans (« Nous faisons marcher », proclame fièrement Severn Trent) et les tics : Southern a ainsi filialisé jusqu'à ses laboratoires et ses moyens de transport « pour mieux en contrôler les coûts et les contraindre à la compétitivité ». Toutes ont constitué une holding et séparé la gestion de l'eau et de l'assainissement des activités de diversification.

Dans ce domaine, les nouveaux dirigeants ne manquent pas d'ambitions. C'est ce qui a amené M. Roy Watts, le président de Thames, la plus importante des sociétés régionales, à réclamer la privatisation dès 1986. Les activités de diversification, en effet, ne seront pas soumises à des contrôles de prix et à des contraintes de normes comparables à celles de l'eau et de l'assainissement.

M. Roy Watts avait de mirifiques projets couvrant tous les domaines des loisirs et de l'aménagement comme de l'eau. Aujourd'hui plus discrète, Thames entend cependant dans dix ans tirer de la diversification la moitié de son chiffre d'affaires. Elle va l'accroître de 20 % dès 1990, par l'achat de Portals Group, ensemble de dix-neuf sociétés spécialisées dans le traitement des eaux, en Grande-Bretagne et à l'étranger (comme Degremont en France). Thames a aussi créé une entreprise de plomberie à destination des particuliers et on lui prête, bien qu'elle n'en fasse pas officiellement état, un vaste projet d'aménagement immobilier dans la banlieue ouest de Londres.

Rèves d'exportation

Plus modestes, d'autres ne sont pas en reste. Northumbrian, malgré sa taille restreinte (1,42 milliard de livres de chiffre d'affaires, moins de 2 millions de clients dans un Nord-Est de vieilles industries), produit de l'eau minérale et a des projets dans les domaines de la production d'électricité, du traitement des déchets, et même de la construction et de l'exploitation d'un réseau câblé de télévision, en joint-venture avec une petite société américaine, Starstream. Southern, sur la côte sud, s'est lancée dans la gestion de marinas, de pêcheries, nourrit des projets immo-

biliers et a constitué une joint-venture pour le traitement des déchets avec les Français de SAUR.

Northwest, pour sa part, ne laissera sans doute pas en jachère ses 46 000 hectares de réserves foncières (forêts, prés et cultures) dont les trois quarts se trouvent dans la très touristique Région des Lacs. Même si pour l'instant elle a seulement créé avec des Norvégiens une petite société d'agriculture et d'aquaculture. On fait plus volontiers état à Northwest d'une participation de 5 % dans un consortium formé pour l'approvisionnement en eau dans la région de Perak (Malaisie). Celle-ci constitue de fait la première installation britannique durable à l'étranger. Tout le monde rêve d'exporter, mais reconnaît un manager de Southern, « on n'y mène jusqu'à présent que des activités temporaires de conseil ».

Compteurs

Plus prometteurs sans doute sont les projets de plusieurs sociétés pour les installations d'eau ou la plomberie. Les ménages anglais ne sont en effet encore pas équipés de compteurs individuels, les tarifs domestiques étant calculés sur la surface du logement. « A 30 livres plus, imaginez le marché que représentent les quatre millions de ménage de la capitale », souligne un analyste londonien. A condition, évidemment, que l'on trouve le financement, car les sociétés ne feront pas l'avance, et vraisemblablement les municipalités non plus. Le consommateur risque de payer encore...

La promotion immobilière tente beaucoup aussi. Au point que quinze villes (1), dirigées en majorité par des travaillistes, il est vrai, ont déjà revendiqué une part des bénéfices de telles opérations par les nouvelles sociétés et assigné en justice huit de celles-ci (seules Northumbrian et Wessex y ont échappé). Le gouvernement a d'ailleurs prévu que les allégués d'actifs réduiraient le montant des hausses du prix de l'eau autorisées.

A priori, les plus grosses sociétés paraissent les mieux armées pour réussir la transformation. Mais certaines petites ne manquent pas d'atouts. Northumbrian, par exemple, a su réduire ses coûts de façon remarquable. Wessex vient d'obtenir un prix de l'Association britannique de la qualité pour sa capacité technique et son service aux usagers. Beaucoup dépendra de l'efficacité des nouveaux dirigeants dans la gestion de leurs investissements, de leurs tarifs, comme de leur diversification. « Leur première décision a été de attribuer des rémunérations confortables, ironise un observateur. Il va maintenant falloir les justifier. »

G. H.

(1) Notamment Birmingham, Doncaster, Exeter, Kingston-upon-Hull, Manchester, Norwich, Nottingham et Sheffield.

un monde
offres d'emploi
pendant à
sa valeur.
3 15
30
matique
des cadres

AFFAIRES

Les Français prendront-ils les eaux anglaises ?

L'expectative après l'offensive, telle est, depuis le début de 1989, l'attitude des trois grandes entreprises françaises du secteur face au marché anglais

Pour les trois grandes entreprises françaises de distribution d'eau (la Générale des eaux, la Lyonnaise des eaux, ainsi que la Société d'aménagement urbain et rural, filiale du groupe Bouygues), la discrétion est aujourd'hui de rigueur : en 1988, leur intervention a focalisé l'attention de la presse d'outre-Manche et souvent suscité l'hostilité du public britannique, au détriment sans doute d'autres enjeux de la privatisation.

Entreprises industrielles puissantes, aux moyens techniques et financiers considérables (on fait partie de groupes puissants, comme la SAUR) (1), ces trois sociétés, sans doute exceptionnelles dans ce secteur, ne pouvaient manquer d'être attirées par la privatisation de l'eau en Grande-Bretagne. La gestion privée de la distribution d'eau a gagné en France quelque vingt millions de consommateurs en trente ans (et plus de cinq millions depuis le début des années 80), atteignant aujourd'hui 70 % du marché national. Mais la progression est appelée à se ralentir.

Surtout, l'expansion à l'étranger fait partie de la stratégie de développement des « trois ». Ceux-ci ont des filiales sur tous les continents : la Générale et la Lyonnaise sont présentes en Espagne, au Portugal, comme en Asie du Sud-Est, en Chine, voire au Japon ; la SAUR est, depuis longtemps, installée en Afrique.

Une ou deux par siècle

Avec la privatisation de l'eau en Angleterre, c'est la première fois que s'ouvre d'un coup un marché aussi vaste : « Une occasion qui se présente une ou deux fois par siècle », selon M. Alain Fabry, directeur de Lyonnaise UK. La SAUR et la Générale furent cependant les premières à s'y intéresser : « Nous étions en train d'examiner les possibilités à l'étranger. Nous regardions à la fois vers l'Espagne, les

Etats-Unis et la Grande-Bretagne », explique M. Gérard Rannou, directeur financier de la SAUR.

Très vite, il est apparu que la dimension de la plupart des autorités régionales rendrait difficile une prise de participation significative, même pour la Générale des eaux, la plus puissante. En revanche, les statutory companies, plus petites (2), chargées uniquement de la distribution d'eau, par délégation, étaient accessibles. Souvent aux mains d'actionnaires multiples, notamment fonds de placement ou de retraite, sommes jusqu'à des centaines de millions de livres, elles avaient des réserves, elles avaient besoin d'apports financiers et d'appuis techniques. Elles pouvaient aussi constituer une première tête de pont.

Les premières prises de participation restèrent minoritaires : plus de 10 % dans une dizaine de compagnies d'égales dimensions. « Nous cherchions plutôt des partenaires pour notre club », affirme M. Jean-Pierre Tardien, directeur à la Générale des eaux, selon la stratégie maison de recherche de positions productives à long terme. La SAUR s'était d'abord associée à un groupe anglais, Trafalgar House, avant de dissoudre cette association décevante. C'est la Lyonnaise, dans son style plus agressif, qui ouvre, en juin 1988, le feu des OPA sur Essex, la plus importante des statutory puis sur East Anglian, dans la même région de l'Est, promise à un développement rapide. La Générale suivit fin 1988 et la SAUR début 1989.

La hausse des cours avait fourni aux sociétés de portefeuille propriétaires des compagnies l'occasion de profits appréciables. L'entrée en lice d'autres compétiteurs (Bivater, une société spécialisée de travaux publics ; Duncan, Saville, un financier australien notamment) contribua à accélérer le mouvement. Mais c'est surtout la crainte d'être absorbés par les Water authorities régionales, bien plus puissantes, qui poussa les res-

ponsables des statutory dans les bras des Français. Deux autorités régionales y avaient, en effet, aussi acquis des parts : Northumbrian, qui renoua ; Southern, qui perdit.

La Lyonnaise, la Générale et la SAUR contrôlent aujourd'hui quatre compagnies, alimentant respectivement 3 millions, 1,8 million et 1,25 million de personnes. La Générale et la SAUR sont installées essentiellement dans la région de Londres et le Sud, zones favorisées de la nouvelle Angleterre Thatcherienne (3). Elles détiennent aussi des parts minoritaires (10 % à 29,9 %) dans plusieurs autres compagnies, souvent dans les mêmes (4). La Lyonnaise a complété ses acquisitions dans le Nord-Est industriel en reconversion (Newcastle et Sunderland) et conserve une minorité dans le Sud-Ouest. Au total, les investissements se sont élevés à 1,3 milliard de francs pour la Lyonnaise, un bon milliard pour la Générale et 800 millions pour la SAUR.

Une fenêtre de tir

Mais les gains sont presque inversement proportionnels à la dimension des sociétés et à leur implantation en Europe : 13,5 % du chiffre d'affaires eau pour la SAUR, 10 % environ pour la Lyonnaise et 5 % pour la Générale. Les enjeux n'étaient pas les mêmes : « C'était une fenêtre de tir ouverte et il fallait tirer : c'était notre seule chance de devenir un groupe européen », explique M. Gérard Rannou.

Plus d'une fois mises en cause dans cette campagne d'Angleterre, les trois sociétés se montrent très discrètes aujourd'hui. Les conditions mises à la vente des autorités régionales par le gouvernement britannique les obligent à ne pas dévoiler leurs batteries. Les incertitudes pesant sur l'opération les contraignent à l'attente. Même si elles ne vont pas au-delà, leurs acquisitions actuelles leur assurent des parts non négligeables

sociétés : des taux atteints, et encore pas dans le haut de la fourchette, seulement pour la vente de Britoil en août 1985 et pour les ports britanniques en août 1983. Cependant l'avenir demeure trouble. Pour empêcher toute prise de contrôle par une société, le gouvernement britannique s'est réservé une golden share ; il a limité à 15 % des actions le maximum des achats par investisseurs. La mesure vise au premier chef les trois groupes français qui ont depuis 1988 acquis douze des vingt-sept statutory companies.

Des inconnues au tableau

Mais une participation nettement inférieure à ce plafond peut assurer un pouvoir en cas d'émiettement de l'actionnariat. La hausse de 25 % à 30 % sur le prix d'achat des actions qui ont été attendues lors de la cotation au Stock Exchange, le 13 décembre, peut inciter bien des acheteurs à préférer des plus-values immédiates aux primes accordées à ceux qui conserveront leurs actions jusqu'en 1992. La baisse inévitable des profits dans le temps peut y pousser aussi.

Autre inconnue du tableau : le sort des statutory companies. Le gouvernement doit fixer leurs marges de hausse de prix avant le 1^{er} avril 1990. Elles réclament, sans grand espoir, une « dot » comparable à celle des sociétés régionales privatisées. Le résultat des discussions peut modifier le jeu, tout comme la réponse à la demande de

fusion des Trois Vallées, le 12 janvier.

Reclassements et manœuvres ne prendront pas fin de sitôt. Les Français s'y préparent : la Société d'aménagement urbain et rural (SAUR) vient de porter sa participation dans Rickmansworth (dont la Générale détient 16 %) à 29,9 % (maximum avant le déclenchement d'une OPA) et à 18,6 % celle dans Mid-Kent. Mais il ne sont pas les seuls : les sociétés régionales aussi. L'entrepreneur Southern détient des parts (de l'ordre de 25 %) dans quatre statutory contrôlées par la SAUR ou la Générale, et a bloqué en 1988 un projet de fusion entre deux autres. « On peut imaginer bien des alliances », admet M. Alain Fabry, directeur de Lyonnaise UK. « Et si Thames, par exemple, rachetait une autre société régionale ? » interroge encore M. Gérard Rannou, directeur financier de la SAUR. Après tout, le rapport entre Thames et Wessex ou Northumbrian est de quatre à un...

G. H.

(1) Le chiffre d'affaires de la Générale a été de 85 milliards de francs en 1988, celui de la Lyonnaise de 18,5 milliards, celui de la SAUR de 3,6 milliards.

(2) Le chiffre d'affaires des plus importantes ne dépasse guère 300 millions de francs.

(3) Les Valley, North Surrey, Folkestone et Teaming Handford pour la Générale, Mid-Sussex, Mid-Sussex, Eastbourne et West Kent pour la SAUR.

(4) Il s'agit de Mid Kent, Colne Valley et Rickmansworth, la Générale ayant aussi 29 % dans Bristol Waterworks (dont la Lyonnaise possède 18 %) et 26 % dans South Staffordshire. La SAUR possède enfin 11 % de Wrexham.

Scènes de chantage à la Bourse de Tokyo

L'envers du décor au Kabuto-cho : menaces, usure, « raids » sauvages, spéculateurs aux ressources troubles. Les autorités boursières vont tenter d'y mettre bon ordre.

TOKYO

correspondance

« **N**OUS présentons l'année prochaine une loi imposant au Japon la déclaration de prise de participation supérieure à 5 % comme cela se fait aux Etats-Unis et en Europe », explique-t-on au ministère des finances japonais. Il s'agit de « renforcer les dispositions de lutte contre les manipulations de titres en renforçant la transparence des opérations ».

La Bourse de Tokyo n'est pas Wall Street. Les participations croisées qui la verrouillent interdisent les OPA hostiles et ont mené à l'échec les rares tentatives qui ont émaillé son histoire. Il n'en demeure pas moins que, à l'ombre de cette « dame tranquille », prospère une race de spéculateurs extrêmement agressifs. Leurs coups boursiers faisant « beaucoup d'argent » selon le mot d'un responsable d'une maison de titres, ils accentuent la volatilité du Kabuto-cho (Bourse de Tokyo). Surnommée shite en référence au théâtre où, ces spéculateurs ou ces groupes de spéculateurs seraient une centaine. Mais, à l'instar du personnage de théâtre classique japonais, leur identité est difficile à établir. Un flou renforcé par les lacunes actuelles de la loi.

Appelés kabuage, ces manipulations extrêmement brutales consistent à rafler des actions, pousser leurs cours — des hausses de 100 % en quelques semaines ne sont pas rares — et les revendre à la société dont elles forment le capital. De 1986 à 1988, cent vingt-six cas ont été officiellement recensés.

Un chiffre inférieur à la réalité, estiment les professionnels, qui pointent de 10 % des sociétés cotées à Tokyo ayant fait les frais de kabuage. Car, généralement, la victime préfère s'épargner les problèmes dont la menace le raidier une fois entré dans son conseil d'administration (réclamer une augmentation de dividendes, refuser ses projets de développement, contrôler ses livres de comptes, voire la faire suspendre de cotation...) et rachète ses titres. Certains shite se contentent de pousser un titre puis de le réaliser en toute discrétion sans dépenser d'autres spéculateurs attirés par la montée du cours. Ce qui, de toute évidence, s'est passé avec Teisan, la filiale japonaise de L'Air liquide. Son titre a été soumis cette année à une très forte et brève spéculation.

Masques...

D'autres groupes disparaissent un temps pour réapparaître sous un autre nom. Parfois parodique comme « Pezant Dollar ». Une partie d'entre eux ne sont en fait que la filiale d'un groupe et sont créés pour l'occasion. Les derniers, une dizaine, sont liés à un politicien. Réactifs à l'approche des élections, ils alimentent en fonds les campagnes électorales. C'est sans doute l'un d'entre eux qui est derrière la flambe actuelle de l'action Katsuz Gaz.

Katsuz Gaz a le profil idéal de la victime des shite. Saine financièrement, cette petite société compte dans son actionnariat de solides appuis pouvant être appelés à la rescousse pour racheter ses titres. Commencée fin septembre, cette attaque a porté de 11 000 à plus de 2 200 yens son titre.

En revanche, d'autres choisissent de mettre bas le masque. Leur objectif est alors de vendre à la

société qu'ils agressent les actions qu'ils ont raflées sur le marché. Dans ce but, ils lancent une stratégie de harcèlement : convocation d'assemblées d'actionnaires, paralysie du conseil de direction en utilisant systématiquement leurs droits de veto... voire menace de faire exclure l'action de la Bourse en abaissant au-dessous du plancher son nombre d'actionnaires.

L'affaire Koito, quant à elle, a éclairé la personnalité de Kitaro Watanabe. Ancien importateur de voitures de luxe et surtout promoteur immobilier, Watanabe a lancé son opération contre Koito, une filiale de Toyota, en 1988. Avec un patrimoine immobilier de 100 000 mètres carrés à Tokyo et plusieurs hôtels à Hawaii, cet homme d'affaires détient l'une des clés qui permet de passer de jūge (spéculation foncière) au kabuage (manipulation boursière) : le patrimoine foncier. Il permet de lever à des taux très faibles auprès d'institutions financières les capitaux pour entreprendre ces coups boursiers.

Déjà victime d'un greenmail (chantage à l'OPA) en 1987 — organisé par Nippon Tochi, il lui aurait coûté 10 milliards de yens (470 millions de francs) — le constructeur d'automobiles a opté contre ce nouvel agresseur pour la fermer. Pour faire plier Toyota, Watanabe a d'abord fait intervenir Shintaro Abe, ancien ministre des affaires étrangères, comme médiateur entre lui et Toyota. Une intervention courtoise. Plusieurs autres affaires de ce genre ont récemment été impliquées dans des affaires semblables. Ses appels politiques étant insuffisants, Watanabe s'est alors tourné vers T. Boone Pickens.

...et prêts-noms

Ce choix a fait date. Pour la première fois débarquait dans le kabuage, jusqu'à présent nippon, un étranger. De plus, cette arrivée enrichit la gamme des chantages traditionnellement utilisés d'une nouveauté : la menace d'un conflit nippon-américain. Arguant que le refus de Koito de l'accepter dans son conseil de direction est une mesure discriminatoire visant un Américain, T. Boone Pickens — aujourd'hui détenteur de 26 % de Koito — a demandé au Congrès de Washington de l'appuyer. Un dérapage dans les problèmes diplomatico-commerciaux opposant Tokyo à Washington qui explique en partie l'empressement des autorités japonaises à aligner leurs réglementations sur celles communément admises sur les grandes places financières.

Pour des spéculateurs dépourvus de terrain, il reste le marché de l'usure. Un choix risqué, qui a provoqué la chute de Cosmopolitan et Nippon Tochi en 1988. Très actifs et redoutés parce que liés à la pègre, ces deux groupes ont accablé à la banqueroute par les intérêts de leurs dettes tandis que leurs raids s'éternisaient.

Marchand de tableaux impressionnistes et actionnaire depuis peu de Christie's, la firme londonienne spécialisée dans les enchères publiques, Yasumichi Morishima s'est constitué, grâce à ses activités d'usurier, un portefeuille très diversifié en récupérant des actions auprès de groupes de shite en difficulté.

Si ces groupes encadrent le plus souvent des hommes d'affaires en marge de l'établissement, plusieurs ne seraient que les péons de sociétés ayant pignon sur rue mais inféodées par les profits rapides du kabuage et l'OPA hostile. Dai Ichi Real Estate est soupçonné d'être l'émulsion de compagnies d'assurances. Ce qui expliquerait la « vision à long terme » dont fait preuve sa dernière opération. Dai Ichi Real Estate a en effet été pris comme partenaire par sa victime, Tokyū, pour gérer une partie de l'activité hôtelière de cette chaîne de magasins. Ce qui lui a été accordé en octobre.

Quel impact peut avoir la future loi sur ces activités ? Elle ne fera que compliquer l'organisation de ces raids. Ces groupes pourront toujours reporter sous plusieurs noms et à travers plusieurs courtiers leurs ordres d'achat, juger un responsable de maison de titres. Car cette nouvelle loi laissera toujours dans l'ombre l'origine des capitaux qui alimentent le kabuage.

BRUNO BRYOLLI

A sec d'investissements

Suite de la page 39

En juillet 1988, un incident particulièrement grave (pollution par sulfate d'alumine) avait interrompu l'alimentation en eau de vingt mille personnes dans le Sud-Ouest, mais d'autres cas ont été rapportés ces dernières années dans le Centre industriel ou la région londonienne. Le 20 septembre dernier, la Grande-Bretagne a été traitée en justice par la Commission de la CEE pour non-respect prolongé des normes européennes de qualité de l'eau (le Monde du 23 septembre). Celles-ci, qui ne posent guère de problèmes en France (2), ont soulevé de vives récriminations de ce côté de la Manche et le gouvernement a accordé maintes exemptions aux autorités régionales.

Les flots d'éloquence et d'encore déversés depuis deux ans à propos de la privatisation annoncée ne sont rien auprès des quantités d'argent à injecter dans l'eau et les boues (l'assainissement n'ayant pas moins de besoins). Le gouvernement a évalué à 24,5 millions de livres — presque cinq fois le prix de vente total des dix « autorités » régionales — le montant des investissements à prévoir dans les dix prochaines années. Déjà 1,85 milliard de livres ont été dépensés en 1988-1989.

Une bonne affaire

Pour permettre aux sociétés privatisées d'y faire face, le gouvernement a effacé leurs dettes (plus de 4 milliards de livres) et leur a accordé une « dot verte » (green dowry) de 1 milliard. Surtout, il les a autorisées à augmenter le prix de l'eau de 5 % par an en moyenne en sus de l'inflation pendant les dix prochaines années (voir tableaux page 39). Cela représente une hausse totale de plus de 60 %, inflation non comprise, et mettra sans doute l'eau anglaise nettement au-dessus des prix français. D'autant que des dérogations exceptionnelles (cost pass through) sont possibles en cas d'événement imprévisible. Déjà les consommateurs industriels ont dû subir en 1988-1989 une hausse moyenne de 18 % selon le NUS : dix points de plus que l'inflation.

M. Thatcher et ses ministres souhaitent constituer une industrie

de l'eau à la française : « Nous vous donnons la possibilité de faire aussi bien qu'eux (les groupes français). Saisissez-la et le monde vous appartient ! » lançait en juillet dernier M. Nicholas Ridley, alors ministre de l'environnement, aux dirigeants des sociétés privatisées. De fait, en volume de clientèle locale comme en chiffre d'affaires dans le secteur, les plus importantes comme la Thames (617 millions de livres de chiffre d'affaires en 1989-1990, desservant onze millions de consommateurs) et Severn Trent (508 millions de livres) « pèsent » autant ou presque que la Lyonnaise des eaux, Northwest à peine moins (478 millions), et quatre au minimum des dix sociétés privatisées dépasseront la SAUR, le troisième groupe français.

Pour assurer le succès de la vente, qui se confirme, le gouvernement a rien réglé, ajoutant aux cadeaux antérieurs aux sociétés et aux futurs souscripteurs un prix de vente des actions relativement bas (le Monde du 24 novembre). « Capitalisme populaire », oblige (3). Mais aussi nécessité que toutes les sociétés trouvent preneur, même les éventuels « canards boiteux », comme Southwest, confrontée à ses problèmes de pollution. Pour mieux garantir ce succès, les investisseurs institutionnels sont contraints de prendre des parts dans toutes les privatisées (en proportions variant selon la demande : Thames et Northumbrian ont, semble-t-il, la préférence des particuliers), bien que celles-ci soient cotées séparément.

Le prix de vente total des dix sociétés (5,24 milliards de livres) n'atteindra pas celui de BP (7 milliards de livres) ni même de British Gas (5,4 milliards), mais cette privatisation sera la plus complète jamais réalisée par les conservateurs, et sans doute la plus coûteuse en publicité, propagande et préparation technique : 175 millions de livres selon le Financial Times. Plus de soixante sociétés différentes sont intervenues, le gouvernement lui-même n'ayant pas moins de vingt-deux équipes de conseillers...

Les sociétés privatisées représentent incontestablement une bonne affaire. Les investisseurs bénéficient de dividendes de départ allant de 8,1 % à 9,68 % selon les

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

AU MOULIN VERT 34 bis, rue des Plantes, 14 ^e	45-39-31-31 T.l.j.	Deux ou quatre personnes, venez déguster l'été gras de canard, saumon mariné, poisson du jour ou viande, desserts. Menu 155 VSC. Salon 40 personnes.
DODIN BOUFFANT 25, r. Frédéric-Sautou (Métro-Mutualité) Métro	43-25-25-14	12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Pâtisseries, fruits de mer et crêpes tous les jours. Parking Lagrange.
YUGARAJ 14, rue Dauphine (6 ^e)	43-26-44-91 F. lundi	SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique » (Globe Millen).
LA PETITE CHAISE 36, rue de Grenelle, 7 ^e	42-22-12-35 T.l.j.	Fine cuisine dans un cadre d'époque. Menu-carte 135 F. vin et s.c. Vaste choix de spécialités. Service jusqu'à 23 h. Rapport qualité-prix excellent.
RESTAURANT VINH PHAT 44, av. d'Ivry, Paris (13 ^e)	45-86-88-79	Métro Porte d'Ivry. GRANDE CUISINE CHINOISE. Langoustes sautées. Pâtisseries à la vapeur. Ouvert tous les jours de 9 heures à minuit.

AFFAIRES

Les comptes en or d'Hanson

S'appuyant sur un magot de 50 milliards de francs, le conglomérat anglo-américain montre une étonnante souplesse. En attendant la retraite de ses fondateurs.

LONDRES
correspondance

Le conglomérat anglo-américain Hanson, qui a annoncé le 29 novembre un bénéfice imposable annuel de 10 milliards de francs, a fait sa réputation grâce au sens des affaires de ses fondateurs, lord Hanson et Sir Gordon White. Les deux hommes sont respectés autant comme financiers que comme industriels, mais jamais leur flair légendaire n'avait été autant en évidence que cette année. A peine venaient-ils de racheter le groupe minier britannique Consolidated Goldfields que le prix de l'or entamait un redressement spectaculaire.

La hausse de 15 % des cours du métal jaune en moins de deux mois a fait du rachat de Consolidated Goldfields pour 3,5 milliards de livres une très bonne affaire pour Hanson. En moins de temps qu'il n'en faut pour s'exclamer « quelle prémonition ! », le groupe a déjà profité de l'absence pour revendre 500 millions de livres d'intérêts miniers en Afrique du Sud. En ajoutant les autres cessions réalisées depuis juillet, il a déjà récupéré un tiers de son investissement.

Hanson se défend d'avoir prévu la flambée du métal avant tout le monde. « Nous n'avons jamais revendu une telle précieuse, affirme le vice-président de la branche anglaise, M. Martin Taylor, le rachat de Consolidated était une bonne affaire en soi. »

La meilleure preuve en est la vente pour 670 millions de dollars de la partie américaine d'Arc, la filiale de matériaux de construction et d'agrégats de Consolidated. L'acheteur australien, CSR, a accepté de payer plus de vingt fois les bénéfices d'Arc pour accélérer son expansion aux Etats-Unis.

« Excellente affaire », commente M. Simon Hayes chez les agents de change James Capel. Le prix payé par CSR signifie que Hanson a acquis « pour rien » la moitié anglaise d'Arc, très profitable et complémentaire de ses intérêts dans les briques et matériaux de construction.

Lord Hanson et Sir Gordon White ont habité leurs actionnaires à ce genre de prouesses comptables. Le conglomérat Imperial, acheté en 1986 pour 2,5 milliards de livres, a été cédé en petits morceaux pour plus de 2,2 milliards à l'exception du secteur tabac (cigarettes Player, Embassy), lui aussi très rentable.

La réussite a été encore plus éclatante avec le groupe américain SCM, acquis pour 930 millions de dollars il y a bientôt quatre ans, et dont les ventes d'acier ont rapporté plus de 1,7 milliard. Hanson conserve 48 % des machines à écrire Smith Corona et SCM Chemicals, que les analystes estiment à au moins 2 milliards de dollars.

A cela s'ajoute un portefeuille boursier très actif. Cette année, Hanson s'est par exemple défilé de 3 % dans Midland Bank, de 10 % dans l'américain Cummins Engine et d'un peu plus de 1 % de la banque d'affaires Morgan Grenfell.

Hanson « achète bon marché et vend cher », résume l'économiste The Economist, qui compare le conglomérat à un « antiquaire » traquant les affaires pousseuses, les réparant et les revendant en vente.

Décentralisation et pragmatisme

La simplification est un peu poussée. D'abord, Hanson n'achète pas tout ce qui se présente mais seulement des industries de base sur lesquelles la mode et les innovations techniques n'ont pratiquement aucune prise. Quel autre point commun entre les briques Butterley, les piles Ever Ready, les compteurs de gaz Smith, les grues hydrauliques Grove, le ciment Kaiser, les aspirateurs Rainbow, les baignoires Jacuzzi et, oui, les pépites d'or ?

A l'opposé, Hanson ne vend que lorsqu'il lui est possible d'obtenir un bon prix. En attendant, le conglomérat gère ses multiples activités comme n'importe quelle autre société... ou presque. « Quand un cadre dépasse son budget de 5 000 francs, il faut qu'il aille faire signer le chèque par lord Hanson ou Martin Taylor », raconte le PDG d'une grande entreprise de services. Etait, confirme M. Taylor, mais en échange les responsables de terrain sont entièrement libres à l'intérieur de leur budget.

Le pragmatisme est de rigueur : autant deux ans peuvent passer sans une acquisition majeure, comme de 1987 à 1989, autant Hanson ne refusera jamais une offre attrayante pour une de ses sociétés. Les meilleurs financiers sont souvent pris par surprise. Après l'OPA sur Consolidated, les analystes avaient presque unanimement prédit la vente des mines d'or

(sans attendre la remontée des cours) mais pas celle d'Arc.

Le sort du reste des actifs aurifères de Consolidated, qui font de Hanson le cinquième producteur d'or mondial, continue à intriguer la City. Mais M. Taylor reste énigmatique : « Nous avons vendu la participation minoritaire dans Goldfields of South Africa parce que nous préférons gérer nous-mêmes les entreprises. La situation est différente avec Goldfields Mining Corp. (aux Etats-Unis). Nous

avons 100 % et nous voulons nous familiariser avec les activités de la société », explique-t-il.

De telles assurances semblent condamner à la vente l'américain Newmont Mining, où Hanson n'a que 49 %, et l'australien Ronson Goldfields Consolidated, où il contrôle 46 %.

Faute d'un désengagement rapide de ce côté, les spéculateurs s'interrogent sur la prochaine victime de Hanson. Lors de la publication de

ses résultats annuels la semaine dernière, le conglomérat a révélé qu'il avait 50 milliards de francs de liquidités, ce qui met la plupart des sociétés cotées à Londres à la portée de ses appétits.

La prochaine OPA

Les rumeurs les plus insistantes prédisent une OPA sur Bat Industrie. Comme avec Consolidated, où la holding luxembourgeoise de la famille Oppenheimer, Minorco, avait fait le travail de sape avant d'être bloquée par la justice américaine, Hanson surgit au dernier moment, cette fois pour couper l'herbe sous le pied à Sir James Goldsmith.

Sir James, qui a lancé une première OPA cet été à travers une société basée aux Bermudes, tente maintenant de faire approuver par les autorités américaines le principe du rachat de la compagnie d'assurances de Bat, Farmers Group, par Hoylake Investments, étant entendu qu'elle serait ensuite revendue à Axa-Midi.

Dans la City certains calculent que, contrairement à Hoylake, Hanson Industries est une société américaine qui échapperait au

contrôle des Etats américains. Pourtant rien ne permet d'exclure un recours légal contre la participation de la maison mère britannique dans Hanson Industries, dont le président est Sir Gordon White.

Dans l'immédiat, Hanson gagne à ne rien faire. Les taux d'intérêt sont de 15 % en Grande-Bretagne et ses 50 milliards de francs lui rapportent plus à la banque que ne le ferait un investissement dans bien des sociétés.

La vraie incertitude concerne l'avenir personnel des fondateurs. Par la nature même du groupe, avec sa structure légère et décentralisée, lord Hanson et Sir Gordon ont très peu de successeurs potentiels au moment où ils approchent respectivement de soixante-neuf et soixante-sept ans. Surtout, beaucoup doutent que l'on puisse continuer à faire du Hanson sans Hanson.

La retraite à soixante-dix ans paraît une issue et si logique que la City chérit l'espoir d'un dénouement digne de ces deux grands brasseurs d'affaires et qui ne la laisserait pas trop démunie : un sabordage et une vente par appartements du groupe au profit des actionnaires.

VINCENT BORD

Un conglomérat transatlantique

Les résultats d'Hanson au 30 septembre 1989 se décomposent ainsi :

BRANCHE BRITANNIQUE :
chiffre d'affaires : 3,7 milliards de livres (+ 8,6 %);
profits : 489 millions de livres (+ 28 %).

Produits de consommation :
- Chiffre d'affaires : 2,8 milliards de livres (+ 4 %)
- Profits : 247 millions de livres (+ 23 %)
Tabac (Imperial Tobacco), piles (Ever Ready), alimentaire (Seven Seas).

Produits pour construction :
- Chiffre d'affaires : 488 millions de livres (+ 49 %)
- Profits : 109 millions de livres (+ 15 %)
Briques (London Brick, Butterley Brick), matériel électrique (Crabtree).

Industrie :
- Chiffre d'affaires : 502 millions de livres (+ 33 %)
- Profits : 133 millions de livres (+ 44 %)

Smith Motors, James & Bloom, Dufayite, Barry Magicoal Robinson Wiley, SLD Pumps.
BRANCHE AMERICAINE :
chiffre d'affaires : 3,3 milliards de livres (+ 27 %);
profits : 387 millions de livres (+ 32 %).

Industrie :
- Chiffre d'affaires : 1,4 milliard de livres (+ 27 %)
- Profits : 203 millions de livres (+ 30 %)
Dionys de titane (SCM Chemicals), grues (Grove Crane), cuir automobile (Gordon State Tanning), sièges d'avion (Webcor Aircraft), mines (Goldfield Mining).

Produits pour construction :
- Chiffre d'affaires : 736 millions de livres (+ 23 %)
- Profits : 84 millions de livres (+ 20 %)
Ciment (Kaiser Cement), éclairage (Hanson Lighting Group), outillage (Arnes Tools), baignoires Jacuzzi.

Produits de consommation :
- Chiffre d'affaires : 1,1 milliard de livres (+ 12 %)
- Profits : 100 millions de livres (+ 67 %)
Aspirateurs (Rainbow), casseroles (Farberware), textile (Native Textile), objets en plastique (Tuckey).

BANCO DI NAPOLI. DEPUIS 450 ANS POUR L'ECONOMIE, L'ART ET LA CULTURE.



EXPOSITION DES CHEFS-D'OEUVRE DE LA PEINTURE ET DE LA SCULPTURE NAPOLITAINE DE LA COLLECTION PRIVEE DU BANCO DI NAPOLI A L'OCCASION DU 450EME ANNIVERSAIRE DE SA FONDATION.

FRANCESCO GUARINO - SAN GIORGIO 1645-1650

450 ANS

BANCO DI NAPOLI

Le Monde

EN BINQUÉ DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINTEL POUR TOUT RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR

Tél. 1 48 38 70 72

450 ANS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIES EUROPEENNES REUNIES

Société Anonyme au capital de F 5 008 311 600
Siège social : 7, avenue George V - 75008 Paris
RCS Paris B 622 028 470

La fusion de CERUS - Compagnies Européennes Réunies - et de DUMÉNIL-LEBLÉ S.A. a été approuvée par les assemblées générales d'actionnaires réunies le 5 décembre 1989. DUMÉNIL-LEBLÉ S.A. ayant absorbé Cerus puis adopté la dénomination sociale de celle-ci, l'échange des titres des actionnaires de la société absorbée s'effectuera selon les modalités suivantes :

- jusqu'au 20 décembre 1989, la cotation des titres émis par les deux sociétés (actions, bons, obligations) ne sera pas modifiée,
- à compter du 8 décembre 1989, la quotité d'exercice des actions Cerus pour les transactions effectuées sur le marché à règlement mensuel passera de 25 à 5 titres,
- à compter du 21 décembre 1989, les actionnaires de Cerus, société absorbée, se verront attribuer des actions de la société absorbante, DUMÉNIL-LEBLÉ nouvellement dénommée Cerus, à raison de 10 actions pour 27 actions anciennes Cerus.

Afin de permettre aux actionnaires qui le souhaiteraient d'ajuster leurs droits dans l'échange, les actions de la société absorbée continueront à être cotées sur le marché au comptant. Les positions prises en liquidation de janvier 1990 devront être ajustées pour que l'échange soit réalisé dans la proportion de 50 actions DUMÉNIL-LEBLÉ nouvellement dénommées Cerus pour 135 actions Cerus anciennes.

Toujours à compter du 21 décembre 1989, les titres (actions, obligations et bons) précédemment cotés sous la dénomination DUMÉNIL-LEBLÉ seront cotés sous la dénomination Cerus.

Il est rappelé qu'en conséquence des opérations de fusion, les parités d'exercice des bons et de conversion des obligations émis par les deux sociétés ont été ajustées selon les modalités suivantes :

- les bons "A" et "B" précédemment émis par DUMÉNIL-LEBLÉ qui apparaîtront sous la dénomination de bons "A" et "B" Cerus donneront droit à souscrire à 3,6 actions Cerus de F 200 nominal ;
- les bons "A" et "B" précédemment émis par Cerus auxquels ont été substitués des bons "C" et "D" donneront droit à souscrire à 3,53 actions Cerus de F 200 nominal ;
- les obligations convertibles francs français 4 % 1987 précédemment émises par DUMÉNIL-LEBLÉ et nouvellement dénommées Cerus donneront droit à souscrire 3,26 actions Cerus de F 200 nominal.

Le capital de l'entité résultant de la fusion s'élève à F 5 008 311 600 divisé en 25 041 558 actions de F 200 nominal.

Sur Minitel 36.16 CLIFF

CERUS

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

Le conseil d'administration de la SICAV SAINT-HONORÉ BIO-ALIMENTAIRE, réuni le 6 octobre 1989, a convoqué une assemblée générale mixte le 18 janvier 1990 à 17 heures.

Cette assemblée aura pour ordre du jour, entre autres, la modification de l'article des statuts « Affiliation et répartition des résultats », ce qui permettra aux actionnaires de bénéficier des nouvelles dispositions législatives autorisant la capitalisation de tout ou partie des intérêts.

Rentacis

La Sicav des 4 saisons

Comptes de l'exercice 1988-1989 clos le 29.09.1989 approuvés par le Conseil d'Administration du 28 novembre 1989 présidé par M. François Arsac.

Actif net au 29.09.1989 : F. 1.890.074.552

Performance de l'exercice : + 9,51 %

Performance entre le 30.12.1988 et le 24.11.1989 : + 5,37 %

Valeur liquidative au 24.11.1989 : F. 160,47

Dividende proposé (solde) : F. 3,46 + F. 0,09 d'avoir fiscal qui sera mis en paiement le 31 janvier 1990, soit un total des 4 versements de l'exercice : F. 12,62 + F. 0,24 d'avoir fiscal.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

Banques CIC. En intelligence avec vous.

CHRYSLER CORPORATION

Le conseil d'administration de la société CHRYSLER CORPORATION a, dans sa séance du 30 novembre 1989, décidé la mise en distribution d'un dividende de 30 cents par action ordinaire détenue, payable le 15 janvier 1990, aux actions inscrites à la date du 15 décembre 1989.

Les actions ordinaires seront négociées ex-coupon à la Bourse de New-York à compter du 11 décembre 1989.

Les actions de priorité ne font pas l'objet d'une distribution de dividende.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-01-82, poste 4330

Qui a peur de l'informatique ?

QUI A ENCORE PEUR DE L'INFORMATIQUE ?

Précis à l'usage des Managers par J.-P. Corniou ancien élève de l'ENA et N.-Y. Hamab ancien élève de l'Ecole Polytechnique 248 pages 149 F

Ecrit par deux praticiens qui échappent aux dogmes et qui puisent, dans une expérience concrète et diversifiée, leur vision tonique, ce livre sans complaisance et avec humour répond aux interrogations de tous ceux qui ont à traiter avec l'informatique. Il dégage des idées claires pour réussir à être performant par la maîtrise de l'information et de l'outil informatique. La sécurité, les virus, l'échange de données informatisées, les réseaux, les coûts, le choix des matériels y sont traités dans un style qui passionnera autant les spécialistes que les néophytes.

EYROLLES
61, boulevard Saint-Germain, 75240 PARIS Cedex 05.
Tél. (1) 46.34.21.99

PIERRE-BLOCH

ALGER, CAPITALE DE LA FRANCE EN GUERRE
Préface de Jacques CHABAN-DELMAS
En vente dans les drugstores : 100 F
Editions UNIVERSAL
3, rue de Choiseul 75002 Paris

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beauvois-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0393 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Montmoy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	394 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	772 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 360 F	1 300 F	2 450 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

COMMENT ENSEIGNER L'HISTOIRE

Avec notamment des articles de : Jean-Michel GAILLARD, Yannick SIMBRON, Louis MERMAZ, Pascal ORY, Jean PEYROT, Madeleine REBERIOUX.

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

RÉVÉLATION



LA HYRE

l'homme et l'œuvre

par Pierre Rosenberg et Jacques Thuillier

384 pages 475 illust. 480 F



EDWY PLENEL
MOURIR A OUEVA
ALAIN ROLLAT

Robert LAFFONT Éditeur
L'un livre couronné par l'Académie Française



Spoerry: "L'Architecture Douce"

Un livre polémique.

Aimez-vous ce qui s'est construit depuis 40 ans?...

DENIS OLIVENNES
NICOLAS BAVEREZ

L'IMPUISSANCE PUBLIQUE

L'État, c'est nous...

CALMANN - LÉVY

Collection « Essais », 241 p. 92 F

Calmann-Lévy

« Un livre qu'il faut garder à portée de main si l'on veut aider à passionner — dans le bon sens — un débat qui s'est trop traîné au ras du sol. »
Pierre Drouin, *Le Monde*

« Les idées iconoclastes d'une nouvelle génération de hauts fonctionnaires. »
Jérôme Dumoulin, *L'Express*

« Un livre limpide et intelligent. »
Laurent Joffin, *Challenges*

« Les pistes explorées sont parfois explosives. »
Stanislas Noyer, *Libération*

« Souhaitons à nos deux réformateurs un beau scandale : ce serait le meilleur moyen pour que leurs excellentes idées ne restent pas lettre morte. »
Pascal Bruckner, *Le Nouvel Observateur*

[illegible]

ote des changes

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 6 DECEMBRE

Cours relevé
à 17 h 36

VALEURS						Règlement mensuel						VALEURS					
Compteur	Cours	Premier	Dernier	%		Compteur	Cours	Premier	Dernier	%		Compteur	Cours	Premier	Dernier	%	
VALEURS	Cours	projet	cours	+ -		VALEURS	Cours	projet	cours	+ -		VALEURS	Cours	projet	cours	+ -	
3780 C.N.E. 3% x	3720	3718	3720	+ 0.01		3780 C.N.E. 3% x	3720	3718	3720	+ 0.01		3780 C.N.E. 3% x	3720	3718	3720	+ 0.01	
1048 B.N.P. 1%	1038	1040	1040	+ 0.18		1048 B.N.P. 1%	1038	1040	1040	+ 0.18		1048 B.N.P. 1%	1038	1040	1040	+ 0.18	
1196 C.F.P. 1%	1191	1195	1205	+ 2.02		1196 C.F.P. 1%	1191	1195	1205	+ 2.02		1196 C.F.P. 1%	1191	1195	1205	+ 2.02	
1700 C.R. Lyon, T.	1700	1079	1079	- 0.19		1700 C.R. Lyon, T.	1700	1079	1079	- 0.19		1700 C.R. Lyon, T.	1700	1079	1079	- 0.19	
2010 C.R. Lyon, T.	2007	2009	2050	+ 2.14		2010 C.R. Lyon, T.	2007	2009	2050	+ 2.14		2010 C.R. Lyon, T.	2007	2009	2050	+ 2.14	
2328 S.G.-Gob. 1%	1202	1211	1221	- 0.08		2328 S.G.-Gob. 1%	1202	1211	1221	- 0.08		2328 S.G.-Gob. 1%	1202	1211	1221	- 0.08	
1225 Thomson T.	1228	1211	1221	- 0.08		1225 Thomson T.	1228	1211	1221	- 0.08		1225 Thomson T.	1228	1211	1221	- 0.08	
1415 Air Liquide	565	561	565	+ 0.45		1415 Air Liquide	565	561	565	+ 0.45		1415 Air Liquide	565	561	565	+ 0.45	
6240 Air Supram.	2500	2500	2520	+ 0.08		6240 Air Supram.	2500	2500	2520	+ 0.08		6240 Air Supram.	2500	2500	2520	+ 0.08	
615 A.L.S.P. 1%	620	608	605	- 0.42		615 A.L.S.P. 1%	620	608	605	- 0.42		615 A.L.S.P. 1%	620	608	605	- 0.42	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00	
6300 A.L.S.P. 1%	3000	3000	3000	0.00		6											

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

6/12

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Franchise	Rachet net	VALEURS	Emission	Franchise	Rachet net	VALEURS	Emission	Franchise	Rachet net
Obligations																							
Compagnie Rhy			151 50		156	Magnan Uniprix			Vicar			172	A.A.A.	1150 00	1122 03	France-Indes S&W	117 51	114 64	Perkins-Roth	178 52	175 02		
C.I.C. (France) S.A.			235 10		235 10	Magnan S.A.			Wattmets S.A.			1072	A.A.I.	242 10	236 62	France-Indes S&W	481	448 76	Perkins	703 45	682 95		
Compagnie Rhy			2080		2080	Magnan S.A.			Révis. de l'Inde			138	Action France	802 02	800 28	France-Océans	482 48	457 80	Pharm. Placements	258 84	257 55		
Compagnie Rhy			1108		1108	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			304 30		304 30	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			800		800	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			10000		10000	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			808		808	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1911		1911	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			141 50		141 50	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			621		621	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			625		625	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			2300		2300	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			5100		5100	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1150		1150	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			4130		4130	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1190		1190	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1977		1977	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			356		356	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			51		51	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			111		111	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			628		628	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			2300		2300	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			5100		5100	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1150		1150	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			4130		4130	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1190		1190	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1977		1977	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			356		356	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			51		51	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			111		111	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			628		628	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			2300		2300	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			5100		5100	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1150		1150	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			4130		4130	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1190		1190	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1977		1977	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			356		356	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			51		51	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			111		111	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			628		628	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			2300		2300	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			5100		5100	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1150		1150	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			4130		4130	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1190		1190	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1977		1977	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			356		356	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			51		51	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			111		111	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			628		628	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			2300		2300	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			5100		5100	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1150		1150	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			4130		4130	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1190		1190	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1977		1977	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			356		356	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			51		51	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			111		111	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			628		628	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			2300		2300	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			5100		5100	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1150		1150	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			4130		4130	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1190		1190	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			1977		1977	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02	800 28	France-Océans	507 86	487 07	Pharm. Placements	786 39	785 19		
Compagnie Rhy			356		356	Magnan S.A.							Action Méditerranée	802 02									

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements

45-55-91-82, poste 4330

An Palais du Luxembourg

Les sénateurs rejettent les crédits de la défense

Après avoir voté contre le projet de budget de l'éducation nationale (*le Monde* du 29 novembre), les sénateurs ont repoussé, mercredi 6 décembre, les crédits du secrétariat de la jeunesse et des sports présentés par M. Roger Bambuck. Le projet de budget de M. Jean-Pierre Chevènement a connu le même sort du fait de l'hostilité de la majorité sénatoriale et des communistes.

« De grands déséquilibres s'amplifient à la périphérie de notre continent. La France prend toute sa part aux négociations sur le désarmement sans qu'il puisse être question de renoncer à sa politique de défense », a-t-il conclu.

Les positions du ministre ont été soumises à un feu nourri de critiques. M. Jean-Luc Becard (PCF, Pas-de-Calais) s'est appuyé sur les récents événements géopolitiques

pour réitérer la demande d'une réduction « possible et souhaitable » de 40 milliards de francs des crédits de la défense. Le ministre a répondu en indiquant qu'un sondage attestait de l'adhésion de l'opinion à l'effort de défense nationale. M. René Monory (UC, Vienne) a eu de cesse de critiquer un budget « figé », « manquant d'innovation », « stratifié (...) et dépassé par les événements ». « L'armement stratégique continuera d'absorber des sommes hors de proportion avec l'utilité réelle, ce qui ne peut que rendre perplexes les missiles Hades, s'ils étaient lancés n'atteindraient que la Tchétchénie ou la RDA », a-t-il fait remarquer.

Plus mesuré, l'amiral Philippe de Gaulle (RPR, Paris) a abordé le thème de l'armée de métier. Citant, en amorce à sa réflexion, un article de Charles de Gaulle datant de 1929 (« Circoscription, volontariat, mercenariat, aucun n'a de valeur absolue ni de vertu propre »), il a estimé que « les conditions économiques ne permettent plus autre chose qu'un service militaire sélectif de plus en plus basé sur un volontariat ». « Nous devons nous poser la question sans sectarisme », a-t-il conclu.

Le renouvellement de la flotte des sous-marins a enfin fourni la matière à de nombreuses interventions. Sommés de trancher, dans l'attente de la mise au point de la version « marine » du Rafale, entre l'option américaine F-18 défendue par M. Max Lejeune (RDE, Somme) et la « prolongation-modernisation » des Crusaders prônée par M. Becard, le ministre a réitéré qu'il n'arrêterait son choix qu'au début de l'année prochaine.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Les événements en Europe de l'Est et le Conseil européen de Strasbourg 2 à 4

M. Rocard en Yougoslavie

Le premier ministre a promis un accroissement de l'aide française 3

Les incidents du Quai d'Orsay

M. Joxe critique le comportement des députés de l'opposition molestés par la police 10

M. Stoléru et M. Le Pen

Les propos tenus par le président du Front national suscitent l'indignation à droite comme à gauche 11

SECTION B

Le procès de « Boris Godounov »

Metislav Rostropovitch attaque en justice pour respect du film de Zdzislaw, Boris Godounov, qui doit sortir le 20 décembre 15

Le piano dans tous ses états

Invités par l'Orchestre de la Tonhalle de Zurich, huit pianistes (dont Martha Argerich, Alexandra Rabinovitch et Nelson Fraire) ont été l'instrument-roi. Quatre pianos, six concerts, près de dix heures de musique, des découvertes, des retrouvailles 15

M. Jospin et la laïcité

L'avant-projet de circulaire sur la laïcité précise les conditions du port d'insignes religieux à l'école 17

Régine Deforges condamnée pour contrefaçon

Les éditions Ramsay et Régine Deforges, auteur de la Bicyclette bleue, ont été condamnées à verser 2 millions de francs de dommages et intérêts aux détenteurs des droits patrimoniaux de Margaret Mitchell, auteur d'Autant en emporte le vent 18

Le juge Bouliouque gagne son procès contre « le Monde » et « Libération »

Pour complicité de diffamation publique envers M. Gilles Bouliouque, juge d'instruction à Paris, Agathe Logeart, journaliste au Monde, et Véronique Brocard, journaliste à Libération, ont été condamnées respectivement à 10 000 F et à 5 000 F d'amende 18

Responsabilité pénale d'un animateur bénévole ?

Après la mort d'un enfant près de Tours, l'animateur bénévole d'une association sportive est poursuivi au pénal par la famille du jeune garçon 18

L'avenir de la Société française de production

Malgré un déficit évalué à plus de 285 millions de francs, M. Jean-Pierre Hoss veut faire de la SFP « la force de la production française » 20

Sports

Après Marseille et Monaco, Auxerre s'est qualifié pour les quarts de finale des Coupes européennes de football. Lutte antidopage renforcée aux États-Unis pour les athlètes 24

SECTION C

LIVRES • IDÉES

Des livres pour les enfants

Pour les érudits des plus jeunes, Nicole Zand a sélectionné près de cinquante titres. Avec un conseil : parents, lisez aussi les livres de vos enfants ! 32 et 33

Le feuilleton de Michel Braudeau 26

Bicentenaire : un bilan

Roger Chartier propose un premier bilan scientifique des recherches historiques 28, 29 et 30

SECTION D

Automobiles japonaises

La CEE va négocier avec Tokyo une ouverture progressive de son marché 37

Transports aériens européens

Un premier pas vers la libéralisation 37

Année noire pour le groupe Saatchi

Pour la première fois depuis sa création, il y a dix-neuf ans, le premier groupe publicitaire mondial, Saatchi and Saatchi, enregistre une baisse de ses bénéfices de 47 % en 1989 38

AFFAIRES

● La privatisation de l'eau en Grande-Bretagne ● Scènes de chantage à la Bourse de Tokyo ● Les comptes en or du conglomérat anglo-américain Hanson ● Samp-Solar, un tueur vicieux de myopies 39 à 42

Services

Abonnements 43
Annonces classées 42
Campus 18
Cartes 22
Expositions 21
Loto, Loterie 23
Marchés financiers 44 et 45
Météorologie 22
Mots croisés 23
Radio-télévision 23
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 décembre 1989 a été tiré à 530 190 exemplaires.

Veuve du chef du groupe de résistants immigrés

Mélina Manouchian est morte

M^{me} Mélina Manouchian, veuve de Missak Manouchian, qui avait donné son nom à un célèbre groupe de résistants immigrés, est décédée mercredi 6 décembre, à Paris.

Mélina Manouchian, née à Constantinople en 1913, avait été la compagne du poète communiste arménien, dont l'action au service de la résistance contre l'occupant avait été célébrée par Aragon dans l'Affiche rouge. Cette affiche avait été placardée par les Allemands, au début de 1944, pour dénoncer la participation d'immigrés juifs d'Europe centrale, Italiens et Arméniens, entre autres, à la résistance. Tombé en novembre 1943, le groupe que dirigeait Manouchian réunissait des francs-tireurs et partisans rattachés à la direction de la main-d'œuvre immigrée du Parti communiste, d'où leur nom de « FTP-MOI ». Les conditions dans lesquelles ils avaient été pris par les policiers allemands et français avaient donné lieu à des polémiques, alimentées, notamment, par la dernière lettre que Manouchian avait adressée à sa compagne.

Sa famille ayant été chassée de Turquie lors des persécutions des Arméniens, Mélina Manouchian était arrivée en France en 1926. Communiste elle aussi, Mélina Manouchian avait quitté la France après la guerre pour s'établir à Erivan, en Arménie soviétique, où elle enseignait le français. Revenue en France, elle avait consacré un livre de souvenirs à son mari, *Manouchian*, paru aux Éditions françaises réunies. En 1985, un film réalisé pour la télévision par Mosco avait rouvert la polémique sur la chute du groupe Manouchian. Mélina Manouchian meurt en cause un dirigeant de la résistance communiste parisienne, connu sous le pseudonyme de « Roger », qu'elle tenait pour responsable de la capture du groupe.

Lors des débats provoqués par la programmation de ce film, à laquelle s'opposait le PCF, accusé d'avoir sacrifié ce groupe de résistants immigrés, Mélina Manouchian s'était rangée, plutôt, du côté du parti. Elle devait s'en éloigner, par la suite, en se rapprochant du PS et en appelant à voter pour François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1988.

(Publicité)

La star chez Duriez

La machine à écrire portable qu'elle voulait offrir à son imprésario chéri, (idéal pour rédiger un contrat en avion !) notre vedette l'a enfin trouvée chez DURIEZ. Et pour le même prix, on lui a expliqué le mode d'emploi et garanti un service après-vente rapide et efficace. On lui a même livré le petit bijou à la passerelle de son jet privé. Normal, entre stars, on se comprend...

EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE

3, RUE LA BOÉTIE (8^e)
Tél. : 47.42.91.49
112, BD St-GERMAIN (6^e)
Tél. : 46.33.26.43
132, BD St-GERMAIN (6^e)
Tél. : 43.29.65.60

Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F.

(Publicité)

UN LIT A ESSAYER

TEST. Dans le cadre de l'exposition permanente du centre Capélon. Vous pouvez choisir matelas, sommiers traditionnels et électriques des plus grandes marques : Tréca, Epéda, Simmons, Pirelli, etc. Mais surtout les essayer, conseillés par un technicien du couchage. Vous déterminerez la literie la mieux adaptée à votre confort et à votre morphologie (souple ou ferme). Faites également l'essai des fameux CAD de chez Tréca. Les prix sont imbattables et les livraisons gratuites dans toute la France.

Capélon : 37, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : 43-57-46-35. Métro : Parmentier.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUT

2001

J'e sais pas où vous en êtes, question sujet de discussion, mais au cas où vous en seriez par-dessus la tête de ce fichu foudard islamique comme ils disent au Canard enchaîné, je vous recommande un truc génial. Un soir à dîner, en famille ou avec des copains, vous lancez négligemment : « Qu'est-ce que vous faites pour le réveil ? Pas le prochain, non, le seul, le grand, l'historique, celui du 31 décembre 1989. Vous allez voir les réactions, ça va être dément ! »

Moi, depuis que j'ai évoqué dans un billet la façon dont l'allela le fêter, cette folieuse Saint-Sylvestre, je croise sous les beaufolles bafoillantes de folle fureur : C'est pas le 31 décembre 1989 que ça va être au troisième millénaire, pauvre débile, c'est le 31 décembre 2000 ! Au début, j'y ai pas prêté attention, je me suis dit : C'est des lettres de cinglés. Et puis là, comme je suis plus où les mettre, j'en ai attrapé un plein paquet et je l'ai descendu aux infos gérées : Ça s'est que c'est cette histoire ? C'est un poisson d'avril, alors, le 1^{er} de l'an 2000 ?

Ben, oui, puisque ça tombe un...

— Oui, mais ça tombe pas le 1^{er} avril, ça tombe là...

— Le 1^{er} de l'année zéro. Enfin, réfléchis, le début de notre ère, ça remonte à quand ?

— A la naissance du Divin Enfant.

— Exactement. Donc, le 1^{er} janvier de l'an 1.

— N'importe quoi ! Là, le gamin, il allait sur ses deux ans.

— Lui, oui. Pas le siècle. Il avait cent ans, le siècle quand il a débuté. C'est pourtant facile à comprendre... Non ? Ils ont raison, les lecteurs, t'es vraiment trop con.

— Ils ont raison, ils ont raison... A ce compte-là, ils avaient tort, peut-être, nos ancêtres les Gaulois, à l'idée que le ciel leur tombe sur la tête pendant la nuit du...

— Bien sûr ! Elle tenait pas debout, cette peur de l'an mille. Ils auraient dû attendre la fin de l'année pour se plonger sous leurs couvertures. L'apocalypse, ils l'ont pas vue venir tout simplement parce qu'ils se sont trompés de date. Alors, ce coup-ci, si tu veux pas le fouter, t'as intérêt à la marquer sur ton carnet de rendez-vous.

POLOGNE : manifestation à Nowa-Huta. — Environ deux mille jeunes, principalement lycéens et étudiants, se sont violemment affrontés mercredi 6 décembre aux forces de l'ordre à Nowa-Huta, dans la banlieue de Cracovie, après avoir réussi à mettre le feu à la statue de Lénine, qui se dresse dans le centre de cette ville ouvrière. Les manifestants réclament notamment le « départ des troupes soviétiques » (estimées à 40 000 en Pologne).

L'Union soviétique s'est émue à plusieurs reprises de ce genre de manifestations, estimant qu'il s'agit de « provocations antisoviétiques ». Le Comité régional de Solidarité pour la région de Cracovie a demandé dans la soirée au conseil municipal de Nowa-Huta de faire disparaître la statue de Lénine, afin « de faire prévaloir l'ordre et la sécurité » dans la ville. — (AFP.)

LES COURS DE LA BOURSE

EN DIRECT PAR TELEPHONE

Composez les 3 premières lettres de la valeur recherchée. En temps réel, via satellite, accédez aux cotations du règlement mensuel.

36.65.84.84

France entière (tél. fixe) : 36.65.84.84. ALLO BOURSE Informations : 16 (1) 42 25 75 80

SVM

SCIENCE & VIE MICRO

GUIDE D'ACHAT

40

ORDINATEURS

DE 1.000 A 50.000 F.

La tendance hiver 89/90 est à l'informatique très personnelle. Pour vous aider à choisir l'ordinateur idéal, SVM a sélectionné 40 modèles, classés en 4 catégories : de poche, de cartable, portatifs et de bureau, ainsi que 100 logiciels et 30 périphériques.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

● Initiation : le secret des mémoires électroniques.

● A quand un ordinateur champion du monde d'échecs ?

● PSION MC 400 au banc d'essai.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE